TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11697 — MARDI 7 SEPTEMBRE 1982

Le congrès du P.C. chinois accorde la priorité au développement économique

LIRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 l. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
Télex Paris nº 650572
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Les deux crises du Proche-Orient

L'enjeu du golfe

Que la force aéronavale irakienne ait ou non réellement détruit, samedi 4 septembre, comme le claironne Bagdad, deux pétroliers et deux cargos se dirigeant vers les côtes iraniennes, n'a qu'une importance relative dans le contexte du conflit irano-irakien. La logique dans laquelle s'est placé le président Saddam Hussein le 15 août, en décrétant le blocus total du principal terminal pétrolier de l'Iran, situé dans l'île de Kharg, afin de faire lâcher prise aux troupes de l'imam Khomeini assiégeant, depuis la mi-juillet, le principal port de l'Irak, Bassorah, ne peut que conduire à des opérations de plus en plus destructrices, voire pour finir à l'embrasement général du golfe Persique.

On l'a un peu vite oublié, mais le mois dernier, quelques jours avant l'imposition officielle du blocus — après tout, la totalité du Golfe a été déclarée zone de guerre par les deux belligérants depuis septembre 1980, — deux cargos, l'un grec et l'autre sud-coréen, faisant mine de se diriger vers Kharg, avaient été détruits par l'artillerie irakienne. Quant aux bombardements aériens qui ont eu lieu depuis le 18 août sur l'île elle-même, ils ont déjà suffisamment endommagé d'installations de stockage et d'accostage pour que soient diminuées de moitié les exportations de naphte iranien.

Certes, la demande pétrolière mondiale reste pour l'instant peu élevée, à telle enseigne que les ventes des Etats de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sont passées de 31 millions de barils par jour il y a deux ans et demi à 17 millions de barils par jour à présent. L'arrêt total des exportations d'or noir iranien, venant après celui, quasi complet, des expéditions irakiennes de ce produit — Bagdad ne dispose plus depuis la fermeture de l'oléoduc de Syrie que de la conduite passant à travers le territoire turc, elle-même constamment menacée — ne provoquerait donc pas de pénurie pour le moment en Occident.

Mais qu'adviendrait-il si Téhéran, dans l'espoir de persuader l'Occident de faire pression sur l'Irak pour que ce pays lève le blocus de Kharg, bouclait, avec sa marine, le détroit d'Ormuz, coupant ainsi la route du pétrole saoudien, koweïtien ou aboudhabien ? Près du tiers des exportations mondiales de naphte se trouveraient de la sorte arrêtées, provoquant cette fois pour de bon un manque d'énergie en Occident. « Si l'on nous prive de notre source de devises pétrolières [en détruisant Kharg] nous créerons l'insécurité dans la région [d'Ormuz] pour que les puissances ennemies ne puissent pas exporter de pétrole », a affirmé, samedi 4 septembre, l'ayatollah Rafsandjani, président du Parlement iranien, visant manifestement les expéditions des Etats arabes « alliés » de Bagdad, comme l'Arabie Saoudite.

Les prochaines manœuvres militaires annoncées le 25 août par Washington en Oman et la présence, dans le golfe portant le nom du sultanat, d'un tiers de la quinzaine de navires de guerre français croisant habituellement dans l'océan Indien ne paraissent pas être des arguments susceptibles de provoquer une désescalade irako-iranienne. Mais il est évident que si l'Occident continue, sans faire aucun effort pour y remédier, de laisser « pourrir » la situation dans le golfe Persique, il risque un beau matin de se trouver dans cette région, vitale pour lui, en face d'un incendie impossible à maîtriser.

• Jérusalem adresse un « grave avertissement » à Damas, après la disparition de huit soldats
• Washington réagit vivement à la poursuite des implantations dans les territoires occupés

Washington a réagi avec vivacité, en la qualifiant d'incompréhensible et de « très fâcheuse », *à la décision prise, dimanche 5 septembre, par M. Begin de créer de nouveaux points de peuplement israéliens dans les territoires occupés. M. Reagan avait formellement réclamé, dans le discours contenant ses propositions de règlement, le gel des implantations. Le chef du gouvernement israélien a rejeté à nouveau les suggestions du président américain, qui conduiraient, selon lui, à un* « Etat palestinien, et donc une base soviétique au cœur du Proche-Orient. »

Par ailleurs, à la suite de la disparition au Liban de huit soldats israéliens derrière les lignes syriennes, M. Ariel Sharon, ministre de la défense, a adressé un « très grave avertissement » *à Damas.*

L'hostilité affichée par Israël à l'égard du « plan Reagan » *et le regain de tension au Liban figurent parmi les éléments qui vont peser sur le sommet arabe de Fès, ouvert ce lundi par le roi Hassan II.*

De notre correspondant

Jérusalem. — En annonçant qu'il venait de donner le feu vert pour la création de sept ou huit points de peuplement en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, le gouvernement de Jérusalem a souligné que cette décision n'était pas liée à la publication du plan Reagan, que M. Begin a encore condamné dans un message personnel adressé au chef de l'Etat américain.

Cette précaution, destinée à atténuer les réactions à Washington, ne trompe personne en Israël. La plupart des quotidiens israéliens estimaient, lundi matin 6 septembre, dans leurs éditoriaux, que ces mesures étaient une « provocation » et ne pouvaient qu'envenimer les relations israélo-américaines.

Le gouvernement a précisé que la procédure d'approbation de ces projets d'implantation avait été entamée voici deux semaines, soit avant l'initiative américaine, et que plusieurs de ces implantations étaient à l'étude depuis de longs mois.

Trois d'entre elles sont des points d'appui qui avaient été fondés par une unité spéciale de l'armée et qui seront confiés maintenant à des civils. Une autre, qui sera située près de Gaza, correspond à une « promesse » faite par le gouvernement aux colons qui ont été expulsés de la ville de Yamit lors de l'évacuation définitive du Sinaï en avril dernier.

Au total, sur les sept ou huit implantations (les chiffres varient selon les sources d'information officielle), il n'y en aurait que trois dont les travaux d'installation pourraient commencer bientôt, car pour les autres le financement n'est pas encore assuré — ce qui est révélateur des difficultés rencontrées actuellement par le gouvernement pour se donner les moyens de sa politique.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 3.)

Dans notre prochain numéro, nous commencerons la publication de :

« Comprendre et traiter le cancer »

une série de trois articles par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE et JEAN-YVES NAU.

La rentrée scolaire

M. Savary fait appel aux initiatives et à la volonté des enseignants

Plus de douze millions six cent mille élèves vont reprendre le chemin des établissements scolaires cette semaine. Après des vacances raccourcies d'une semaine par rapport aux années précédentes. Ils vont, autre innovation, rentrer en classe tous en même temps, ou presque : le mardi 7 septembre dans la quasi-totalité des académies de province, le jeudi 9 dans celles de la région parisienne et de Montpellier. Les enseignants les auront précédés de vingt-quatre heures dans les classes.

A la veille de la première rentrée, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a adressé une lettre aux enseignants qu'il encourage à prendre des initiatives. En attendant les réformes, c'est un nouveau climat qui est à l'ordre du jour de cette année scolaire.

La nouvelle stratégie

par CATHERINE ARDITTI

Un pari sur l'avenir. Ainsi se présente l'année scolaire qui s'ouvre le 7 septembre. Pari non pas tant sur le changement immédiat que sur la volonté des acteurs du système éducatif de *transformer* celui-ci pour l'améliorer. Mais avant d'aborder cette phase qualitative, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, est attendu sur le très court terme, à savoir les premiers jours de la rentrée.

Chaque élève aura-t-il une place dans une classe, un enseignant *nommé* à temps ? Bien qu'il *ne* s'agisse pas d'un jeu de hasard les pronostics sont prudents. « *Nous sommes dans l'irréalité* », « *dans le flou* », « *nous n'avons pas le sentiment d'une grande fébrilité* », affirment à la veille de la rentrée quelques-uns des principaux partenaires du ministère de l'éducation nationale.

(Lire la suite page 10.)

Tour de piste électoral aux Pays-Bas

(Lire page 5 le début de l'enquête de BERNARD BRIGOULEIX.)

Les syndicats accueillent avec réserve les déclarations de M. Mauroy

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 5 septembre, M. Pierre Mauroy a rappelé les grandes lignes de l'action économique que le pouvoir entend mener dans les dix-huit mois à venir. Il s'agit de faire preuve d'une grande rigueur, notamment en matière d'inflation, afin d'assainir la situation et d'atteindre les objectifs fondamentaux du septennat.

M. Mauroy a donné quelques indications sur la sortie du blocage. Pour les prix, le retour à la liberté passera par une régulation sous forme d'accords couvrant les différents secteurs. Pour les salaires — qui ne doivent plus être indexés sur les prix — un effort sera consenti en faveur des plus bas. Le gouvernement souhaite, d'autre part, que la partie des rémunérations excédant 20 000 F par mois soit gelée.

Tandis que la C.G.T. réserve sa réaction officielle pour le discours que doit prononcer, le 7 septembre, M. Krasucki, M. Bergeron, secrétaire général de F.O., redoute « que l'extrême rigorisme du plan décrit par le premier ministre ne conduise à un accroissement du nombre des chômeurs ». Pour M. Marchelli, *délégué général de la C.G.C.*, « en promettant aux Français le retour à la démagogie tous azimuts après seize mois de sacrifice, le premier ministre déçoit profondément une nouvelle fois le personnel d'encadrement ». M. Bornard (C.F.T.C.) estime que « c'est une politique de baisse du pouvoir d'achat qui se précise. Cela annonce une rentrée difficile ».

Le changement dans la douleur

par FRANÇOIS RENARD

« *Il n'est pas question de faire la pause* », a réaffirmé dimanche soir M. Mauroy au « Club de la presse ». Pourvu d'un indéniable courage, le premier ministre manquerait-il de sincérité ? Ne peut-il reconnaître que, dans l'immédiat et pour les seize mois à venir, la politique du gouvernement a radicalement changé, même si les objectifs ultimes, notamment l'avancée sociale, ne sont pas perdus de vue ?

Est-il si déshonorant de reconnaître que, sur certains points, on s'est trompé et que l'on a effectivement « *joué les magiciens* » ? Les Français ne sont pas si bornés qu'ils ne puissent admettre le droit à l'erreur, ni rejeter le bien-fondé de mesure somme toute parfaitement révolutionnaires.

Quand M. Mauroy définit comme premier principe pour la sortie du blocage : « *Il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation* », il s'attaque au mal qui ronge l'économie depuis 1968, à savoir l'échelle mobile des salaires, cette mécanique qui perpétue la hausse des prix et paralyse toute tentative pour en atténuer l'automatisme diabolique.

(Lire la suite page 45 et pages 17 à 19, dans « le Monde de l'économie », notre dossier : « La sortie du blocage des salaires et des prix ».)

POINT

La « bataille » de Paris

Le gouvernement a tiré les leçons du faux pas qu'il a commis en présentant au débotté une réforme, mal préparée et insuffisamment expliquée, du statut de la capitale. Le texte qu'il va déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale dès la rentrée, ferme sur les principes, serait beaucoup plus accommodant dans leur application.

Les principes, on s'y tient. Il s'agit d'organiser à Paris comme ailleurs une meilleure expression de la vie locale et d'encourager les élus à prendre leurs responsabilités « au plus près » des citoyens. Décentralisation oblige. Il y aurait donc dans chaque arrondissement des conseils — on prononce du bout des lèvres le terme de « municipalité » — élus au suffrage universel et qui désigneraient librement leur maire.

C'est là l'application pure et simple des plus anciens projets socialistes et communistes sur le statut de la capitale auxquels le maire de Paris et ses amis politiques ne peuvent que continuer à s'opposer. En même temps, il est vrai, de sérieuses satisfactions seraient données à ces derniers.

Le maire de Paris subsiste ainsi que « son » conseil municipal, dans sa forme actuelle. En outre, la réforme qui sera appliquée à la capitale le serait aussi à Lyon et à Marseille, et fait partie d'un projet plus vaste : la refonte de l'animation et de l'organisation locales dans toutes les grandes villes françaises. Pas de mise en cause donc de l'unité de Paris, qui ne pourra se plaindre d'être victime de mesures discriminatoires.

Ce projet, qui sera discuté par un prochain conseil des ministres, demandera à être affiné sur quelques points essentiels susceptibles de mettre le feu aux poudres. Ne retenons que celui-ci : les futurs conseils et maires d'arrondissement vont bénéficier de l'aura toute particulière que confère l'élection au suffrage universel. Reste à savoir quelles seront leurs compétences et de quels moyens financiers ils disposeront. C'est là que risquent de naître de lourds conflits entre les maires d'arrondissement et le maire de Paris.

Ce débat sur la compétence et les moyens des nouvelles collectivités locales, que l'on retrouve à chaque étape de la mise en place de la réforme de décentralisation, sera sans doute particulièrement vif sur les bords de la Seine. Il sera, bien entendu, amplifié par l'importance politique des adversaires qu'il opposera. Paris reste la capitale.

(Lire page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Tonnerre

M. Mauroy a les pieds sur terre. C'est même sa fonction, puisqu'il accepte d' « être un paratonnerre ». *Sous-entendu : pour le chef de l'Etat.*

Quand un orage éclate, il y en a qui se contentent d'ouvrir le parapluie, ou de raser les murs pour passer entre les gouttes. Lui se dresse, solitaire et solide, défiant le R.P.R. tonnant, qui cherche à foudroyer l'Etat.

L'ennui, on l'avait compris, c'est que l'Etat ne tient alors qu'à un fil.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde du mardi 7 septembre (daté 8 septembre) **PUBLIERA 24 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI**

WOODY ALLEN AU FESTIVAL DE VENISE

Entre Shakespeare et Feydeau

La Mostra a connu son jour de gloire en fin de semaine avec la présentation des deux meilleurs films de la sélection officielle (mis à part *Agonia*), l'un en compétition, *l'Etat des choses* de Wim Wenders (*le Monde* daté 5-6 septembre), l'autre hors compétition, *Comédie érotique d'une nuit d'été* de Woody Allen. Alors que Wim Wenders, l'Allemand cosmopolite, règle un peu ses comptes avec une Amérique qui le fascine *et l'inquiète, Woody Allen regarde* vers l'Europe, sa culture, ses lumières, un héritage qui, de Shakespeare à Renoir et Bergman, en passant par Tchekhov et Feydeau, miroite de mille feux.

Ils sont six personnages à se mettre en place pour un long week-end d'été à la campagne, selon une mécanique complexe que n'aurait pas reniée Feydeau, ce maître artificier des couples en goguette défiant le bon sens et la morale. Le héros bien sûr, le petit bonhomme effacé, bourré de complexes, sans qui rien n'arriverait, c'est Andrew (Woody Allen), courtier à Wall Street, mais, à ses moments sérieux, inventeur de machines parfaitement inutiles. Marié à Adrian (Mary Steeburgen), la douce maman à la voix chevrotante de *Ragtime*, leur union n'est plus consommée depuis six mois. Il invite à leur maison de campagne un cousin *d'Adrian, professeur Emeritus* Leopold (José Ferrer) qui s'apprête à épouser Ariel, la nymphomane (Mia Farrow). Un autre ami, toubib sans complexe, le Dr Maxwell Jordan (Tony Roberts) forme la dernière paire du week-end avec une jeune infirmière, Dulcy (July Hagerty), embarquée au dernier moment dans la clinique où il exerce.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 11.)

idées

ISRAËL ET LES AUTRES

L'O.L.P. a quitté Beyrouth. Les passions soulevées par l'intervention israélienne au Liban et l'attentat de la rue des Rosiers ne sont pas pour autant retombées. David Scheinert s'en prend aux frénétiques des deux bords, tandis que B. Comte et J. Peyrot évoquent, à travers un livre, la personnalité de l'historien militant François Delpech, disparu récemment, qui fit tant pour développer la compréhension mutuelle entre juifs et non-juifs. Compréhension qui existait jadis en Algérie, comme le rappelle Anne Junk, et qui a quelque peu disparu dans les rapports franco-israéliens, notamment, estime A. Derczansky, du fait d'une certaine inaptitude des juifs, fascinés par la Révolution française, à assumer le politique.

Un dépit amoureux

par A. DERCZANSKY (*)

ON s'étonne quelquefois de voir les dirigeants israéliens, surtout depuis quelques mois, mettre sur orbite leurs griefs contre la France. Mais ne sommes-nous pas en face d'un véritable happening de dépit amoureux ?

Si nous remontons dans l'histoire, il est frappant de voir combien le mouvement dont Begin est issu, et qu'il incarne aujourd'hui, le sionisme révisionniste était porté par une francomanie. Dès 1948, Begin a posé le problème de l'alliance France-Israël. Ce sont ses compagnons qui ont fondé l'alliance France-Israël, qui ont, dès 1958, été les soutiers du gaullisme en milieu juif, voire les agents du gaullisme et du giscardisme.

Il y a eu l'émergence du vote sanction et d'un populisme judéo-français qui n'est que la mouture française du sionisme révisionniste. Mais ce qui caractérise les réactions de Begin et de certains des dirigeants travaillistes, c'est leur faible fondement, dû au jacobinisme qui leur tient lieu de philosophie politique. *Ils* croient être les héritiers de *la Révolution française*, et toute cette mise en scène qui joue des tripes et du sentiment est liée à leur ignorance de l'histoire d'un pays qui a toujours eu une vocation musulmane. Ce n'est pas par hasard que ce sont les Begin qui ont sauvé Jacques Soustelle à l'heure de la persécution. Begin aujourd'hui et Soustelle en son temps vivent dans la même illusion d'une certaine France qui a confondu mission et colonialisme.

L'erreur de Begin et de ses semblables a toujours été de croire au nationalisme comme panacée, alors qu'il ne s'agit que de la théorisation de l'indépendance d'un peuple. Son inaptitude à la réflexion politique sur le nationalisme apparaît dans son mimétisme. Il y a en fait dans cette scène de dépit amoureux la preuve que certains sionistes ne sont pas en mesure de dépassionner le débat et de pousser la politique au niveau du concept. Il ne s'agit ni de reconnaître ni d'exclure l'O.L.P., mais bel et bien de résoudre l'impasse du Proche-Orient. C'est aux Palestiniens de jouer. Mais Begin comme Sharon ne visent qu'à consolider et à élargir leur pouvoir électoral. Toute cette guerre du Liban a eu lieu pour réussir à discréditer l'opposition travailliste, pour la contraindre à se sentir battue d'avance. Mitterrand était, est, le premier atout de Shimon Pérès et de son parti. Il s'agit de discréditer ce dernier et de rendre impossible le retour des travaillistes au pouvoir par Mitterrand interposé. D'autant plus que les dirigeants de la communauté juive de France jouent la carte de l'union sacrée en Israël. Comme ils se sont servis des *jeunes loups du socialisme* pour masquer leur conservatisme profond. Il y a, il est vrai, une certaine image de la France qui est chère à Begin, mais il y a aussi un extraordinaire calcul électoraliste consistant à disqualifier à tout jamais les travaillistes. Il n'y a pas que le poujadisme populiste dont il est l'expression, et qui se reflète dans les structures nouvelles de la population israélienne, mais c'est au fond la nostalgie de la France coloniale qui embue la conduite de Begin.

N'oublions pas que son ami Meridor, le protagoniste des remèdes illusoires de l'économie israélienne, fut, il y a plus de trente ans, l'une des chevilles ouvrières du Comité hébreu de libération nationale, mystification pseudo-progressiste qui voulait faire passer l'Irgoun pour l'aile marchante de la résistance juive.

On trouve dans ce rapport à la France toute l'équivoque et toute l'ambiguïté de la politique sioniste-révisionniste qui a su pourrir de l'intérieur le travaillisme tout entier. L'impuissance d'Israël à élaborer une alternative cohérente provient de ce que, de l'extrême gauche à l'extrême droite, c'est l'héritage d'un snobisme politique qui paralyse l'imagination politique d'un peuple qui en a bien besoin. Sinon, on devra bien admettre cette évidence, que le messianisme n'aurait été en fin de compte que la projection de la conscience de l'impasse, de l'inaptitude foncière du judaïsme et des *juifs à assumer le politique. Le* désespoir ne serait que le moteur de cette politique et il servirait d'alibi aux Arabes de Palestine les plus décidés à ne jamais reconnaître la réalité.

Il y a aujourd'hui encore une certaine image de la France qui peut guider Begin, c'est celle de Maurras. N'oublions pas que nombre de béginistes français sont de ses anciens élèves. Cela devrait nous édifier sur la négation fondamentale de toute une tradition passée de pensée qui n'a jamais été portée à être francophile mais qui avait à l'égard de la France un respect que le dépit amoureux de Begin va rendre insupportable à maintenir.

(*) Chargé de recherche au C.N.R.S., ancien délégué de la Palestine juive à l'Internationale des jeunesses socialistes (1945-1948).

Sang arabe, sang juif...

par DAVID SCHEINERT (*)

LE sang juif a coulé rue des Rosiers. Le sang arabe a coulé à Beyrouth. La douleur, la colère, sont extrêmes des deux côtés. Et l'on continue dans certains milieux israéliens à établir des distinctions morales entre la mort tombée du ciel ou jaillie au ras du sol, entre le tueur en uniforme et celui en civil. Tout juif d'un avis contraire est traité de renégat et menacé dans sa vie économique. Tout non-juif opposé à Israël devient un antisémite.

M. Menahem Begin, qui prétend être le dirigeant d'un Etat libre, est toujours conditionné par les complexes, sinon par les névroses, du ghetto. Répondant à M. Reagan, qui avait *mis* beaucoup de temps à lui recommander la modération dans le règlement du problème palestino-libanais, il a choisi, lui aussi, ce ton modéré qui *lui* est si cher : « *Les juifs ne s'agenouillent devant personne, sinon devant Dieu.* » L'ex-chef de l'organisation terroriste Irgoun, responsable an avril 1948 de la mort de deux cent cinquante-quatre Arabes du village de Deir-Yassin, a la curieuse manie de parler en toute circonstance au nom du peuple juif, qui ne l'a chargé d'aucune mission de ce genre. Il est sans doute exact que les juifs pieux s'inclinent, le chef couvert, devant Adonaï. Mais cela n'empêche pas les dirigeants israéliens de tendre la main aux... banquiers juifs de New-York, et non pour la leur serrer... L'Etat d'Israël est au bord de la faillite. Malgré cette situation désastreuse, il a mené une guerre ruineuse et totale, en prenant pour prétexte les agressions isolées des fedayin contre une population en majorité civile. Tous les Israéliens ne suivent pas leur gouvernement. Un grand nombre de juifs condamnent sa politique.

La Kehilla, la communauté, ou, si l'on préfère, l'*establishment* juif, a toujours considéré ces hommes indépendants, ces justes qui sont l'honneur d'Israël – ce mot pris dans le sens de peuple, – comme des traîtres et les a rejetés de son sein. Spinoza lui-même a été excommunié par les gardiens de la Loi, au nom de l'orthodoxie et – déjà ! – de la sécurité... Israël Zangwill, le père spirituel du poète André Spire, fut traîné dans la boue par les sionistes au début du vingtième siècle, et le regretté Nahum Goldmann, l'ex-président du Conseil juif mondial, injurié en ma présence par des fanatiques enragés pour avoir conseillé à Israël une attitude plus raisonnable dans ses relations avec les Palestiniens.

L'aveuglement

Est-il nécessaire pour autant, du côté non juif, de condamner l'action israélienne avec une frénésie rhétorique qui fait parfois douter de la sincérité des critiques et, surtout, de la pureté des intentions. Un slogan tel que « A bas le nazi-onisme ! » est tellement grossier, odieux et révélateur, quoi qu'ils en disent, des arrière-pensées des manifestants qu'il manque son objectif. Car, s'il est vrai que Théodore Herzl, fondateur du sionisme, dans son Journal, et Chaïm Weizmann, premier président de l'Etat d'Israël, dans ses Mémoires, ont manifesté des préjugés racistes, que les chefs actuels du gouvernement d'Israël sont des politiciens arrogants, partisans de la manière forte, d'autres dirigeants ou penseurs sionistes combattirent toute notion de nationalisme chauvin, agressif, impérialiste. Achad Haam (1857-1927) n'assignait à son idéal que des buts humanistes. Max Nordau reconnaissait l'injustice foncière du sionisme... Et le philosophe Martin Buber, à plusieurs reprises, combattit l'aveuglement de certains de ses frères. Le 1er août 1929, au seizième congrès sioniste de Bâle, il déclarait : « *Je dois vous faire une confession : j'ai été effrayé de constater en Palestine combien peu nous connaissons l'homme arabe.* »

Quant à ceux qui, indifféremment, traitent tous les sionistes de nazis ou même, n'en déplaise au chancelier Kreisky, de demi-fascistes, qu'il lisent attentivement ces quelques lignes écrites en mai 1926 dans *la Voix de Jérusalem* par Israël Zangwill, qui avait fini par se réconcilier avec les sionistes, tout en conservant son indépendance critique : « Aujourd'hui... *seul un sioniste très limité et transformé est possible en Palestine, où les Arabes devront toujours être plus nombreux que les Juifs et avoir plus de pouvoir politique.* » (1).

Zangwill est mort. Pour les non-juifs, je ne sais s'il représente quelque intérêt. Pour les juifs, qui sont souvent rancuniers, s'ils ne peuvent plus le traiter de rénégat, il leur est toujours loisible de cracher sur sa tombe. Pour les gens sensés, d'un bord ou de l'autre, sa réflexion éclaire encore les événements actuels.

(1) C'est moi qui souligne.

(*) Ecrivain.

CORRESPONDANCE

Musulmans et juifs d'Algérie sous Vichy

Mme Anne Junk, professeur agrégé d'histoire et de géographie, nous écrit :

Depuis l'invasion du Liban, la presse écrite et parlée s'est souvent faite l'écho des réactions passionnées et contradictoires des milieux juifs de France.

Ces jours derniers, elle a saisi l'occasion, comme chaque année, des massives arrestations des juifs de Paris en 1942 pour évoquer le génocide hitlérien.

Curieusement, elle laisse ignorer à l'opinion publique les réactions et les sentiments de l'importante communauté musulmane sur l'invasion israélienne au Liban.

Comme elle n'a jamais fait allusion à la conduite exemplaire des Algériens sous Vichy, à l'égard de leurs compatriotes juifs.

Dans un livre *les Juifs d'Algérie, du décret Crémieux à la libération*, M. Michel Ansky donne de cette conduite des indications qui méritent d'être connues :

« La légion de Pétain tentait (alors) d'entraîner les musulmans (algériens) à un pogrom antijuif sur lequel l'administration (coloniale) aurait volontiers fermé les yeux. »

Un chef des ulémas répondit à un haut fonctionnaire qui s'étonnait de voir que les musulmans ne suivaient pas les Européens pétainistes dans leur mouvement antisémite :

« Pourquoi voulez-vous que nous rougissions nos mains du sang des innocents. Si vous avez une vilaine besogne à accomplir, faites-la personnellement. A notre tour, nous fermerons les yeux. »

L'uléma répéta ses propos à des notables israélites ; l'un d'eux, Elie Goslan, s'étonna de cette dernière phrase.

« Comment, de vos lèvres sont vraiment sorties de telles paroles ? Si l'on avait tué des juifs, vous auriez fermé les yeux et laissé faire ?

– Par Dieu et par la tête du Prophète, on n'aurait pas touché devant nous à un seul de vos cheveux.

– Je n'en attendais pas moins de vous. »

D'ailleurs, en racontant cette scène, l'auteur exprime sa « gratitude envers ces rares Européens et ces musulmans que l'on a trouvés près de soi durant ces années amères ».

Dans le livre de Michel Ansky, on peut lire aussi cette lettre qu'écrivit à l'époque M. Ahmed Bomendjel, dirigeant de l'U.D.M.A. (qui sera plus tard un des interlocuteurs algériens à Melun), au docteur Loufrané, partisan de l'entente judéo-musulmane :

« En infériorisant le juif, on ne pouvait que le rapprocher davantage du musulman. On a cru que les musulmans se réjouissaient de l'abrogation du décret Crémieux (1) alors que ceux-ci ont pu simplement se rendre compte qu'une citoyenneté qu'on retirait après soixante-dix ans d'existence était « discutable » par la faute de ceux-là mêmes qui l'avaient octroyée. Si l'antagonisme entre juifs et musulmans avait existé, il n'aurait pas manqué de se traduire dans les faits au cours des deux dernières années. Et pourtant rien n'a été épargné pour opposer une fois de plus la communauté musulmane à la communauté israélite. »

(1) Le décret Crémieux, qui accorda en 1870 la citoyenneté française aux juifs d'Algérie, fut abrogé en 1960 par le général Weygand, représentant le gouvernement de Vichy, et remis en vigueur en 1963 par le général de Gaulle.

Pourrai-je être fier ?

M. Georges Wajs, d'Ivry, nous écrit :

Comme tout juif, l'attentat aveugle de la rue des Rosiers m'atteint au plus profond de moi.

Né en 1938, je fais partie de cette génération dont l'enfance puis la jeunesse ont été profondément marquées par le nazisme et l'antisémitisme.

Cela dit, devant une certaine forme de déferlement verbal qui confine à l'hystérie, j'éprouve le besoin de clamer tout haut : assez !

J'en ai assez de cette « pression idéologique » (pour ne pas employer de terme plus fort !) faisant de toute personne critiquant la politique du gouvernement de l'Etat d'Israël un antisémite en puissance.

J'ai le droit de revendiquer mon appartenance à la communauté juive sans être sioniste.

La Diaspora a engendré siècle après siècle tant de savants, de poètes, d'écrivains, de penseurs, de peintres, de musiciens, que cela forme pour moi l'essence même de mon attachement au judaïsme, synonyme pour moi d'humanisme.

Je ne peux donc ressentir que comme une déchirure ce qui se passe depuis deux mois au Liban.

J'ai le droit de l'exprimer, comme d'ailleurs des centaines de milliers d'Israéliens l'ont fait, sans que l'on me taxe d'idéaliste béat ou de complice inconscient de l'antisémitisme.

Lorsque le président de la République a prononcé son discours à la Knesset, je me suis alors senti fier, devant tant de courage et d'honnêteté, de faire partie de ce pays. J'aimerais, en France, pouvoir être fier de la politique menée par l'Etat juif. Le serai-je un jour ?

FRANÇOIS DELPECH, HISTORIEN MILITANT

Comprendre pour rapprocher

par BERNARD COMTE (*) et JEAN PEYROT (**)

A un moment difficile pour la communauté juive vient de disparaître prématurément un grand connaisseur des questions juives, un artisan tenace et efficace de la compréhension mutuelle : François Delpech est mort à Lyon, le 1er août (*le Monde* du 12 août).

Catholique formé dans la J.E.C. des années 50, agrégé d'histoire devenu maître-assistant et directeur d'U.E.R. à l'université Lyon-II, François Delpech a mis ses qualités exceptionnelles d'intelligence et de caractère au service d'entreprises multiples. Il a été un enseignant provocant et éveilleur, un organisateur dévoué à la réforme démocratique de l'Université après 68, un animateur de travaux collectifs et un vulgarisateur autant qu'un chercheur et découvreur.

Il avait choisi comme spécialité l'histoire des communautés juives de France à l'époque contemporaine – domaine assez ignoré et délicat. Il y a développé une intense activité de recherche et d'amitié, associant un métier d'historien accompli à une action militante – non pas au service d'une boutique, mais à celui de la vérité historique et de la justice. Justice de l'historien honnête et compréhensif dans l'analyse critique, justice du citoyen et du chrétien qui combat les préjugés et abat les barrières.

Historien militant du judaïsme, Delpech a ouvert des voies et diffusé des vérités dans trois domaines au moins. L'antisémitisme d'abord : le connaître et l'analyser pour en combattre les racines et les résurgences. Pour ses collègues professeurs d'histoire, pour des publics variés, il a souvent décortiqué cette monstrueuse passion. Reprenant les analyses des historiens de l'antisémitisme, il montrait le rôle des racines religieuses, économico-sociales, politiques et culturelles du phénomène, en expliquant le débordement de la haine dans les époques de crise.

Les voies de la réconciliation

François Delpech a rapidement rejoint l'association de l'Amitié judéo-chrétienne, qui, avec Jules Isaac et Jacques Madaule, ouvrait les voies de la réconciliation. Dans les rencontres collectives et par de multiples contacts individuels, il a noué un riche réseau d'amitiés, parfois difficiles et souvent chaleureuses, en France et ailleurs – en Pologne, en Israël. Il a agi aussi dans et sur ce milieu catholique auquel il ne se cachait par d'appartenir, dans un style foncièrement « laïc », ouvert à tous, sans complaisance sentimentale, l'esprit critique en éveil. Son activité s'est dépensée aussi bien dans la recherche théologique qui a abouti en 1973 aux déclarations de l'épiscopat sur la question juive que dans la vulgarisation à l'adresse du public catholique, en de multiples causeries ou articles. Si l'« enseignement du mépris » a progressivement fait place à une meilleure compréhension de l'identité juive et à l'acceptation des différences dans le respect et l'espérance, il en a été l'un des artisans.

Enfin, ces dernières années, alors que se développaient les entreprises de falsification niant la réalité des chambres à gaz et l'extermination massive, il s'est porté, avec d'autres historiens, et notamment le Centre de documentation juive contemporaine, au premier rang de ceux qui ont rétabli la vérité des faits (1). Il y a joint l'analyse du comportement des Français, et surtout des chrétiens, à cette époque tragique. Secrétaire du Centre d'histoire religieuse établi à Lyon, il a participé à de nombreux colloques nationaux et internationaux, quand il ne les a pas suscités. Le premier, il a dressé une vue d'ensemble sur ce sujet, auquel il a aussi apporté des précisions décisives, entre autres sur l'attitude des évêques français pendant l'occupation. Avec la même lucidité sans complaisance, en évitant les simplifications outrancières, il expliquait le silence du Vatican. Pour chaque question, il dégageait la part des hommes, celle des structures, celle des circonstances.

Cet historien si doué n'a pas produit la grande œuvre achevée qu'il préparait ; il a délibérément donné la priorité aux travaux collectifs, aux rencontres, à la diffusion des connaissances. Combattant habile et vigoureux, il a choisi de servir des causes de tolérance, de compréhension et de promotion collective. Qualité rares, et bien nécessaires à notre temps.

(*) Maître-assistant à l'Institut d'études politiques de Lyon.

(**) Maître-assistant à l'Institut d'études politiques de Lyon, président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

(1) Voir notamment *le Monde* du 8 mars 1979.



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.	273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE	386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

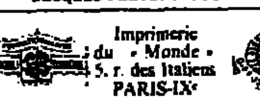
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire : n° 57 437
ISSN : 0026 - 9360.

هكذا من الاصل

Le Monde

étranger

...e, sang juif...

SCHEINERT (*)

L'aveuglement



L'évolution de la crise du Proche-Orient

« Trop tard pour le Liban et trop tôt pour l'O.L.P. », selon la formule du ministre libanais des affaires étrangères, M. Fouad Boutros, le sommet arabe de Fès s'ouvre ce lundi 6 septembre. Les chefs des deux fractions les plus intransigeantes de l'organisation palestinienne, MM. Habache et Hawatmeh, qui ont d'ores et déjà rejeté le « plan Reagan », n'ont pas assisté, samedi et dimanche à Tunis, au « conseil élargi » de l'O.L.P. destiné à arrêter la position de l'organisation. Ils ont rencontré à Damas le président Assad, mais se sont fait représenter à la réunion de Tunis.

Les suggestions du président américain ont été accueillies favorablement au Caire, qu'a quitté ce lundi, pour Londres M. Caspar Weinberger. Le secrétaire américain à la défense s'est dit « enchanté » et « encouragé » par la réaction du président Moubarak, qui l'a reçu samedi. Le chef de l'Etat égyptien, accueillant dimanche le président Nemeiry du Soudan, a répété qu'il trouvait *des « aspects positifs » dans le discours de* M. Reagan, mais avait « des observations à faire ».

Le président américain a fait parvenir, par l'intermédiaire de son émissaire personnel, le général Walters, un message explicitant ses intentions à M. Chadli Bendjedid, chef de l'Etat algérien. Il a, par ailleurs, répondu par une lettre au maire de Bethléem, M. Elias Freij, qui lui avait écrit pour soutenir son initiative.

M. Philip Habib, qui en sa qualité d'émissaire américain a œuvré au règlement de la crise libanaise, fait par ailleurs mardi un bref séjour à Paris.

A Moscou, la « Pravda » qualifie de « farce de mauvais goût » les « prétendues divergences » entre Washington et Israël. Dans une interview publiée ce lundi par l'hebdomadaire ouest-allemand « Der Spiegel », M. Abou Ayad, « numéro deux » du Fath, assure que l'U.R.S.S. avait été « prévenue du plan d'invasion israélien », mais « ne l'avait pas pris au sérieux ». — (A.F.P., Reuter.)

A L'OUVERTURE DU SOMMET ARABE DE FÈS

Les Palestiniens laissent subsister l'incertitude sur leurs positions à l'égard du « plan Reagan »

De notre envoyé spécial

Fès. — *C'est avec une évidente* satisfaction que le roi Hassan II a accueilli, dimanche après-midi 5 septembre, le président Assad de Syrie, *qui avait contribué à l'échec des* assises de Fès en novembre en ne s'y rendant pas et en affichant son hostilité au plan de paix du prince Fahd. Ce dernier, qui est depuis monté sur le trône saoudien, n'avait guère apprécié alors que les dirigeants de l'O.L.P. aient mis en minorité M. Yasser Arafat, lequel avait pourtant été associé à l'élaboration de ce plan et l'avait donc, dans un *premier temps, publiquement* approuvé.

En évitant, lui aussi, de se rendre à Fès à l'époque, le chef de la résistance palestinienne avait empêché, avec le soutien des membres présents du Front de la fermeté, que ne fût inscrit à l'ordre du jour des travaux ce plan fondé sur les résolutions de l'ONU, et prévoyant implicitement que les Etats arabes reconnaîtraient Israël si celui-ci reconnaissait, de son côté, les droits du peuple palestinien. Or, non seulement cette reconnaissance mutuelle a fait bien du chemin depuis six mois dans le camp *arabe, mais le sommet doit également* discuter à la fois du plan Fahd, du plan Bourguiba et des dernières propositions du président Reagan.

Le roi Hassan II, qui, en novembre, *n'avait pu que déplorer* l'absence de neuf chefs d'Etat sur les vingt *de la* Ligue *arabe*, sans compter le *président* de l'O.L.P. et l'*Egypte*, « suspendue » après le voyage de M. Sadate à Jérusalem, était évidemment satisfait d'avoir accueilli dès dimanche douze rois, émirs, présidents et chefs de gouvernement, tandis que la plupart des autres pays étaient représentés à un niveau *ministériel. En outre, le Liban, qui* avait souhaité un report de la rencontre, a fait savoir samedi qu'il renonçait à sa demande, et son représentant figure parmi les premiers arrivés. Le Front de la fermeté, qui avait prêché l'intransigeance en novembre, a aujourd'hui pratiquement éclaté et se trouve, en tout cas, bien affaibli. La Syrie, bien qu'elle ait critiqué le *« plan Reagan »*, qualifié par la presse de Damas de *« défi à la nation arabe »*, n'a ni les moyens ni le désir de faire à Israël une guerre qui pourrait entraîner la chute d'un régime en butte à une forte opposition intérieure.

Le colonel Kadhafi, qui a essuyé un échec à l'occasion de la tenue manquée du sommet de l'O.U.A. à Tripoli début août, a, en outre, perdu une grande partie de son crédit auprès des Palestiniens en leur *conseillant de « se suicider »* à Beyrouth. Que, dans ces conditions, il « boude » chez lui est considéré comme un succès pour Hassan II. Le poids du Yémen du Sud, fort éloigné du champ de bataille, est limité. Enfin, l'Algérie, qui n'avait cessé de conseiller aux Palestiniens de défendre une ligne sans concession, s'est repliée depuis trois mois sur des positions prudentes et réalistes.

La place de l'Egypte

Restent les Palestiniens. Ils auront fait durer le suspense jusqu'au bout *— ce qui est de bonne guerre —* en refusant de révéler les positions qu'ils ont adoptées à Tunis, dimanche, et en laissant planer un léger doute sur la venue de M. Yasser Arafat à Fès. Leur jeu devrait consister à profiter de la mauvaise conscience des dirigeants arabes pour obtenir d'eux le maximum possible. Mais leur marge de manœuvre est limitée.

Les responsables marocains mettent, pour leur part, l'accent sur la nécessité de *« profiter de l'évolution sans précédent de l'opinion publique mondiale en faveur de la cause palestinienne pour promouvoir une solution »*. Mais les difficultés commencent lorsqu'il faut définir les modalités pratiques d'une telle *solution, et on se demande ici comment* les dirigeants arabes, qui jugent positif le nouveau ton adopté par Washington mais insuffisantes les propositions de M. Reagan, vont réussir à les concilier avec celles du roi Fahd et du président Bourguiba.

Autre enjeu important : la place de l'Egypte. Le Soudan entend poser le problème de son *« retour au sein de la famille arabe »*. En novembre, *les pays du Front de la fermeté* s'étaient montrés intransigeants. Mais depuis, il y a eu l'invasion du Liban ; tout au long de la crise, le président Moubarak a fait preuve d'un grand sens politique. Tout en évitant une rupture avec Israël, il a réussi à prendre ses distances à l'égard de l'Etat hébreu, en même temps qu'il apportait un soutien remarqué à la cause palestinienne. *L'Arabie Saoudite, que son poids* financier incite de plus en plus à être le chef de file du monde arabe, tient beaucoup à cette réintégration de l'Egypte, qui sert sa stratégie dans la région. Cependant, réussira-t-elle à l'emporter et à quelles conditions ?

Compte tenu du nombre de sujets à débattre et de leur importance, les responsables marocains estiment que les travaux pourraient se poursuivre jusqu'à mercredi, et, peut-être, au-delà.

PAUL BALTA.

Le plan Fahd

LE DROIT POUR TOUS LES ÉTATS DU PROCHE-ORIENT DE VIVRE EN PAIX

C'est le 7 août 1981 que le prince Fadh, chef du gouvernement et depuis roi d'Arabie Saoudite, a présenté son plan sous la forme d'un appel aux Etats-Unis et à l'Europe occidentale. Ce plan prévoit notamment :

— Le retrait d'Israël de la totalité des territoires arabes occupés en 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem ;

— Le démantèlement de toutes les colonies de peuplement établies par Israël dans les territoires arabes occupés depuis 1967 (Cisjordanie, Gaza et Golan) ;

— La garantie de la liberté d'accès aux lieux saints de toutes les religions à Jérusalem ;

— La reconnaissance du droit du peuple palestinien au retour ou le dédommagement de tout Palestinien ne désirant pas faire valoir ce droit ;

— La mise de la Cisjordanie sous la tutelle des Nations unies pour une période transitoire ne dépassant pas quelques mois ;

— La création d'un Etat palestinien ayant Jérusalem pour capitale ;

— La reconnaissance du droit de tous les Etats de la région à vivre en paix.

Dans cet appel, le prince Fadh demandait, en outre aux Etats-Unis, de reconnaître l'O.L.P. de M. Arafat comme représentant du peuple palestinien et de ne plus fournir une « aide illimitée » à Israël.

Avant la réunion d'un « conseil élargi » de l'O.L.P.

M. Arafat s'est entretenu à Tunis avec deux émissaires du gouvernement français

De notre correspondant

Tunis. — *L'O.L.P. a réuni,* samedi 4 et dimanche 5 septembre, à Tunis, son comité exécutif élargi et s'est bornée à indiquer, au terme de ces assises, que les propositions de M. Reagan *« ont été examinées »* et que la direction *« a émis ses premières observations »*. Avant cette réunion, M. Arafat s'était entretenu avec MM. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, et Bruno Delaye, conseiller de M. Cheysson. Les deux émissaires, qui avaient déjà rencontré le président de l'O.L.P. durant le blocus de Beyrouth, étaient venus faire le point après l'évacuation de la ville et aussi s'informer des intentions présentes et futures de la résistance palestinienne. De l'entretien, on sait seulement de source palestinienne que M. Arafat *« a exprimé ses remerciements et sa considération pour les prises de position de M. François Mitterrand en faveur de la cause palestinienne »*.

Le chef de l'O.L.P. se serait montré extrêmement préoccupé par la sécurité des civils palestiniens *qui demeurent à Beyrouth*. Sans en formuler explicitement la demande, il aurait laissé entendre qu'il apprécierait que la force française fût maintenue au-delà de son mandat. Celui-ci expire le 21 septembre, et seul, aux termes des accords conclus le mois dernier, le gouvernement libanais a la possibilité d'obtenir sa prorogation. Le président de l'O.L.P. aurait également insisté pour que la France et l'Egypte maintiennent devant les Nations unies leur projet de résolution *demandant la confirmation « des droits nationaux légitimes du peuple palestinien y compris son droit à l'autodétermination avec tout ce que cela implique »*, la participation de l'O.L.P. aux négociations et la *« reconnaissance mutuelle et simultanée des parties concernées »*.

Il a été convenu que les contacts franco-palestiniens allaient se poursuivre à divers niveaux. — M. D.

● *Deux positions évacuées par les milices à Beyrouth.* — Appliquant le « plan de pacification », des unités des forces de sécurité intérieure libanaises (F.S.I. - gendarmerie) ont pris position, dimanche 5 septembre, à l'intérieur de la « tour Murr » et de l'hôtel Holiday Inn, deux positions militaires importantes contrôlées précédemment par les forces palestino-progressistes.

Ces deux immeubles, qui dominent le centre-ville et les quartiers est de la capitale, étaient occupés au cours des six dernières années par la orce arabe de dissuasion (FAD, à majorité syrienne). Ils avaient été contrôlés, après l'évacuation de la FAD, lundi, par les « mourabitoun » (nassériens indépendants), qui les ont remises à leur tour, dimanche matin, aux F.S.I. — *(A.F.P.)*

La poursuite des implantations israéliennes

(Suite de la première page.)

Il ne s'agit pas de la riposte spectaculaire suggérée par certains ministres favorables à la mise en œuvre immédiate d'un programme de colonisation entièrement nouveau et prévoyant l'établissement de dizaines de colonies supplémentaires.

Mais la décision prise dimanche confirme la volonté de M. Begin de « continuer » coûte que coûte sa politique dans les territoires occupés en ignorant l'avertissement du président Reagan pour un arrêt de tous les projets d'implantation.

Devant l'offensive diplomatique américaine, le cabinet de M. Begin veut montrer qu'il n'a pas l'intention de céder, espérant avoir raison en fin de compte dans cette nouvelle démarche. Il paraît être prêt à une véritable guerre d'usure avec Washington en demeurant inflexible.

Le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, dans une inter*view donnée le 4 septembre, s'est* déclaré convaincu que le président Reagan serait tôt ou tard obligé de renoncer aux propositions qu'il vient de faire dans la mesure où Israël continuerait de les rejeter. *Le ministre des affaires étrangères*, M. Itzhak Shamir, a, d'autre part, répliqué, dimanche soir, aux premières critiques émises par le secrétaire d'Etat, M. George Shutz, à propos des nouvelles implantations en déclarant : *« Nous resterons en Judée et en Samarie* (Cisjordanie) *et à Gaza. Nous nous y installerons et prendrons soin nous-mêmes de notre sécurité.* »

Sur ce dernier point, M. Shamir repoussait l'idée de M. Shultz proposant une démilitarisation des territoires occupés, quel que soit leur statut futur, afin d'assurer la défense d'Israël. Dans sa lettre adressée dimanche au président Reagan pour lui renouveler le refus des propositions américaines et lui transmettre officiellement le texte de la réponse adoptée par le conseil des ministres le 2 septembre, M. Begin rappelle qu'il considère *« la Judée et la Samarie »* comme une partie de *« notre patrie »*.

Bien que se montrant généralement satisfait de la récente prise de position du président Reagan *— qui se rapproche du* plan de compromis territorial avec la Jordanie qu'il défend depuis des années sans succès — le parti travailliste semble vouloir maintenant manifester quelques réserves à *ce sujet pour tenter* de se soustraire aux attaques virulentes de la majorité qui reproche à l'opposition de trahir l'action gouvernementale en encourageant les pressions exercées par l'extérieur. Le secrétaire général du parti, M. Haïm Bar Lev, a déclaré qu'il ne fallait ni rejeter totalement le plan Reagan, ni l'accepter comme tel quel.

Il a souligné qu'il y avait des *« points négatifs »* comme le « gel » de toutes les implantations — *« certaines d'entre elles sont vitales pour notre sécurité »* (le parti travailliste entend conserver les implantations de la vallée du Jourdain dont il a été l'artisan alors qu'il était au pouvoir) — et il a jugé *« inacceptable la proposition d'accorder le droit de vote Arabes de Jérusalem-Est pour les élections des institutions de l'autonomie »*. Le parti travailliste est, comme le gouvernement, opposé à toute remise en cause de la « réunification » de Jérusalem.

Dans les teritoires occupés, la plupart des personnalités palestiniennes attendent toujours impatiemment de connaître l'opinion de l'O.L.P. et celle des dirigeants arabes réunis au sommet de Fès pour se prononcer *véritablement sur* l'initiative américaine. Mais le maire de Bethléem a cédé à son impatience. Après avoir exprimé un intérêt prudent et critique (*le Monde* daté 5 et 6 septembre), M. Elias Freij a décidé de prendre sans ambiguïté la défense du plan Peagan comme base de discussions, et il a publiquement souhaité que les chefs d'Etats arabes rassemblés au Maroc se rangent à son avis. Il a adressé, le 4 septembre, au président Reagan un message pour le féliciter de son entreprise et aussitôt le chef de la Maison Blanche lui a fait transmettre des remerciements chaleureux.

Après plusieurs semaines d'un calme relatif en Cisjordanie, des incidents violents ont eu lieu à Naplouse à la fin de la semaine. Le 3 septembre, des soldats israéliens ont ouvert le feu contre de jeunes manifestants dont trois ont été blessés. L'un d'entre eux est décédé le lendemain, ce qui a provoqué de nouveaux désordres.

Les journaux israéliens ont accordé lundi une large place à la nouvelle concernant la « disparition » le 4 septembre de huit soldats israéliens au Liban dans la région de Bahamdoune, à l'Est de Beyrouth. Cette nouvelle, révélée seulement dimanche soir par le porte-parole de l'armée à Tel-Aviv, fait craindre un brusque regain de tension sur cette partie du front et dans la Bekaa où les armées syriennes et israélienne *se font toujours face.*

A Jérusalem l'hypothèse qui paraît le plus vraisemblable est que les soldats auraient été « enlevés » par des fedayin palestiniens retranchés à l'intérieur des lignes syriennes. Israël a demandé aux Etats-Unis et au Comité international de la Croix-Rouge d'intervenir auprès du gouvernement de Damas pour obtenir la libération immédiate de ces soldats. La demande a été présentée par M. Sharon, à Jérusalem, à M. Morirs Draper, adjoint de l'émissaire américain au Liban, M. Philip Habb.

M. Sharon a précisé que les soldats n'étaient engagés dans aucune opération et qu'il savait qu'ils étaient toujours vivants. Le ministre de la défense a mis en garde les « ravisseurs » en précisant qu'ils ne devaient « toucher aucun cheveu de leurs captifs ». *Sur un ton menaçant M. Sharon* a déclaré qu'il s'agissait d'une violation « inadmissible » du cessez-le-feu et il a estimé que l'armée syrienne était de toute façon « responsable » de cette disparition.

D'autre part le porte-parole de l'armée a fait savoir qu'il n'était pas au courant d'un accrochage qui aurait e ulieu entre soldats syriens et israéliens à une soixantaine de kilomètres au nord de Beyrouth près de Tripoli et dont la radio de Damas a fait état. Cet incident, au cours duquel trois soldats israéiens et un soldat syrien auraient trouvé la mort se serait produit dans la soirée du 4 septembre. Si cette information devait être confirmée ce serait la première fois que l'on apprendrait que des soldats israéliens sont engagés aussi loin dans le nord du Liban.

FRANCIS CORNU.

Washington : une décision incompréhensible et « très fâcheuse »

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis n'ont nullement apprécié l'annonce de nouvelles implantations israéliennes dans les territoires occupés, moins de quatre jours après l'appel solennel du président Reagan pour le « gel » de cette colonisation. *« C'est un développement très fâcheux*, a déclaré dimanche le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, au cours d'une interview télévisée. *Je crois que ce n'est pas compatible avec l'objectif de paix dans la région. »*

Un peu plus tard, le défi de M. Begin a été sévèrement commenté dans un communiqué commun de la Maison Blanche et du département d'Etat. *« Nous ne pouvons comprendre*, y lit-on, *pourquoi, à un moment où la participation plus large au processus de paix est cruciale et possible, Israël a choisi d'étendre ce genre d'activités qui érode la confiance de tous, et particulièrement des habitants de Cisjordanie et de Gaza. »* Le gouvernement américain affirme qu'il ne changera pas de position et continuera d'expliquer à Israël *« combien ces implantations sont préjudiciables »*.

Washington avait réagi avec plus de philosophie, vendredi, au rejet du plan Reagan par le cabinet israélien.

En fait, M. Reagan a été ravi *de voir que le parti travailliste* israélien ne rejetait pas ses propositions. Cela est particulièrement important pour rassurer l'opinion juive américaine, à deux mois des élections législatives. Jusqu'à présent, la communauté israélite n'a pas trop mal réagi au plan présidentiel. *« Nous nous attendions à pire »*, ont expliqué plusieurs de ses membres.

Tout semble indiquer que Washington va jouer maintenant la carte travailliste. Mais ce n'est pas le genre de choses qu'on proclame à tue-tête. Pousser M. Begin dehors, ou essayer de l'influencer en courtisant son opposition ? *« Non, absolument pas*, s'est écrié dimanche avec indignation M. Shultz. *gouverner Israël, cela concerne le peuple d'Israël. Ce n'est pas notre travail... »*. Washington évitera, en tout cas, de faire la même erreur qu'au premier trimestre de 1981, lorsqu'il tablait entièrement sur la victoire travailliste et en faisait dépendre ses projets futurs.

De la part des pays arabes, M. Reagan n'attendait pas des cris d'enthousiasme. Il sait à quel point les Etats-Unis sont suspectés par les *« durs »* du Proche-Orient, et combien les *« modérés »* sont embarrassés de le voir rejeter *a priori* un Etat Palestinien. Les amis de l'Amérique ne pouvaient applaudir trop fort, après les morts de Beyrouth et à la veille d'un sommet arabe.

Washington se félicite donc de la réaction égyptienne *qui*, compte tenu des circonstances, ne pouvait être plus positive. Il apprécie également le feu vert de la Jordanie. Un feu vert donné, à vrai dire, avant même le discours présidentiel de mercredi dernier, car le département d'Etat avait secrètement dépêché à Amman son responsable du Proche-Orient, M. Nicholas Veliotes, lequel s'était assuré l'approbation du roi Hussein.

M. Reagan s'était beaucoup « mouillé » avec Israël pendant les événements du Liban. Il s'est donc empressé, aussitôt après l'évacuation de l'O.L.P., de *« présenter la note »* à M. Begin. Ce faisant, il a précisé, pour la première fois, ses idées sur la solution du conflit israélo-arabe. *« Jusqu'à la semaine dernière, il n'avait pas de politique Proche-Orientale »*, constate le *New York Times*.

Même en coulisses, M. Begin n'est pas un interlocuteur facile. Ainsi il a refusé de livrer aux Etats-Unis des renseignements et des échantillons de matériel, recueillis pendant les combats du Liban. Condition posée par le premier ministre israélien : que Washington lève les sanctions contre son pays, notamment que soit débloquée la livraison de soixante-quinze avions F-16.

Les responsables du Pentagone attachent beaucoup d'importance à ce butin. Ils veulent étudier, en particulier, comment les Syriens se sont servis des armes soviétiques, et la valeur exacte de celles-ci. Des accords pour échanger des informations avaient été conclus entre les deux pays, après les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973. Cette fois, l'échange risque de ressembler à un marché très serré, avec deux interlocuteurs qui se méfient de plus en plus l'un de l'autre.

ROBERT SOLÉ.

PROCHE-ORIENT

DANS LE NORD DU PAYS

L'attitude à l'égard de M. Bechir Gemayel divise profondément la gauche libanaise

De notre envoyé spécial

Tripoli. — La longue avenue de Syrie, qui à travers les quartiers populeux de Tabbaniye serpente vers les hauteurs de Koubbé, porte encore les marques des sanglants affrontements qui ont opposé épisodiquement, au cours des trois dernières années, des éléments alaouites de la population à leurs voisins sunnites.

Depuis février 1982, les armes se sont tues, mais les barricades — sinistres amoncellements de voitures renversées et de sacs de sable — sont demeurées sur place, autant de vestiges désertés de situations que tout le monde ici affirme désormais révolues. L'homme de la rue rejette sur les Syriens la responsabilité des affrontements passés. Il y en a eu, en l'espace de trois ans, près d'une demi-douzaine, qui ont fait plus d'une centaine de morts ou de blessés dans la population civile. Il est vrai que les éléments alaouites de la population concentrés à Koubbé, la partie haute de la ville — près de 50 000 sur une population de 600 000 habitants en majorité sunnites, — vivaient en parfaite harmonie avec leurs voisins jusqu'à l'entrée des troupes de Damas à Tripoli.

« *Les Syriens ont voulu faire des alaouites une force politique indépendante sous la direction d'un leader alaouite local, Ali Eid, connu pour ses liens avec le colonel Rifaad, frère du président syrien Hafez el Assad*, déclare un intellectuel, qui n'affiche pourtant aucune hostilité à l'égard de Damas. *Ils ont tout simplement commis une grave erreur de calcul en espérant faire d'une personnalité alaouite contestée la principale figure politique de Tripoli, qui, comme on le sait, est la ville sunnite par excellence au Liban.* »

Tout le monde ici espère que cette affaire est désormais définitivement classée, bien que le spectacle des barricades, qui ne semblent attendre que des combattants, montre que, dans l'essentiel, rien n'est réglé. « *Les Syriens ont plus d'une corde à leur arc* », déclare un dirigeant de Tripoli, faisant allusion à certains groupuscules armés, dont le parti arabe démocrate, connu également sous l'appellation de « cavalier rouge », version tripolitaine des « panthères roses » de Beyrouth-Ouest, qui, comme nul ne l'ignore, sont une émanation des services secrets de Damas.

Le symbole de l'Etat

Dès la nuit tombée, Tripoli devient une ville déserte, à l'exception du quartier d'El Mina, situé à son extrême pointe près du port, et où ont peut noter une certaine animation ; des rues du centre et de la périphérie se vident comme par enchantement. On entend fréquemment le bruit lointain de fusillades ou d'explosions. Provocations délibérées ou règlements de comptes entre bandes armées ? Nul ne le sait ou ne veut en parler. Les sièges des organisations politico-militaires des mouvements nationaux libanais sont étroitement gardés par des dizaines de militants armés jusqu'aux dents qui semblent redouter à tout instant une attaque, tandis que les milices de la résistance populaire créées par le Fath, pour s'opposer aux groupements alaouites pro-syriens, patrouillent du côté de Tabbaniye.

L'explosion d'une voiture piégée il y a une quinzaine de jours en plein centre de la ville, qui a fait plus d'une douzaine de morts, a porté l'inquiétude à son comble. Mais qui a donc intérêt à créer ce climat d'incertitude ? On ne prête qu'aux riches et la rumeur publique accuse, comme d'habitude, les Syriens, rendus responsables de tous les excès : vols, pillages, assassinats, etc. D'autres cependant, de plus en plus nombreux, parlent de force occulte téléguidée par le deuxième bureau libanais qui semble être devenu récemment « très présent » à Tripoli. Dans ce cas, le but de l'opération serait de renforcer le sentiment anti-syrien de la population et le ras-le-bol général, provoqué par le climat d'incertitude qui règne dans la ville. « *On espère ainsi*, estime un représentant du Mouvement national libanais, *faciliter l'acceptation par les Tripolitains de M. Bechir Gemayl, présenté comme le sauveur providentiel (Mounquiz).* »

L'élection du chef des Kataeb a déchaîné les passions. La personnalité même du président élu, qui est lié à un parti totalitaire et aux douloureux souvenirs de la guerre civile, suscite de nombreuses réserves, au sein des milieux politiques et intellectuels. Mais l'anarchie et l'absence presque totale de toute autorité légale qui caractérisent la vie quotidienne de la population de Tripoli, jouent en faveur de M. Bechir Gemayel. Tout le monde ici est d'accord pour souhaiter une autorité « forte » qui mettrait un terme à une situation devenue insupportable au fil des années.

Certains vont même jusqu'à affirmer que, si le nouveau président parvenait à neutraliser les Syriens et les Palestiniens, il aurait déjà rendu un fier service à Tripoli.

En tous les cas, l'élection du nouveau chef de l'Etat a aggravé les divergences qui existaient déjà au sein du Mouvement national libanais entre, d'une part, les organisations qui demeurent, pour des raisons stratégiques, solidaires de Damas, et celles qui, pour différentes raisons, lui vouent une irréconciliable hostilité.

C'est le cas, notamment, du parti Baas (pro-irakien), laïc, et de ses alliés islamiques Joundi Allah (les Soldats de Dieu), qui constituent l'aile militaire des Frères musulmans de Tripoli. M. Abdel Majid Rafei, qui préside, avec une particulière efficacité, aux destinées du parti Baas et qui dispose d'un fort soutien populaire dans certains quartiers de Tripoli, notamment à El Mina et à Abou-Samra, où est situé le siège de son organisation, fortement protégé par ses milices, ne mâche pas ses mots : « *Nous considérant*, dit-il, *que même si nous ne sommes pas d'accord sur tous les problèmes, il ne faut pas détruire le symbole que représente l'Etat libanais.* » M. Rafei, qui est membre du commandement national du parti Baas, dont le siège se trouve à Bagdad, et qui, en conséquence, a des liens étroits avec le président Saddam Hussein, laisse entendre qu'il est prêt à reconnaître la légitimité du nouveau chef de l'Etat si ce dernier donne des garanties concernant l'indépendance, l'unité, l'arabisme du Liban, ainsi que l'exercice des libertés démocratiques. «*Nous voudrions entendre M. Bechir Gemayel dire : je veux chasser les Israéliens et je ne signerai pas de traité de paix avec Israël.* » Il ajoute, en faisant allusion à certaines déclarations incendiaires appelant au « *boycottage du nouveau régime* » : « *En ce qui me concerne, je préfère ne pas attiser le feu. Attendons la suite des événements.* »

M. Farouk Mokaddem, chef du Mouvement du 24 octobre, est encore plus clair. « *Pour moi*, dit-il, *les élections présidentielles ont été ce qu'il y a de plus légal et constitutionnel... Je ne connais pas personnellement Bechir Gemayel, et toute action qui consiste à diviser le pays — qu'elle soit dirigée contre Bechir Gemayel ou non — constitue une attitude téléguidée par les rancœurs et l'étranger.* »

En 1969, lorsqu'il avait fondé son Mouvement du 24 octobre, d'inspiration vaguement socialiste, M. Mokaddem avait occupé la citadelle de Tripoli d'où il avait lancé des appels à la révolte contre les autorités légales. « *Nous étions alors plus palestiniens que les Palestiniens et plus arabes que les Arabes* », nous dit-il, souhaitant que d'autres suivent son exemple en faisant leur autocritique. Il a depuis effectué un long chemin vers la légalité. Après avoir eu des démêlés financiers avec la Libye, qui, en 1977, armait son mouvement, M. Mokaddem a tout abandonné pour se retirer en France. Il a regagné le Liban en 1980, et son mot d'ordre est maintenant : « Tout pour le Liban » M. Mokaddem a rencontré, en mars dernier, le président Sarkis, et s'est déclaré pour « *le retour de l'armée et de la légalité à Tripoli* ». Ce qui lui a valu d'être taxé d'être un agent du deuxième bureau. Il se plaint d'avoir été mis au ban du Mouvement national libanais et prétend figurer en tête sur une liste de « personnes à abattre ». Certains affirment qu'il ne quitte pratiquement plus le sous-sol du siège de son mouvement, transformé en bunker et gardé nuit et jour par des miliciens armés.

Profondément divisé au sujet de la présence syrienne et de l'élection de M. Bechir Gemayel, le Mouvement national libanais aurait probablement déjà volé en éclats sans le prestige et l'omniprésence du président Rachid Karamé, qui a réussi le tour de force de maintenir autour de lui une façade unitaire. Il est d'abord parvenu, en février 1982, à mettre un terme aux affrontements entre sunnites et alaouites en créant un « haut comité de coordination » englobant les différentes faction de la vie politique de Tripoli. Bien que représentant la droite musulmane sunnite traditionnelle, il jouit, grâce à son habileté politique et à la souplesse de son esprit, d'un prestige incontesté auprès de tous les milieux politiques de Tripoli, y compris les plus extrémistes.

Le comportement de Damas

Le problème reste de savoir jusqu'à quand il pourra jongler avec les différentes oppositions et jouer sans trop de dégâts le rôle de conciliateur entre les forces pro-syriennes, vers qui vont ses sympathies, et celles hostiles à la politique de Damas qui lui font quand même confiance. Dans ses déclarations publiques, il se montre intransigeant dans son hostilité à M. Bechir Gemayel, mais on affirme ici qu'il saura se montrer plus souple si le nouveau président libanais accepte de fournir à l'opposition islamique les garanties que celle-ci lui réclame. De toute façon, le président Karamé ne semble pas disposé à envisager une action qui pourrait conduire à la partition du pays.

Tout dépendra en fait du comportement de Damas à l'égard du nouveau président élu. On ne peut encore dire si l'hostilité qu'affiche ostensiblement le régime syrien à l'égard de M. Bechir Gemayel est irrévocable ou sujette à négociation. M. Rachid Karamé s'est rendu à Damas pour s'en assurer et a fait à son retour des déclarations qui laissent entendre que la Syrie demeure intraitable. Il n'a laissé cependant aucune porte fermée en affirmant que les Tripolitains devaient adopter avec le mouvement islamique de Beyrouth-Ouest une « *attitude unifiée* ».

La position adoptée par l'autre dirigeant du Nord-Liban, le président Soleyman Frangié, semble moins nuancée. Nous recevant dans son palais présidentiel d'Ehden, un village situé à une heure de voiture de Tripoli dans la montagne maronite, l'ancien chef de l'Etat a renouvelé son « *opposition définitive et irrévocable* » à l'égard de M. Bechir Gemayel. Pour lui, les élections n'ont été qu'une « *comédie* » et Bechir n'est qu'un « *Gauleiter* » élu dans une « *caserne de l'armée libanaise* ».

Il suffit de faire un bref séjour à Ehden pour comprendre les motivations profondes de l'attitude du président Frangié. Sur la place centrale du village se trouve toujours affiché le portrait de son fils Tony, tué le 13 juin 1978 avec sa femme et sa fille de trois ans par des commandos phalangistes venus d'Achrafieh. Tous trois sont maintenant enterrés dans la chapelle San-Antonious, située à l'entrée même de la route longue d'une centaine de mètres qui, en bordure de la route principale, conduit au palais présidentiel. La villa de Tony, toute proche, aux portes et persiennes hermétiquement closes, est demeurée inhabitée depuis maintenant quatre ans, comme pour montrer que cette affaire est loin d'être classée.

Egorgée comme un mouton

Le président Frangié n'a d'ailleurs pas manqué de nous rappeler, dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'importance qu'il attache à cette tragédie :

« *L'élection de Bechir Gemayel n'est pas légale, car elle contredit l'une des clauses de la Constitution qui stipule que tout candidat doit avoir un dossier judiciaire vierge...*

— Voulez-vous faire allusion à l'affaire tragique de l'assassinat de votre fils Tony ?

— *Il ne s'agit pas seulement de cette affaire. Il y a eu, avant, le fameux massacre du samedi noir, en décembre 1975, et, par la suite, celui de Safra, au cours duquel ont été impitoyablement tués cinq cent trente baigneurs, dont des femmes et des enfants en bas âge. Il y avait, certes, parmi les tués des membres des milices du P.L.N. de M. Camille Chamoun, mais tous les clients de l'établissement balnéaire où s'est déroulé ce massacre n'étaient pas des chamouniens.*

— Arriverez-vous un jour à oublier ?

— *C'est difficile. Il ne s'agit pas seulement de mon fils, il avait sûrement des ennemis politiques. Mais ma petite fille, elle, n'avait que trois ans et quinze jours. Elle n'a pas reçu un balle perdue, mais a été égorgée comme un mouton.*

— Mais vous-même, n'êtes-vous pour rien dans l'attentat qui a causé par la suite la mort de la fille de M. Bechir Gemayel ? ».

— *Pas du tout. Je peux vous assurer que je suis totalement étranger à cet attentat, qui a été probablement organisé par l'un des proches des nombreuses victimes de M. Gemayel.*

— Vous ne lui pardonnerez donc jamais ? »

— *Pourquoi pas ? Dieu commande le pardon. Mais il faudra auparavant qu'il se repente et qu'il livre les assassins à la justice. Pas seulement les assassins de mon fils, mais également ceux qui ont tué son enfant et sa femme. Mais de toute manière, je ne reconnaîtrai jamais son élection, qui, pour moi, demeure illégale.* »

Durant toute cette pénible conversation, la voix du président Frangié n'a pas trahi la moindre émotion. On nous avait affirmé que l'ancien chef de l'Etat était en plein désarroi. Il semble n'en être rien, et M. Frangié paraît sûr de lui et de ses alliés syriens. « *Jamais*, nous a-t-il répété à plusieurs reprises, *le régime de Damas ne reconnaîtra M. Bechir Gemayel, qui n'est qu'un agent israélien, en tant que président de la République libanaise.* »

D'aucuns affirment cependant que les relations entre le palais d'Ehden et Damas ne sont pas au beau fixe, ce qui expliquerait les fréquents séjours de M. Frangié dans la capitale syrienne. Quoi qu'il en soit, une seule chose est certaine : aucun soldat syrien ne se trouve sur le territoire contrôlé par les Maradas (Milices armées du clan Frangié) dans le nord du Liban, alors qu'on ne peut circuler dans les autres secteurs de la région sans rencontrer les inévitables barrages de l'armée syrienne.

JEAN GUEYRAS.

Libye

UN MOUVEMENT D'OPPOSITION EN EXIL DÉNONCE LA RÉPRESSION DANS L'UNIVERSITÉ

Au moment où le régime du colonel Kadhafi vient de célébrer le treizième anniversaire du renversement du roi Idriss, le 1er septembre 1969, l'opposition libyenne à l'extérieur — décimée ou terrorisée par les assassinats d'exilés que le « guide » de Tripoli n'a pas hésité lui-même à justifier — tente de s'organiser. Dans un message adressé « *aux organisations internationales concernées* », le Comité libyen pour la défense de la démocratie et des droits de l'homme cite les noms de cinq étudiants parmi les deux cents qui, selon lui, ont été arrêtés cette année à Benghazi, en Cyrénaïque, au nom de la lutte contre la « *droite réactionnaire* ». Il s'agit de Mlle Djamila Fallagh (faculté d'économie), de MM. Faouzi El-Allam, Ossama El-Barbaasi, Abdesselam Ghoneim, Fouad Langui (tous de la faculté d'agronomie) et du lycéen Medhat El-Senoussi.

Le Comité libyen pour les droits de l'homme qui siège provisoirement aux Etats-Unis et dont le secrétaire général, M. Fadel Messaoudi ne semble pas connu sur la scène politique libyenne, indique également qu'un ancien étudiant en droit, Ahmed Ismaïl Makhlouf, né en 1951, est mort sous la torture après avoir été accusé d'être l'auteur de « *slogans hostiles* » au colonel Kadhafi inscrits sur les murs d'une université. D'autre part, plusieurs professeurs dont MM. Mustafa Jaber et Ali Touati (faculté d'ingénierie de Benghazi) ont été expulsés du corps enseignant.

Dans son dernier rapport, Amnesty international — qui annonçait la libération en 1981 de douze des soixante-quatorze prisonniers d'opinion libyens dont elle s'occupe — citait les « *fréquentes allégations de torture (...), les exécutions et les meurtres extra-judiciaires* ». Mais c'est la première fois que des précisions sont données sur la répression dans l'Université. — J.-P. P.-H.

LE PORTE-AVIONS « FOCH » SE TIENT PRÊT A REMBARQUER LA FORCE FRANÇAISE D'INTERPOSITION AU LIBAN

Le porte-avions « Foch », de l'escadre de la Méditerranée, a été placé en état d'alerte, dimanche soir 5 septembre, ainsi que la frégate lance-missiles « Duquesne ». De Toulon, où ils étaient encore à quai ce lundi matin 6 septembre, les deux navires de guerre français doivent appareiller pour le Liban afin de rembarquer le contingent français de la force multinationale d'interposition qui a aidé à l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth.

Deux des bâtiments français, la corvette anti-sous-marine « Dupleix » et le navire de soutien logistique « Rance », qui avaient participé aux opérations de transport de la force française entre Chypre et le Liban, sont rentrés à Toulon durant le week-end dernier. En revanche, sont restés sur zone dans le bassin oriental de la Méditerranée la corvette anti-sous-marine « Georges-Leygues », l'escorteur d'escadre « D'Estrées », le navire amphibie « Orage » et l'aviso « Premier-Maître-L'Her ».

On estime généralement, dans les milieux militaires français, que le départ de Beyrouth du contingent français pourrait avoir lieu aux environs du 10 septembre prochain.

ASIE

Chine

Le rapport de M. Hu Yaobang au XIIe congrès du P.C.C.

• Priorité absolue au développement économique
• Purification des rangs du parti

De notre correspondant

Pékin. — Amélioration du rôle dirigeant du parti et renforcement de l'idéologie communiste sur le plan intérieur, réaffirmation, en matière économique, de la position dominante du secteur socialiste, mais tolérance d'autres formes de propriété jugées « *nécessaires et utiles* » et maintien de l'ouverture sur l'étranger, proclamation, enfin, dans le domaine international, de la volonté d'indépendance de la Chine et de son opposition à « *toutes les formes d'hégémonisme et d'expansionnisme* » : telles sont quelques-unes des grandes lignes autour desquelles s'articule le rapport présenté le 1er septembre par M. Hu Yaobang devant le onzième congrès du P.C. chinois et dont la substance pour l'essentiel, est maintenant connue.

En même temps, le dirigeant chinois a annoncé que le titre de président du parti, qu'il détient actuellement, serait supprimé dans les nouveaux statuts — ce qui entraînera, bien qu'il ne l'ait pas précisé, l'abolition des six postes de vice-président. Seule subsistera la fonction de secrétaire général que M. Hu occupe depuis le mois de février 1980 et qu'il avait conservée lorsqu'il avait supplanté M. Hua Guofeng à la présidence en juin 1981. Ce changement dans l'organisation de la direction n'est pas simplement de pure forme. Plusieurs considérations paraissent avoir joué dans cette décision, la plus importante étant sans doute la volonté des dirigeants chinois de jouer désormais le jeu de la « direction collective ».

Ce souci doit être souligné dans les statuts révisés qu'adoptera le congrès et qui stipuleront explicitement que « *le parti interdit toutes les formes de culte de la personnalité* ». Par le prestige qui lui est encore attaché, le titre de président du parti, qui fut celui de Mao Zedong, pouvait favoriser, en effet, une telle déviation. En outre, la création d'un poste de président de la commission centrale des conseillers, qui devrait être attribué à M. Deng Xiaoping, et le rétablissement prochain de la charge de président de la République risquaient, si la présidence du parti était maintenue, de créer quelque confusion.

Dans ces conditions, un remodelage de la fonction de chef du parti s'imposait. La solution trouvée sera jugée à l'épreuve. Mais il n'est malgré tout pas interdit de se demander si, d'une part, elle survivra aux circonstances particulières qui lui ont donné naissance et si, d'autre part, en acceptant une diminution de son autorité — encore accentuée par le partage des taches qu'il a consenti au chef du gouvernement, M. Zhao Ziyang, qui aura la haute main sur l'économie — M. Hu Yaobang n'a pas considérablement réduit sa marge de manœuvre à moins qu'il n'y ait été contraint.

On peut en tout cas émettre des doutes sur la capacité, à l'avenir, du secrétariat du parti, dont le travail sera dirigé par M. Hu, d'impulser des choix politiques stratégiques. Il lui reviendra plutôt d'exécuter fermement et de suivre au quotidien les orientations définies ailleurs (à la commission des conseillers, au comité central ou au bureau politique).

Réinscription individuelle

Telle qu'elle a été présentée par M. Hu, l'action du parti et du gouvernement, dans les prochaines années, devrait se concentrer dans les deux champs d'application suivants : en premier lieu, une priorité absolue est donnée au développement économique du pays. Les conditions dans lesquelles s'effectuera cette œuvre de modernisation et ses conséquences sociales et morales entraînent toutefois pour le parti la nécessité de se « *re-idéologiser* ». C'est sans doute à ce second volet de son programme que le parti en tant que tel va accorder une attention accrue, comme l'indique, entre autres, le lancement à partir de l'an prochain et pour trois ans d'une grande campagne de « *rectification du style du parti et de consolidation des organisations* ». Destinée à purifier les rangs, cette action devrait faciliter l'expulsion des éléments gauchistes non repentis et raffermir les idées des jeunes générations. Elle se conclura par une procédure de réinscription individuelle, formule qui paraît correspondre à celle de l'échange des cartes pratiquée en Europe de l'Est.

Dans le domaine économique, quatre priorités ont été fixées. Ce sont : l'agriculture, l'énergie, les transports et l'éducation et la science. Le travail déjà engagé de restructuration et de réforme de la gestion des entreprises sera poursuivi. Faute de moyens, il faudra se concentrer sur les projets-clés du développement et satisfaire d'abord à l'amélioration du niveau de vie de la population. Le système de responsabilité, c'est-à-dire de rétribution en fonction de la productivité, doit être généralisé dans l'industrie où l'instauration de primes n'a pas pu jusqu'à présent jouer son rôle de stimulant. La prééminence de la planification sur le marché est réaffirmée. Enfin, et c'est le plus nouveau, le parti annonce son intention d'engager une réforme graduelle du système des prix et des salaires. Mais il semble bien qu'en ce domaine les solutions pratiques soient encore fort loin d'être au point.

Morale socialiste et lutte de classes

Les dirigeants chinois sont tout à fait conscients, apparemment, que l'importance ainsi donnée aux tâches économiques, ainsi que l'acceptation, pour les réaliser, d'une coopération commerciale et technologique accrue avec l'étranger risquent d'avoir des conséquences désastreuses sur les convictions idéologiques des membres du parti. Devant l'appât des gains matériels, la « *morale socialiste* » ne va-t-elle pas dangereusement flancher ? Les signes d'une telle dégradation ne sont-ils pas déjà visibles, à tel point qu'il a fallu lancer l'an dernier une grande campagne contre la corruption ?

Le thème n'est pas vraiment nouveau, mais c'est plutôt l'importance qui lui est accordée qui retient l'attention. Dans le cadre de cette action, le développement de la « *démocratie et de la légalité socialistes* » s'impose. Mais il doit être clair aussi que la lutte des classes ne doit pas se relâcher contre « *les éléments hostiles de tout acabit qui essaient de miner ou de renverser le système socialiste dans les domaines économique, politique, idéologique, culturel et dans d'autres secteurs* ».

Plus question de révisionnisme

On note, en outre, que cette théorie, qui était appliquée jusqu'à maintenant à l'économie et à la politique, est désormais étendue à la culture, ce qui devrait augurer d'un durcissement des autorités en ce domaine. Une telle évolution n'est pas sans rappeler l'attitude observée dans le passé par l'Union soviétique, à l'époque où la détente politique à l'égard de l'Occident s'accompagnait d'un resserrement idéologique à l'intérieur. Cette similitude de réactions entraînera-t-elle une convergence plus en profondeur tant sur le plan diplomatique que sur celui des relations de parti à parti ? Une très grande prudence s'impose à ce sujet. Les divergences d'intérêts entre les deux pays et les deux partis sont encore trop grandes pour imaginer qu'une telle perspective soit proche.

Mais il est un fait que, depuis son dernier congrès en 1977, le P.C. chinois a, sur ce point, considérablement évolué. En particulier, la modération et le réalisme avec lesquels M. Hua Yaobang a abordé la question du mouvement communiste international sont un signe de ce changement. Il y a cinq ans, M. Hua Guofeng affirmait que les controverses opposants Chinois et Soviétiques sur les questions de principe « *se poursuivront pendant longtemps encore* ». Et il proclamait « *la lutte jusqu'au bout contre le révisionnisme, ayant pour centre la clique des rénégats révisionnistes soviétiques* ». Aujourd'hui, non seulement il n'est pas question du tout d'un quelconque révisionnisme, mais encore M. Hua Yaobang, beaucoup plus accomodant que son prédécesseur, semble admettre implicitement qu'un rapprochement des points de vue n'est pas impossible.

Pour le reste, le chef du parti a réaffirmé le désir de la Chine d'une coopération amicale avec les pays du tiers-monde et son espoir de voir les relations avec les Etats-Unis s'accroître, « *à condition que soient respectés mutuellement les principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie* (allusion au problème de Taiwan) ».

MANUEL LUCBERT.

هكذا من الأصل

au XIIe congrès du P.C.C.

Morale socialiste et lutte de classes

Plus question de révisionnisme

MANUEL LUCBERT

Tour de piste électoral aux Pays-Bas

I. — *Petits jeux, gros enjeux*

Les électeurs néerlandais doivent désigner mercredi 8 septembre, au scrutin de liste et selon le système de la représentation proportionnelle, leurs cent cinquante députés. L'organisation de cette consultation avait été rendue nécessaire par la crise gouvernementale de mai 1981 : le parti socialiste P.v.d.A. avait alors quitté la coalition au pouvoir, et le gouvernement intérimaire de M. Van Agt (chrétien-démocrate) avait demandé la dissolution de la Chambre.

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

La Haye. — Maturité civique supérieure, ou déclin d'un système ? L'indifférence polie qui a accueilli la campagne électorale aux Pays-Bas peut avoir au moins deux « lectures » opposées. Il est vrai que la classe politique, par son comportement, n'encourage pas la passion — ce n'est pas du tout le genre de la maison — et paraît surtout soucieuse, tels ces visiteurs un peu gênés qui hésitent sur le seuil, de *« ne pas déranger »*. Il faut se donner quelque peine pour repérer des affiches électorales, en général collées derrière les vitres de quelques maisons, et bien des orateurs de *meetings* commencent leur discours en s'excusant auprès de leur auditoire de cette nouvelle convocation aux urnes.

Les Néerlandais, il faut le dire à leur décharge, auraient quelques raisons d'être un peu saturés de scrutins. Depuis les précédentes législatives, qui ne datent que de mai 1981, ils ont déjà dû voter à deux reprises. Et la dissolution de la Chambre, annoncée en mai dernier après l'éclatement de la coalition dirigée par M. Andries Van Agt, et opérée par le gouvernement intérimaire qu'il a dirigé depuis, ne semble pas appelée à faire beaucoup avancer la recherche d'un compromis entre les grands courants de l'opinion. Tout particulièrement entre le parti chrétien-démocrate du premier ministre sortant et les socialistes du P.v.d.A. de M. Jop Den Uyl, dont le désaccord budgétaire était à l'origine de la rupture fatale à l'existence du cabinet et de la Chambre.

« Pourtant, ce scrutin est beaucoup plus important qu'on ne le croit, estime M. Marten Van Traa, l'un des dirigeants socialistes. *De la politique économique aux euromissiles, sans parler des reclassements que le vote provoquera peut-être parmi les partis, beaucoup de choses dépendent de la décision des électeurs. »* Mais les jeux de la politique politicienne tendent à masquel les enjeux de la politique tout court et à lasser un électorat qui a de plus en plus le sentiment que les joutes parlementaires détournent gouvernants et opposants de s'attaquer aux vrais problèmes. *« La Hollande, c'est la Belgique plus le gaz et moins la querelle linguistique,* explique avec amertume un journaliste néerlandais. *Si nous n'avions pas cette manne énergétique, notre système finirait, lui aussi, par sombrer dans des querelles intestines et mesquines. »*

La campagne, de toute façon, ne pouvait guère être que « légère » — les finances des partis ont été mises à rude épreuve depuis quinze mois — et plus courte, puisque le scrutin a lieu une dizaine de jours à peine après la rentrée de la fin août. Mais les quatre principales familles politiques attendent de ces élections plusieurs indications *importantes, même si la représentation* strictement proportionnelle et la traditionnelle stabilité du corps électoral néerlandais ramènent les spéculations sur d'éventuels changements à de modestes proportions.

Important, le scrutin l'est d'abord pour M. Van Agt, manifestement parvenu à un tournant de sa carrière. Non que la suprématie de son parti, le C.D.A., apparaisse sérieusement menacée : les socialistes redeviendraient-ils, comme ils l'espèrent, la première formation du pays que les chrétiens-démocrates constitueraient sans doute quand même l'axe de toute nouvelle combinaison. Mais le premier ministre est conduit à considérer ce vote comme un test personnel, qu'il le veuille ou non (il n'est pas sûr, au demeurant, que la chose lui déplaise). C'est largement sur son nom, sur le style de gouvernement qu'il incarne, sur certains choix qu'il tente d'imposer à son parti, que les *électeurs auront à se prononcer.* Il peut sembler singulier de qualifier d'« étoile montante » une vedette de la politique déjà parvenue au tout premier rang, mais c'est pourtant l'impression que donne M. Van Agt. Le dirigeant chrétien-démocrate bénéficie désormais d'un soutien populaire d'une nature un peu particulière. S'il est évidemment trop tôt pour parler de charisme, les témoignages de sympathie qu'il recueille dans les réunions publiques où il paraît sont souvent d'une chaleur, voire d'une ferveur, inhabituelle aux Pays-Bas.

Catholiques et protestants

Le scrutin peut lui permettre de régler quelques comptes avec certains de ses propres lieutenants. Le C.D.A., malgré sa récente unification, est toujours traversé par des courants politico-religieux qui dressent parfois contre le premier ministre de petits groupes de « ses » députés. C'est particulièrement vrai à propos de l'affaire des euro-missiles, où les chrétiens-démocrates le plus à gauche rejoignent à l'occasion ceux de telle ou telle « sensibilité » quasi intégriste pour condamner les projets de l'OTAN.

Il y a ceux qui veulent gouverner, explique M. Van Weezel, député C.D.A. sortant, *et puis il y a ceux qui veulent avant tout témoigner. Sans parler des vieilles querelles entre catholiques et protestants... »* Même si le scrutin de liste limite l'intervention des électeurs dans le règlement des joutes internes aux chrétiens-démocrates, ces derniers attendent du vote quelques éclaircissements à cet égard. M. Van Agt est en tout cas servi par l'absence de véritable concurrent pour la direction de son parti. Avantage qui pourrait se muer en inconvénient si sa succession était ouverte, mais une telle éventualité ne paraît pas à l'ordre du jour.

Les socialistes, de leur côté, sont dans une situation paradoxale. Ils peuvent espérer, même si l'on assiste à une poussée globale de la droite, redevenir la formation la plus nombreuse, mais leurs chances de gouverner, en l'état actuel du débat, paraissent faibles. Sauf émiettement dramatique des suffrages, il ne leur est guère envisageable de participer de nouveau à une coalition avec les chrétiens-démocrates, et la solide inimitié personnelle de MM. Den Uyl et Van Agt n'est pas la seule en cause.

De nombreux dirigeants du P.v.d.A. estiment qu'au total, leur parti n'a pas gagné à l'expérience précédente. *« Notre hantise, c'est de risquer de devenir une sorte de S.F.I.O. de la IVe République, prête à tous les compromis et de plus en plus éloignée de son idéal socialiste »,* explique l'un d'eux. Une bonne cure d'opposition pourrait donc lui rendre service.

Mais, en même temps, ils ont dû répondre à une offensive de M. Van Agt depuis qu'ils ont quitté le gouvernement. Inlassablement, le premier ministre traite en effet de « fuyards » et de démagogues des socialistes qu'il accuse de n'avoir voulu assumer devant l'opinion que le bon côté de la politique sociale — de très généreuses dépenses — et non ses aspects moins « rentables » électoralement : la nécessité d'en assurer, d'une façon ou d'une autre, le financement.

Les amis de M. Den Uyl ont donc dû remettre en cause certains points du dogme, et admettre que le temps de l'État-providence était probablement terminé, que l'indemnisation du chômage finissait par connaître des excès, que les salaires ne pouvaient croître continuellement, etc.

Dans la controverse sur les euromissiles, de même, le P.v.d.A. s'est départi d'une certaine rigidité doctrinale. S'il s'oppose toujours à l'implantation de nouvelles fusées de l'OTAN sur le territoire néerlandais, c'est surtout au nom de l'inefficacité d'un tel dispositif. *« Même s'il est avéré que les Soviétiques disposent d'une avance avec les SS-20,* affirme M. Van Traa, *de toute façon le potentiel de destruction accumulé en Europe est tel qu'il reste largement dissuasif de part et d'autre. »* En outre, bien des socialistes admettent maintenant la nécessité pour l'alliance atlantique de moderniser, à défaut de son arsenal nucléaire, ses armements conventionnels. *« Du moins peut-on parler de tout, même si nos positions ne sont pas toujours homogènes,* dit-on encore au P.v.d.A. *Nous ne disons plus d'aucun sujet qu'il n'est pas négociable — ce qui ne veut évidemment pas dire que nous soyons prêts à nous incliner ! »*

L'heure des libéraux ?

Cette évolution des socialistes est importante pour les Pays-Bas. Non pas seulement parce qu'ils sont susceptibles de revenir au pouvoir à plus ou moins long terme. Mais aussi parce qu'elle traduit peut-être un certain tassement du courant pacifiste dur au profit de positions plus « réalistes ». Le P.v.d.A. a en tout cas veillé à se démarquer des inconditionnels du désarmement.

On retrouve ce souci des nuances dans le parti Démocrates 66, qu'il s'agisse des euromissiles ou de l'analyse de la situation économique et sociale. Pour cette formation-là aussi, l'expérience du partage du pouvoir avec le C.D.A. ne paraît pas avoir eu de très heureuses conséquences. Portés par une vague de sympathie de l'électorat jeune en mai 1981, lorsqu'ils incarnaient un certain type de « changement » politique et de libéralisme de gauche, les Démocrates 66 sont aujourd'hui donnés comme les grands perdants probables du scrutin.

« On nous avait élus pour que nous fassions passer un nouveau souffle dans la vie publique de ce pays, explique un de leurs animateurs, *et il faut bien dire que ce souffle n'est pas vraiment venu, même si nous n'avons pas à rougir de notre bilan. En fait, nous n'étions pas encore assez nombreux pour imposer nos vues, notre propre style. »* M. Laurens-Jan Brinkhorst, ancien secrétaire d'État aux affaires européennes, ajoute de son côté : *« Si une coalition chrétienne-démocrate et libérale de droite atteint les quatre-vingts sièges nécessaires pour gouverner sans être constamment menacée, nous préférerons certainement défendre des options claires dans l'opposition que des notions vagues dans la majorité. »*

Car ce sont bien des libéraux de droite, ceux du V.V.D., que sont attendus les progrès électoraux les plus nets. Même si M. Frits Bolkenstein, député sortant, se défend de tout optimisme : *« La lutte pour la place de première formation qui oppose actuellement les socialistes et les chrétiens-démocrates peut nous nuire gravement,* explique-t-il. *A droite, les électeurs risquent de préférer voter « utile » — ou ce qu'ils croient tel — en faisant l'impasse sur nous, qui sommes pourtant les seuls à avoir des positions claires. »*

On reproche en effet volontiers au C.D.A., chez les libéraux de droite, leur absence de doctrine économique et de vision précise de la politique. Et l'on y a souvent le sentiment que l'électorat modéré passe de l'un à l'autre parti en fonction des événements, ce qui pourrait, dans l'immédiat, limiter l'avance du V.V.D. en raison de l'attraction personnelle exercée par M. Van Agt. Le parti libéral semble cependant bien placé pour faire, au lendemain du scrutin, un retour en force aux affaires. Les mauvaises langues le disent même prêt, en cas de progression socialiste, à favoriser le « tour de piste » que pourrait alors être appelé à faire M. Den Uyl, afin de hâter sa perte et de voir plus vite levée cette hypothèque.

Ainsi vont, derrière les façades de brique de la Binnenhof de La Haye, les poisons et les délices du système... Mais le parti libéral n'a certainement pas tort d'insister sur la nécessité, pour ceux qui prétendent à la direction du pays, d'afficher des positions claires dans le domaine économique : dans la mesure où toute décision demeure suspendue pour de nombreux mois encore à propos des euromissiles, c'est bien d'économie que se préoccupent d'abord les électeurs.

Prochain article :

L'ÉTAT-PROVIDENCE EN QUESTION

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● M. CHARLES HERNU, ministre de la défense, est arrivé dimanche soir 5 septembre à Brasilia venant de Manaus (Amazonie) où il avait entamé le matin une visite officielle de quatre jours au Brésil. — *(A.F.P.)*

Danemark

● L'ARRESTATION EN R.F.A. du journaliste danois Flemming Soerensen, vendredi 3 septembre, et le fait qu'il ait été accusé par la police ouest-allemande d'espionnage au profit de la R.D.A. depuis 1958, ont paru surprendre les milieux officiels de Copenhague, où l'on assure ne rien connaître de telles activités. Selon son avocat danois, M. Soerensen s'était toutefois plaint d'être surveillé dans son propre pays. Agé de cinquante-deux ans, il a collaboré depuis vingt ans à des journaux de tendances très diverses, du *Lan og Folke* (communiste) au *Jyllands - Posten* (conservateur). Lié à M. Willy Brandt et à d'autres dirigeants sociaux-démocrates ouest-allemands, M. Soerensen avait réussi, il y a une vingtaine d'années, à faire sortir clandestinement de R.D.A. sa première femme. — *(Corresp.).*

Espagne

● LE LIEUTENANT-COLONEL TEJERO ne pourra pas être candidat aux élections. L'auteur du putsch manqué de février 1981, qui purge une peine de trente ans de prison, avait annoncé sa candidature aux élections législatives du 28 octobre prochain (*le Monde* du 5-6 septembre). Le ministère de la défense a refusé la demande de démission de l'armée du lieutenant-colonel, condition préalable indispensable à toute candidature à une fonction politique.

Namibie

● LE SOMMET DE LA « LIGNE DE FRONT ». — Les six chefs d'État africains de la « ligne de front », réunis samedi 4 septembre à Lusaka, ont catégoriquement rejeté ce qu'ils considèrent comme des *« tentatives américaines »* pour lier la négociation sur l'indépendance, de la Namibie au retrait des troupes cubaines stationnées en Angola. L'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe ont cependant reconnu que *« certains progrès »* avaient été faits, au cours des dernières semaines, dans la négociation du règlement namibien. — *(Reuter.)*

Panama

● LE COMMANDANT EN CHEF DE LA GARDE NATIONALE, le général de brigade Ruben Dario Paredes, considéré comme l'homme fort du pays, a donné samedi 4 septembre sa démission. On ignore pour l'instant les raisons de cette décision ; le général Paredes devait prendre sa retraite dans cinq jours. — *(A.F.P.)*

EUROPE

Italie

APRÈS L'ASSASSINAT DU GÉNÉRAL DALLA CHIESA

M. De Francesco, chef des services secrets, est nommé préfet de Palerme

Réuni en conseil des ministres exceptionnel, le dimanche 5 septembre, le gouvernement italien a nommé M. Emanuele De Francesco, actuel chef des services secrets, préfet et commissaire du gouvernement à Palerme. Il sera doté de « vastes pouvoirs de coordination entre les organismes de l'administration et de la police ».

Intervenant devant le Sénat, également réuni exceptionnellement, M. Giovanni Spadolini, président du Conseil, a lancé un appel au Parlement tout entier, majorité et opposition, pour mener la lutte contre la Mafia, « nouvelle barbarie ».

Le général Carlo Alberto Dalla Chiesa et son épouse ont été inhumés le même jour au cimetière de Parme, dans le caveau de famille, après un office religieux à Milan.

Un « meurtre préventif »

De notre envoyé spécial

Palerme. — *« Ici est mort l'espoir des Palermitains honnêtes »*. Cette inscription collée sur un mur criblé de balles de la Via Carini, marque l'endroit où, vendredi 3 septembre, a été assassiné avec sa femme le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, par des tueurs de la Mafia. Sur la chaussée, trois bouquets de fleurs déposés par des mains anonymes.

Et pourtant, quelque cinquante heures après un drame qui a bouleversé l'Italie, Palerme semble saisie de léthargie : un dimanche comme les autres. La loi du silence est retombée sur la ville. Des deux cents personnes qui habitent le pâté de maisons où s'est déroulé l'attentat, aucune n'a vu quoi que ce soit ; à la police on attend les témoignages. *« L'enquête part en-dessous de zéro »*, affirment les inspecteurs de la brigade mobile qui cherchent à ouvrir une brèche dans le mur de l'Omerta. Personne n'a rien vu : les uns regardaient la télévision, les autres ont cru qu'il s'agissait de pétards... *« L'Omerta pour nous signifie survivre : allez raconter quelque chose, et, demain, c'est votre femme qu'on mitraille... »*, nous dit un Palermitain.

Samedi, lors des funérailles du général et de sa femme, décidées avec une étonnante rapidité, sans même attendre que toutes les familles puissent être présentes, la population de Palerme avait été moins réservée. A l'exception du président de la République, symbole de la nation, tous les représentants de l'Etat avaient été conspués par une foule grondante. Alors que de longs applaudissements saluaient les deux cercueils, l'un recouvert du drapeau italien et l'autre de l'emblème de la Croix-Rouge (la jeune femme du général avait, en effet, été infirmière volontaire), et l'homélie-réquisitoire du cardinal Pappalardo, des huées et des cris de haine avaient accueilli les ministres à la sortie de la cathédrale : *« Bâtards ! »*, *« Bouffons »*, *« C'est vous les vrais mafiosi, fichez le camp ! »*, *« C'est vous, du Parlement, qui avez assassiné ! »*.

L'atmosphère pesante et tendue au début de la cérémonie s'était muée rapidement en une protestation ouverte : au milieu de la bousculade, à la limite de la panique, les ministres cherchaient à s'engouffrer dans leurs voitures, tous phares allumés et sirènes hurlantes, qui essayaient de se frayer un chemin au milieu d'une foule tambourinant aux vitres : *« Vous verrez*, avait laissé tomber, amer, un jeune fonctionnaire observant l'entrée des personnalités dans la cathédrale, *passeront même ceux qui ont ordonné l'assassinat. »*

Ces manifestations n'ont pas été retransmises à la télévision. Pas plus que la presse écrite ne s'est attardée sur le comportement de certains politiciens qui, loin d'être affectés, discutaient de leurs affaires : une attitude qui a profondément choqué plusieurs confrères italiens.

Pour le président du conseil, ce n'étaient là que des manifestations de *« fascistes »* et d'*« extra-parlementaires »*. Sans doute n'est-ce pas aussi simple. Pour les membres de la famille du général en tout cas, ce dernier a été abandonné par l'Etat. Dans son homélie, le cardinal avait, quant à lui, insisté sur les responsabilités de Rome *« qui débat de ce qu'il faut faire »*, alors que Palerme *« est investie par l'ennemi »*.

Si les hommes actuellement au gouvernement n'ont pas une responsabilité directe dans une situation — celle de la toute-puissance de la Mafia — dont le double meurtre est le symbole, il en va différemment pour une partie de la classe politique qu'ils représentent.

Une « multinationale du crime »

Il aura en tout cas fallu ce double meurtre pour que non seulement la loi anti-Mafia soit remise à l'ordre du jour, mais encore pour que le nouveau préfet de Palerme puisse bénéficier des pouvoirs de coordination sur tout le territoire national que réclamait le général Dalla Chiesa. *« Le général a remporté sa dernière bataille »*, écrit ce lundi le *Giornale de Sicilia*. Celui-ci était en effet convaincu que désormais la Mafia est devenue une *« multinationale du crime »* que l'on ne combat pas d'une manière locale et fragmentaire. Il ne sert à rien, estimait-il, de concentrer les efforts sur les *« exécuteurs »* : il faut remonter aux cerveaux financiers des organisations.

Les sommes colossales du trafic antidrogue, le recyclage de l'« argent sale » dans des affaires licites, le jeu de certains banquiers comme Sindona, actuellement en prison aux Etats-Unis, mais aussi peut-être de Roberto Calvi, retrouvé pendu sous un pont de la Tamise, exigent non seulement des moyens matériels, mais aussi un soutien politique. Or celui-ci a manqué au général Dalla Chiesa. C'est pourquoi cet homme sévère et réservé avait à plusieurs reprises ces dernières semaines eu recours à la presse pour essayer de mobiliser l'opinion. Sans doute le ministre de l'intérieur était-il favorable à ses initiatives, mais des résistances politiques aux niveaux local et national le contraignaient à l'immobilisme.

Pour la Mafia le général Dalla Chiesa était devenu gênant, moins sans doute pour ce qu'il avait fait que pour ce qu'il préparait : *« C'est un meurtre préventif »*, dit-on à la police. Même si ses pouvoirs demeuraient restreints, il était en train de reconstituer la mosaïque du pouvoir économique souterrain qui tient la Sicile. Pour remonter jusqu'à la tête des réseaux il fallait enquêter sur les fortunes récentes, sur l'origine de capitaux placés dans certaines affaires : la situation de la Sicile, au dernier rang des îles italiennes pour le revenu par habitant, et pourtant parmi les premières pour la consommation, est révélatrice de cette insertion dans l'économie d'« argent sale » venu du trafic de la drogue.

Le général n'ignorait pas les risques qu'il courait en ne jouant pas le jeu de la Mafia, c'est-à-dire en ne fermant pas les yeux comme le font bon nombre de fonctionnaires en Sicile.

« On tue quand se produit cette combinaison fatale : quelqu'un est devenu trop dangereux, mais on tue aussi quand celui-ci est isolé », avait récemment déclaré le général Dalla Chiesa. Les polémiques de ces dernières semaines avec le ministre de l'intérieur ont démontré que ces deux conditions étaient réunies. A cela s'ajoutait aussi que, depuis son mariage en juin dernier, le général, qui avait toujours abhorré les dispositifs de protection et refusé les escortes, prenait moins de précautions. Il voulait vivre presque normalement, devenant ainsi cette cible vulnérable dont le corps, comme celui de sa femme, fut atteint de seize coups de feu.

Son successeur, M. De Francesco, a des atouts. Trop sans doute, pour ceux qui tirent parti du pouvoir de la Mafia, et des réseaux de clientèle sur lesquels il repose. Sa désignation ne s'est d'ailleurs pas fait sans opposition au sein du conseil des ministres. Il a en outre l'avantage d'avoir été chef des services secrets intérieurs, qu'il a réorganisés après le scandale de la loge P2. Il paraît décidé à suivre la voie tracée par le général Dalla Chiesa.

En ce qui concerne l'enquête sur le meurtre de celui-ci, la thèse d'une action de terroristes, qu'a suggérée d'un coup de téléphone de revendication au nom du Parti de la guérilla (c'est-à-dire une fraction des Brigades rouges), est écartée. C'est une opération de la Mafia seule. De même est écartée la corrélation entre le meurtre et le fameux rapport élaboré par la garde des finances concernant trois mille deux cents personnes soupçonnées d'activités en relation avec la Mafia, qui aurait été remis au général la semaine dernière. La presse italienne en fit grand cas mais, à Palerme, le procureur de la République affirme qu'il n'y a pas trace de ce rapport.

Il s'agit en fait d'une équivoque tout à fait sicilienne, déclare aujourd'hui le ministre des finances, M. Formica : le rapport devra être envoyé, mais plus tard... Les armes employées par les tueurs, des A.K. 47, tendraient à indiquer que le clan des Catanais pourrait être à l'origine du meurtre. La police vérifie l'emploi du temps d'une centaine de personnes, mais les indices sont pour l'instant très minces.

PHILIPPE PONS.

[M. Emanuele de Francesco, préfet de première classe, était directeur des S.D.E. (Services d'information et de sécurité démocratique) c'est-à-dire des services secrets chargés du territoire national. Nommé à la fois préfet de Palerme et haut commissaire pour la Mafia, il a des pouvoirs de coordination sur tout le territoire national.

Né à Barila, près de Palerme, âgé de soixante ans et entré dans la police en 1943, il a été en poste en Calabre et en Sicile. M. De Francesco fut notamment chef de la police de Cosenza, puis de Catane. Il fut à Rome à la tête des services de coordination de la sécurité publique, puis chef de la police. En 1979, directeur de la « Criminalpol », il fut envoyé à Turin pour lutter contre le terrorisme. C'est en 1981, au lendemain du scandale de la Loge P2 qu'il fut chargé par le gouvernement de réorganiser les services secrets.]

Pologne

Le ministre des affaires étrangères va se rendre à Moscou

Varsovie *(A.F.P., Reuter)*. — Le ministre polonais des affaires étrangères, M. Stefan Olszowski, se rendra *« dans la première quinzaine de septembre »* à Moscou, a annoncé dimanche 5 septembre l'agence Tass. Cette visite, qui fait suite aux entretiens qu'avaient eus il y a trois semaines en Crimée MM. Brejnev et Jaruzelski devrait permettre d'examiner les conséquences des violentes manifestations de la semaine dernière.

Le calme semble maintenant revenir à Varsovie et en province. A Lubin, quatre mille personnes ont participé dimanche, sans qu'il y ait d'incidents, à une messe célébrée à la mémoire des manifestants tombés mardi dernier. Dans le n° 38 du bulletin clandestin de Solidarité pour la Basse-Silésie, qui était distribué sous le manteau à la sortie de l'office, M. Frasyniuk, dirigeant syndical de cette région et membre de la coordination nationale clandestine de Solidarité, tire un premier bilan des affrontements du 31 août en écrivant : *« Cette journée a été pour nous une grande victoire morale et a montré au monde que notre foi dans les valeurs de la liberté et de la justice sociale est plus forte que la peur devant un pouvoir aveugle et sans pitié. »*

Exprimant son *« admiration »* et son *« respect »* pour le courage dont ont fait preuve les travailleurs de sa région, M. Frasyniuk les appelle à observer mardi 7 septembre, à midi, une minute de silence à la mémoire des manifestants tués. Il ajoute : *« Le combat pour la restauration des libertés civiques dans notre pays continue. Notre tâche la plus urgente est de restaurer les structures actives du syndicat et d'entreprendre tous les préparatifs en vue d'une grève générale éventuelle. »* Selon le parquet militaire de Wroclaw, capitale de la Basse-Silésie, les manifestations de mardi auraient fait un mort et cinquante-huit blessés, dont six par balle. Bien que, à en croire les autorités, les policiers n'aient procédé qu'à des *« tirs de sommation »*.

Dans une homélie prononcée dimanche, dans un quartier ouvrier de Varsovie, Mgr Glemp a appelé la population à *« faire confiance à l'Eglise »*. *« L'Eglise*, a-t-il dit, *n'a jamais trompé la population depuis mille ans. Elle est la plus vieille institution du pays. Elle veut être fidèle à la nation dans les moments de joie mais aussi de souffrance (...). » « Certains sont trop impatients*, a-t-il ajouté, *disent que l'Eglise devrait faire ceci ou cela. Elle peut les écouter, mais doit entendre la voie du Christ. »* Le son côté, le pape a prié dimanche pour *« ceux qui sont morts tragiquement »* mardi dernier.

Vendredi, plusieurs milliers de personnes avaient commémoré sous une stricte surveillance policière, àà Jastrzebie, les accords signés dans cette ville le 3 septembre 1980, après ceux de Gdansk. La commission mixte épiscopat-gouvernement devait se réunir mardi, à Varsovie, pour étudier le problème de la visite que le pape devrait faire l'an prochain en Pologne.

M. Marchais dénonce ceux qui « jouent la politique du pire »

L'Humanité-Dimanche a publié, dimanche 5 septembre, en complément à l'interview que lui avait donné M. Georges Marchais (*le Monde* du 3 septembre), une déclaration du secrétaire général du P.C.F. sur les événements de Pologne. M. Marchais rappelle que, depuis août 1980, les communistes français ont répété à plusieurs reprises que *« l'ampleur des problèmes posés [en Pologne] rendait indispensable la mise en œuvre de réformes profondes, alliant l'efficacité économique, le progrès social et l'approfondissement de la démocratie dans tous les domaines, avec notamment l'existence de syndicats indépendants, disposant de droits effectifs »*.

Estimant que les derniers événements confirment cette analyse, M. Marchais apprécie, « *cet égard* », le programme publié, le 31 août, par le gouvernement polonais, *« qui prévoit la levée de l'état d'urgence et une nouvelle étape des efforts engagés pour améliorer la situation économique et sociale et pour rechercher l'entente nationale »*.

« Manifestement, déclare M. G. Marchais, *une telle perspective n'a pas été du goût de ceux qui, en Pologne et à travers le monde, ne veulent pas voir la situation s'améliorer. Eux, jouent la politique du pire. Ils savent bien que les heurts, les affrontements, les confrontations — surtout quand ils conduisent à des arrestations, à mort d'homme — ne peuvent que rendre plus ardue l'instauration d'un climat nouveau, de confiance et d'entente. »*

Le secrétaire général du P.C.F. affirme que *« ces douloureux événements ne doivent pas entraver cette recherche d'une solution politique permettant de créer les conditions de la levée de l'état d'exception, de la libération des personnes emprisonnées, de l'accélération de toutes les réformes indispensables. »* Il ajoute : *« Il est indécent de voir, chez nous, des gens, qui parlent de rigueur en pensant austérité, qui ne cessent de demander des sacrifices aux travailleurs français, se mettre, dès qu'il s'agit de la Pologne, à soutenir démagogiquement toutes les revendications, alors que l'économie de ce pays est dans une situation très difficile, du fait, en premier lieu, des énormes fautes du passé, des retombées de la crise du monde capitaliste, et, aussi, du comportement de pays occidentaux, qui n'est pas de nature à aider ce pays. Je dis que c'est faire preuve d'une totale irresponsabilité. »*

● PROCHAINES MANŒUVRES MILITAIRES DU PACTE DE VARSOVIE. — L'agence Tass a annoncé, samedi 4 septembre, que des manœuvres militaires sous le nom de code « Chichit-82 » (Bouclier) des armées du pacte de Varsovie auront lieu du 25 septembre au 1er octobre prochain sur le territoire de la Bulgarie et dans ses eaux territoriales de la mer Noire.

DIPLOMATIE

LE TÉLÉPHONE AUTOMATIQUE EST INTERROMPU ENTRE L'U.R.S.S. ET L'EUROPE OCCIDENTALE

Le gouvernement soviétique a interrompu le téléphone automatique entre l'U.R.S.S., d'une part, l'Europe de l'Ouest (y compris l'Autriche et la Suisse) et le Japon de l'autre. Les communications dans les deux sens doivent désormais passer par une opératrice ; l'audition est en outre mauvaise.

L'automatique a d'abord été interrompu jeudi avec la R.F.A. (*le Monde* du 5-6 septembre). *« Moscou ne nous a pas donné d'explications officielles sur cette décision, se bornant à la qualifier de mesure technique »*, a déclaré M. Boelling, porte-parole du gouvernement de Bonn. A Paris, le ministère des P.T.T. a reçu, vendredi 3 septembre, de Moscou un télex déclarant : *« Les communications automatiques sont interrompues, sauf avec l'ambassade. »* Aucune indication de durée n'a été donnée pour cette interruption. Le télex continue de fonctionner normalement.

Une réduction importante des lignes téléphoniques avec l'Europe occidentale et la suppression de l'automatique avaient été annoncées par Moscou au début de juillet, mais cette dernière mesure n'était pas effective (*le Monde* du 17 juillet).

M. Boelling a exprimé le regret du gouvernement de Bonn au sujet de cette *« limitation du dialogue et de la coopération entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. »*. Il a ajouté : *« Si cette mesure devait s'avérer être une mesure à long terme, nous serions obligés de considérer cela comme une atteinte à l'Acte final de la conférence d'Helsinki, car la décision de Moscou limite les contacts personnels et les possibilités de travail, notamment pour les journalistes. »*

LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE ET LA R.F.A. ONT CONCLU UN ACCORD INTÉRIMAIRE SUR LES NODULES POLYMÉTALLIQUES

Les Etats-Unis, la France, la Grnde-Bretagne et la R.F.A. ont conclu, le 2 septembre, à Washington, un accord intérimaire sur les nodules polymétalliques des grands fonds marins. Cet accord a pour objet de faciliter la solution des conflits éventuels qui pourraient surgir pour les demandes de permis d'exploration déposées avant mars 1982 par les entreprises de ces quatre pays. Chacun de ceux-ci, en effet, s'est doté de » *lois conservatoires* » qui lui permettent d'attribuer à ses nationaux, depuis le 1er janvier 1982, des permis d'exploration et, à partir du 1er janvier 1988 des permis d'exploitation des nodules polymétalliques.

Ces législations nationales sont compatibles entre elles et elles sont aussi compatibles avec le texte de la convention sur le droit de la mer, qui a été adopté le 30 avril, à New-York, par cent trente voix (dont celles de la France et du Japon). Quatre pays (Etats-Unis, Venezuela, Israël et Turquie) avaient voté contre le texte, et dix-sept Etats (dont la Grande-Bretagne, la R.F.A. et l'U.R.S.S.) s'étaient abstenus.

L'accord intérimaire de Washington a été conclu alors que ses quatre signataires ont eu des positions différentes lors du vote du 30 avril. Mais quel qu'ait été ce vote, celui-ci ne préjuge en rien de la position qui sera prise lors de la signature de convention, prévue, en principe, pour la fin de l'année. Le ministère français des relations extérieures, en annonçant l'accord de Washington, l'a encore rappelé : la France n'a pas encore arrêté sa position définitive sur la signature du texte. Toutefois, il est quasiment certain que les Etats-Unis ne signeront pas la convention.

M. BERNARD LOPINOT EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN MAURITANIE

Le *Journal officiel* de mardi 7 septembre publiera la nomination de M. Bernard Lopinot comme ambassadeur en Mauritanie en remplacement de M. Maurice Courage (M. Courage a été nommé, le 9 mai, ambassadeur au Niger).

[M. Bernard Lopinot, né en 1923, breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer a servi outre-mer avant d'entrer au Quai d'Orsay en 1959. D'abord détaché au secrétariat d'Etat aux relations avec les Etats de la communauté (franco-africaine), puis au ministère de la coopération (1960-1962), il est ensuite en poste à la direction d'Afrique-Levant, puis à Bagdad, Washington et Doha (Qatar). Depuis 1978 il était consul général à Jérusalem.]

Turquie

Un « pays mort » le temps d'un recensement

Ankara *(A.F.P.)*. — Comment recenser avec le maximum de précision quelque quarante-sept millions de personnes ? Le gouvernement militaire d'Ankara vient d'inaugurer une méthode énergique en intimant à tous les Turcs l'ordre de ne pas sortir de chez eux le dimanche 5 septembre entre 5 heures du matin et 19 heures, et en lançant à travers le pays cinq cent mille fonctionnaires chargés de les compter. Tout contrevenant, s'absentant sans autorisation militaire, était passible de trois à six mois de prison et d'une amende.

La Turquie a ainsi été un « pays mort » pendant quatorze heures : commerces et paris mutuels fermés, matches de football annulés, circulation interrompue. Villes et villages ont été saisis d'une paralysie silencieuse, troublée seulement par les pas d'enquêteurs solitaires, arpentant les trottoirs un gros dossier rose sous le bras.

Des touristes piégés ont erré toute la journée dans les couloirs de leurs hôtels ; les passagers des lignes aériennes ont patienté pendant des heures dans les aéroports. Les navires, turcs ou étrangers, avaient été sommés de relâcher dans le premier port, les trains de faire halte dans la gare la plus proche où les avait surpris le début de ce couvre-feu exceptionnel.

Cette paralysie qui, pendant quatorze heures, a saisi les grandes villes, en proie, d'habitude, à une circulation anarchique, n'a cependant pas permis d'éviter les accidents graves : une jeep de la gendarmerie s'est écrasée à Istanbul contre un car de ramassage d'enquêteurs et un camion militaire contre une voiture des services de renseignement à Ankara.

Honni soit qui mal y pense. Ce recensement mené tambour battant n'avait-il pas pour but de dresser les listes électorales en vue du référendum du 7 novembre, qui, comme le soulignait le quotidien *Milliyet*, doit *« ouvrir une ère démocratique dans laquelle le citoyen turc va redevenir un citoyen à part entière »* ?

AFRIQUE

Tchad

Le colonel Kamougué serait en fuite après la chute de son fief de Moundou

« Le colonel Kamougué est en fuite et son comité permanent est écrasé », a affirmé samedi 4 septembre à N'Djamena, sur les antennes de Radio-Tchad, le capitaine Dangar Ngarnabay, représentant des « dissidents » des Forces armées tchadiennes (FAT). Le capitaine a également annoncé le ralliement de la ville de Moundou, siège du quartier général des FAT, aux forces commandées par le chef de bataillon Ganebang Zamtato, autre dissident des FAT, rallié à M. Hissène Habré.

Radio-Moundou, qui émettait à partir de la zone contrôlée par le colonel Kamougué, a cessé ses émissions samedi, indique-t-on à N'Djamena, ce qui semble encore confirmer la perte du contrôle de la situation à Moundou par le président du « comité permanent ».

Cependant, selon un communiqué parvenu dimanche à l'agence France-Presse à Lagos, les « sudistes » affirment que les Forces armées tchadiennes (FAT) fidèles au colonel Kamougué et les troupes du Conseil démocratique révolutionnaire (C.D.R.) de M. Acheikh Ibn Oumar encerclent la ville de Sarh qui s'est ralliée en début de semaine à des officiers sudistes hostiles au colonel Kamougué. Selon un communiqué daté de samedi à Garoua (Nord-Cameroun), le colonel Wadal Abdelkader Kamougué est lui-même à la tête des troupes qui encerclent la ville de Sary, dont la chute n'est, selon le communiqué, *« plus qu'une question d'heures »*.

A Yaoundé, on estime que le ralliement de la ville de Moundou à des officiers hostiles au colonel Kamougué pourrait sonner le glas de la suprématie du leader « sudiste » dans la partie méridionale du pays et faciliter de ce fait la réconciliation nationale. En effet, M. Hissène Habré a toujours accusé le colonel Kamougué de nourrir des desseins séparatistes, tandis que l'officier sudiste était, depuis plus d'un an, vivement critiqué, tant par une large fraction des FAT que par les principaux responsables politiques originaires du sud du Tchad. Ces derniers lui reprochaient avant tout la mauvaise gestion de cette partie méridionale du pays — de loin la plus riche sur le plan économique — et l'accusaient *« d'entretenir la division »*.

A Kinshasa, le général Mobutu a, de son côté, proposé la tenue d'un *« mini-sommet »* sur le Tchad, qui regrouperait les chefs d'Etat du Gabon, du Togo et du Zaïre, ainsi que les responsables des différentes tendances tchadiennes, a annoncé dès vendredi soir M. Kande Dzambulate, ministre zaïrois de l'information. — *(A.F.P., Reuter.)*

Le Monde

politique

L'UNIVERSITÉ POLITIQUE DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Giscard d'Estaing déplore le « déficit du débat politique »

La Canourgue. — *Durant quatre jours, du jeudi 2 au dimanche 5 septembre, anciens ministres, parlementaires, dirigeants et responsables locaux du P.R. se sont retrouvés à La Canourgue (Lozère) pour la sixième université politique d'été de leur parti. Par petits groupes de travail, ils ont « planché » notamment sur la gestion et les finances locales, la préparation électorale et la négociation politique, le débat doctrinal, le bilan de la gestion socialiste, le développement du P.R. L'assiduité la plus grande a été obtenue sans conteste, samedi, quand M. Valéry Giscard d'Estaing est venu* « en voisin et en ami », non pour parler, mais pour écouter ».

Il devait tenir parole, tout au long de cette journée, s'abstenant d'entrer dans le moindre débat politique, hochant gravement la tête à l'évocation d'une défaillance dans la distribution de cartes d'adhérents ou de la

De notre envoyée spéciale

difficulté dans telle petite commune à assurer une « permanence permanente »... *L'ancien président de la République ne livrera ses réflexions que le 16 septembre, au cours de l'émission « L'heure de vérité » dont il sera l'invité sur Antenne 2.*

Dimanche, Mme Alice Saunier-Seïté, ancien ministre, et responsable de la formation au P.R., devait tracer le bilan de ces journées, qui, selon elle, « ont marqué une étape dans la voie de l'organisation du parti et de son combat ». *Les étapes suivantes seront de la responsabilité de M. François Léotard, délégué général du P.R., qui, après son élection au poste de secrétaire général, le 25 septembre, prendra en main les destinées de son parti. Un parti qu'il veut* « adulte, sans complexe ni états d'âme et ouvert à l'extérieur ». *Un parti dont il veut développer la puissance militante et qu'il souhaite* « avec M. Giscard d'Estaing pour l'avenir », *dans la* « fidélité et la confiance ».

Cette fidélité « du cœur et de la raison », *M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R., n'a pas manqué de la souligner. Et tandis que M. François Léotard s'abstenait d'évoquer le débat interne qui agite l'U.D.F., il devait, lui, plaider pour que* « le P.R. soit au niveau de l'U.D.F. un facteur d'union intime ».

Les prochaines semaines seront consacrées au renouvellement des instances dirigeantes du parti. Au cours d'assemblées régionales, les militants voteront, le 11 septembre, les nouveaux statuts et désigneront leurs délégués au conseil national qui élira, le 25 septembre, l'équipe conduite par M. François Léotard.

Un œil fixé sur la grand'place bordée de platanes, les militants suivent d'une oreille distraite leur cours sur le développement du parti. L'heure n'est plus à l'étude. M. Giscard d'Estaing doit venir d'un moment à l'autre. De petits groupes se sont formés au soleil. Enfin, il arrive, flanqué de M. Jacques Blanc, secrétaire général du P.R. et maire de La Canourgue, et de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale. Deux petits saluts, trois poignées de main et le voilà sur l'estrade d'où se trouvent subtilement chassés les animateurs, au profit de Mme Saunier-Seïté, de M. Soisson, député de l'Yonne, et de MM. Blanc et Gaudin. Seul M. Jean-Pierre Raffarin, qui dirigeait le cours, a pu sauver sa place, à la gauche du « président ».

Passation de pouvoirs

Il résume les grands principes de renouvellement du P.R. Les militants interviennent. Suggestions d'action militante locale, petits problèmes internes d'organisation. Avec l'application, l'air profondément intéressé, M. Giscard d'Estaing écoute... et tente, par-delà les micros et les caméras, de fixer la salle. Par deux, trois phrases de bienvenue, Mme Saunier-Seïté donne le signal des applaudissements qui, en quelque sorte, marquent la fin du cours. Elle passe le relais à M. Jean-Pierre Soisson. M. Jacques Blanc enchaîne, puis M. Jean-Claude Gaudin qui, avec sa faconde habituelle, met les rieurs de son côté en rappelant qu'aux élections cantonales, il a fait « *mieux que Giscard* »... Enfin, le « président » intervient. « *Je suis venu en ami et en voisin, non pour parler mais pour écouter. Pour entendre les interrogations, les doutes, les aspirations et peut-être les angoisses des Français,* commence M. Giscard d'Estaing. Il prodigue ses « *encouragements* » au P.R. dont il apprécie « *la fidélité aux orientations d'origine* » : être un parti de militants et populaire. S'il parle d'unité, c'est pour dire son « *attachement* » à l'unité nationale, « *la seule que je ressente profondément* », précise-t-il. A propos du P.R., il se félicite que celui-ci « *mène son action au service du mouvement, des idées, mais aussi de la France qui en aura bien besoin* ». Il ajoute : « *Tout mouvement quel qu'il soit, et notamment tout grand mouvement politique, doit chercher à représenter le peuple français dans sa totalité, avec toutes ses composantes* ». Comme il le fera le lendemain, devant les jeunes giscardiens à La Plagne (Savoie), en dénonçant « *l'importance exagérée et parfois déplacée donnée aux questions de personnes* », l'ancien président de la République déplore « *le déficit du débat politique en France* ».

Il n'en dira pas plus, même sous les applaudissements, même dans d'autres ateliers de réflexion, même lors du buffet campagnard pendant lequel, un verre dans une main et une assiette dans l'autre, il passe de groupe en groupe.

Dimanche, à La Canourgue, c'est presque la passation de pouvoirs entre M. Blanc et M. Léotard. Bien sûr, on évoque la possibilité d'une seconde liste qui viendrait concurrencer celle de M. François Léotard, *mais personne n'y croit.* La seule incertitude concerne les noms qui figureront sur celle du futur secrétaire général. Liste dont la constitution semble bien difficile à établir dans la mesure où elle semble vouloir concilier le désir de ne froisser personne et la volonté de renouveler les hommes.

Assuré de son élection, M. Léotard a pu, comme il l'avait déjà fait lors de « l'été républicain », définir les principales orientations qu'il entend donner au P.R. et proposer six actions pour les prochains mois. Trouver des moyens de financement en *lançant une campagne : « mille républicains à 1 000 francs »*, organiser une journée de travail sur la presse militante, inviter les principaux responsable du parti à visiter d'ici à la fin de l'année tous les départements, créer une fédération régionale d'élus locaux, constituer une « *commission du bilan de dix-huit mois de gestion socialiste* » et lancer une campagne d'affichage. En fait, donner une dynamique au parti républicain pour mener le combat des municipales et préparer celui des législatives. A ceux « *qui veulent la mort des idées libérales* », M. Léotard entend opposer une véritable machine de guerre.

« *Soyez la bande du P.R.* lance-t-il aux militants, *qu'on ne puisse glisser entre vous la taille du doute, de la suspicion, de la jalousie.* » A ce parti qu'il veut inébranlable, sans états d'âme, oublieux des difficultés passées, il demande d'accepter l'idée « *très simple* » selon laquelle, « *ce n'est pas Valéry Giscard d'Estaing qui a perdu, mais nous avec lui* ». « *Soyons avec lui au moment où il a des difficultés, soyons avec lui pour l'avenir* », demande-t-il avant d'ajouter : « *Ayons cette volonté d'affection autour de lui. Il en a besoin. Ne croyez pas que c'est inutile* ».

Cette fidélité et cette confiance envers M. Giscard d'Estaing, M. Blanc la souligne à son tour en précisant : « *M. Giscard d'Estaing ne se comporte pas en chef de parti. S'il avait voulu l'être, il l'aurait été sans problème. Sa dimension est autre. Il sera avec nous pour préparer l'après-socialisme.* » Le secrétaire *général du P.R., auquel M. Léotard* a promis qu'il resterait membre du bureau politique de l'U.D.F., a tenu à réaffirmer son attachement à l'Union au sein de laquelle le P.R. doit être, selon lui, « *un facteur d'union intime* ». « *Il ne s'agit pas d'aller vers la fusion puisque les autres composantes n'en veulent pas,* a-t-il précisé, *mais l'U.D.F. ne peut se contenter d'être une simple alliance électorale ni le faits d'états-majors.* »

A propos de l'union dans l'opposition, il a ajouté : « *Mieux vaut dans une élection une bonne union au second tour que du bricolage au premier tour, qui se réduit comme une peau de chagrin et conduit à l'échec.* »

M. Léotard, parle, lui, de victoire : cent mille élus P.R. au soir du deuxième tour des élections municipales.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

● *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., a déclaré, dimanche 5 septembre, à Antenne 2 : « *Les Français se sentent légitimement préoccupés et ils protestent un peu. Mais si nous gagnons la bataille économique, les sondages dans quelques mois seront d'une autre nature. Les critiques de l'opposition sont tout à fait normales et naturelles. On pourrait souhaiter que, outre la critique, on voit la proposition et la contre-proposition.* »

● ERRATUM. — Dans l'énumération des « *cinq exigences pour l'avenir* » définies par M. *Raymond Barre* (le Monde daté 5 et 6 septembre, page 5, troisième colonne), une coquille a déformé le sens de la deuxième de ces exigences. Il s'agissait de « *renouveau démographique* » et non de « *renouveau démocratique* ».

ÉLECTIONS MUNICIPALES

● **LOIRE : Panissières**
(1er tour)

Inscr., 2 285 ; vot., 1 642 ; suffr. expr., 1 587. Liste de gestion municipale, soutenue par la municipalité (centre gauche) : MM. Barjon, 835 voix ; Guillermin, 812 et Poncet, 777, *2 sièges ;* Liste modérée : Mme Badinand, 762, MM. Goutte, 724 et Livret, 665. *Un des trois sièges à pourvoir est en ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir trois sièges après le décès, le 13 juillet dernier, du maire, M. Louis Martin, et de la démission de deux conseillers, MM. José Volta et Albert Jaubert. La municipalité élue en 1977, de tendance centre-gauche, soutenait la liste arrivée en tête.]

● **PUY-DE-DOME : Aubière**
(1er tour)

Inscr., 5 411 ; vot., 2 032 ; suffr. expr., 1 988. MM. Paul Bourcheix, P.S., 832 voix ; Franck Bayle, sans étiq., 509 ; Mme Josette Suchaire, soutenue par la municipalité, 394 ; M. Henri Barge, P.C., 253. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Georges Digue (sans étiquette, tendance centre-gauche), décédé le 30 juin dernier. La liste d'Union démocratique, conduite par Georges Digue, alors maire sortant, l'avait emporté en mars 1977 sur la liste d'Union de la gauche. La municipalité (composée de modérés, de centre-gauche et de sans étiquette) soutenait Mme Suchaire arrivée en troisième position. Le candidat communiste s'est désisté dès le soir du scrutin pour le représentant du P.S.]

● *Les obsèques de Claude Mauroy* auront lieu mardi 7 septembre *en fin de matinée* à Cambrai (Nord). Le frère de M. Pierre Mauroy, qui était âgé de cinquante-trois ans et qui exerçait la profession d'assureur, est décédé dans la nuit de samedi à dimanche au centre hospitalier régional de Lille.

Le bureau politique du P.C.F. appelle les militants à s'engager dans «la bataille de la production nationale»

L'Humanité publie, lundi 6 septembre, une déclaration du bureau politique du parti communiste, appelant les militants, les responsables et les élus du parti à agir pour la reconquête du marché intérieur. Le bureau politique souligne que « *la bataille de la production nationale et du développement des emplois productifs constitue, avec le progrès de la consommation populaire, l'un des moyens décisifs pour redresser la situation de la France, pour l'engager sur la voie d'une nouvelle croissance* ».

Le bureau politique estime que « *le capital (...) prétexte de l'approfondissement réel de la crise dans les autres pays capitalistes pour faire croire qu'il n'y a d'autre politique possible que l'austérité* ».

« *A la tête des entreprises, jusque dans le secteur public, où il trouve encore des points d'appui,* ajoute la déclaration, *le capital tente de prolonger, voire d'aggraver, la déplorable gestion qu'il a pu imposer dans le passé. Bien que ses profits augmentent, bien que des aides importantes lui soient attribuées, il refuse d'investir en France et préfère licencier des salariés plutôt que de passer de bons contrats de solidarité.* »

Le texte rappelle que les communistes mènent campagne depuis plusieurs années sur le thème « Produisons français ». « *Aussi ne pouvons-nous que nous féliciter aujourd'hui que le principe de la reconquête du marché intérieur ait été retenu,* indique la déclaration. *De premières mesures ont été prises par le gouvernement, qui vient de réaffirmer sa volonté de développer la production nationale et les emplois productifs. C'est un point d'appui pour l'intervention des travailleurs, laquelle est décisive pour mener à bien cette grande bataille nationale.* »

Le bureau du P.C.F. appelle les communistes à agir, dans les entreprises, « *avec tous les intéressés* », pour « *qu'éclate toute la vérité sur l'état de l'outil de production, sur les besoins en investissements utiles, sur les progrès technologiques et les efforts de recherche et de formation à réaliser* ». Il les invite, aussi, à proposer, « *partout où c'est possible* », la création d'emplois dans l'industrie et les services, à « *étudier les problèmes réels qui se posent en matière de prix et de qualité* », et à contribuer « *à ce que s'exprime le besoin de démocratisation, d'information, de participation des salariés* ».

La lutte contre le terrorisme

● M. Franceschi sera « sans faiblesse »

● Une majorité de Français approuve le plan Mitterrand

M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, a affirmé samedi 4 septembre, à Ajaccio, qu'il allait agir « *avec détermination et sans faiblesse, pour que cessent les menaces qui pèsent sur la sécurité publique, depuis la délinquance occasionnelle, jusqu'au terrorisme organisé, national ou international.* » M. Francheschi a ajouté, au cours de la cérémonie d'inauguration d'un foyer pour personnes âgées : « *Dans la période que nous vivons et tout particulièrement ici, en Corse, le recours à la violence, c'est-à-dire à une forme extrême d'action politique, ne peut avoir d'autre signification que la volonté de bloquer la marche vers le progrès et la démocratie.* » « *L'expérience prouve,* a-t-il poursuivi, *que ce n'est jamais pour longtemps, pour la simple raison que la démocratie lorsque ses règles sont acceptées par tous, comme les Corses viennent de le prouver, triomphe toujours des idéologies de terreur et de destruction.* »

D'autre part *le Quotidien de Paris* de ce lundi 6 septembre publie un sondage selon lequel 52 % des personnes interrogées estiment « *positives* » les premières mesures prises pour lutter contre le terrorisme ; 23 % ont une opinion négative et 25 % ne se prononcent pas. L'IFRES, qui a réalisé cette enquête, a posé cette autre question : « *Selon vous, François Mitterrand emploie-t-il la bonne méthode pour lutter contre le terrorisme en France et rassurer l'opinion ?* » Les réponses sont les suivantes : oui : 46 % ; non : 27 % ; ne se prononce pas : 27 %. L'enquête a été réalisée du 31 août au 3 septembre auprès de mille personnes constituant un échantillon national représentatif.

LA MORT DU DEUXIÈME ARTIFICIER DE L'AVENUE DE LA BOURDONNAIS

L'ingénieur du service des explosifs du laboratoire central de la préfecture de police de Paris, Bernard Mauron, qui avait eu les deux jambes et un bras arrachés dans l'attentat, samedi 21 août, avenue de la Bourdonnais (7e), contre un membre de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, est mort dans la nuit du dimache 5 au lundi 6 septembre à l'hôpital de la Pitié où il avait été transporté. Bernard Mauron se trouvait en compagnie de Bernard Le Dréau, quarante-six ans, l'artificier tué sur le coup au moment où il s'approchait du paquet suspect. Bernard Mauron, très grièvement blessé, avait reçu des soins pendant plus d'une heure dans une ambulance du SAMU. Amputé par l'explosion il avait été aussi gravement brûlé. Bernard Mauron, originaire d'Angoulême, était âgé de trente-sept ans. C'est le dixième représentant des forces de l'ordre tué en service depuis le *début* de 1981, et le quatrième du fait d'attentats.

M. Chirac s'efforce de préciser ses prédictions

Rentré samedi 4 septembre de Nouvelle-Calédonie, M. Jacques Chirac a, sinon atténué, du moins quelque peu explicité la déclaration péremptoire qu'il avait faite en débarquant à Nouméa, le *1er septembre.*

Alors qu'il s'était contenté d'affirmer, sur le ton de la certitude absolue, que « *l'expérience socialiste ne durera pas deux ans* », le président du R.P.R. développe maintenant un raisonnement qui tend à justifier sa conviction. Par référence à l'histoire récente, M. Chirac rappelle que les expériences socialistes en France n'ont jamais duré longtemps, pas plus d'ailleurs que dans les démocraties occidentales comparables à la nôtre. La référence au gouvernement de Front populaire de 1936 est implicite, et elle sera évoquée, à coup sûr dans *les mois à venir, par les leaders* de l'opposition contre la majorité actuelle qui la range parmi les modèles dont elle se réclame. Pour appuyer sa thèse, M. Chirac tire surtout argument des décisions les plus récentes du gouvernement. Celui-ci, constatant l'échec de la politique qu'il a conduite pendant la première année du septennat, serait en train d'en changer. Les décisions de blocage des prix et des revenus, le budget d'austérité pour 1983, seraient autant de signes d'une mutation et même d'un revirement doctrinal.

M. Chirac toutefois ne croit pas réellement qu'il s'agisse là d'une remise en cause fondamentale de ce qui a été fait depuis le 10 mai 1981. Il est même convaincu que « *par idéal, par doctrine, par sectarisme* » le gouvernement persévérera dans la voie qu'il avait initialement choisie.

M. Mitterrand lui a d'ailleurs répondu en déclarant, à Athènes, qu'il n'était pas homme à « *poser le sac au bord de la route* » et M. Mauroy, au « Club de la presse », a affirmé : « *La gauche est là pour longtemps* ». En conséquence, le maire de Paris *s'attend à une évolution qui aboutir à « une situation politique qui rendra nécessaire une consultation populaire »*, c'est-à-dire des élections législatives anticipées.

Là M. Chirac en dit trop ou pas assez. Il n'explique pas du tout pour quelles raisons le président de la République — même après un éventuel échec de la gauche aux élections municipales de mars 1983 — serait contraint de dissoudre l'Assemblée nationale. *M. Giscard d'Estaing*, qui s'était trouvé dans une situation comparable après les élections cantonales de 1976 et municipales de 1977, défavorables à ses partisans, avait maintenu en place l'Assemblée, où il disposait d'une majorité de gouvernement. L'hypothèse envisagée par M. Chirac ne pourrait se produire que si la majorité parlementaire était en contradiction avec la majorité présidentielle. Ce cas de figure ne s'est encore jamais présenté sous la Ve République, et l'imagintion des juristes et des hommes politiques n'a donc pas pu montrer sa fertilité dans une telle conjoncture. *De plus, cela ne pourrait intervenir* qu'en 1986, lors des prochaines élections législatives, et non dans deux ans.

Un double risque

Le maire de Paris a donc voulu tout d'abord prendre date sans tarder pour une éventualité qu'il n'est pas en état de préciser. Il a voulu aussi accentuer son image d'opposant résolu et actif, qui ressort d'ailleurs des sondages d'opinion. Il n'a pas pour autant réussi à s'imposer comme le leader unique de l'opposition et le seul challenger du chef de l'Etat. Ni M. Barre ni M. Giscard d'Estaing n'ont en effet, semble-t'il, renoncé à l'action politique. Le premier vient de dénoncer l'échec « *cinglant* » du gouvernement Mauroy et le second, qui pour le moment « *reste à l'écoute des Français),* s'exprimera plus longuement le 16 septembre à Antenne 2. Le président du R.P.R., dont la popularité s'accroissait dans la mesure où il devenait l'adversaire le plus menaçant et la cible privilégiée du pouvoir, court désormais un double risque : celui d'apparaître comme un agresseur et celui d'être l'auteur de prédictions inconsidérées.

En annonçant pour dans deux ans une échéance dont il n'est pas le maître il risque de faire naître dans l'opposition une espérance qui sera déçue et qui lui sera alors reprochée. Certains membres du R.P.R. le redoutent en privé.

Certains électeurs de l'actuelle majorité, déçus ou inquiets par l'action du pourvoir, certains électeurs des autres formations de l'opposition qui peu à peu se rapprochaient de lui, pourront être étonnés de ce « coup » de M. Chirac, qui, depuis un an, semblait avoir renoncé à ces procédés spectaculaires.

Pour mieux se faire comprendre, M. Chirac aurait donc intérêt à ne pas attendre les journées d'études du groupe parlementaire R.P.R., qui sont prévues pour le 24 septembre à La Grande Motte.

ANDRÉ PASSERON.

L'affaire Tanase

« ON A JOUÉ AVEC NOS VIES » déclare M. Paul Goma

Depuis quand la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) a-t-elle pris en mains les destinées de M. Mateï Haiducu, alias « Visan », alias « Monsieur Z », l'étrange personnage qui est au centre de l'affaire Tanase ? L'interressé prétend que cela date d'avril 1982 (*le Monde* daté 5-6 septembre). Le *Journal du dimanche* du 5 septembre affirme, quant à lui, que l'espion roumain « *travaillait en fait pour la D.S.T. depuis six ans* ». L'hebdomadaire, sous la signature de M. Jacques Tillier, affirme que on nom de code était, pour les services français, *Anatole, et que c'est* la D.S.T. qui lui avait trouvé un emploi dans une société de robinetterie industrielle, l'AMRI.

Dans les milieux proches du contre-espionnage français, on qualifie de « *complètement bidon* » l'information du *Journal du dimanche*. On y réaffirme que « Monsieur Z » n'est « *pas un vieil agent de la D.S.T.* » et que les premiers contacts sérieux avec lui n'ont été pris qu'en avril.

De son côté, M. Paul Goma, autre écrivain d'origine roumaine à qui la D.S.T. avait, en avril, fait part de menaces planant sur sa vie, a fait au *Quotidien de Paris* du 6 septembre des déclarations d'où il ressort une grande colère contre les services français. M. Goma, après s'être prêté à une fausse tentative d'assassinat contre lui-même (destinée selon la D.S.T., à accréditer, aux yeux des services roumains, la fidélité de « Monsieur Z »), estime aujourd'hui : « *On a joué avec nos vies.* »

M. Goma révèle que la D.S.T. avait projeté de faire un communiqué sur cette affaire, pour l'officialiser, à la fin d'août. Selon lui, dès le début « *on m'affirma que le président Mitterrand et le ministre Defferre avaient donné leur aval* » et, pour la fin, on lui avait promis qu'un « *personnage officiel nous présenterait à la presse* » pour « couvrir » les protagonistes de la mystification.

Or, au moment où l'affaire a été « sortie » par *le Matin de Paris*, il ne fut plus question de communiqué officiel : « *Comment,* demande M. Goma, *le gouvernemetnt français a-t-il changé d'avis entre lundi 30 août à 16 heures, et mardi 31 à 10 h 30 ? Le lundi, le communiqué était prêt à être signé et publié. Le lendemain il ne l'était plus. Que s'est-il passé ? Qui ? Pourquoi ?* »

Ce lundi matin 6 septembre, le ministère de l'intérieur se refusait toujours à commenter les péripéties de cette affaire.

LE PRÉSIDENT DU R.P.R. : pour une consultation populaire

A son arrivée, samedi 4 septembre, à Paris, M. Chirac a notamment déclaré :

« *Compte tenu de la situation politique et économique dans laquelle il s'est mis, je suis tout à fait persuadé que le gouvernement sera conduit à une remise en cause de l'expérience socialiste. Certains signes, comme le blocage des prix et des revenus et le projet de budget traduisent un retour à la politique d'austérité. Mais si, par idéal, par doctrine, par sectarisme, le gouvernement persévérait dans son expérience, cela conduirait à une situation politique qui rendrait nécessaire, parce que nous sommes en démocratie, une consultation populaire. Si le gouvernement persévère dans son irréalisme, le mécontentement des Français sera tel qu'il se trouvera obligé de recourir à des élections législatives anticipées.* »

Le maire de Paris a ajouté : « *Est-ce donc un péché dans une démocratie de souhaiter que le peuple ait la parole ? La dissolution s'est produite trois fois sous la Ve République, en 1962, en 1968 et en 1981, dont deux fois réclamée par les socialistes et une fois décidée par un président socialiste. Cela n'a donc rien de contraire à nos institutions.* »

POLITIQUE

EN NOUVELLE CALÉDONIE

La dangereuse victoire de M. Lafleur

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Comme prévu, M. Jacques Lafleur, député du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.), apparenté R.P.R. de la deuxième circonscription de Nouvelle-Calédonie, qui s'était démis de son mandat en juin afin de provoquer une élection partielle dont il entendait faire un test, a été réélu dimanche 5 septembre dès le premier tour par 23 345 voix contre 2 192 à son unique concurrent, M. Michel Jaquet, qui se présentait sous l'étiquette d'Indépendant, détaché de toute formation.

Pour M. Lafleur, ce résultat est assurément un succès. En juin 1981, il l'avait déjà emporté comme cette fois au premier tour, mais avec seulement 16 289 suffrages, et il peut faire valoir à bon droit que se sont donc ralliés à lui aujourd'hui plus de sept mille électeurs qui, lors de la précédente consultation, avaient vraisemblablement voté pour les candidats centristes et notamment pour M. Sydney Camerlinck, qui avait obtenu à l'époque 5 549 voix. Aussi bien les centristes, dont la formation politique est ici la Fédération pour une nouvelle société calédonienne (F.N.S.C.), et qui avaient ainsi que les indépendantistes et les autres formations de gauche prôné l'abstention, peuvent-ils considérer qu'ils enregistrent un échec dont la portée ne saurait être négligée.

C'est qu'en effet cette élection partielle avait pour origine la rupture de l'alliance qui unissait jusqu'en 1982, R.P.C.R. et F.N.S.C. et leur donnait alors la majorité à l'assemblée territoriale ainsi qu'au conseil de gouvernement, l'exécutif du territoire. Du jour où, le 11 janvier 1982, les sept conseillers centristes avaient voté, avec le Front indépendantiste, l'adoption du projet de réforme fiscale présenté par le haut commissaire de la république, M. Nucci, la rupture s'était trouvée consommée. Elle le fut bien plus encore lorsqu'en juin, centristes et indépendantistes négocièrent pour un an un contrat de gouvernement et que la démission du conseil de gouvernement de deux élus de la F.N.S.C. entraîna l'adoption d'une motion de censure contre ce conseil et amena alors à sa vice-présidence M. Jean-Marie Tjibaou, dirigeant de l'Union calédonienne, la plus forte formation du front indépendantiste qui, du coup, prit ainsi le siège occupé par M. Dick Ukeiwé (R.P.C.R.) et précisément suppléant de M. Jacques Lafleur.

Un résultat sans équivoque, mais...

Si cette situation nouvelle ne pouvait que satisfaire, à Paris, le gouvernement et, à Nouméa, le haut commissaire de la République qui préparait par voie d'ordonnances les grandes réformes jugées urgentes dans un territoire d'outre-mer où, depuis un an, on assistait à de graves tensions — de l'assassinat de M. Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, le 19 septembre 1981, jusqu'à l'intrusion à l'Assemblée territoriale d'éléments perturbateurs casqués et musclés, en passant par plusieurs affrontements avec les éléments canaques de l'intérieur, — elle fut jugée tant en Nouvelle-Calédonie par M. Lafleur qu'en France par MM. Jacques Chirac et Bernard Pons, respectivement président et secrétaire général du R.P.R., comme une « magouille ». Ils y voyaient un détournement de la majorité locale qui s'était exprimée lors de l'élection présidentielle en n'accordant que 8 745 voix à M. François Mitterrand et en réélisant aux législatives de juin 1981 M. Jacques Lafleur dès le premier tour député de cette deuxième circonscription.

C'est ainsi, dans la foulée de ces multiples événements locaux, que M. Lafleur se démettait de son mandat afin de juger par une élection partielle à laquelle il était évidemment le premier candidat, si les urnes allaient ou non entériner ce qui s'était passé à Nouméa du mois de janvier au mois de juin.

Le résultat du scrutin du 5 septembre est sur ce point sans équivoque. M. Lafleur peut assurément se prévaloir d'un électorat nettement supérieur à celui qui était le sien il y a quinze mois. En même temps, il doit aussi avoir nettement conscience d'accentuer un clivage entre populations européenne et canaque et de contribuer à relancer peut-être un climat de tension qui, depuis quelques mois, semblait un peu s'apaiser. Que va-t-il faire de sa victoire ? Sans doute lors d'un débat télévisé auquel il participait dimanche soir à FR3 Nouvelle - Calédonie avec MM. Charles Boissery, représentant de la F.N.S.C., et Yéweiné Yéweiné, porte-parole du Front indépendantiste, a-t-il assuré qu'il ne s'agissait pour lui que de montrer à Paris où était la majorité réelle du territoire calédonien et de sanctionner ainsi la politique du haut commissaire du gouvernement, c'est-à-dire de réaffirmer l'opposition européenne aux réformes décidées par le gouvernement par voie d'ordonnances.

Mais le résultat du vote de la deuxième circonscription, qui a mobilisé à coup sûr les Européens et dans une large mesure aussi les Wallisiens, tient pour une bonne part au poids de Nouméa et de sa périphérie. C'est dans la capitale que la participation a été la plus forte, tournant selon les bureaux de vote aux alentours de 60 %. En revanche, les consignes d'abstention qui avaient été données par les indépendantistes et les divers autres formations de gauche ont été largement suivies dans les communes de l'intérieur et de la brousse. Aux îles de Bellep, tout au nord du territoire, elle a même été de 100 %. A Koumac, la participation a à peine dépassé les 47 %, alors qu'en 1981 elle était au-delà de 53 %. Aussi bien, si M. Lafleur peut se flatter d'obtenir aujourd'hui 91,42 % des suffrages exprimés, il doit mesurer aussi que ses 23 345 voix ne le font pas majoritaire par rapport aux 50 587 électeurs inscrits aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie où l'abstention a représenté finalement 46,5 % contre 34 % en 1981.

Quant à son adversaire, M. Michel Jaquet, ancien membre du conseil de gouvernement, lui aussi opposé aux ordonnances, et en réalité assez proche de son concurrent, il n'a pu, dans cette aventure, guère faire autre chose que figurer, mais il n'avait à vrai dire pas beaucoup d'autre ambition.

En tout cas le haut commissaire de la République, M. Christian Nucci, n'a pas paru s'émouvoir d'une élection dont il faut bien dire qu'il ne l'a jamais tenue que pour une péripétie. Rentré à Nouméa dimanche matin, après un voyage à Paris et dans divers autres territoires du Pacifique, il a renouvelé sa position : faire appliquer le plus rapidement possible les ordonnances prises par le gouvernement pour réaliser les réformes dont les premiers effets, notamment en matière foncière, devraient à son avis pouvoir se faire sentir avant la fin de l'année.

C'est le même langage qu'a tenu M. Paul Quilès, secrétaire national du parti socialiste, qui intervenait depuis Paris dans le débat de FR 3 Nouvelle-Calédonie, et a déclaré notamment : *« C'est une élection pour rien dont nous pouvions prévoir le résultat dans une circonscription taillée sur mesure par le précédent pouvoir pour M. Lafleur. Elle n'aura malheureusement qu'une conséquence : accentuer les clivages entre Canaques et non-Canaques et cela sans qu'on ait beaucoup parlé durant cette campagne du devenir de la Calédonie qui reste pourtant l'essentiel. »*

J.-M. THÉOLLEYRE.

Résultats : Nouvelle-Calédonie, deuxième circonscription (Côte ouest-Nouméa) :

Inscrits : 50 587 ; votants : 27 063 ; abstentions : 46,50 % ; suffrages exprimés : 25 537.

M. Lafleur (R.C.P.R.-R.P.R.) : 23 345 : *Réélu*.

M. Michel Jaquet (sans étiquette) : 2 192.

RÉGIONS

Ile-de-France — LA « BATAILLE » DE PARIS

Les dernières propositions du gouvernement

- **Des conseils d'arrondissement élus au suffrage universel.**
- **Des maires désignés par chaque conseil.**
- **Marseille et Lyon soumis au même régime que la capitale.**

Paris, Marseille et Lyon auront des conseils d'arrondissement élus au suffrage universel qui, à leur tour, choisiront un maire. Ces dispositions devraient figurer dans le projet de loi portant réforme du statut des grandes villes de France et qui sera présenté à l'automne prochain à l'Assemblée nationale. Mais à l'hôtel de ville siégeront toujours un maire et un conseil municipal pour décider des grandes orientations de la politique de la cité et voter son budget.

Telles sont les propositions élaborées par le ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Elles sont conformes aux déclarations que le chef de l'État a faites à *France-Soir* le 13 août dernier à propos du statut de la capitale (il y aura bien vingt maires d'arrondissement, avait précisé M. François Mitterrand), mais aussi à celles de M. Gaston Deferre. Celui-ci assurait le 28 juillet 1981 à l'Assemblée nationale que, *« si une structure est mise en place pour Paris, elle sera identique à celles que connaîtront les autres grandes villes du pays »*. Elles contredisent en revanche quelque peu les déclarations de M. Pierre Mauroy, qui, interrogé le 7 juillet dernier au micro de France-Inter, affirmait qu'on ne peut comparer exactement Paris et Marseille : *« L'une est une ville de plus de deux millions d'habitants et l'autre une ville de huit cent mille habitants. »*

30 juin 1982 ; c'était hier, le conseil des ministres examine un projet de statut de Paris érigeant les vingts arrondissements *« en communes de plein exercice »*, regroupées, sans doute, au sein d'une sorte de communauté urbaine. Tempête. Tapage. Le gouvernement fait machine en arrière. M. Defferre déclare *« qu'il ne sera pas porté atteinte à l'unité de la commune de Paris »*. Mais, souligne-t-on dans l'entourage du premier ministre, *« il n'y aura pas de recul sur l'essentiel »*.

Avec le projet que l'on prépare actuellement, a-t-on voulu donner satisfaction à M. Chirac, qui, depuis le début de l'été, n'a cessé de réclamer que l'on maintienne l'unité politique et budgétaire de la commune de Paris et que l'on traite de la même façon toutes les grandes villes de France ? A-t-on tout simplement habilement contourné un obstacle politique de taille ? La question fondamentale est, en effet, de savoir quelles seront les compétences de ces conseils d'arrondissement élus au suffrage universel et, en outre, de connaître les clefs de la répartition du budget entre la mairie de la ville et les mairies d'arrondissements.

C'est sur ces points, essentiels, que travaille actuellement le ministère de l'intérieur et de la décentralisation. Au mois de juillet ont eu lieu, à ce propos, place Beauvau, deux réunions auxquelles ont participé des représentants de la Ville de Paris et de la Ville de Marseille (*le Monde* du 31 juillet). Dans l'entourage de M. Jacques Chirac, on souligne qu'au cours de ces réunions il a été rappelé par les porte-parole du maire que l'unité de Paris était un principe sur lequel on ne pouvait transiger, mais *« que, a priori, on n'était pas hostile à une formule visant à rapprocher les administrés de l'administration »*.

Rappel nécessaire : la loi de 1975 a doté Paris d'un maire et a créé dans chaque arrondissement une commission qui siège à la mairie annexe. Ces commissions sont composées des élus de l'arrondissement, des officiers municipaux nommés par le maire et de représentants d'associations locales élus par le Conseil de Paris. Elles sont consultées par le maire sur les questions d'intérêt local et saisies des projets soumis au Conseil de Paris dans la mesure où ceux-ci intéressent l'arrondissement. Elles ont donc un rôle purement consultatif, ne disposent d'aucun pouvoir de décision, d'aucun moyen financier et ont jusqu'à présent joué — c'est une litote — un rôle très effacé.

Le projet gouvernemental prévoit tout d'abord d'augmenter le nombre des édiles de la capitale (on parle de 149 élus au lieu de 109). Il propose, ensuite, de supprimer les officiers municipaux et, enfin, de transformer les commissions d'arrondissement en conseils d'arrondissement élus au suffrage universel. Le projet de ces « assemblées de quartier » se rapproche, en fait, des propositions faites par les groupes de gauche à l'Hôtel de Ville. Leurs compétences porteraient sur un certain nombre de dossiers locaux : réparations dans les écoles, créations de crèches, études de projets d'urbanisme, etc. Mais ces conseils d'arrondissement n'auraient aucune responsabilité fiscale. L'impôt serait toujours voté et levé par le Conseil de Paris, qui répartirait ensuite la recette entre les différents arrondissements, suivant des règles et des proportions à préciser.

Risques de conflits

Cela dit, un tel projet, même s'il est présenté dans un climat dépassionné, soulèvera, personne n'en doute, de sérieuses difficultés d'application. Ainsi une assemblée d'arrondissement pourra-t-elle assumer entièrement la responsabilité d'un équipement, donc d'une dépense, si elle n'a pas l'initiative de prélever les recettes correspondantes ? Sur un tout autre plan, quels rapports s'établiront entre le maire de Paris et le maire élu d'un arrondissement si celui-ci est, comme c'est souvent le cas dans la capitale, « d'envergure nationale » ? Des hommes comme MM. Couve de Murville, Lionel Jospin, Jack Lang, qui sont conseillers de Paris, élus d'un arrondissement et donc susceptibles d'en devenir les maires... M. Defferre a évoqué cette question le 20 juillet dernier dans une interview au *Matin de Paris*. *« N'y a-t-il pas de risque de confusion,* faisait-il remarquer, *entre le maire de la commune et les maires d'arrondissement, surtout si un des maires d'arrondissement est un homme politique très connu. »*

Comment seront répartis les quarante mille fonctionnaires de la Ville entre les services du maire de Paris et ceux des maires d'arrondissement ? Le législateur devra s'efforcer de répondre à ce genre de questions dans un temps très court. La loi portant réforme du statut des grandes villes devrait être votée à la fin de cette année ; elle sera appliquée au mois de mars prochain, pour les élections municipales. C'est-à-dire que les élus, comme les fonctionnaires, disposeront de trois mois à peine pour s'adapter au nouveau dispositif législatif.

Dépassionner le débat

La réforme du statut des grandes métropoles n'est que le volet d'un projet plus vaste. Les experts du ministère de l'intérieur mènent, en effet, une réflexion approfondie sur l'avenir des collectivités locales et préparent à ce sujet deux grands projets de loi.

Il s'agit d'abord de la réforme de la vie administrative des grandes villes de France. Une délégation de l'Association des maires des grandes villes de France, que préside M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, a été reçue le 27 juillet par M. Gaston Defferre. Sujet de cet entretien : *« le rapprochement de l'administration municipale des habitants, en particulier dans les mairies annexes et les commissions de quartier »*. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a indiqué aux membres de la délégation qu'il souhaitait *« bénéficier à cet égard d'informations sur la situation actuelle »*. L'association a donc envoyé à plus de quarante maires de France un questionnaire qui devrait permettre de se faire une idée plus précise sur la façon dont est organisée la vie locale dans les grandes cités.

Le second projet de loi en préparation prévoit de renforcer la *« solidarité locale »* au sein des communautés urbaines, des syndicats intercommunaux et des districts, de préciser *« en les humanisant »* les rapports entre les communes associées au sein de tels groupements administratifs.

Cette vaste « toilette » des textes permettrait en outre de dépolitiser — et donc d'apaiser — le débat sur le statut de Paris, qui ne représente donc plus qu'un des aspects d'une réflexion plus ambitieuse sur l'avenir des collectivités locales. Sur ce point au moins, la leçon de la « bataille » de Paris, engagée au début de l'été dans des conditions politiques déplorables, aura donc été retenue.

JEAN PERRIN.

« Il s'agit de concilier le gigantisme avec la démocratie »

nous déclare M. Georges Sarre (P.S.)

Voici les réponses que nous a faites M. Georges Sarre, député de Paris, et président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville.

« Quels éléments nouveaux la réforme du statut de Paris, préparée actuellement par le gouvernement, vous paraît-elle comporter par rapport au projet présenté au début de l'été et qui avait soulevé une très vive réaction de la part du maire de la capitale ?

— Il ne s'agit pas seulement du statut de Paris. Le ministre de l'intérieur a fait connaître que la réforme s'appliquerait à plusieurs grandes villes françaises dont Marseille et Lyon. Elle sera l'achèvement de l'œuvre de décentralisation. En effet, le projet du gouvernement, parce qu'il semblait dans un premier temps se limiter à la seule capitale, a sans doute été mal compris d'une partie de l'opinion.

» Le maire de Paris, que la démagogie ne rebute pas, avait mené une campagne mensongère, allant jusqu'à prétendre que nous allions supprimer Paris ! M. Chirac est l'homme des outrances, mais des divagations aussi insensées ne doivent pas être oubliées. Ce carnaval étant maintenant achevé, le travail sérieux est aujourd'hui engagé.

» Le statut nouveau concernera les plus grandes villes du pays. Il s'agit de concilier un certain gigantisme avec la responsabilité et la démocratie. Le projet vise à une réelle décentralisation et à une vraie démocratisation de la vie locale dans les grandes agglomérations. Cela signifie que, dans les arrondissements, seront élus des conseils municipaux, des adjoints, un maire. Ils devraient avoir compétence pour ce qui touche à la vie de l'arrondissement : action sociale, animation culturelle, logement, voirie, propreté et petits équipements... Les élus disposeront, je le pense, de moyens financiers leur permettant d'exercer leurs attributions.

» Au niveau global, les conseillers de Paris voteront le budget et décideront des grands équipements, des transports, bref de tout ce qui concerne Paris dans son ensemble. Paris restera une commune et les arrondissements, avec leurs mairies pourront répondre quotidiennement aux principales préoccupations des Parisiens.

— Comment, dans le budget de la Ville pour 1983 qui sera voté en décembre prochain, tenir compte de la réforme du statut de la capitale qui ne devrait entrer en application qu'au printemps 1983 ?

— Bien entendu, le budget 1983 sera le budget qui marquera la transition entre le statut ancien et les nouvelles dispositions de démocratisation des grandes villes. Ce sera un budget de transition, car si les éléments techniques essentiels seront connus au moment du vote du budget, il va de soi que ceux qui ont la charge de préparer les documents budgétaires n'auront pas déjà l'expérience des nouvelles institutions. Je ne connais pas encore le texte du projet, mais le débat parlementaire permettra de débattre et de décider des critères permettant de fixer les dotations budgétaires allouées aux arrondissements.

» Le budget 1983 aura donc à traduire, à compter de la date d'application du nouveau statut, les transferts de ressources et de charges vers les arrondissements. D'ailleurs, vous le savez, ce sont des mouvements de cette nature qui vont s'engager prochainement entre les communes, les départements et l'Etat, pour mettre en œuvre la décentralisation et la répartition nouvelle des compétences.

— Le nouveau statut sera-t-il, à votre avis, défendu par l'ensemble des formations de gauche, y compris les communistes, notamment lors des prochaines élections municipales ?

— Ce statut répond à une aspiration formulée depuis longtemps par l'ensemble des forces vives de la capitale. Les socialistes avaient déposé dès 1974 une proposition de loi qui comportait l'élection de conseils dans chaque arrondissement. Le groupe communiste à l'Assemblée avait au même moment élaboré un projet qui allait dans le même sens.

» Ce souhait est aussi celui des autres formations de la gauche, comme celui du mouvement associatif parisien qui étouffe sous le carcan actuel. Ce statut nouveau va apporter l'efficacité, et va permettre aux Parisiens de prendre en main leurs affaires. En réalité, tous ceux qui veulent en finir avec le système Chirac, qui veulent écarter cette emprise systématique, cet électoralisme forcené, trouveront de nouvelles raisons de s'unir pour servir l'intérêt général.

» Je pense donc que la bataille qui s'engage pour la démocratie à Paris nécessite le concours de toutes les formations de gauche, des syndicats, des associations, de tous les hommes et de toutes les femmes qui veulent saisir la chance ainsi offerte d'en finir avec ce médiocre bonapartisme. »

LA MAIRIE : Des projets incohérents

Le dernier numéro du mensuel *Ville de Paris* édité par la mairie parle, à propos de la réforme du statut de la capitale de « projets incohérents » et cite, notamment, le cas des conseils d'arrondissement.

« Ou bien, écrit-il, *ces conseils d'arrondissement n'ont pas de budget propre et, sans moyens financiers, leurs pouvoirs ne peuvent être qu'illusoires. Ou bien ils disposent d'un budget propre et alors deux cas peuvent se présenter :*

» Ou bien ce budget provient de ressources fiscales propres : cela signifie que ces conseils d'arrondissement pourraient lever des impôts supplémentaires, d'où une charge fiscale accrue, et des disparités insupportables entre les arrondissements riches et les arrondissements pauvres ;

» Ou bien ce budget correspond à une fraction du budget général qui leur est déléguée par la mairie de Paris. Mais on voit tout de suite l'absurdité d'un tel système. Car le vote du budget est l'expression d'une politique. C'est sur ce vote essentiel que se manifeste la majorité municipale et c'est en votant contre que se marque l'opposition. On ne voit pas comment une part d'un budget général, voté par une certaine majorité, pourrait être déléguée à des municipalités d'arrondissement qui pourraient être d'une autre couleur politique que la majorité du Conseil de Paris, et dont les représentants au Conseil de Paris auraient refusé ce même budget général. Comme on le voit, on nage en pleine absurdité. »

La revue de la mairie conclut sur ce point : *« Restons donc logiques. Le Conseil de Paris, comme tout conseil municipal, est à l'image du Parlement. La majorité y vote le budget, la municipalité est responsable de ses actes. L'opposition critique, propose une autre politique. Le peuple souverain est seul juge. Ce qui vaut à l'échelon national vaut à l'échelon local. En démocratie, il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures. »*

• *La mairie de Paris* a décidé de lancer une campagne d'« allégement » des panneaux et panonceaux de toute sorte qui encombrent les trottoirs parisiens. La capitale compte en effet quarante et un mille « éléments de signalisation verticale » installés principalement sur des supports ou des candélabres. Dégradés, endommagés par le vandalisme, couverts de graffiti et d'affiches, ces panneaux nécessitent donc un nettoyage ou un remplacement. Six mille panneaux détériorés vont ainsi être remplacés et cinq cents supports disparaître. Deux mille autres panneaux seront déposés définitivement.

مكبرا من الأصل

Le Monde

société

DEUX ÉTUDES SUR LA VIOLENCE

Ces institutions qui maltraitent les enfants

Le quatrième congrès international sur les enfants maltraités et négligés a lieu à Paris, du 7 au 10 septembre. Au cours de ce congrès organisé par l'International Society for Prevention of Child Abuse and Neglect et par l'Association française d'information et de recherche sur l'enfance maltraitée que préside le docteur Pierre Straus, seront abordés des problèmes tels que les mauvais traitements ou les violences implicites dont sont victimes des nourrissons ou de jeunes enfants dans des crèches, des pouponnières ou des foyers de l'enfance.

D'autres violences institutionnelles feront également l'objet de plusieurs communications : violences en milieu psychiatrique, violences de l'institution scolaire. Plus généralement, le congrès traitera de la prostitution infantile, de l'exploitation du travail des enfants, des problèmes spécifiques des enfants illégitimes dans certaines cultures et des mutilations qui leur sont infligées pour des raisons religieuses ou coutumières.

Une équipe de neuf éducateurs spécialisés, sous la direction du docteur Stanislaw Tomkiewicz, directeur de recherche à l'INSERM, s'est attachée, au cours d'une enquête commencée en 1981, à repérer en France des institutions dépendant de l'Etat ou des violences ont été commises. Le groupe de travail a pu, à partir d'une dizaine de dossiers « flagrants », définir une typologie des établissements à risques et dégager certaines constantes. On constate toujours une direction tenue par une forte personnalité, les établissements sont isolés du monde extérieur, et le personnel, peu qualifié, est toujours socialement fragile. Nous rendons compte ici du travail de cette équipe.

A une époque où les enfants meurent sous les bombes ou de faim, est-il permis de s'émouvoir sans indécence d'une éducation « *à la dure* », d'une gifle trop appuyée ? Chez nous, les mille soins donnés aux nourrissons joufflus et rieurs, là-bas des millions de mères désespérées de mettre au monde des êtres sans grande promesse ni espérance de vie. Cet autre monde du mauvais traitement ou de la mort. Pour les enfants qui se prostituent à Manille, qui volent à Bogota, qui travaillent dès l'âge de dix ans dans les faubourgs de Naples, les coups, les humiliations, la fatigue, ne sont que les côtés obscurs d'une victoire sur la vie. Leur subsistance. La France, fière de ses lois démocratiques, de sa société industrialisée, pays de liberté, de douceur, ne permettrait pas qu'on touche à ses chères têtes blondes. Pourtant, les pouvoirs publics ont, dans ce domaine, un impérieux devoir de vigilance. Si des parents tortionnaires ont connu les rigueurs des tribunaux, le droit de correction parentale encore ancré dans les esprits autorise toujours des abus. Des familles sévères, aux principes d'éducation rigoureux, s'inspirant d'un autre âge, en font encore baver à leurs rejetons. Des parents psychopathes ou simplement immatures battent comme plâtre et couvre d'ecchymoses leurs petits, mal acceptés. Sous nos climats, de tels « accidents » ou « drames » peuvent se produire — on l'a constaté récemment, car la violence des individus *s'exerce de préférence sur les plus fragiles*, même si l'attitude générale de la société envers l'enfance s'est considérablement modifiée.

Mais il n'y a pas, hélas ! que ce mal. Une équipe d'éducateurs spécialisés (1) a mené pendant un an une enquête sur la violence dans les institutions recueillant des enfants qui, pour beaucoup, n'ont pas été épargnés par leur famille. Il ne s'agit plus de comportements *parentaux*, condamnables mais *plus imprévisibles, ni même de la violence* inhérente aux structures de prise en charge — l'éloignement des familles, l'étiquetage qui amène chaque enfant à se trouver dans un groupe défini : toxicomanes, autistes, cas sociaux, etc., — mais de pratiques répressives, de « *surviolence* », comme dit le docteur Tomkiewicz, interdites par la loi et cependant appliquées, sous l'œil aveugle ou bienveillant de l'administration. Le groupe de travail a retenu, selon des critères exigeants, dix dossiers dans lesquels la violence lui paraît caractérisée. Dix établissements qui, pour la plupart, fonctionnent encore aujourd'hui dans la *bonne conscience et le sentiment du* devoir accompli.

Deux foyers fermés

Depuis le passage des éducateurs sur le terrain, les deux foyers les plus « flagrants » ont été fermés. Au mois de juin, Godefroi-de-Bouillon, foyer de semi-liberté à Liévin, où des enfants au crâne rasé portaient en toute saison des culottes courtes en cuir et défilaient au son des marches militaires. Il paraissait naturel au directeur, le Père Revet, de les initier à la vie de caserne. Il apprenait à tirer au fusil à des garçons qui n'avaient pas dix ans. La délation était bien vue et les sorties interdites. Au mois de juillet, un autre foyer de semi-liberté, le Bon-Pasteur, à Dijon, ferme à son tour. Vingt filles y sont pensionnaires. On ne parle pas à table. Toutes les portes sont fermées à clé. On met les récalcitrantes dans une chambre d'isolement pendant des jours et des semaines, la fenêtre est condamnée, le lit scellé. Fouilles, délation, font partie des coutumes de l'établissement religieux situé dans un parc entouré d'un haut mur hérissé de tessons de bouteille et clos par des portes électroniques.

D'autres institutions résistent. Au centre de postcure pour toxicomanes de la Boère (Haute-Garonne), mêmes pratiques : les papiers d'identité sont confisqués, on dénonce, on est battu parfois par des encadrants musclés anciens toxicomanes. Au centre des Parons, près d'Aix-en-Provence, l'application des méthodes comportementales donne une coloration plus scientifique à la vieille recette de la carotte et du bâton. Au centre psychopathologique de Montfavet (Vaucluse) nos enquêteurs ont même découvert un enfant autiste enfermé dans un placard. Il est vrai que les parents de David n'ont pas cet alibi thérapeutique.

Autant de faits constatés qui ne sont que les manifestations abusives d'un état d'esprit quotidien. « *Dans tous ces établissements,* font remarquer les membres de l'équipe, *les responsables ont une forte personnalité et confondent leur rôle d'éducateur avec celui d'un parent sévère. Ils représentent pour les vrais parents, et souvent aussi pour l'administration, la manière énergique qu'il aurait fallu employer pour éviter le pire.* » Si on excepte les enfants autistes, innocents — mais les secours de la « science » comportementale font passer la manière forte, — bien des « cas sociaux » ou des « toxicomanes », qui eux-mêmes se culpabilisent, admettent les privations et les coups. « *Je l'ai bien mérité* », prononçait avec difficulté un pensionnaire de la Boère qui venait de se faire casser la mâchoire.

Le père de Montaigne

Ces institutions, qui volontiers s'isolent du monde extérieur, ont pu développer des relations sado-masochistes en éliminant systématiquement tout contrôle. Les éducateurs remuants sont renvoyés, les enfants révoltés, appelés « brebis galeuses », punis. « *Ils sont si difficiles* » ne cessent de répéter ces braves gens qui ont pris en charge des « déchets de la société ». Le Père Revet n'a-t-il pas accueilli des enfants laotiens dont personne ne voulait ? Le « patriarche » ne surveille-t-il pas cinq cents pensionnaires qu'on est trop satisfait de savoir sous bonne garde ? Et comment ne pas excuser, au nom des difficultés de la tâche, de l'état du « matériel humain », des sévices bien compréhensibles ? « *L'enfant en difficulté* » devient si vite un « cas » et plus vite encore ce « cas » appartient à une « faune ». La méfiance, la peur entraînent les coups, les bonnes volontés sont dépassées. Les enquêteurs signalent qu'on reprochait aux filles du Bon Pasteur d'avoir eu pour mères des prostituées. « *Il n'y a pas d'éducateur spécialisé dans ces institutions surviolentes,* ajoutent les membres de l'équipe, *où le « patron » tout-puissant devient une sorte de gourou.* » Et, pour appuyer leurs dires, ils citent le « patriarche » : « *Si on ferme la Boère, j'en ai cinq qui s'immoleront par le feu.* » Un enfant témoigne : il est suspect. Quand un directeur se défend, on le comprend

Les directions départementales de l'action sanitaire et sociale ne s'inquiètent jamais outre mesure. Les prix de journée pour ces institutions sont bas et leur gestion à peu près correcte. La DASS n'ira pas se rendre compte sur place de ce qu'elle sait déjà, et il lui sera plus facile de répondre : « *Les preuves manquent.* » Puis c'est le flou des arguments. Qu'appelle-t-on violence ?

En Angleterre, le droit de correction n'existe-t-il pas dans les institutions ? Il y a cinquante ans, en France, on tondait le crâne des enfants de l'Assistance publique et personne ne s'en pleignait. Mais les temps ont changé. La banalité cruelle des maisons de correction n'est plus admissible aujourd'hui : « *Les institutions que nous dénonçons sont hors la loi*, disent les éducateurs. *Leurs règlements ne sont pas conformes aux directives ministérielles* ». On n'accepte pas que des enfants soient battus par leurs familles mais il est plus scandaleux encore que la société les maltraite. Un pays de liberté peut-il permettre que l'argent public serve à des actions qui portent atteinte à la démocratie ?

Ces violences ouvertes ou feutrées mais acceptées accusent surtout les hauts fonctionnaires qui trop souvent baissent les bras ou se soumettent aux pressions des politiciens. Même *si ailleurs dans le monde* l'enfance est mise à mal, même si dans notre histoire elle le fut trop souvent, ce groupe d'éducateurs a choisi de dénoncer les cas de surviolence les plus inadmissibles, et ce travail d'enquête leur a permis de définir une typologie des établissements à risque qui sera utile à l'avenir. « *Car nous sommes sûrs qu'il y a beaucoup plus de dix établissements douteux actuellement dans le pays.* » On ne voit guère ce qui justifierait les sévices contre des enfants, ni le passé, ni le comportement des voisins, et il y eut de tout temps des hommes de cœur et de bon sens pour le savoir. Déjà, le père de Montaigne réveillait son fils au son du violoncelle quand devaient s'allumer les guerres de religion et encore mourir, sous la violence, des innocents.

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) Il s'agit de Mmes et Mlles Martine Bellecroix, Natacha Enot, Hélène Berbelm, Joëlle Jouvin, MM Laurent Decoust, François Hervé, Alain Lautain, Daniel Warnier et Pascal Vivet.

DEUX ANS APRÈS L'AFFAIRE DU « BULLDOZER »

Réconciliation à Vitry

On a porté un toast « *à l'amitié retrouvée, à la réconciliation, à la paix et à la solidarité entre les peuples* », samedi 4 septembre, au cours de la visite d'une délégation conduite par M. Paul Mercieca (P.C.), du Val-de-Marne et maire de Vitry-sur-Seine, dans le foyer de travailleurs célibataires de l'Association pour le développement des foyers du bâtiment et des métaux (ADEF). Cette manifestation scellait le retour à la bonne entente et la coopération après les incidents qui avaient suivi le transfert des trois cents Maliens habitant du foyer de Saint-Maur-des-Fossés, dans le Val-de-Marne et celui de Vitry (*le Monde* du 30 décembre 1980).

La polémique entre les municipalités de droite et de gauche au sujet du logement des travailleurs immigrés avait été portée à son paroxysme à la fin décembre 1980 lorsque la commune de Saint-Maur-des-Fossés, ne pouvant offrir un terrain permettant de remplacer le foyer insalubre où vivaient une communauté de trois cents Maliens, obtint le transfert de ces derniers à Vitry-sur-Seine, dans des locaux qui avaient été murés depuis plusieurs mois. Qualifiant cet acte de « *coup de force raciste du député et du maire de Saint-Maur-des-Fossés, de l'ADEF et du préfet du Val-de-Marne)*, le maire, M. Paul Mercieca, avait conduit le 24 décembre, un groupe de cinquante personnes accompagnées de techniciens *équipés d'un bulldozer* et entrepris de détruire les installations du foyer, endommageant les arrivées d'eau de gaz, d'électricité, etc., etc.

Le debat prit rapidement une ampleur nationale avec l'approche de l'élection présidentielle.

Samedi, on notait donc une volonté affirmée d'effacer l'« *incompréhension provoquée par une certaine période politique* ». M. Mercieca soulignait qu'il n'avait « *jamais eu de grief* » contre les habitants du foyer. « *Cette grande journée, qui fera date dans l'histoire de notre ville,* a-t-il dit, *est l'aboutissement de rencontres, qui ont eu lieu depuis le printemps, parmi lesquelles on peut citer la visite des représentants de la communauté malienne à la municipalité lors de la « fête des lilas » au mois de mai.* » Evoquant le procès qui, cependant, va l'opposer à l'ADEF, M. Mercieca a mis ses interlocuteurs en garde contre « *de nouvelles manœuvres pour nous dresser les uns contre les autres* ».

Si la reconstruction du foyer de Saint-Maur est envisagée, la municipalité de cette commune n'acceptait, en janvier, que quatre-vingt-dix lits. Mais M. Mercieca a promis que la mairie ne fera rien pour chasser les Maliens. A Vitry, on a même prévu pour le mois d'octobre une fête de l'immigration.

● *Le patron d'une boulangerie industrielle inculpé de violences volontaires avec arme.* — M. Raymond Dellaposta, cinquante-huit ans, propriétaire de la société Hédé, une boulangerie industrielle d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), a reconnu, samedi 4 septembre, être l'auteur de l'agression commise, la veille, sur l'un de ses employés, M. Kamel Simerabet, de nationalité algérienne, délégué C.G.T. dans l'entreprise (*le Monde* daté 5-6 septembre).

M. Dellaposta a déclaré que le délégué syndical « *lui créait des difficultés dans l'entreprise* » et que, ne parvenant pas à le licencier, il avait voulu l'intimider. L'ouvrier avait été légèrement blessé par une décharge de plombs dans l'abdomen. M. Dellaposta a été inculpé de « *violences volontaires avec arme* » et écroué à Fresnes.

Faits et jugements

● *Un incendie d'origine criminelle*, qui n'a pas été revendiqué, *a détruit* dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 septembre à Champigny (Val-de-Marne) un entrepôt de la société Super Exo, spécialisée dans l'importation de produits et objets d'art exotiques. L'incendie s'est déclaré samedi vers 23 heures 15 dans la zone industrielle de Champigny, et malgré les importantes forces de pompiers, n'a pu être maîtrisé que vers 3 heures dimanche. Il a endommagé des entrepôts voisins.

● *Profanation de deux monuments à Toulon.* — Dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 septembre des inconnus ont tracé des inscriptions nazies — « *gloire aux S.S.* », « *Heil Hitler* », « *Charlemagne S.S.* » — sur le monument aux morts élevé à la mémoire des résistants et des Forces françaises de l'intérieur (F.F.I.) dans le cimetière central de Toulon et sur le mémorial de la déportation situé près de la préfecture. Ces actions ont été revendiquées par téléphone aux journaux locaux au nom du Parti national socialiste allemand. « *Cette action est une première étape dans la dénonciation de la falsification de l'histoire par les juifs,* a précisé le correspondant anonyme, *d'autres actions viendront.* » Le maire de Toulon a déposé une plainte.

RELIGION

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Le congrès catholique a été dominé par des jeunes contestataires pacifistes

De notre correspondant

Bonn. — *Du 1er au 5 septembre, le quatre-vingt-septième congrès des catholiques laïcs ouest-allemands a démontré avec éclat la vigueur de la foi chrétienne chez nos voisins d'outre-Rhin. Le grand stade de Dusseldorf était trop petit pour accueillir tous les participants. Dimanche, ils étaient plus de quatre-vingt mille à se bousculer pour participer à la cérémonie religieuse de clôture.*

Plus surprenant encore, ce Katholitkentag a largement été dominé par la présence très nombreuse et active d'une jeunesse en ébullition, qui organisait dans le même temps un « congrès parallèle » et pose maintenant de graves problèmes à la hiérarchie catholique. Ce grand forum des catholiques a démontré qu'aucun congrès religieux en R.F.A. ne pouvait plus se limiter aux seules questions théologiques.

Les débats ont en effet abordé une question brûlante : la menace d'une guerre atomique et l'installation éventuelle de nouvelles fusées nucléaires américaines en R.F.A. Cette dérive a été l'œuvre notamment des contestataires, « les catholiques de la base » qui, tout en voulant rester à l'intérieur de l'Eglise, sont près d'un million à l'accuser à haute voix de conservatisme.

Les débats et leur large retransmission par les radios et les télévisions ont d'autre part donné un écho considérable aux jeunes contestataires, qui prétendent aussi ne plus se reconnaître dans les responsables du comité *central des catholiques ouest-allemands* (Z.D.K.). Le président du Z.D.K., M. Hans Maier, est un ministre chrétien démocrate du gouvernement régional bavarois de M Franz Josef Strauss.

Incontestablement, les catholiques de la base ont remporté une « victoire », en sachant habilement ne pas scinder le congrès en fractions rivales et en obligeant les responsables tant laïcs que religieux à les reconnaître et à devoir compter avec eux. Sur la pelouse du stade, le ballon rond avait laissé la place à des spectacles où des jeunes mimaient l'apocalypse nucléaire la violence en Amérique latine, accompagnés par des adolescents guitare en bandoulière qui chantaient la paix, l'amour et la fraternité.

Ils étaient cinquante mille contestataires à défiler sur les bords du Rhin pour la paix et le désarmement derrière une banderole affichant sans complexe une religieuse donnant des coups de parapluie à une bombe atomique. On n'en comptait que sept mille pour une marche semblable à laquelle avait appelé le Z.D.K.

Le dialogue paraît difficile car les jeunes contestataires ne parlent pas du tout le même langage que leurs aînés. Ce décalage est apparu aussi avec les discours de la plupart des hommes politiques venus défendre leur thèse à Dusseldorf. Tant le chancelier Helmut Schmidt que le chef de l'opposition chrétienne-démocrate (C.D.U.), M. Helmut Kohl, parlaient équilibre des forces et nécessité de répondre à la puissance militaire soviétique. Leurs jeunes interlocuteurs n'entendaient qu'équilibre de la terreur et course mortelle aux armements.

Visiblement, le vif engagement de cette jeunesse a surpris Mgr Jean-Marie Lustiger, venu prononcer un discours sur la foi dans les pays voisins de la R.F.A. « *J'ai découvert une nouvelle jeunesse* » a reconnu l'archevêque de Paris sous des applaudissements très nourris. Mais il l'a mise en garde : « *Vous n'avez plus à découvrir le monde mais à l'unir.* » (...) « *Vous avez à réussir ce à quoi nous avons peut-être echoué* »

La hiérarchie catholique ouest-allemande est maintenant affrontée à un enjeu de taille : approfondir et réussir le dialogue avec sa jeunesse contestataire sous peine de voir s'ouvrir une crise grave dans son Eglise.

(Interim.)

LA VISITE EN FRANCE DES GRANDS MAITRES DU SOTO-ZEN

Au rythme du gong et du bâton

De notre envoyé spécial

Blois. — Chaque été, depuis trois ans, le temple zen de la Gendronnière, près de Blois, accueille des centaines de personnes qui s'initient au zazen japonais. La visite en France, le 4 septembre, des plus hautes autorités du bouddhisme soto-zen japonais, confirme l'importance de la mission accomplie en Europe par le fondateur de ce temple, Taïsen Deshimaru, mort le 30 avril dernier.

« C'est un événement comparable, pour le bouddhisme, au déplacement à l'étranger du chef de l'Eglise catholique », *annonçaient les membres de l'Association zen internationale. La visite en France, au temple zen de la Gendronnière, de maître Egyoku Hata, supérieur du temple zen de Eiheiji, au Japon, à la tête d'une délégation d'une soixantaine de supérieurs japonais de temples zen, devait commémorer l'arrivée en France, il y a quinze ans, de maître Deshimaru.*

Le venue des maîtres japonais n'a pas semblé bouleverser le département du Loir-et-Cher. Cette visite très privée était plutôt réservée aux initiés qui, de plus en plus nombreux en Europe, pratiquent le zazen.

Le soto-zen est l'école le plus importante du bouddhisme japonais. Tout son enseignement converge vers la pratique du zazen, qui signifie littéralement « méditation assise » *C'est dans cette posture que Bouddha est parvenu à l'éveil. Il s'agit d'abord d'une expérience, et aucune définition ne satisfait les pratiquants. Ni philosophie, ni ascèse, ni spiritualité, le zazen est pourtant tout cela à la fois... Mais c'est l'originalité de l'enseignement oriental de ne jamais se laisser enfermer dans des formules.*

Le moine japonais Taisen Deshimaru a introduit le zen en Europe en 1967 Aujourd'hui, l'Association zen internationale qu'il a fondée compte plus de cent dix dojos (lieux de méditation), et la pratique du zazen sort peu à peu de la marginalité.

Une voie de liberté

Chaque été, des stages de dix jours sont organisés pour apprendre « à faire zazen ». *Plusieurs fois par jour les participants à la session se réunissent dans le dojo pour prendre la posture. Face tournée vers le mur, pendant près d'une heure, ils entrent en méditation tandis que des moines passent dans les rangs et corrigent les positions. L'enseignement des moines est exigeant, le bruit des bâtons qui s'abattent sur les épaules de ceux qui ne s'appliquent pas assez donne un rythme plus rapide à la séance que les coups de gong. Le moine, courtois, s'incline. avant la correction*

Ces assemblées d'Européens en kimono noir, le crâne rasé, assis en méditation ou psalmodiant en japonais, surprennent immédiatement le non-initié. Mais le succès est là : il y a eu environ trois cents participants à chacun des six stages organisés cet été. « Zazen n'est pas seulement une posture qu'il faut pratiquer très régulièrement, c'est aussi une voie de liberté qui transforme toute la vie. Zazen nous oblige à sortir de notre ego », *déclarait un des disciples de maître Deshimaru.*

Aucune étude sociologique du pratiquant du zazen n'a encore été entreprise. Une constatation : beaucoup de ceux qui sont venus à la Gendronnière cet été exercent des professions à caractère social. La plupart sont jeunes, certains sont venus en famille. Pour participer aux stages, ils ont payé 1 000 F, et pendant ces dix jours de vie communautaire ils ont pu aussi s'initier aux arts martiaux, aux massages ou se familiariser avec l'acupuncture, l'art floral ou la calligraphie japonaise.

Avant sa mort, maître Deshimaru avait formé pour lui succéder un collège de sept de ses disciples qui veulent établir des relations régulières avec les temples zen japonais. Bien qu'il n'existe pas, stricto sensu, de lien organique avec ces temples, les moines européens ordonnés par maître Deshimaru ont besoin de la reconnaissance des maîtres soto-zen du Japon pour authentifier leur action.

Après cette visite, ce soutien paraît désormais acquis. Evoquant l'œuvre de maître Deshimaru que ses disciples continuent, le supérieur japonais du temple Eiheiji, maître Hata, devait déclarer : « L'esprit n'est pas moins bon ici qu'à Eiheiji. » *Un autre maître n'hésitait pas à reconnaître en Taisen Deshimaru* « le Bodhi-darma des temps modernes » *du nom du maître qui introduisit le zen en Chine.*

JEAN DUMONTEIL.

PARIS
...rnement
...niversel.
...capitale.

Dépassionner le débat

JEAN PERRIN.

...ojets incohérents

...92200 NEUILLY
...e au Bac

ÉDUCATION

La nouvelle stratégie

(Suite de la première page.)

Le calendrier même de la rentrée les déroute quelque peu. Le retour à une date unique — ou presque — qui accompagne le raccourcissement des vacances d'été est le changement le plus immédiatement perceptible de cette rentrée, la première véritablement préparée tout au long de l'année écoulée par un ministre socialiste depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Première conséquence pour les sections syndicales et associations de parents d'élèves : la difficulté de faire une estimation des inévitables « points noirs » de la rentrée. Les affectations d'enseignants ne sont pas toutes terminées, notamment pour les nouveaux instituteurs et professeurs de lycées d'enseignement professionnel (LEP), *a fortiori* pour les auxiliaires.

Comme chaque année le mois de septembre connaîtra son lot de « bavures » scolaires. Deux « points chauds » sont particulièrement à craindre : d'une part, dans les écoles maternelles où l'accroissement des effectifs, amorcé en 1981, s'amplifie (même si le nombre d'élèves accueillis dans les écoles élémentaires diminue considérablement, les déplacements de populations faussent les conséquences que l'on pourrait tirer des statistiques nationales), d'autre part, dans les lycées et en particulier les établissements d'enseignement professionnel.

L'an dernier quelque quarante mille jeunes sortant des classes de troisième des collèges n'avaient pu être accueillis dans les LEP faute de place.

Cette année, bien que les statistiques ne soient pas encore officiellement connues, il semble que les demandes d'orientation en LEP aient diminué — alors même que ces derniers bénéficient d'un effort budgétaire — au profit des classes de seconde des lycées. Les LEP seront néanmoins confrontés à la difficulté d'accueillir un peu plus de redoublants et de faire face aux nécessités du « plan 16-18 ans » destiné à donner une qualification à des jeunes qui en sont totalement démunis à l'issue de leur scolarité.

Sans angoisse ni triomphalisme

Prêt à faire les « ajustements » nécessaires, M. Alain Savary attend la rentrée, selon l'expression de son directeur de cabinet, « *sans angoisse mais sans triomphalisme* ». Si les syndicats d'enseignants demeurent discrets, le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), M. Jacques Pommatau, va pourtant jusqu'à dire que « *sur le terrain on risque d'avoir plus de difficultés à cette rentrée qu'à la précédente* ». D'ores et déjà, il annonce que la FEN soutiendra ses sections sur « *des actions précises liées à des difficultés concrètes et réelles* ». L'attitude de la principale organisation syndicale d'enseignants qui a, en outre, appelé de ses vœux un gouvernement de gauche n'est pas sans ambiguïté.

Il est vrai qu'aux problèmes ponctuels de rentrée, au blocage des salaires et à la perspective d'une participation des fonctionnaires à la cotisation chômage, s'ajoute, pour la FEN, un autre motif d'inquiétude, l'avenir de l'enseignement privé ou plutôt du « *grand service public unifié et laïque d'éducation nationale* » sur lequel M. Savary n'a pas annoncé les orientations qu'attendaient les militants. Il ne faut toutefois pas s'y tromper, la FEN ne se sent pas en porte-à-faux vis-à-vis du gouvernement dont la stratégie à long terme correspond à ses « *propres objectifs de transformation de la société dans un sens plus égalitaire* ».

Curieusement, les autres partenaires du ministère de l'éducation nationale ne montrent pas tant de craintes. Outre qu'il est plusieurs manières de faire parler les chiffres (ainsi M. Jean Andrieu, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves, relève-t-il que l'année 1982 marque « *un record historique en ce qui concerne les moyens* »), les aspects quantitatifs ne sont pas seuls à prendre en considération. Il ne suffit plus, aujourd'hui, de créer indéfiniment des emplois si l'on ne sait à quelles fins.

Or si l'éducation nationale reçoit, à juste titre, le premier budget civil de la nation — soit pas loin de la totalité de l'impôt sur le revenu, — sa faible efficacité n'est pas en rapport avec la dépense. L'école va mal, le constat n'est pas neuf. Alors même que les effectifs scolarisés explosaient, la prolongation de la scolarité de quatorze à seize ans, décidée en 1959 dans l'intention de démocratiser l'enseignement, n'a jamais été accompagnée des mesures pédagogiques appropriées. De réforme en réforme, la crise n'a fait que s'accroître, se traduisant pour les jeunes par l'échec. Bonnes ou mauvaises, les réformes n'ont, en fait, jamais été correctement appliquées, car elles se sont heurtées aux principaux intéressés, les enseignants, bousculés par les volontés parfois contradictoires des ministres successifs.

La place des parents

Fort de ces expériences, mais aussi du soutien politique d'un corps enseignant qui se situe majoritairement à gauche — encore que sur sa droite on ne relève guère l'écho de protestations, — M. Alain Savary, dont l'objectif est de combattre les inégalités et l'échec scolaire, et de participer ainsi à la lutte contre le chômage, a choisi une tout autre démarche. En même temps qu'il lance pour la première fois un programme de formation continue des personnels de l'éducation nationale, il s'attache à transformer les mentalités, en préalable à toute réforme de structure.

C'est le but des textes applicables à la rentrée et qui ont été longuement discutés. Ils donnent aux personnels, aux parents, aux élèves, la possibilité de prendre ensemble des initiatives dans un nouveau climat où l'hostilité, trop souvent de mise entre ces partenaires, devrait céder la place à une « *communauté scolaire* ». Ouvrir l'école sur la vie, travailler en équipe, apprendre aux jeunes la responsabilité, tels sont les principaux axes autour desquels parents, enseignants et élèves devront bâtir le « projet » de chaque établissement.

Ces directives qui se veulent incitatives permettront, si elles sont mises en œuvre, de préparer le terrain aux réformes qui sont en chantier dans plusieurs groupes de travail. Les conclusions les plus attendues, car les plus urgentes, concernent les collèges. M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, rendra public son rapport à la fin de l'année. En même temps que M. Antoine Prost, professeur à l'université de Paris-I, qui, lui, anime une mission sur les lycées.

L'année scolaire 1982-1983 sera déterminante tant par la volonté des réformes qu'elle verra éclore que par le pari proposé aux enseignants. C'est à eux qu'il revient de traduire sur le terrain l'impulsion venue d'en haut qui ne saurait être une fin en soi. « *L'État*, écrit M. Savary dans la lettre qu'il adresse ce 6 septembre aux enseignants, *ne peut rien à lui seul. Dans le domaine de l'éducation, il ne peut rien améliorer ou transformer sans l'accord de la société, l'appui des familles et peut-être surtout sans la volonté des enseignants* » qu'il considère « *comme des acteurs pleinement responsables* ».

« *Prenez le changement en main* », conseille comme en écho le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.T.D). à ses adhérents. (« *Mettre en œuvre une pratique nouvelle c'est exercer son métier de façon plus agréable* », explique M. Patrice Béghain, secrétaire général de ce syndicat. « *Si un certain nombre de cartes ne sont pas jouées cette année*, ajoute-t-il, *la partie ne commencera pas.* » Les parents d'élèves, pour leur part, semblent bien décidés à prendre enfin leur place dans le jeu. Dans un contexte économique et social dominé par l'austérité et le chômage, l'école est pour eux la lueur d'espoir, le moyen pour leurs enfants de mieux « *s'en sortir* ». A condition, bien sûr, que le service d'éducation soit plus efficace. Cela est aussi leur affaire. « *J'espère que les parents vont occuper avec conviction la place qui leur est offerte* », affirme M. Jean-Marie Schléret, qui préside la seconde fédération par le nombre des adhérents (1), une fédération qui se réclame du « *pluralisme* ». A sa gauche, M. Jean Andrieu, le président de la fédération concurrente, la plus importante, se déclare déterminé à « *pousser pour que des initiatives se développent à la base partout* ». « *S'il y a des conflits*, précise-t-il, *je ne mettrai pas le couvercle sur la marmite ; il faudra les vivre et les faire déboucher sur des propositions constructives.* »

La stratégie du changement commence, tout le monde en convient, avec cette rentrée. C'est pour l'école et pour tous une chance à ne pas manquer.

CATHERINE ARDITTI.

(1) La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public.

LA LETTRE DE M. ALAIN SAVARY

« L'État ne peut rien à lui seul »

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a adressé, le 6 septembre, aux enseignants, la lettre ci-dessous :

Nous sommes à la veille de la seconde rentrée scolaire depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche qui suscité de grands espoirs dans domaine de l'éducation pour des raisons qui tiennent à la fois à l'histoire et aux circonstances. En effet, une politique de la gauche ne saurait se concevoir sans un projet éducatif, sans une vision de l'école et de ceux qui la servent.

Cette idée a nourri au XIX[e] siècle toute la pensée républicaine et a pris corps dès la naissance de la III[e] République. Le Front populaire et la période de la Libération l'ont aussi illustrée. Le gouvernement a d'autant moins l'intention d'être infidèle à cette conception qu'il a trouvé, à son arrivée au pouvoir, de graves problèmes tant matériels que moraux dans le domaine éducatif. L'insuffisance des moyens consentis par l'État, la multiplicité des réformes, les difficultés croissante du métier d'enseignant, ont contribué à créer une situation à bien des égards critique.

Cette situation est ressentie non seulement par les membres de l'éducation nationale, mais par la société tout entière, qui parle beaucoup de l'école, quelquefois sans indulgence, parce qu'elle en attend beaucoup. Toutes les sociétés modernes attachent une importance considérable à l'institution scolaire qui est l'objet, dans notre pays tout particulièrement, d'une grande vigilance publique. Ce caractère spécifique de l'école est plus encore marqué depuis les trente dernières années où nous avons assisté à une explosion scolaire sans précédent et où notre enseignement a dû faire face à deux problèmes inédits : celui du nombre et celui de l'hétérogénéité sociale des élèves, qui ont pris une acuité plus grande encore avec le développement de la crise économique.

Le passage d'un enseignement élitiste à un enseignement destiné au grand nombre, qui est le phénomène le plus important de notre histoire de l'éducation depuis la Libération, n'a jamais été organisé, ni même véritablement pensé. Aucun projet pédagogique nouveau n'a accompagné cette situation radicalement nouvelle. Il faut donc comprendre l'espèce de démoralisation qui a parfois guetté le corps enseignant face aux carences de l'État : pris dans un système en transformation rapide, conscients de l'inadaptation des objectifs traditionnels, les enseignants avaient les instruments du diagnostic sans avoir les moyens des remèdes.

Mon ambition est d'abord de contribuer à éclaircir ce problème et de donner progressivement aux enseignants et, plus généralement, aux membres de l'éducation nationale, les moyens de mieux le maîtriser. C'est le sens de la nouvelle politique de formation que j'ai engagée, de la réflexion actuelle sur le collège et de mes efforts pour limiter les orientations trop précoces, de ma volonté de rééquilibrer les disciplines et les activités au sein des établissements scolaires, c'est le sens aussi de la politique de décentralisation qui doit permettre une analyse locale des situations et une plus grande autonomie des équipes éducatives.

Le gouvernement a un devoir majeur envers les enseignants, qui est de leur donner les moyens d'exercer leur métier dans des conditions matériellement et moralement satisfaisantes, c'est-à-dire conformes à l'importance de leur mission et aux exigences de leur temps. Il s'y emploie. J'y consacre, pour ma part, tous mes efforts. Mais l'État ne peut rien à lui seul. Dans le domaine de l'éducation, il ne peut rien améliorer ou transformer sans l'accord de la société, l'appui des familles, et, peut-être surtout, sans la volonté des enseignants.

C'est pourquoi dès mon arrivée au ministère de l'éducation nationale, il m'a semblé essentiel, plutôt que d'envisager une nouvelle réforme élaborée comme par le passé, de favoriser les projets éducatifs que les enseignants eux-mêmes élaborent et mettent en œuvre au sein de leurs établissements. Cet appel pressant aux initiatives et aux recherches est à la fois conforme à la volonté de développer l'autonomie des établissements, de considérer les membres de l'éducation nationale comme des acteurs pleinement responsables, et de prendre la juste mesure des besoins de la société française, dans sa diversité.

A l'aube de cette nouvelle année scolaire, je voudrais dire à tous les enseignants que je connais leurs difficultés et que je connais aussi leur dévouement et leur sens du service public. Je crois qu'ils sont fidèles à l'essentiel de leur tâche : transmettre le goût et les moyens d'apprendre tout au long de la vie, préparer à l'existence professionnelle, former les citoyens d'une démocratie. Je leur adresse mes vœux et les assure de ma volonté de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour les aider dans leur travail, les conforter dans leurs espoirs et les soutenir dans leurs initiatives.

FAITS DIVERS

LES INCENDIES EN CORSE

Huit maisons, 7 500 hectares de maquis et de forêt ainsi que 1 000 hectares de vignes ont été ravagés, samedi 4 et dimanche 5 septembre, par des incendies probablement d'origine criminelle, dans le sud de la Corse et plus particulièrement dans la région de Propriano. Un vent violent a rendu la tâche des secours plus difficile mais les cinq cents hommes mobilisés, aidés de six Canadairs et de deux DC 6, espéraient, ce lundi, venir à bout du fléau.

AÉRONAUTIQUE

AU SALON INTERNATIONAL DE FARNBOROUGH

Une industrie britannique rendue optimiste par ses exportations militaires

De notre correspondant

Londres. — Le vingt-cinquième salon de Farnborough, qui a lieu tous les deux ans en alternance avec celui du Bourget, s'est ouvert ce lundi 6 septembre dans le climat de confiance qui règne actuellement dans l'industrie aéronautique britannique et qui contraste avec la morosité dans les autres secteurs d'activités. Malgré les difficultés rencontrées dans le domaine civil à la suite des pertes enregistrées par les compagnies aériennes internationales et de la baisse du trafic, la demande est restée vive dans le secteur militaire, et le conflit des Malouines n'a pu que renforcer cette tendance.

Avec près de deux cent mille personnes, un chiffre en régression très légère si on le compare avec la chute des effectifs dans l'industrie automobile par exemple, l'industrie aéronautique britannique a réalisé, l'année dernière, un chiffre d'affaires global de 4,5 milliards de livres (1) contre 3,9 milliards en 1980, les exportations ayant, pour leur part, augmenté de 31 % (2,6 milliards de livres).

Les Britanniques considèrent que le conflit avec l'Argentine a fait une excellente publicité à leurs matériels, tant aux missiles qu'aux avions. Les chasseurs Harrier à décollage vertical ou court, qui avaient d'abord rencontré le scepticisme de nombreux spécialistes ont, selon les Britanniques, montré leur valeur. Outre le remplacement des quatorze appareils abattus ou disparus au-dessus des Malouines, British Aerospace compte sur un développement des exportations.

Dans le domaine civil, la société, qui a été partiellement reprivatisée par le gouvernement conservateur, présente à Farnborought le projet d'un avion turbo-propulseur de soixante-quatre places dont la principale caractéristique sera l'économie d'énergie. L'appareil qui devrait voler pour la première fois en 1985 sera particulièrement destiné au trafic régional.

D'autre part, British Aerospace, qui participe déjà à raison de 20 % au consortium européen Airbus-Industrie songe à accroître sa part. Elle serait disposée à prendre 30 % dans le projet Airbus-320.

Toutefois, la décision d'aller de l'avant dépend de l'entente entre les gouvernements des pays concernés, et les dirigeants britanniques se montrent encore réservés.

British Aerospace a surtout dévoilé, dimanche 5 septembre, son projet d'appareil militaire, le ACA (Agile Combat Aircraft) destiné à équipé les forces aériennes occidentales à partir des années 90. C'est un bi-réacteur monoplace dont la construction fait largement appel aux fibres de carbone, qui peut voler à Mach 2 et qui utilise de nombreux éléments de base du Tornado. Le ACA était à l'origine de conception purement britannique, mais les plans ont été sensiblement modifiés quand les Britanniques ont souhaité associer la R.F.A. (avec Messerschmidt-Bolkov-Bloehm) et l'Italie (avec Aeritalia) comme ils l'avaient déjà fait pour le Tornado.

Jusqu'à maintenant, l'affaire était restée entre les mains des industriels, les sociétés britanniques ayant déjà dépensé 30 millions de livres pour les études, mais il en faut 150 millions pour construire le premier appareil de démonstration. Le gouvernement britannique, qui n'a pris aucun engagement sur ce programme, serait cependant disposé à en fournir environ le tiers. Il reste aux industriels à convaincre leurs pouvoirs publics respectifs de l'intérêt d'un projet dont le coût global, pour le développement et la production des premiers appareils, s'élèverait à plus d'un milliard de livres.

Appelé à remplacer les Jaguar et les Phantom à la fois comme intercepteur et comme avion d'appui au sol, le ACA pourrait, selon ses promoteurs, être construit à plusieurs centaines d'exemplaires. Il ne remplacerait pas le Tornado dont, au total, huit cents seront en service dans les armées britannique, italienne et ouest-allemande. Les dirigeants de Britihs Aerospace considèrent que la coopération avec la R.F.A. et l'Italie pour le développement de l'ACA constitue un élément essentiel du maintien en Europe d'une insdustrie aéronautique militaire, qui ne soit pas seulement une annexe de sa concurrente américaine.

DANIEL VERNET.

(1) 1 livre vaut environ 12 francs.

LES ÉTATS-UNIS INSTALLERONT EN GRANDE-BRETAGNE DES AVIONS-ESPIONS TACTIQUES DESTINÉS A L'EUROPE

Farnborough (Reuter). — Le nouvel avion de reconnaissance tactique de l'armée de l'air américaine, le TR-1, successeur du célèbre avion-espion U-2 sera déployé en Europe.

Ce monoréacteur possède une autonomie de vol de sept heures (de jour comme de nuit). Il peut voler à une altitude de 29 000 mètres et il est équipé de matériels radar et de reconnaissance photographique ou thermique lui permettant de passer au crible des objectifs militaires du champ de bataille jusqu'à 55 kilomètres de profondeur sans avoir à le survoler.

Les deux premiers exemplaires, qui doivent être livrés en février prochain, seront basés à Alconbury, une base américaine dans l'est de l'Angleterre. Quatre autres arriveront avant la fin de 1983. L'OTAN doit recevoir au total dix-huit appareils.

Le TR-1 emprunte beaucoup aux caractéristiques de la version U-2R de l'avion-espion U-2, dont un exemplaire, piloté par Francis Gary Powers, fut abattu en territoire soviétique en mai 1960, à l'occasion d'une mission entre le Pakistan et la Norvège.

Le Monde

culture

CINÉMA

Le Festival de Deauville

L'Amérique survoltée

Dans la salle du casino, le drapeau français est placé à gauche de l'écran et le drapeau américain à droite. Il ne faut pas forcément y voir une intention. Pas de polémiques idéologiques et culturelles cette année. De toute façon, le cœur du public – nombreux malgré un temps radieux – bat au centre, où les films sont projetés. Accueil enthousiaste samedi matin à *E.T.*, de Steven Spielberg, qui, présenté en clôture du Festival de Cannes, a ouvert celui de Deauville. Continuant sur sa lancée de *Rencontres du troisième type*, Spielberg a supprimé le danger et la peur, la « différence ». Son extra-terrestre est un être pacifique perdu sur un coin de notre planète, accueilli avec compréhension et amitié par des enfants qui s'envolent avec lui sur leur bicyclette comme sur un tapis volant (*le Monde* du 4 septembre).

Les cadavres ne portent pas de costard, de Carl Reiner, a fait beaucoup rire. Cette production à petit budget, et en noir et blanc, est une parodie des films à suspense des années 40. Un détective privé, incarné par Steve Martin, désopilant, mène une enquête abracadabrante au cours de laquelle il rencontre un certain nombre des personnages... empruntés justement à certains films anciens : Humphrey Bogart, Ava Gardner, Burt lancaster, Cary Grant, Ingrid Bergman, Lana Turner, James Cagney, etc. Les raccords entre les scènes tournées par Carl Reiner et les extraits piqués à d'autres sont d'une telle astuce et d'une telle précision que même les cinéphiles pourraient s'y tromper.

Angoisses et menaces

The Personals, premier long métrage de Peter F. Markle, est une sorte d'adaptation de la comédie américaine à l'esprit du temps présent. Un homme, divorcé et affectivement frustré, cherche, sur le conseil d'un ami, une nouvelle compagne par les petites annonces. Après une suite de scènes très drôles, le film glisse doucement vers l'étude de caractères et la mélancolie. Dans la comédie américaine des années 80, la vie privée n'est plus un conte de fées avec bonheur amoureux à la clé. *The Personals* est remarquablement interprété par Bill Schoppert, timide séducteur à lunettes et un peu chauve, et Karen Landry, qui se débat dans les contradictions de la liberté féminine.

On attendait avec impatience et une vive curiosité *le Chant du bourreau*, de Lawrence Schiller, d'après le roman de Norman Mailer, inspiré d'une histoire vraie : celle de Gary Gilmore, qui, après douze ans passés en prison, ne réussit pas sa réinsertion, commet deux meurtres et réclame obstinément la peine de mort. C'est une déception. Portrait d'un psychopathe n'attirant pas la sympathie, le film traîne en longueur – il dure deux heures treize minutes – tout en réduisant considérablement le livre de Mailer, et sans arriver à cerner l'essentiel : le déséquilibre intérieur du meurtrier marqué par ses années de détention, la pesanteur de la morale des communautés de l'Utah (conditionnées par la religion des mormons) et l'imbroglio judiciaire et constitutionnel provoqué par la décision de Gilmore.

En revanche, *The Chosen*, de Jeremy Paul Cagan, élargit d'une certaine manière la connaissance de l'Amérique. Tiré d'un roman de Chaïm Potok, le scénario tient habilement compte du recul historique et de la spécificité des juifs américains face au problème israélien né de la seconde guerre mondiale. Mais, tourné en 1981, *The Chosen* (dominé par la composition impressionnante de Rod Steiger en rabbin de stricte obédience et par les figures juvéniles de Robby Benson et Barry Miller) tombe en porte-à-faux après les événements du Liban.

De toute façon, à Deauville, le public préfère les grandes productions. Il s'est rué à *la Féline*, de Paul Schrader. Tout le monde ne connaît pas forcément la première version de cette histoire de jeune femme se transformant en panthère, avec laquelle, en 1942, le producteur Val Lewton et le réalisateur Jacques Tourneur inventèrent le fantastique indirect. Angoisse latente d'une présence invisible, suggestion de la transformation et des meurtres de la panthère par des éclairages expressionnistes, des ombres inquiétantes sur les décors : Paul Schrader a amplifié la légende, remonté à ses sources, bâti un univers décoratif, où les troubles de l'inconscient se mêlent à la quincaillerie de l'horreur. La Féline (Nastassia Kinski, rayonnante de beauté) a un frère (Malcolm McDowell), issu comme elle d'une race incestueuse. Les humains deviennent animaux sous nos yeux par des trucages impressionnants. Des représentations chrétiennes (tableau de la Cène, crucifix) surgissent çà et là. Le conservateur du zoo (John Heard) sera l'instrument d'une étrange rédemption de cette nouvelle Féline. Le film de Paul Schrader montre, côté fantastique – produit mode – et côté cinéma d'auteur, un défoulement qu'on peut juger morbide.

De cette exploration freudienne des profondeurs, on remonte à la caricature sociale avec *Meurtres en direct*, de Richard Brooks. Celui qui fut la conscience de la démocratie américaine dans les années 50 et 60 s'en prend aujourd'hui au pouvoir de la télévision. Il monte à l'assaut sans faire de quartier, lance un reporter de télé fabriquant des actualités sensationnelles (Sean Connery) dans une aventure qui pourrait tourner à la catastrophe mondiale. Crise du pétrole, relations ambiguës de l'Amérique et des Etats arabes, politique électorale d'un président des Etats-Unis et de son adversaire, menace du terrorisme nucléaire, il y a bien là le reflet d'une crise profonde des institutions démocratiques, de la morale civique, de l'inquiétude d'un avenir immédiat. La mise en scène est une suite de collisions, de télescopages, de gestes insensés secouant le spectateur comme un électrochoc. Le spectacle est délirant, la réflexion vient après. Tout le monde manipule tout le monde, et lorsque Sean Connery grimpe en haut de la statue de la Liberté pour récupérer *in extremis* une valise métallique contenant deux petites bombes atomiques, on rit jaune d'un étonnant marché de dupes trop réel.

JACQUES SICLIER.

★ *La Féline* et *Meurtres en direct* sortent le 8 septembre.

■ Une rétrospective intitulée « Trente ans de cinéma expérimental en France (1950-1980) » aura lieu du 28 septembre au 25 octobre au Centre Georges-Pompidou, à la Cinémathèque française et à la Vidéothèque de Paris. Cent soixante-dix-sept films seront présentés. Un hommage au cinéaste Alexandre Alexeieff est prévu le 28 septembre à la cinémathèque du palais de Chaillot, ainsi qu'un colloque international le 12 octobre (à la Sorbonne).

Une huitième édition sans polémique

MM. Paul Guimard, membre de la Haute Autorité, Pierre Viot, directeur national de la cinématographie, Jean-Jacques Célérier, président de l'office culturel pour la communication audiovisuelle, Francis Beck, conseiller du ministre de la culture, pour le cinéma, et Jean Cazès, conseiller pour les industries culturelles, assistent cette année, au huitième Festival du cinéma américain de Deauville. Le gouvernement est ainsi dûment représenté.

En 1981, M. Jack Lang avait refusé de se rendre à Deauville, estimant qu'il n'avait pas à « *apporter son soutien à une industrie déjà influente et puissante* ». Le ministre de la culture ne vient pas non plus en 1982, mais dans une lettre adressée aux responsables du Festival il indique que « *trois faits nouveaux au moins se sont produits depuis le dernier Festival de Deauville* ». Il s'agit de la réforme du cinéma, qui vise notamment à renforcer la présence internationale du film français, des négociations ouvertes avec les représentants de l'industrie cinématographique américaine, de l'organisation, enfin, à Deauville, d'un marché du film français. M. Jack Lang, a conclu sa lettre par des « *vœux de succès* » pour le festival.

La Mostra de Venise

Entre Shakespeare et Feydeau

(Suite de la première page.)

Aucun Puck ne vient verser de liqueur magique sur les yeux des amoureux endormis. Les passions enfouies, les appétits mal satisfaits se déchaînent *spontanément, les couples se défont*, tous changent de partenaire ou s'apprêtent à en changer, sauf ce pauvre Andrew (Wooly Allen), qui passe son temps à s'élever dans les airs avec sa bicyclette-hélicoptère ou à sauter à travers le temps grâce à une lanterne de sa fabrication.

Léopold, le barbon, abandonne son rationalisme fumeux, court après Dulcy et meurt dans l'extase. Le jeune docteur Jordan lorgne vers Ariel après avoir été autrefois *l'amant éphémère d'Adrian*. La musique de Mendelssohn, très mozartienne, forme le contrepoint presque inévitable. Remonter à l'inspiration originale, au *Songe d'une nuit d'été*, de Shakespeare, bien sûr, ou bien aux *Sourires d'une nuit d'été*, de Bergman, ou encore à *la Règle du jeu*, de Jean Renoir, c'est emprisonner Woody Allen dans des références dont il n'a cure. Plutôt Feydeau à tout prendre, le défoulement d'une nouvelle bourgeoisie, soudain rêveuse et pour qui le sexe, la libération par le sexe sont total dévergondage, masquant mal l'angoisse devant la mort.

Un étrange jeu de société

Des autres films montrés ces deux derniers jours, nous retiendrons deux titres, deux œuvres aux antipodes l'une de l'autre : le jeu borgésien de cache-cache avec la mort du Britannique Peter Greenaway, *The Draughtsman's Contract* (littéralement : *le Contrat du dessinateur*) et la comédie sentimentale italienne *Sciopen*, de Luciano Odorisio, l'une et l'autre dans la catégorie premier et second film. Peter Greenaway est l'auteur d'un pseudo-documentaire inclassable de trois heures, *Falls*, dont Martin Scorsese nous disait monts et merveilles. Un peu comme Raul Ruiz dans *l'Hypothèse du tableau volé*, Peter Greenaway recrée un étrange jeu de société aux conventions aussi strictes que celles de la peinture de genre ; un complot ici comme là est en cause, l'artiste ou le paysagiste dans le film qui nous intéresse a relevé les traces du mal en puissance. La parole, dialogue chez Greenaway, monologue chez Ruiz, emprisonne le spectateur impuissant dans sa dialectique rigoureuse. On sort de là comme à bout de souffle, n'épousant pas toujours les arcanes du conteur.

Sciopen (un titre phonétique pour *Chopin, du nom d'un ensemble local*) ne prend aucun détour pour dire ses quatre vérités, exprimer la nostalgie ou l'angoisse. Francesco et Andrea ont grandi dans une ville des Abruzzes, patrie de Giuseppe Verdi, Chieti. Ils furent élèves ensemble au conservatoire de musique. L'un, Andrea, a réussi, il est « monté » à Milan, où il dirige le département musical de la R.A.I. ; l'autre, Francesco, n'a jamais quitté Chieti et est marié à une jeune femme ambitieuse qui rêve pour lui d'un meilleur destin que celui de professeur : diriger le futur orchestre de cent vingt musiciens de Chieti. Mais les politiciens de l'endroit veulent un nom, pensent à Andrea. Conflit entre les deux anciens amis. Luciano Odorisio, quarante ans *comme ses personnages*, natif lui aussi de Chieti, raconte un peu sa vie, les êtres qu'il a connus. Tour à tour méchant, cru même, il croit à l'amitié qui peut encore tout sauver. Un film plein de tendresse, de lucidité, d'amour.

LOUIS MARCORELLES.

● RECTIFICATIF. – Une erreur de transmission, entraînant une coupe, a altéré le sens de l'article d'Hervé Guibert sur le film de Wim Wenders, *l'État des choses* (*le Monde* daté 5 et 6 septembre 1982). En particulier, à la fin, il fallait lire : « *Wim Wenders nous dit : Hollywood m'a eu, j'y ai brûlé mes cartouches (la caméra est tenue comme un revolver), mais vous voyez, je retourne déjà, et même mort, je continuerai à filmer. J'y laisserai ma peau s'il le faut...* L'État des choses *est un beau film, très noir, mais qui, par son désespoir énergétique, redonnera des forces au cinéma, à ceux qui le regardent et à ceux qui le font.* »

Balnéaire

Il est 8 heures du matin, un paquebot blanc gigantesque, le *Romance*, amarré à Panama, entre dans le canal et perce la lagune, on dirait qu'il ne va pas s'arrêter et que son rostre va éventrer le château de carte des Doges. La plage du Lido, les jours de crachin, ressuscite ses ombres. Thomas Mann et Visconti n'y seraient pas dépaysés : chapiteaux de toile blanche noués à leur sommet par une boule de verre, cabines de bain qui ont pour noms Andromède, Béatrice ou Cygne, étendards en quinconce, pirogues des wind-surfs plantés avec leurs fanions comme des tentes de sioux, douches vides dont les carrelages ruisselants de *pluie* semblent exhaler les sueurs de l'été et les ambres solaires, repose-pieds comme des brancards, maillots de trapézistes des nageurs téméraires.

Le petit fanion rouge des noyades a été hissé et les canots de sauvetage des pontons attendent d'être débâchées, un Japonais solitaire s'entraîne au golf dans le sable mouillé, sur la jetée une femme secoue une serviette bleue, un vieil homme au chapeau texan ratisse des débris de coquillage. Ce luxe balnéaire est fait de matières simples, bois, pierres, toiles, qui résistent. Le moindre objet égaré, serviette de bain abandonnée sur une chaise ou bonnet de bain accroché par une pince à linge, ont une poésie. La moindre coque de noix échouée sur cette plage a une couleur élémentaire qui régénère l'œil (bien plus que l'image de la plupart des films, qui l'écorcherait plutôt).

Mais les jours de beau temps, les corps bronzés réintègrent les chaises longues, la banalité reprend ses droits, les esprits s'enfuient. Il y a, coincée entre les plages des grands hôtels, une toute petite portion de plage publique, la plage des pauvres, qu'on laisse exprès, semble-t-il, à l'abandon, jonchée d'ordures. Mais les jours de soleil, cette plage est plus belle, dans sa désolation, dans *sa calcination ocre*, que les plages des riches où toutes les matières prennent des tons clinquants et arrogants. Et les observateurs, les photographes, en se levant et en regardant l'état du ciel, décident d'aller de ce côté-là ou de l'autre.

HERVÉ GUIBERT.

THÉATRE

« LE SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ », à la Porte Saint-Martin

Toutes les répliques dans l'ordre

Au théâtre, le cours naturel des choses est faussé par l'existence de toute une réserve d'œuvres déjà aux trois quarts faites, écrites et construites, que n'importe qui peut se procurer en poussant la porte d'un libraire et en prononçant distinctement à voix haute un certain nombre de noms de famille : Molière, Shakespeare, Tchekhov, Marivaux, beaucoup d'autres.

Ce n'importe qui peut même acquérir vingt exemplaires de la même œuvre d'un de ces créateurs du passé. Rien n'empêche qu'il s'approprie cette œuvre, c'est-à-dire qu'avec vingt copains il en apprenne par cœur toutes les répliques.

Puis ces compères revêtiront des costumes un peu particuliers, par exemple des vêtements d'époque, et réciteront, dans l'ordre, les phrases du livre, en allant et venant, sur leurs pieds, un petit peu à gauche, à droite.

Il faut une sorte de moniteur, qui prendra le titre de « metteur en scène ». Et, à condition de réunir de l'argent, pas mal d'argent, on louera une salle de théâtre.

Sur des affiches, sur des invitations, on porte en gros caractères le titre de l'œuvre que l'on a achetée en librairie : *Don Juan, la Mouette*, etc. Par ce titre alléchés, des citoyens, en plus ou moins grand nombre, se présenteront au théâtre.

Le Songe d'une nuit d'été, de William Shakespeare, est ces jours-ci inscrit à l'affiche d'un théâtre parisien, celui de la Porte Saint-Martin. Le moniteur, Bernard Ortega, et ses camarades, qui disent sur la scène cette œuvre connue en bougeant un peu dans des costumes de style, sont, semble-t-il, des femmes et des hommes de bonne foi, de bonne volonté. De bons sentiments aussi, qui sont exprimés dans une brochure proposée par les ouvreuses. A coup sûr, pour les vingt-cinq femmes et hommes environ présents sur la scène, le théâtre est une passion. Ils font cela avec conviction et allant. Chaque soir, pendant que cela dure, ils sont peut-être heureux. C'est déjà ça.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Porte Saint-Martin, à 20 H 30.

MUSIQUE

UN SUCCÈS PROMETTEUR

L'Orchestre Français des Jeunes enchante la salle Pleyel

MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Maurice Fleuret, directeur de la musique, pouvaient se réjouir dimanche de la réussite complète d'une entreprise fort audacieuse : la salle Pleyel, où se côtoyaient nombre de spécialistes sévères et une jeunesse enthousiaste, était unanime pour acclamer l'Orchestre Français des jeunes, cent dix musiciens de quinze à vingt-trois ans (dont 20 % de mineurs), réunis pour la première fois il n'y a pas un mois, le 13 août, à Arc-et-Senans.

Ce n'était pas des débuts balbutiants considérés avec indulgence, mais un véritable orchestre tournant à plein rendement que l'on entendait dans les Offrandes oubliées *de Messiaen, les* Nocturnes *de Debussy et la monumentale* Première Symphonie *de Brahms, sous la direction de Jérôme Kaltenbach, le jeune chef de l'Orchestre de Nancy, qui unit à une puissante flamme lyrique, précision et minutie, dans une gestique simple et efficace où les musiciens se sentent en sécurité.*

Mis à part le tempo un peu lent des Nuages *de Debussy, et quelque lourdeur dans le premier mouvement de Brahms, avec une certaine détente de l'élan dans les passages de nuance* piano *(alors que la tension doit demeurer toujours sous-jacente et sensible), chacune de ces œuvres fut vraiment superbement interprétée, dans un mélange d'excitation, de griserie, de sérieux et de grandeur, presque incroyables pour un orchestre d'adolescents inexpérimentés.*

Il n'y a pas de génération spontanée et ce résultat n'a été obtenu que grâce à un projet remarquablement pensé et mené Jérôme Kaltenbach et Daniel Chabrun ont sillonné la France pour choisir les instrumentistes parmi les trois cents candidats des conservatoires (1) et écoles nationales de musique, en retenant ceux qui témoignaient de la meilleure plasticité et perfectibilité à un travail d'orchestre ; les jeunes musiciens ont ensuite répété pendant dix-sept jours, d'abord pupitre par pupitre avec de grand solistes de l'Orchestre de Paris (Moglia, Bender, Péchart, Cazauran, Debost, Lelong et Rémy), puis en formation complète, et donné leurs premiers concerts à Dole, Dijon et Arc-et-Senans.

Les professionnels ont été stupéfaits des progrès accomplis en si peu de jours par ces débutants, dont beaucoup n'auraient pas eu la technique nécessaire pour être admis dans un conservatoire supérieur... et qui forment un orchestre d'un niveau instrumental équilibré et en général excellent. Il y a de nombreux enseignements à tirer de cette expérience (2), qui devra être poursuivie avec autant de ténacité que d'enthousiasme : les Cadets du Conservatoire ou l'Orchestre des jeunes de l'Orchestre de Paris avaient, eux aussi, fort bien débutés avant de périr d'inanition et d'indifférence.

Signalons que cet « orchestre-école », qui renouvellera profondément ses effectifs chaque année, a bénéficié de solides et généreux concours : son patron direct, l'Association pour la formation professionnelle des jeunes musiciens, présidée par Marius Constant, la Fédération des parents d'élèves des conservatoires, qui a organisé le séjour et l'encadrement des jeunes musiciens à Arc-et-Senans, et le Crédit lyonnais.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le Conservatoire supérieur de Paris a boudé l'orchestre où il n'a que cinq représentants (dont aucune corde).

(2) L'Orchestre Français des jeunes donnera son dernier concert le 18 septembre (17 h 30) à Lyon, pour l'ouverture du Festival Berlioz. Le concert de Pleyel sera retransmis le 6 octobre sur TF 1 et précédé la veille d'un reportage sur le stage d'Arc-et-Senans, par Serge Kaufmann.

VARIÉTÉS

Mort de l'accordéoniste Joss Baselli

L'accordéoniste Joss Baselli est mort le dimanche 5 septembre, à Mâcon (Saône-et-Loire), des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de cinquante-six ans.

[Joss Baselli, qui avait été longtemps l'accompagnateur d'Yves Montant, avait également joué aux côtés de Serge Reggiani et de Juliette Gréco, au temps où celle-ci se produisait au Patachou. D'origine italienne, Joss Baselli, dont les parents vivaient dans le Nord de la France, fit ses débuts comme clarinettiste dans l'une des nombreuses harmonies qui existent dans cette région de mines avant d'être classé parmi les virtuoses de l'accordéon. Aussi à l'aise dans le répertoire des bals musette qu'avec des compositions plus sophistiquées, pour accordéon électronique notamment, Joss Baselli interpréta de surcroît de nombreuses musiques de films. Il avait créé avec Joé Rossi, André Astier et Marcel Azzola une école d'accordéon (Alain Musichini, entre autres était son élève). Joss Baselli devait, le week-end prochain, animer avec son orchestre le bal de la fête de *l'Humanité*.]

■ Un nouvel accord culturel franco-grec a été signé au terme de la visite de M. François Mitterrand à Athènes, entre Mme Melina Mercouri, ministre de la culture, et son homologue français, M. Jack Lang. L'accord prévoit le développement de la coopération dans les domaines de la littérature, des arts plastiques, du théâtre, de la musique, de la danse, du cinéma, de la télévision, ainsi que l'attribution de bourses. D'autre part, l'exposition « Picasso et la Méditerranée » sera présentée en 1983 à Athènes, ainsi que, dans les deux prochaines années, des expositions portant sur le dessin, l'architecture, la photographie, les œuvres des peintres naïfs et celles des peintres du dix-septième et du dix-huitième siècle. Enfin, Pierre Boulez sera présent au prochain Festival d'Athènes, et la France participera à la création en Grèce d'une école supérieure de cinéma.

PETITES NOUVELLES

■ Les films « Casta diva », du Hollandais Eric de Kuyper, et « Pourvoir » du Français Patrice Enard, ont remporté le Grand Prix du dix-huitième Festival international du jeune cinéma d'Hyères, dans la section « Cinéma différent ».

■ Salvador Dali vient de faire don à l'Etat espagnol de son dernier tableau achevé peu avant la mort de Gala, à qui il est dédié. L'Espagne avait déjà acquis fin juillet auprès de l'artiste deux de ses œuvres de 1927 pour 100 millions de pesetas (environ 6 millions de francs) : une bonne affaire si l'on se réfère à la cote marchande de Dali, dont la dernière peinture mise aux enchères avait atteint près de 5 millions de francs en février dernier.

■ Deux portraits d'Albrecht Dürer, *les Epoux Hans et Felicitas Tucher*, viennent d'être restitués par les Etats-Unis à la République démocratique allemande à la suite d'une décision d'un tribunal américain. Les tableaux, emportés outre-Atlantique en 1945 par les forces américaines stationnées en Thuringe (R.D.A.), sont maintenant exposés à la galerie Cranach, au château de Weimar.

■ Une toile du peintre italien du seizième siècle Filippo Lippi ainsi que deux urnes anciennes volées, l'une en France, l'autre au Portugal, ont été saisies par la police italienne, alors qu'elles allaient être vendues aux enchères dans une galerie milanaise. Selon la police, la galerie ignorait qu'il s'agissait d'œuvres volées.

■ Des œuvres d'art allemandes illustrant la deuxième guerre mondiale seront montrées pour la première fois au public à l'occasion d'une exposition commémorant le débarquement de Dieppe (19 août 1942), organisée par le Musée de la guerre à Ottawa.

EXPULSION DU COURS SIMON

Le cours Simon, cours privé d'art dramatique, est expulsé des locaux qu'il occupe depuis 1938, au *30, boulevard des Invalides*. Mme Rosine Margat (qui a repris le cours après la mort de René Simon en 1971) a trouvé les scellés posés et la porte murée, à son retour de vacances. Elle s'était vu refuser un délai de trois mois ; elle le réclame à nouveau, afin de trouver des locaux adaptés à l'enseignement des trois cents élèves qui doivent reprendre des cours le 13 septembre.

Le cours Simon, fameux par le nombre de vedettes qui y ont été élèves – entre autres Michèle Morgan, François Périer, Michel Piccoli, – a été fondé en 1925 par René Simon.

...NAL DE FARNBOROUGH

...rendue optimiste

...tions militaires

DANIEL VERNET.

LES ÉTATS-UNIS INSTALLERONT EN GRANDE-BRETAGNE DES AVIONS-ESPIONS TACTIQUES DESTINÉS À L'EUROPE

SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées et municipales

Beaubourg (277-12-33), 15 h, 17 h et 20 h : cinéma. Vidéo : Hommage à Jean Renoir.

Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h 30 : Philadelphia Orchestra, R. Mutti (Tchaïkovsky, Prokofiev).

Les autres salles

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30 : l'Éveil du printemps ; 22 h : Figaro Solo.

Comédie des Champs-Élysées (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.

Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.

Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30 : la Planque.

Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'île de Tulipatan ; 22 h : le P'tit Vélo.

Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.

Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir : 20 h 30 : Mon cul sur la commode ; 22 h 15 : Vacances écossaises. — Théâtre rouge : 18 h 30 : Eon ; 20 h 30 : Tchoufa ; 22 h 15 : Mime Bizot. — Petite salle : 18 h 30 : Parlons français ; 21 h : le Fétichiste ; 22 h 15 : le Fétichiste.

Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.

Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.

Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

Blancs-Manteaux (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. II : 20 h 15 : Pas une pour rattraper l'autre ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zanni ?

Café d'Edgar (322-11-02), I : 20 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 45 : Mangeuses d'hommes. II : 20 h 30 : Chantons sous la psy ; 21 h 45 : L'amour, c'est comme un bateau blanc.

Fanal (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 ; les Grandes Sartreuses.

Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.

Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets : 22 h 30 : le Pain de ménage, le Défunt.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.

Théâtre des Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : Je persiste et signe... Brel.

Palais des Glaces (607-49-93), 21 h : Chopelia.

Concert

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 19 heures et 21 heures : Ars Antiqua de Paris (musique élisabéthaine, trouvères).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : René Franc Orchestra.

Chapelle des Lombards (357-24-24), 22 h : Rachel.

Petit Opportun (236-01-36), 23 h : E. Lelann, O. Hutman, C. Alvin.

Les festivals

XVIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Radio-France, 20 h 30 : M. Joste, S. Billier, pianos ; T. Murail, ondes Martenot (Wyschnegradsky).

RENCONTRES DU CARREAU DU TEMPLE

Carreau du Temple (274-46-42), 16 h : l'Acrobate-pâtissier ; 18 h : la Cour des miracles ; 18 h 30 : le Sicilien ; 20 h : Mélomane ma non troppo ; Arlequin poli par l'amour : 20 h 30 : le Journal d'Anne Frank.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
784.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 septembre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Le miracle de Saint-Giorgian, de Jacob Protozanov ; 17 h : Le retour de Topper, de Roy del Ruth ; 19 h : La comédie musicale : Pique-nique en pyjama, de Stanley Donen et Georges Abbott.

Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING STONES 1981 (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

L'ANGE DE LA VENGEANCE (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES ANNÉES DE PLOMB (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).

BREL (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Studio 28, 18e (606-36-07).

BUTTERFLY (A., v.o.) (*) : Marignan, 8e (359-92-82).

CALIGULA ET MESSALINE (Fr.) (**) : Ermitage, 8e (359-15-71) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA CHÈVRE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

COUNTRYMAN (Ang., v.o.), Forum, 1er (297-53-74) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

DESCENTE AUX ENFERS (VICE SQUAD) (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.

FAMILY ROCK (Fr.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65).

FITZCARRALDO (All., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

GEORGIA (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

GREASE II (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v. f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAMMETT (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

L'INDISCRÉTION (Fr.) : U.G.C. Opéra 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A., v.o.) (*) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE LION DU DÉSERT (A.-Libye) (v. ang.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

MAD MAX II (Austr.) (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 2e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

A ARMES EGALES, film américain de John Frankenheimer ; v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

BONGO MAN, film germano-jamaïcain de Stefan Paul ; v.o. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LEGITIME VIOLENCE, film français de Serge Leroy ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ETRE HEUREUX ! film français de Coline Serreau ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Arcades (ex-Omnia), 2e (233-39-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

YOL (LA PERMISSION), film turc de Yilmaz Güney ; v.o. : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

JAMAIS AVANT LE MARIAGE, film français de Daniel Ceccaldi ; Gaumont-Halles, 1er (233-56-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA MAISON DU LAC (A.) (v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp.

MEGAFORCE (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). — V.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

MON CURÉ CHEZ LES NUDISTES (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Calypso, 17e (380-30-11).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (342-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

PASSION (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gloria, 17e (627-60-20) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (Br., v.o.) (*), Forum, 1er (297-53-74).

PORKY'S (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (287-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mayfair, 16e (525-27-06). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES 40es RUGISSANTS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 8e (380-41-46).

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.o.) (*) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

هكذا من الأصل

SPECTACLES

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
Y A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA SALLE ? (Fr.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

Les grandes reprises

ACCIDENT (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (357-74-39).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-90-50) ; Ambassade 8e (359-19-08).
ALICE AU PAYS DES MERVEILLES (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) : Napoléon, 17e (380-41-46).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle. 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Parnassiens 14e (329-83-11).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It.) (**) : v.o. : Movies, 1er (260-43-99).
AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.f.) : Athéna, 12e (343-00-65).
BANANAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
CABARET (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Action-Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Action-République, 11e (805-51-33) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CHAUSSURE A SON PIED (Ang., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
COUP DE TÊTE (Fr.) Lucernaire 6e (544-57-34).
CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*), Studio Cujas, 5e (354-89-22).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).
2001, ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-52).
DON GIOVANNI (It., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; *Gaumont Convention*, 15e (828-42-27).
EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).
EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount *Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount* Montparnasse, 14e (329-90-10).
L'EMPIRE DES SENS (Jap. v.o.) (**) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60). V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
EXCALIBUR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GOOD BYE EMMANUELLE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e *(579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e* (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : *Berlitz, 2e (742-60-33).*
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (F.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36).
LA HONTE DE LA JUNGLE (F.) (**) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
HOTEL DES AMÉRIQUES (F.) Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LES INDOMPTABLES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66) H. Sp.
L'INTROUVABLE (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE (Fr.) : Astros, 17e (627-60-20).
LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).
LOVE STORY (A., v.f.), Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).
MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; La Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Fauvette, 13e (331-60-74) : Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES MISFITS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).
NOSFERATU (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
ON L'APPELLE TRINITA (It., v.f.) : Français, 9e (770-33-88).
ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Olympic Halles, 1er (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — *V.f.* : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Arcades, 2e (233-39-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
OSSESSIONE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
PAPILLON (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE PARRAIN No 2 (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 3e (272-63-32).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LES RAISINS DE LA COLERE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36).
SERPICO (A., v.o.) : St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.
SWEET MOVIE (Fr.-Can.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LE TROUPEAU (*Turc*, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LES VALSEUSES (F.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).
Z (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), la Croisière du Navigator.
CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07), Sylvia Scarlett.
HOMMAGE A ROBERT RYAN (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), le Garçon *aux cheveux verts.*
HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), la Femme à abattre.
FRITZ LANG (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), M. le Maudit.
CARLOS SAURA (v.o.) : Espace-Gaité, 14e (327-95-94), 14 h, 18 h, 22 h : Elisa Vida Mia ; 15 h 50, 19 h 50 : Vivre vite (*).
UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), le Dernier Rivage.
IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), Bad Compagny.
LUIS BUNUEL (la carrière de Serge Silberman), Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charme discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté : Cet obscur objet du désir ; l'Age d'or ; Tristana.
CROISIERE POUR LE COURT METRAGE : la Péniche des Arts, 16e (527-77-55), 20 h 30 et 22 heures.

PRESSE

A Dijon

LES OUVRIERS DU LIVRE FONT VISITER L'IMPRIMERIE OCCUPÉE DES « DÉPÊCHES »

Occupant, depuis le 19 août dernier, l'imprimerie maintenant désaffectée des *Dépêches*, dans le quartier du Parc des expositions à Dijon, les soixante-quinze ouvriers du Livre qui n'ont pas accepté les offres de mutation pour Lyon ou Saint-Etienne proposées par M. Jean-Charles Lignel, propriétaire du journal, se relaient jour et nuit auprès de la rotative offset.

« *Nous voulons maintenir intact le potentiel technique de l'imprimerie*, expliquent les délégués C.G.T. *Nous nous sommes opposés à tout départ de matériel depuis le 20 août dernier, date du transfert de l'impression des* Dépêches *sur les rotatives du* Progrès, *à Lyon-Chassieu (Rhône).* » En faisant visiter, samedi 4 septembre, au cours d'une opération « portes ouvertes », ces installations ultra-modernes que, pour des raisons économiques, M. Lignel a condamnées, les ouvriers du Livre ont voulu montrer aux lecteurs des *Dépêches*, et au public en général, que « *ce remarquable ensemble d'impression doit continuer à vivre et qu'il est criminel de vouloir le démanteler* ».

Retranchés dans l'usine où toutes les portes sauf une ont été soudées par eux, les ouvriers du Livre ont, dans la nuit de mardi à mercredi dernier, fait revivre leur imprimerie pour confectionner une édition pirate des *Dépêches*. Tiré à quarante mille exemplaires, ce numéro explique les raisons du conflit et demande aux lecteurs des *Dépêches* de « *tout faire pour que le journal soit à nouveau imprimé à Dijon* ».

Jeudi 2 septembre, une trentaine d'ouvriers du Livre C.G.T. ont déployé, du sommet de la tour Philippe-le-Bon, dans l'enceinte du palais des ducs de Bourgogne, à Dijon, une immense banderole sur laquelle on pouvait lire : « *Les* Dépêches *à Dijon.* » Cette opération spectaculaire a été menée durant les cérémonies inaugurales des Fêtes internationales de la vigne, devant plusieurs milliers de personnes.

A cette occasion, la rédaction du quotidien — qui a invoqué unanimement la clause de conscience — a protesté contre le « black-out » de cette information dans les colonnes des *Dépêches*. « *Nous avions rendu compte de cette manifestation avec un court texte et une photographie* », expliquent les délégués de la rédaction. « *La rédaction en chef, ainsi que la direction dijonnaise avaient donné leur accord. L'article a été retiré de la page au moment du montage à Chassieu.* » Une nouvelle fois, seuls les lecteurs du *Bien public*, l'autre quotidien dijonnais, et les téléspectateurs de FR 3 Bourgogne auront été informés.

Une situation tendue

La situation aux *Dépêches* de Dijon devient de plus en plus tendue. Si les journalistes continuent à assurer un « service minimum » par respect pour le lecteur, dans l'attente de la décision prud'homale, ils craignent d'un jour à l'autre de se voir interdire l'accès de la rédaction par les ouvriers du Livre qui n'ont pas été payés de leurs salaires du mois d'août, un différend opposant M. Lignel à la direction du travail de la Côte-d'Or.

L'avenir même du titre en Côte-d'Or paraît très sérieusement menacé. « *Jean-Charles Lignel a pris ce qui l'intéressait dans les* Dépêches *: son édition du Jura. Il donne maintenant la fâcheuse impression de vouloir se débarrasser au plus vite de l'édition de Côte-d'Or au mépris du respect du lecteur* », commente la rédaction des *Dépêches*.

● *Quelque trois cent-cinquante experts venus de trente-six pays* et réunis sous la direction de M. Jean d'Arcy, participent à la treizième conférence annuelle de l'Institut International des Communications (I.I.C.) qui se tient à Helsinki, jusqu'au 7 septembre. Les problèmes économiques posés par les progrès technologiques dans le domaine des communications et par les coûts de diffusion de l'information, le retard des pays du tiers-monde, en capacités de communication, le rôle des satellites, de la télématique, constituent les thèmes principaux des délibérations.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 *L'avenir du futur* : Galactica, la bataille de l'espace.
Film américain de R.A. Colla (1978), avec R. Hatch, D. Benedict, L. Greene, R. Milland, L. Ayres, J. Seymour.
Les rescapés d'une guerre au cours de laquelle des mutants, les Cyclons, ont détruit leur planète, s'enfuient dans un vaisseau spatial et organisent la résistance.
Version cinéma d'une série de science-fiction réalisée pour la télévision américaine. Quelques bons effets spéciaux, un manichéisme sommaire et le culte de la violence. C'est la Guerre des étoiles, *en beaucoup moins bien.*
22 h 05 Débat : Le troisième millénaire, c'est demain.
Avec les professeurs J. Lesourne, économiste, F. Gros, biochimiste, professeur au Collège de France, MM. J. Dondoux, directeur général des postes et télécommunications, J. Stern, P.-D.G. de C.I.I.-Honeywell Bull.
23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Festival de Montreux.
Réalisation P. Gandrey-Réty.
Avec Dave Brubeck, le Modern Jazz Quartet, B. B. King, D. Lockwood, L. Hampton, M. Allison, W. Marsalis, les Lounge Lizards.
21 h 35 Cinéma : Stormy Weather.
Film américain d'A. Stone (1943), avec L. Horne, B. Robinson, C. Calloway, K. Dunham, F. Waller, les Nicolas Brothers (N. Redif.)
Un célèbre danseur noir évoque sa vie et ses vingt-cinq ans de carrière dans le music-hall, devant les enfants de ses voisins.
Scénario prétexte au rappel des grands moments du « show business » et du jazz noir américain entre les deux guerres mondiales. Un régal pour les amateurs. Film rare.
23 h 05 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma (cycle Fernandel) : Sénéchal le Magnifique.
Film français de J. Boyer (1957), avec Fernandel, N. Gray, J. Aubert, G. Chamarat, Armontel, M. Barbulée (N. Redif.).
Un acteur médiocre découvre qu'il peut remporter des succès en prenant, à la vie, l'apparence de diverses personnalités, sous ses costumes de scène.
Un scénario comique, bien construit sur une idée originale. Jean Boyer, metteur en scène à tout faire, habitué à tourner vite, l'a traité à plat. Les bons moments sont dus à Fernandel.
22 h 05 Journal.
22 h 35 Musiclub.
Soirée de ballet avec les ballets Balanchine.
Tzigane de Ravel, *Divertissement no 15* de Mozart.

FRANCE-CULTURE

20 h, **La petite envie d'Arthur Marche**, de S. Ganzl. Avec J. Leuvrais, S. Artel, A. Weber, etc.
21 h, **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : Karl Marx et la philosophie.
22 h, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (donné le 29 avril 1982 au Centre Georges-Pompidou à Paris) : « Jour-Contrejour », de Grisey ; « Sonatine pour piano et ensemble », de Mosca ; « Chants de TseYeh », de Denis ; « Altitudes », de Ratiu, par l'Ensemble de l'Itinéraire, dir. Y. Prin, sol. M. Levinas, piano.
21 h 45, **La nuit sur France-Musique**, musiques de nuit : œuvres de Slavik, Brahms, Schoenberg, Wieniawski.
23 h 5, **Aspects de la musique française** : œuvres de La Rue, Leclair, Pignolet de Monteclair.

Mardi 7 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Série : l'Aventure des plantes.
de J.-M. Pelt et J.-P.Cuny. La protection maternelle infantile (Redif.)
12 h 30 Feuilleton : les Faucheurs de marguerites.
13 h Journal.
13 h 35 Série : Amicalement vôtre.
Un petit coin tranquille (redif.).
14 h 25 Le monde et les hommes.
Réal. T. Besbes.
L'olivier en Tunisie, symbole de richesse, de douceur, de durée et de fraîcheur, d'ombre et de lumière...
15 h 20 La spéléologie.
réal. J. Bescont.
L'exploration en 1951 au gouffre de la Pierre-St-Martin (234 mètres), qui vit la chute mortelle du spéléologue Marcel Loubens dont le corps a été retrouvé en 1954.
15 h 30 Croque vacances.
17 h 05 Série : Vidocq.
Les trois crimes de Vidocq (rediffusion).
18 h Sport : Athlétisme.
Championnats d'Europe, en direct d'Athènes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Encore des histoires.
20 h Journal.
20 h 35 Retransmission théâtrale : le Pain dur.
de P. Claudel, mise en scène R. Hanin. Avec J. Le Poulain, D. Dubreuil, H. Arie, D. Sarky, L. Layani, E. Mellul.
Suite du drame l'Otage, le Pain dur, *filmé par Lazare Iglesis, met en scène le révolutionnaire Turelure, aux prises avec l'usurier juif allemand Ali, dont la fille est devenue la maîtresse de Turelure. Louis, fils de ce dernier, s'est endetté et a accepté l'argent de Lumir, une patriote polonaise. Louis ne veut pas lui rendre l'argent à moins que Lumir n'accepte de l'épouser... Un drame de la cupidité.*
22 h 35 Sport : Football.
Résumé du match Saint-Etienne-Bayern.
23 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
Choucroute.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Les Arpents verts.
Les petits Tyroliens (redif.).
14 h Aujourd'hui la vie.
Votre Brassens.
15 h 05 Série : la Taupe.
15 h 55 Sports : Athlétisme.
Championnats d'Europe, en direct d'Athènes.
18 h Récré A 2.
Les quat'z'amis ; Spectreman.
18 h 30 Journal.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Dessins animés.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Des yeux pour pleurer.
d'André Cayatte. Avec F. Brion, M. Biraud, J. Dacqmine, M. Cheminat, D. Manuel...
M. Ryquart, administrateur syndic, est chargé d'enquêter sur l'entreprise d'Odette et Claude Balland, entreprise en difficulté financière. En fait, il fera tout pour faire disparaître cette imprimerie et y parviendra : un téléfilm médiocre et manichéen.
22 h Débat : Mort d'une entreprise.
Avec Maîtres B. Meille, syndic, R. Rebut, administrateur judiciaire, Y. Kleniec, avocat ; MM. R. Bernasconi, président de la Confédération générale des P.M.E., G. Tiebot, président du Centre des jeunes dirigeants de la région Nord, B. Mallet, président du tribunal de commerce de Nantes.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

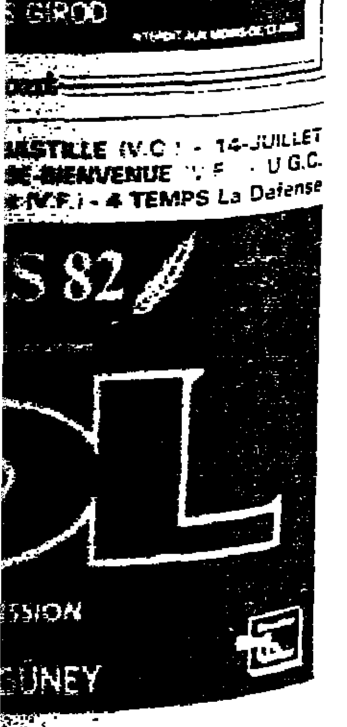
18 h 30 Pour les jeunes.
Les sorciers de l'écran.
18 h 55 Tribune libre : La vérité sur les disparitions.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma : Un cave.
Film français de G. Grangier (1972), avec C. Brasseur, A. Weber, M. Keller, P. Tornade, H. Garcin, M. Amyl (rediffusion).
Un petit truand se substitue à un bandit évadé dont tout le monde ignore la mort, pour tirer les ficelles d'un jeu qui va lui rapporter gros.
Film « série noire » de consommation courante, bien au point grâce au métier du réalisateur. Claude Brasseur apporte beaucoup de vérité psychologique à son personnage. Il est entouré d'excellents comédiens.
22 h 10 Journal.
22 h 40 Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
Une série de Cl.-J. Philippe.
Naissance de la nouvelle vague ou l'évidence retrouvée (redif.).
La passion du réel avec les metteurs en scène Franju, Rouch, Marker, etc.
23 h 05 Prélude à la nuit.
Récital Bruno Rigutto au piano : Sonatine, *de Ravel.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : Les satellites de diffusion en Europe ; Un livre pour le mois : « la Natte coupée », de F. Xenakis ; El Salvador ; Moins cinq : A. Finkielkraut.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Les âges de la vie ; à 8 h 32 : Paroles de fil ; à 8 h 50 : Destins et sortilèges.
9 h 7, **La matinée des autres** : La danse balinaise ; la malangan.
10 h 45, **Un quart d'heure avec...** Claude Poulain (Jacques Cœur).
11 h 2, **Charles Ives ou la transcendance** : le transcendantalisme (et à 17 h 32).
12 h 5, **Nous tous chacun.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Libre parcours variétés.**
14 h, **Sons à Dijon.**
14 h 5, **Un livre des voix** : « la Remontée » d'A. Sernin.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, **La vie entre les lignes** : Lucien Bodard, « Monsieur le consul ».
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Himalaya, toit du monde** : La vie de tous les jours.
20 h, **Dialogues** : La science au service de l'art, avec M. Hours et J. Rigaud.
21 h, **Musiques de notre temps** : Ebauches pour un alphabet (M comme musiciens - Prélude de A à Z : Bach, Chopin, Liszt, Debussy).
22 h, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques du matin** : Œuvres de Massenet, Telemann, Paganini, Mozart, Wieniawski, Hummel, Schumann.
8 h 7, **Quotidien musique.**
9 h 5, **Le matin des musiciens** : Le diable musical (2e), œuvres de Berlioz, Franck, Penderecki, Dargomijski, Bartok, Smetana, *Nabokov, Vivaldi.*
12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui.**
12 h 35, **Jazz** : tout Duke.
13 h, **Opérette** : œuvres d'Offenbach.
14 h 4, **Mémoires de l'Orchestre national** : œuvres de Mahler, dir. C. Schuricht.
16 h, **Repères contemporains** : œuvres de Barraud.
17 h 2, **Les intégrales** : les quintettes de Mozart.
18 h, **Concert** (Festival estival de Paris), œuvres de Xenakis, Beethoven, par C. Helffer, piano.
19 h 38, **Jazz-annuaire** : 1961.
20 h, **Premières loges** : Hommage à Karl Boehm, œuvres de Mozart.
20 h 30, **Concert** (Festival estival de Paris, en direct de l'église Saint-Merri) : œuvres de R. de Lassus, par le Landini Consort.
22 h, **La nuit sur France-Musique** : Musiques de nuit, œuvres de Haydn, Mozart, Beethoven ; 23 h 35, Jazz-club.



sports

TENNIS

LE CHAMPIONNAT DES ÉTATS-UNIS A FLUSHING-MEADOW

Vieux renards et jeunes loups

Flushing- Meadow. — Les fins de première semaine dans les tournois du grand chelem font toujours des victimes de choix. Ainsi samedi 4 et dimanche 5 septembre, à Flushing-Meadow, deux des plus impressionnants serveurs, Hooper, le tombeur de Tanner, et Buehning, le tombeur de Gerulaitis, ont été éliminés respectivement par Tom Gullikson (6-7, 6-4, 7-6, 6-3) et par Fillol (7-6, 3-6, 6-2, 6-2). Une septième tête de série, Kriek, est tombée en cinq sets devant Ilie Nastase, âgé de trente-six ans, qui fut champion de Forest-Hills en 1972 (4-6, 7-6, 6-7, 6-3, 6-2). Yannick Noah a été mis en difficulté au troisième tour par le jeune Américain Korita (7-5, 6-7, 6-4, 3-6, 6-4).

Dans le tournoi féminin, après l'élimination de Billie Jean King au premier tour, trois autres têtes de série sont tombées : Barbara Potter, Mima Jausovec et Bettina Bunge.

De notre envoyé spécial

Le jour où Ilie Nastase prendra sa retraite, une page sera tournée dans l'histoire du tennis. Les lifters et les matraqueurs affamés de dollars seront définitivement maîtres des cours. Heureusement, à trente-six ans, l'excentrique Roumain ne dételle pas : *« J'aime les femmes et la vie, je veux rester beau aussi longtemps que possible. Je n'ai pas vraiment besoin de jouer mais j'aime le tennis. »*

Avec lui le tennis reste donc un jeu qu'il ne faut pas prendre tout à fait au sérieux. Certes, ses pitreries n'ont pas toujours été du meilleur goût. Nombreux sont les joueurs qui gardent une rancune tenace à cet histrion de la petite balle que les Américains, faisant un jeu de mots avec son nom, ont surnommé « Nasty », autrement dit « désagréable ».

Dans tous les tournois où il apparaît, Nastase, qui au demeurant s'est bien assagi en vieillissant, reste cependant la coqueluche des spectateurs. Il n'occupe plus que le quatre-vingt-dix-septième rang du classement mondial, et il n'a qu'une fois dépassé le deuxième tour (quart de finaliste à Hilversum) dans les dix-sept tournois auxquels il a participé depuis le début de l'année. Il s'est quelque peu alourdi, il s'essouffle dans les rallyes, mais, pour ce qui est du toucher de balle, il demeure exceptionnel comme il le fut dimanche après-midi face au Sud-Africain Kriek. Classé tête de série nº 10, celui-ci semblait pourtant avoir le match à sa main : gagnant 6-4 le premier set, ses jambes de Springbok et sa poigne de fer étaient, avec ses vingt-quatre ans, des arguments plus que suffisant pour venir à bout rapidement du Roumain.

Quel démon se réveilla alors dans la caboche de Kriek ? Il sembla se désintéresser de la partie pour concentrer sa mauvaise humeur sur un spectateur qui encourageait avec véhémence son adversaire. Le trublion fut expulsé ; Nastase en avait profité pour aligner cinq jeux. Tout surpris de se retrouver avec une roue de bicyclette, Kriek se remit alors à pédaler comme un forcené derrière le score. Et, dans le temps qu'il aurait fallu à Vilas pour faire deux jeux, le revoilà à 5 partout avec une balle de set sur le service de Nastase. Celui-ci fit alors étalage de son génie : usant de toutes les roueries psychologiques et techniques, le vieux renard emtamait un *tie break* qu'il gagna comme si de rien n'était, 7-2.

Le ver était dans le fruit sud-africain : il parviendra encore une fois à déjouer les pièges de Nastase dans la manche suivante mais il y perdra toute son énergie. Revenu de 0-3, Kriek menait en effet 5-4 et servait pour le gain de la manche lorsque Nastase eut le *break* sur une double faute. Le Sud-Africain fut ainsi embarqué dans un nouveau *tie break*. De 7-8, il parvint à gagner 10-8 mais il sortait de l'épreuve nerveusement « lessivé », comme on dit familièrement. Kriek accumula alors les fautes grossières, expédia son match par-dessus les moulins.

Prise de bec

A l'inverse, Nastase, qui vient de se convertir à la raquette à tamis agrandi, retrouvait les gestes qui avaient fait de lui un champion des États-Unis il y a dix ans, sur le gazon de Forest Hills. Les deux dernières manches lui sont revenues sur le score sans appel de 6-3, 6-2. Toutefois, alors qu'il avait une première balle de match sur le service de Kriek, il se permit, comme en sa haute époque, une sévère prise de bec avec un juge de ligne pour un engagement litigieux du Sud-Africain. 1 000 dollars d'amende pour Nastase et une occasion manquée pour Kriek de refaire surface.

Après ce petit triomphe en cinq sets (4-6, 7-6, 6-7, 6-3, 6-2), Nastase va retrouver en huitième de finale son vieux complice Connors qui, dimanche soir, en deux heures et douze minutes, a battu Jimmy Arias : l'espoir américain ne brilla que dans le deuxième set, puis Connors aligna neuf jeux pour conclure en quatre sets : 6-4, 4-6, 6-4, 6-1. Le match Connors-Nastase ne devrait pas manquer de piment, entre deux brigands du tennis contemporain.

Autre choc en perspective : la revanche de Roland-Garros entre Lendl et Wilander. Le Suédois n'a pas encore perdu un set et le Tchécoslovaque, qui avait été inquiété au second tour par Mayotte, a passé aisément Solomon (6-3, 6-0, 6-1).

A priori, John McEnroe ne devrait pas être trop à la peine face à l'Irlandais Matt Doyle, qui est modestement classé cent treizième mondial. Le triple champion de Flushing Meadow a d'ailleurs fait une petite mise au point dimanche matin. Ses victoires aux deux premiers tours n'avaient pas pleinement convaincu. Le New-Yorkais ne semblait pas assumer très bien son rôle de numéro un mondial. Les commentateurs américains relevaient qu'il avait gagné seulement un tournoi sur les onze auxquels il a participé depuis le début de l'année. Sa cheville blessée, son manque d'assiduité à l'entraînement, son goût immodéré du rock and roll, étaient autant de points d'interrogation : avait-il la motivation suffisante pour se maintenir au sommet de la pyramide branlante du tennis ?

Une partie de cent trente-sept minutes et trois sets (6-3, 6-2, 6-3) face à l'un des plus beaux jeunes loups du circuit, Vince van Patten, se passe d'un long commentaire. L'Américain, classé trente-cinqième mondial, prit deux fois le service de McEnroe, mais ce fut pour perdre sept fois le sien. C'est dire la marge de sécurité de McEnroe. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer ces jeunes Américains armés d'une raquette surdimensionnée et formés à la dure dans le camp d'entraînement de Nick Bolletierri, en Floride.

Yannick Noah en a fait la dure expérience, samedi, avec Eric Korita. Le numéro un français, qui avait laissé une impression saisissante lors des deux tours précédents, se retrouva face à un « qualifié » classé cent trente-cinquième mondial. Sa première victime, Jérôme Vanier, qui poursuit des études dans la même université, avait dit qu'il avait un bon service. Noah découvrit un « super-serveur » : pour délivrer huit aces, il cassa six fois les cordes de sa raquette en engageant. Et l'Américain fut à deux doigts de lui faire boire la tasse au cinquième set : après être revenu de 4-1 à 4-4, Korita eut deux balles de break sur le service du Français, qui arracha la victoire grâce à sa plus grande expérience.

A peine âgé de dix-neuf ans, Korita, qui a perdu une quinzaine de kilos au début de l'année à l'entraînement, a hésité entre le base-ball et le basket-ball avant d'opter pour le tennis. Encore amateur, il pourrait faire des ravages dans les rangs des professionnels tant sa marge de progression est considérable.

ALAIN GIRAUDO.

CYCLISME

LE CHAMPIONNAT DU MONDE SUR ROUTE

Saronni et les Américains

L'attaque déclenchée par deux coureurs des Etats-Unis, Jonathan Boyer et Greg Lemond, dans les derniers hectomètres a constitué l'épisode le plus inattendu, sinon le plus spectaculaire, du championnat du monde sur route professionnel, qui s'est déroulé, dimanche 5 septembre, à Goodwood, en Grande-Bretagne, et qui a été, finalement, gagné par l'Italien Giuseppe Saronni (1).

L'événement — sans précédent — a d'ailleurs failli se traduire par une surprise de taille, bien que les deux Américains ne soient pas des inconnus. Mais, au lieu de coopérer comme ils auraient dû logiquement le faire, puisque l'épreuve obéit à la formule des équipes nationales, ils se sont affrontés tels des adversaires, et l'on peut supposer qu'en s'efforçant de rejoindre son camarade Jonathan Boyer, seul en tête à proximité du but, Greg Lemond a favorisé la réussite de l'Italien Giuseppe Saronni.

Il faut préciser que le classement du championnat du monde détermine celui du championnat des Etats-Unis, et ce curieux règlement, qui n'était pas fait pour renforcer l'esprit de corps, aura eu pour principale conséquence de dresser les deux routiers californiens l'un contre l'autre sur le circuit de Goodwood.

Que les battus n'aient pourtant pas trop de regret. Si l'on en croit la manière dont il a surgi du peloton au cours de la dernière ascension de la côte finale, Saronni devait être irrésistible. Il déborda Boyer et distança Lemond après avoir surpris Kelly, et ne laissa aucune chance aux grimpeurs — Zoetemelk, Lejaretta ou Pollentier — théoriquement avantagés par le terrain.

Pour la circonstance, le routier transalpin était probablement le plus motivé et à coup sûr le plus efficace. Du reste, la victoire qu'il a obtenue, au terme d'une longue attente (il s'était classé deuxième l'an dernier à Prague derrière Freddy Maertens), paraît conforme à l'ordre des valeurs. Elle résulte d'une double supériorité, individuelle et collective, contre laquelle l'opposition demeura impuissante en dépit de ses efforts. La cohésion de l'effectif autour d'un « patron » incontesté a presque toujours payé dans le championnat du monde sur route. Rappelons-nous la démonstration de Bernard Hinault et de l'équipe de France, en 1980, à Sallanches.

L'abandon de Bernard Hinault

Cette fois, l'avantage du nombre et de la qualité revenait aux Italiens. Bien épaulé par la totalité de ses partenaires, qui formaient un groupe homogène, en particulier par l'étonnant Chinetti, Saronni a pu s'économiser en prévision du sprint et appliquer ainsi la stratégie qu'il avait imaginée. L'Irlandais Sean Kelly n'a pas eu cette possibilité. Victime de son isolement, alors qu'il bénéficiait d'une excellente condition physique et qu'il paraissait de taille à rivaliser avec Saronni, il s'est trouvé confronté à des tactiques incertaines, entre la perpective d'un sprint problématique et l'éventualité d'une échappée aléatoire. Il tenta avec une forte conviction de se dégager durant le dernier tour, mais sans succès. Une illustration supplémentaire de la fameuse définition du cyclisme : un sport individuel qui se court par équipe.

Les Français, qui ne figurent pas dans le haut du classement, n'ont pas démérité. La longue fugue solitaire de Bernard Vallet doit être versée à leur crédit, de même que les offensives combinées de Régis Clère et de Marc Madiot, sur la fin ; mais ils ont souffert de l'abandon de Bernard Hinault, pour ne pas dire de son absence.

Affecté par la crise qui secoue le secteur professionnel depuis l'affaire de Callac, en conflit avec la Fédération française de cyclisme sur les problèmes relatifs à la lutte antidopage, le vainqueur du Tour de France, saturé de compétitions, n'était préparé ni physiquement ni moralement pour une épreuve de cette importance. Ces raisons expliquent qu'il ait voulu renoncer au championnat du monde, et il eût effectivement été bien inspiré de s'abstenir.

Les démarches entreprises, la semaine passée, pour le convaincre de prendre le départ obéissaient à des intentions louables. Elles se sont révélées inopportunes.

Le circuit de Goodwood, sur fond de verdure, était plus difficile que prévu. Il a donné lieu à des courses d'un bon niveau et il avait été, samedi, le théâtre de deux exploits : ceux de l'Allemand de l'Est Drogan, vainqueur chez les amateurs, et de l'Anglaise Mandy Jones, qui a remporté le titre féminin en roulant à 40 kilomètres-heure de moyenne.

JACQUES AUGENDRE.

(1) Giuseppe Saronni, né le 22 septembre 1957 à Novarre, fut champion d'Italie de vitesse avant de s'adonner au cyclisme sur route. Vainqueur du *Midi libre* et du Tour d'Italie, puis de la Flèche wallonne, en 1980, il n'a pas participé au Tour de France.

ATHLÉTISME

LES CHAMPIONNATS D'EUROPE A ATHÈNES

La Fédération internationale modifie les règles de l'amateurisme

Athènes. — Déjà terre d'accueil des championnats d'Europe en 1969, Athènes organise pour la deuxième fois cette compétition quadriennale. Le stade Karaiskakis, théâtre des épreuves il y a treize ans, a été délaissé au profit de la toute nouvelle enceinte olympique, dont les quatre-vingt mille places devraient être copieusement garnies du 6 au 12 septembre. C'est, selon toute vraisemblance, le principal changement que le berceau de l'athlétisme consentira au premier sport olympique, puisque chacun s'accorde à reconnaître que ces treizièmes championnats d'Europe devraient, comme en 1969, être dominés par les équipes d'Union soviétique et de République démocratique allemande.

De notre envoyé spécial

Tandis que le millier d'athlètes inscrits, représentant trente pays, peaufinaient sa préparation, les dirigeants de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) se réunissaient, vendredi 3 septembre, pour discuter, notamment, d'un principe de modification des règlements dans le domaine de l'amateurisme. Il s'agissait, en réalité, de trouver une solution honorable au problème soulevé par la rémunération en sous-main des athlètes lors des réunions mises sur pied par des organisateurs privés.

A l'évidence, ces pratiques — qui ne datent pas d'hier — étaient devenues intolérables aux yeux des responsables de l'IAAF. Il est vrai que leurs principes et leur autorité étaient régulièrement bafoués par des champions en position illégale du strict point de vue de l'amateurisme.

En dépit de l'opposition très vive des délégués de la République démocratique allemande, le congrès a donc finalement adopté un nouveau texte à une très large majorité. Rédigé sur le modèle de celui en vigueur à la Fédération internationale de ski, il prévoit que les sommes versées aux athlètes devront être bloquées et gérées par les fédérations nationales. Elles seront ensuite redistribuées, intérêts compris, aux champions en fin de carrière. Reste à savoir si ce nouveau système recevra l'aval de toutes les parties concernées. Autrement dit, si certains athlètes, préférant profiter sans délai des retombées de leurs performances, ne feront pas en sorte de détourner cette nouvelle loi avec la complicité de quelques promoteurs dont le souci essentiel demeurera de présenter le plus séduisant des plateaux afin d'attirer un public nombreux, les médias et les annonceurs publicitaires. L'application et le respect de cette nouvelle règle, les sanctions qui seront prises contre les contrevenants, permettront en tout cas de juger de la crédibilité réelle de la première des fédérations internationales olympiques (cent soixante-huit pays membres), qui entend bien affirmer sa position grâce à cet aménagement.

On doute néanmoins que les tribulations des instances internationales aient passionné les athlètes français du cru 1982. C'est que depuis belle lurette, hormis les perchistes, on ne se les arrache plus dans les meetings. Il y a d'ailleurs gros à parier que le rendez-vous d'Athènes, qui va redéfinir la hiérarchie continentale et, par conséquent, permettre d'actualiser la bourse des valeurs athlétiques, ne sera pas suffisant pour les voir refaire surface de manière spectaculaire. M. Jean Poczobut, le directeur technique national, ne se berce d'ailleurs plus d'illusions. Prudemment, il estime à quinze (sur cinquante et un sélectionnés) le nombre des Français qui devraient participer à la finale de leur épreuve.

JEAN-MARIE SAFRA.

A NEW-YORK

Les spécialistes du demi-fond dans la rue

Quelque cent mille spectateurs massés entre la 82ᵉ et la 62ᵉ Rue ont assisté, samedi 4 septembre, au deuxième Mille de la 5ᵉ Avenue, organisé par le New-York Road Runners Club de Fred Lebow. Quatorze des meilleurs coureurs de demi-fond mondiaux — à l'exception des représentants du Vieux Continent retenus par les championnats d'Europe d'athlétisme à Athènes — étaient sur la ligne de départ.

Légèrement gênés par le vent de face — le temps du vainqueur, 3 min. 51 sec. 35/100 a été supérieur de 3 sec. 67/100 à celui de l'an dernier, — les concurrents ont disputé une course à suspense, qui fut successivement menée par l'Irlandais John Hunter, le Kenyan Mac Boit et l'Américain Steve Scott. Celui-ci et l'ancien champion olympique néo-zélandais John Walker furent précédés, au terme d'un long sprint final, par l'Américain Tom Byers, un excellent spécialiste de la distance qui a été crédité récemment sur piste de 3 min. 50 sec. 84/100. Tout aussi intense, la course féminine, qui avait précédé, a été gagnée par la championne canadienne Debbie Scott en 4 min. 23 sec. 96/100, qui devança nettement la Britannique Wendy Smith et l'Américaine Kim Gallagher.

Contestée par les puristes, qui reprochent au parcours d'être en déclivité, cette course a été un fort succès populaire et a la faveur des coureurs, qui en apprécient l'ambiance et les conditions rémunératrices de participation. C'est pourquoi ses promoteurs ont décidé d'organiser un circuit de douze étapes qui passera notamment par Rome, Rio-de-Janeiro et Sydney et qui se terminera en avril à Paris sur les Champs-Elysées. — A. G.

AVIATION

Les U.L.M. de Londres à Paris

L'arrivée des petits avions ultra-légers motorisés (U.L.M.) de la course Londres-Paris, dimanche 5 septembre, sur la pelouse de Bagatelle, au Bois de Boulogne, a ressuscité l'âge héroïque de l'aviation.

Chaque apparition de ces hommes volants sur leurs machines, dont le poids n'excédait pas 150 kilogrammes, a été suivie par plusieurs dizaines de milliers de spectateurs.

La course, qui était plus un rallye avec des étapes au Touquet, à Abbeville et à Pontoise, qu'une course de vitesse, a démontré les possibilités de ces petits avions de toile tendue sur une armature de tubes, mus par des moteurs de tondeuse à gazon ou de kart, de 150 à 400 centimètres-cubes, qui n'ont besoin pour décoller ou pour atterrir que d'une surface, de 20 à 30 mètres et peuvent planer en cas de panne de moteur.

Deux catégories d'appareils étaient engagées : les deltaplanes motorisés ou « pendulaires » et les « trois-axes », qui sont de véritables petits avions à une ou deux places, avec roulettes d'atterrissage et commandes classiques.

François Thovex s'est classé premier dans la première catégorie et Jacques-Antoine Breuvart a remporté la seconde.

Sur soixante-sept concurrents, huit seulement ont été éliminés à la suite de pannes de moteur.

SPORTS ÉQUESTRES

Troisième accident mortel de la saison dans un concours complet

La Britannique Lucinda Prior-Palmer-Green sur Regal Realm *a gagné, dimanche 5 septembre, à Luhmuehlen (R.F.A.), le championnat du monde de concours complet devant l'Allemand de l'Ouest Rethemeier et l'Américain Walnes. La Grande-Bretagne a terminé à la première place du concours par équipes devant la R.F.A. et les États-Unis.*

Un accident mortel a marqué, samedi 4 septembre, l'épreuve de cross. Le champion suisse, Ernst Bauman, âgé de trente-trois ans, est tombé au moment où il allait passer l'avant-dernier obstacle. Son cheval, Beaujour de mars, *quinze ans, était si épuisé, selon les témoins, qu'il n'a pu franchir la barrière et s'est renversé, écrasant son cavalier. Immédiatement secouru, Ernst Bauman est mort pendant son transport à l'hôpital.*

Cet accident est le troisième survenu cette saison dans un concours complet. L'Anglaise Sara Brayley, vingt-six ans, était décédée en avril après une chute de son cheval. L'Allemand de l'Ouest Wolfgang Ruehs devait également succomber, en juillet, à ses blessures, après avoir été écrasé par le poids de son cheval.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

1 000 KM DE SPA

La Porsche 956 du Belge Jacky Ickx et de l'Allemand Jochen Mass a gagné, dimanche 5 septembre, les 1 000 kilomètres de Spa, en Belgique, précédant une autre Porsche, conduite par l'équipage Bell-Schuppan.

La voiture française Ford-Rondeau 382 de Migault et Spice s'est classée à la cinquième place. Dernière épreuve du championnat du monde d'endurance, les 1 000 kilomètres de Spa n'ont pas livré le nom du champion du monde de la saison 1982, en raison d'un litige entre Porsche et Rondeau concernant le classement d'une des voitures allemandes lors des 1 000 kilomètres du Nurburgring (R.F.A.), disputés le 30 mai. Il faudra attendre la réunion du comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile pour savoir qui, de Porsche ou de Rondeau, est le champion du monde.

Cyclisme

CHAMPIONNAT DU MONDE SUR ROUTE

Professionnels : 1. Giuseppe Saronni (It.), les 275 km en 6 h 42 mn 22 sec ; 2. Greg Lemond (E.-U.), à 5 sec ; 3. Sean Kelly (Irl.), à 10 sec ; 4. Joop Zoetemelk (Hol.) ; 5. Marino Lejarreta (Esp.) ; 6. Michel Pollentier (Bel.) ; 7. Juan Fernandez (Esp.) ; 8. Klaus Peter Thaler (R.F.A.) ; 9. Pierino Gavazzi (It.) ; 10. Jonathan Boyer (E.-U.), tous même temps.

Amateurs : 1. Bernd Drogan (R.D.A.), les 183 kilomètres en 4 h 17 mn 48 sec (moyenne 42,686) ; 2. Francis Vermaelen (Bel.) ; 3. Jurg Bruggmann (S.) ; 4. André Serediux (Pol.) ; 5. Andreas Petermann (R.D.A.) ; 6. Vincent Barteau (Fr.) ; 7. Falk Boden (R.D.A.) ; 8. Dirk de Wolf (Bel.) ; 9. Jiri Skoda (Tch.) ; 10. Patrizio Gambirasio (It.).

Dames : 1. Mandy Jones (G.-B.) ; 2. Maria Canins (It.) ; 3. Gerda Sierens (Bel.).

Motocyclisme

GRAND PRIX DE SAINT-MARIN

250 cm3 : 1. Anton Mang (R.F.A.), Kawasaki ; 2. Jean-Louis Tournadre (Fr.), Yamaha ; 3. Roland Freymond (S.), MBA ; 4. Martin Wimmer (R.F.A.), Yamaha ; 5. Massimo Broccoli (It.), Yamaha.

Classement du Championnat du monde : 1. Tournadre (Fr.), 110 pts ; 2. Mang (R.F.A.), 102 pts ; 3. Freymond (S.), 67 pts.

500 cm3 : 1. Freddie Spencer (E.-U.), Honda ; 2. Randy Mamola (E.-U.), Suzuki ; 3. Graeme Crosby (N.-Z.), Yamaha ; 4. Virginio Ferrari (It.), Suzuki ; 5. Jack Middelburg (Hol.), Suzuki.

Classement du Championnat du monde : 1. Franco Uncini (It.), 103 pts ; 2. Crosby (N.-Z.), 76 pts ; 3. Spencer (E.-U.), 72 pts.

Sports équestres

CHAMPIONNAT DU MONDE DE CONCOURS COMPLET

Classement individuel : 1. Prior-Palmer-Green (G.-B.), Regal Realm, 47,80 pts ; 2. Rethemeier (R.F.A.), Santiago, 52 ; 3. Walnes (E.-U.), The Grey Goose, 52,80 ; 4. Schwarz (R.F.A.), Power Game, 55,80 ; 5. Meade (G.-B.), Kilcahsel, 59,20 ; 11. Lacour (Fr.), Hymen de la Cour, 65 ; 12. Marquebielle (Fr.), Flamenco, 66,40 ; 25. Loiseau (Fr.), Elding, 78,40 ; 40. Morvillers (Fr.), Gulliver, 106,20 ; 48. Teulère (Fr.), En Douce, 154,60.

Classement par équipes : 1. Grande-Bretagne, 167,40 pts ; 2. R.F.A., 176,60 ; 3. États-Unis, 193,80 ; 4. France, 209,80 ; 5. Pologne, 271,60 ; 6. Australie, 282,60 ; 7. Suède, 297,95 ; 8. Canada, 344 ; 9. U.R.S.S., 412,55.

SUR ROUTE

...ricains

JACQUES AUGENDRE

A ATHÈNES

JEAN-MARIE SAFRA

A NEW-YORK

Les spécialistes du demi-fond dans la rue

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur du Japon et Mme Hiroshi Uchida ont donné une réception, vendredi, à l'occasion du départ du ministre et de Mme Takehiko Nishiyama et pour présenter le nouveau ministre de l'ambassade, M. Manabu Yamamoto.

Décès

— Mme Marie-Antoinette Albertini, M. et Mme Paul Taddei et leurs enfants,
Parents alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Félix ALBERTINI,
contrôleur général
de la sûreté nationale (E. R.),
commandeur de réserve,
chevalier de la Légion d'honneur
pour titres de guerre,
croix de guerre 1914-1918,
grand officier du Nichan Iftikhar,
officier
du Ouissam Alaouite Chérifien,

survenu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

— Philippe Barron,
son époux,
Antoine et Muriel,
ses enfants,
Les familles Jourdain, Barron,
ont la grande tristesse de faire part du décès accidentel de

Claire-Marie BARRON,
née JOURDAIN,
psychologue,

le 3 août 1982 en Bretagne.
L'inhumation a eu lieu, le vendredi 6 août 1982, dans l'intimité familiale, aux Ventes-Saint-Rémy.
211, boulevard François Iᵉʳ,
76600 Le Havre.

— On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Jacques BERARD,

ancien interne des hôpitaux de Lyon,
médecin honoraire
des hôpitaux de Saint-Etienne,
maître de conférences agrégé,
survenu accidentellement, le 25 août 1982, dans sa soixante et onzième année, au Cap-Bénat (83).
De la part de :
Mme Jacques Berard,
Mme André Berard,
M. et Mme Maurice Berard,
M. et Mme Philippe Weydert,
M. et Mme Olivier Joannon,
M. Marc Maunourri,
M. et Mme Jacques Fabre,
et leurs enfants,
Les familles Berard, Calemard, Reynaud Lacroze, Bopp, Durand, Roux, Deloy.
L'enterrement a eu lieu dans la plus stricte intimité.
Une messe sera dite à sa mémoire,
année, au Cap-Bénat (83).
en l'église de Valbenoîte à Saint-Etienne.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
58, rue du 11-Novembre,
42100 Saint-Etienne.

— Le contre-amiral André Bougeois et ses fils,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Nicole BOUGEOIS,
née ANDRAU,

survenu à Toulon, le 2 septembre 1982.
Les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

— La Grande Loge mixte universelle fait part du décès de son grand maître d'honneur, fondateur de l'ordre,

Mme Eliane BRAULT,
écrivain, administrateur civil,
officier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite,
médaille de la Résistance.

L'incinération a eu lieu dans la plus stricte intimité, le lundi 30 août 1982.
« Gémissons, gémissons, gémissons mais espérons. »

— Jacqueline et Michel Canneva,
Agnès et Emile Jeanmart,
Hélène Chretiennot,
Geneviève et Gérard de la Tribouille,
Marie-France et Robert Lecerf,
Chantal Toublanc,
Ses enfants, ses petits-enfants et arrière petits-enfants,
Les familles Vitrant et Plens,
ont la douleur de faire part du décès du

Général Jean CHRETIENNOT,
commandeur de la Légion d'honneur,

retourné à Dieu, le 3 septembre 1982, réconforté par les sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 7 septembre, à 14 h 30 en l'église d'Hombllères (Aisne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Le Trident »,
72, rond-point du Pont-de-Sèvres,
92100 Boulogne.

— Ivan Denys, son mari,
Sylvie et Fabrice Denys,
ses enfants,
Sa famille, ses amis,
font part avec une immense douleur de la mort, survenue le 17 août 1982, de

Haydée DENYS,
née ABRAMOVICH-ATELMAN,
docteur en médecine,
chercheur à l'INSERM.

Née à Buenos-Aires en 1933, elle vivait en France depuis 1961. Elle a été inhumée, le 20 août, au cimetière de Viam (Corrèze).
24, rue Sibuet,
75012 Paris.

— Les membres du service de diabétologie de l'Hôtel-Dieu de Paris ont l'immense tristesse d'annoncer le décès de

Mme le docteur Haydée DENYS,
chercheur de l'INSERM,
animatrice du groupe d'études
sur l'éducation des diabétiques
de l'Hôtel-Dieu.

1, place du Parvis Notre-Dame,
75004 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme François des GEORGES,
née Françoise de PONNAT,

survenu, le 3 septembre 1982 à Rigny-sur-Arroux (Saône-et-Loire), à l'âge de quarante ans.

de la part de :
M. François des Georges,
et ses filles, Axelle et Charlotte,
De la baronne Philippe de Ponnat,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Raymond des Georges,
leurs enfants et petits-enfants.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Rigny-sur-Arroux, le mardi 7 septembre 1982, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Château de la Vesvre,
Rigny-sur-Arroux,
71160 Digoin.

— M. Pierre Justinard,
M. et Mme Pierre Durand-Viel,
M. et Mme Alain Durand-Viel et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Durand-Viel et leur fils,
M. et Mme Marc Durand-Viel et leurs enfants,
M. et Mme Sébastien Sjöholm,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Léopold JUSTINARD,
née
Marie-Charlotte DONAU-PRÉVOST,

leur mère, grand-mère et arrière grand-mère,
survenu, le 17 août 1982, à Pont-sur-Seine (Aube) dans sa quatre-vingt-treizième année.
La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église de Pont-sur-Seine, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille à Givet (Ardennes).
1 bis, rue Vaneau,
75007 Paris.
10, rue Oudinot,
75007 Paris.

— La famille de
Mme PLASSERAUD,
née Gaby MEZERGUE,

a la douleur de faire part du décès de celle-ci, munie des sacrements de l'Eglise, le 1ᵉʳ septembre 1982 à Neuilly (92).
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le vendredi 3 septembre 1982, dans l'intimité familiale à Saint-Cloud (92).
Yves Plasseraud,
60, rue Violet,
75015 Paris.

— Toute sa famille et ses proches, ont la tristesse de faire part de la disparition d'

Annette SZOLLOSI,

survenue, le 24 août, à Roscoff (Finistère).
Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 août.

Remerciements

— Les Mages - Saint-Sulpice-Laurière (Haute-Vienne) - Maisons-Alfort,
Mme René Dumas,
Mme Marie-José Bertin et Marie-Aurélie,
Mlle Rose-Marie Dumas,
Les familles Dumas, Fages, Triolet, Bonnaud,
Parents et alliés,
profondément touchés par les témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. René DUMAS,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leur sincère reconnaissance.

Anniversaires

— Il y a six ans,
Louis CORDIER,
rejoignait dans l'éternelle paix ses compagnons de souffrance et de gloire de l'armée d'Orient.
Pensons à eux et à lui.

ENVIRONNEMENT

Les mines de potasse d'Alsace sont reconnues responsables de la pollution du Rhin

Les rejets des mines de potasse d'Alsace *sont responsables, pour une* part notable (entre 17 et 20 %), de la salinité des terres cultivées par les maraîchers néerlandais dans le secteur de l'embouchure du Rhin.

Telle est la conclusion des experts chargés, en avril 1980, par le tribunal *de Rotterdam de procéder à un examen scientifique* des doléances de trois maraîchers néerlandais. Ceux-ci se plaignent depuis des années (voir *le Monde* du 13 novembre 1979) de l'excessive teneur en sel des eaux du Rhin qui les oblige à s'équiper de coûteuses installations de désalinisation. L'un des principaux responsables de cette situation serait, selon eux, les mines françaises de potasse d'Alsace qui, en effet, rejettent chaque année dans le fleuve l'équivalent de 6 millions de tonnes de sel.

Lassés d'attendre une solution internationale à leur problème les horticulteurs ont porté plainte contre l'entreprise française avec l'appui de la puissante association Reinwater (jeu de mot signifiant à la fois « eau pure » et « eau du Rhin ») et bientôt suivi par les sociétés néerlandaises de distribution d'eau.

Les horticulteurs demandent d'abord que l'on établisse la responsabilité des pollueurs puis que ceux-ci leur versent des dommages et intérêts. Le procès engagé depuis 1974 a déjà donné lieu en 1979 à une expertise dont les conclusions, jugées trop favorables aux intérêts *néerlandais, avait été rejetée par les* mines de potasse d'Alsace. D'où la désignation de trois nouveaux scientifiques internationaux dont l'indépendance ne peut être mise en doute : un Néerlandais, un Belge et un Français, le professeur A. Ruellan, *directeur des laboratoires de* l'école nationale supérieure agronomique de Rennes.

Satisfaction aux Pays-Bas

Comme le rapporte notre correspondant à Amsterdam, René Ter Steege, les conclusions de cette nouvelle expertise sont accueillies avec satisfaction aux Pays-Bas tant par les horticulteurs que par l'Association Reinwater et par les sociétés *de distribution d'eau.*

La pollution salée du Rhin va plus que jamais être une pomme de discorde entre Paris et La Haye. Les Pays-Bas continuent à demander à la France d'appliquer les termes du compromis élaboré à l'automne 1981, lors d'une réunion interministérielle sur la protection du Rhin. La France devrait commencer à injecter une partie des rejets des mines de potasse dans le sous-sol alsacien et construire une saline pour en retenir une autre fraction. Or, à ce jour, malgré des promesses renouvelées, tout paraît encore en attente.

● *Ploërmel : l'eau est à nouveau potable.* — Les quelque vingt mille habitants de la région de Ploërmel (Morbihan), privés d'eau potable depuis le début de la semaine dernière (*le Monde* du 3 septembre), peuvent à nouveau, depuis le samedi 4 septembre, utiliser l'eau du robinet. La pollution (accidentelle) de la rivière l'Yvel, près de la station de pompage de l'étang au Duc qui alimente le réseau de distribution de cette région, a en effet pratiquement disparu. Mais il est recommandé aux habitants de stériliser l'eau (en la faisant bouillir) pour détruire les bactéries qui auraient pu proliférer dans les tuyaux, coupés pendant quatre jours.

CIRCULATION

MOINS D'ACCIDENTS MEURTRIERS DANS LES VILLES

Les accidents de circulation en zones urbaines — à l'exception des petites localités et des campagnes — ont été moins nombreux en 1981 qu'en 1980 et ont également fait moins de morts et de blessés que l'année précédente, sauf pour les accidents de motos qui sont plus meurtriers. L première cause d'accidents est l'inobservation des règles de priorité.

Telles sont les constatations qui découlent de la lecture du « Bilan circulation 1981 » établi par le service central des polices urbaines de la direction de la sécurité publique.

Le nombre des accidents a baissé de 4,84 % et celui des tués de 7,58 %. L'évolution — de même — est encourageante pour les conducteurs de vélos et de cyclomoteurs.

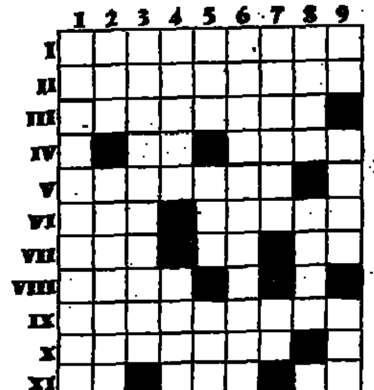
Les départements les plus « noirs » sont l'Aude et les Alpes-de-Haute-Provence, ceux en revanche où les progrès les plus sensibles ont été enregistrés sont la Creuse, les Côtes-du-Nord, la Lozère, le Lot, les départements corses. La ville la moins sûre est Antibes, la plus sûre, Avion (Pas-de-Calais).

D'autre part, le « Journal officiel » du 5 septembre publie un long arrêté de M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui fixe une série de dispositions applicables aux véhicules assurant des transports en commun de personnes (autocar, autobus). Cet arrêté concerne les sièges, la prévention des risques d'incendie, les portes et issues de secours, les systèmes de ralentisseurs, les règles relatives aux visites administratives... Notons que cet arrêté date du 2 juillet, alors que l'accident d'autocars de Beaune (qui avait fait cinquante-trois morts dont quarante-six enfants), a eu lieu le 31 juillet.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3270



HORIZONTALEMENT

I. Pour le Pékinois, elle devrait être d'une forme très particulière. — II. On pourrait leur reprocher leur grande gueule et non leur mauvaise langue. — III. Transportaient le produit de la traite pour faire leur beurre. — IV. On la croise bien souvent. On lui demande seulement d'avoir une tenue correcte. — V. Se sont donc fait avoir grossièrement. — VI. Les grands sentiments n'intéressent guère ses coureurs. N'a donc aucune difficulté à se lever du bon pied. — VII. Ville. Note. Font la loi sur le tapis. — VIII. Se jettent dans l'eau pour le bien-être. — IX. Leurs aînées sont malheureusement moins innocentes. — X. Il est préférable de ne pas tomber dans les griffes d'une telle famille. — XI. Manière d'être. A l'étranger. Tête de série.

VERTICALEMENT

1. N'est pas toujours très discret quand on lui confie une impression (deux mots). — 2. C'est une page marquante. Ont une préférence pour les grandes bringues. — 3. En forme de flèche. — 4. Un papillon que l'on peut chasser. Se place au milieu des larmes. — 5. Est rarement réglementaire lorsqu'on la fait soi-même. Les invitations y sont gracieusement mais souvent intéressées. Se destinait à la musique. — 6. Ne sont pas aptes à passer dans la classe supérieure. — 7. Réalisa une mappemonde au début du millénaire. Mis dans la tasse. — 8. Paré jusqu'à la prochaine coupe. Réagit aux coups de fusil. — 9. Amène la spécialité. Ne portent donc pas la culotte. Est souvent obtenu par la bande.

Solution du problème n° 3269

Horizontalement

I. Indigeste. Epave. — II. Cornet. Ongle. Il. — III. Omis. Nidifier. — IV. Nivelée. En-cas. — V. One-man-show. Toge. — VI. Garibaldi. Mulet. — VII. Et. Nove. Truro. — VIII. Ni. Ara. Ségur. — IX. E.V.Tannages. Ibu. — X. Eventail. Ossue. — XI. Rut. Nullités. — XII. Onirisme. Aires. — XIII. Col. Ni. Turne. QG. — XIV. Hile. Entraîneur. — XV. Ere. Année. Epée.

Verticalement

1. Iconogène (révélateur photographique.) Poche. — 2. Nominative. Noir. — 3. Driver. Vrille. — 4. Inséminateur. — 5. Ge. Laborantin. — 6. Et. En avant ! Sien. — 7. Nesle. Na ! NN. — 8. Toi. Hd. Rainette. — 9. Endroit. Glu. Ure. — 10. Gi. Lara. — 11. Elfe. Mussolini. — 12. Peinture. Sirène. — 13. Ecologiste. Ep. — 14. Virage. Ubuesque. — 15. El. Set. Rues. Gré.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 SEPTEMBRE

« Les massacres de septembre 1792 aux Carmes », 15 heures, 70, rue de Vaugirard, Mme Bouquet des Chaux.

« La sculpture romane », 15 heures, Musée des monuments français, place du Trocadéro, Mlle Garnier-Ahlberg.

« Notre-Dame », 15 heures, portail central, M. Jacomet.

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Hulot (Caisse nationale des monuments historiques).

« De Manet à Matisse », 14 h 30, 13, avenue du Président-Wilson (Approche de l'art).

« Eglise Saint-Sulpice », 15 heures, devant l'église (Arts et Aspects de Paris).

« L'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Hôtel de Ville », 14 H 30, métro Hôtel-de-Ville (Mme Hager).

« De Giotto à Léonard de Vinci », 15 heures, musée du Louvre (P.-Y. Jaslet).

« Hôtels du bourg Saint-Paul », 14 H 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

« Les Invalides », 15 heures, place Vauban (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 H 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel Lauzun », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Mme Romann).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 5 septembre :

UN DÉCRET

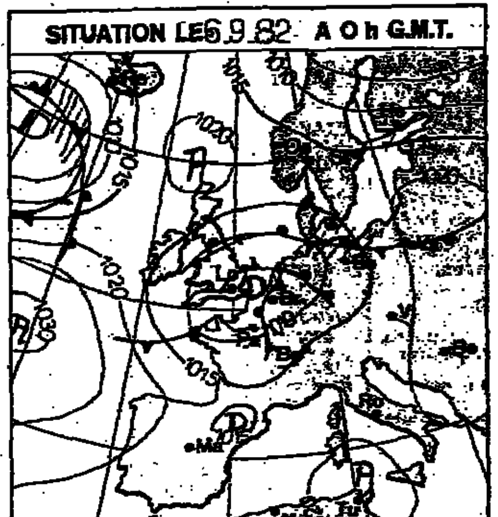
● Portant modification des taux servant au calcul du complément familial.

UNE CIRCULAIRE

● Relative au blocage de prix et de clauses de variation de prix de contrats dans le secteur immobilier (rectificatif).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.9.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7.9.82 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 septembre à 0 heure et le mardi 7 septembre à 24 heures :

L'air instable et frais qui aura envahi la France lundi s'évacuera progressivement vers l'Est, mais l'amélioration ne sera que temporaire puisqu'une nouvelle perturbation abordera les régions de l'Ouest.

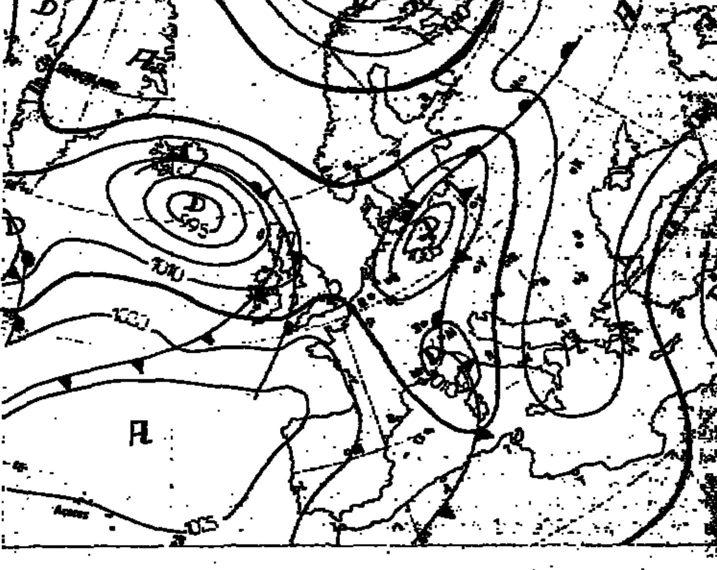
Mardi, en matinée, le temps sera passagèrement nuageux et frais sur toute la France ; les minimums rélevés au lever du jour seront souvent inférieurs à 10 degrés. De fréquentes averses se produiront sur les Pyrénées, la Savoie et la Corse. Dans l'après-midi, une amélioration se développera sur la moitié sud du pays. Quelques averses persisteront en Corse ; par contre, le temps se remettra au beau sur le littoral méditerranéen, avec cependant mistral et tramontane. Sur la moitié nord du pays, les nuages envahiront progressivement le ciel et donneront de petites pluies. Les températures diurnes s'étageront entre 18 et 25 degrés, du nord au sud de la France.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6 septembre) : Ajaccio, 32 et 22 degrés ; Biarritz, 30 et 15 ; Bordeaux, 31 et 14 ; Bourges, 31 et 15 ; Brest, 21 et 11 ; Caen, 28 et 11 ; Cherbourg, 25 et 12 ; Clermont-Ferrand, 30 et 16 ; Dijon, 29 et 16 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 29 et 16 ; Lyon, 28 et 17 ; Marseille-Marignane, 31 et 21 ; Nancy, 30 et 17 ; Nantes, 30 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 20 ; Paris-Le Bourget, 30 et 15 ; Pau, 31 et 17 ; Perpignan, 23 et 16 ; Rennes, 28 et 11 ; Strasbourg, 30 et 19 ; Tours, 30 et 11 ; Toulouse, 28 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 16 degrés ; Amsterdam, 24 et 15 ; Athènes, 24 et 21 ; Berlin, 23 et 15 ; Bonn, 31 et 16 ; Bruxelles, 29 et 12 ; Iles Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 17 et 6 ; Dakar, 30 et 24 ; Djerba, 31 et 21 ; Genève, 28 et 16 ; Jérusalem, 31 et 18 ; Lisbonne, 33 et 16 ; Londres, 25 et 15 ; Luxembourg, 30 et 14 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 16 et 6 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 23 et 11 ; Palma-de-Majorque, 28 et 17 ; Rome, 38 et 20 ; Stockholm, 15 et 8 ; Tozeur, 38 et 23 ; Tunis, 38 et 22.

(Document établi avec le suport technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 7 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



GUIDES ET BROCHURES

Comprendre la justice

Une justice plus libre, plus humaine, plus efficace. Tels sont les objectifs que M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, a définis lorsqu'il est arrivé, il y a un an, à la chancellerie. « *La justice est une réalité méconnue, mal comprise, mal aimée, dont l'image est tronquée et déformée. Il s'agit de l'expliquer au public, de lui en faire comprendre le fonctionnement et les finalités.* » C'est ainsi que Mme Simone Souchi, conseillère technique auprès du garde des sceaux, résume l'importante action entamée depuis plusieurs mois. En plus du matériel d'information mis à la disposition des praticiens, et notamment *le Courrier de la chancellerie* (1), le ministère conçoit, édite, distribue et met en place tout un matériel d'information destiné au grand public.

Ainsi, la parution du *Guide des droits des victimes* est prévue à l'automne 1982, et on pourra se le procurer chez tous les libraires et dans les kiosques des gares. Comment éviter d'être victime ? Comment faire valoir ses droits ? Comment se défendre ? C'est à ces questions que répond notamment ce guide dans un style accessible à tous. En regard de chaque cas décrit, on trouvera le déroulement des démarches à entreprendre ainsi que les explications juridiques qui permettront au lecteur de mieux comprendre le fonctionnement de la justice. Les droits d'auteur de cet ouvrage iront au Comité de probation chargé d'aider à la réinsertion des détenus. « *Ce n'est qu'une modeste contribution face à des besoins immenses, mais nous tenons beaucoup à ce geste symbolique,* précise Mme Simone Souchi, *car un détenu réinséré, c'est autant de victimes en moins.* »

Le ministère réédite également, selon une présentation à la fois plus attrayante et plus complète, les *Fiches pratiques*, que l'on ne trouvait jusqu'à présent que dans les juridictions. La nouvelle équipe a compris la faiblesse de ce système de distribution : lorsque l'on s'adresse à la justice, il est souvent trop tard. Désormais, ces brochures seront donc disponibles dans les mairies, les bureaux de poste, etc.

« *Nous voulons aller vers le public* », dit-on encore Place Vendôme. Comment bénéficier de l'aide judiciaire, comment porter plainte, comment participer activement à la prévention de la délinquance juvénile, comment demander une pension alimentaire... Les thèmes traités sont déjà nombreux, mais certains seront abordés plus largement, telle la série « prévention-réinsertion ».

Le *Guide du justiciable*, en cours d'élaboration, fera connaître dans un langage clair l'institution judiciaire à travers la multiplicité de ses missions. Enfin, le ministère a décidé de jouer son rôle d'information jusque « *sur le terrain* », dans les juridictions en mettant au point un module « justice-accueil » qui sera mis en place dans les tribunaux à partir de l'automne. Le public y trouvera à la fois accueil, orientation et information. On l'a compris, les services de M. Robert Badinter mettent tout en œuvre pour que les Français ne se méfient plus de leur justice, mais apprennent à y voir un recours accessible. L'action est d'autant plus méritoire que, dans ce domaine, presque tout reste encore à faire...

PHILIPPE DUMONT.

(1) *Le Courrier de la chancellerie*, mensuel d'information du ministère de la justice. Abonnement un an : 50 F. Chèques à libeller à l'ordre du Comité de probation, ministère de la justice, 13, place Vendôme, Paris.

FORMATION PERMANENTE

VIVRE DEMAIN. — L'IERFAS (Institut d'études, de recherches, de formation en action sociale) organise, les 6, 7 et 8 octobre prochain, les VIIes Journées nationales d'études et de réflexions multidisciplinaires sur le thème : « Dans la continuité de la vie — Un nouveau regard sur le monde — Comprendre aujourd'hui pour mieux vivre demain ».

Ces journées s'adressent aux responsables d'administrations et d'organismes sociaux, aux travailleurs sociaux, au personnel de santé, aux animateurs de maisons de retraite, de logements-foyers, etc.

★ Renseignements : IERFAS, 52, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 222-80-15.

Le Monde

ÉCONOMIE

LA SORTIE DU BLOCAGE DES SALAIRES ET DES PRIX

Trois Français sur quatre s'attendent à une flambée des prix fin octobre, à l'issue du blocage des prix et des revenus selon un sondage B.V.A.-Actualité. M. Jacques Delors assure au contraire que les prix n'augmenteront pas anormalement en fin d'année.

Pour éviter tout emballement des prix qui compromettrait rapidement le succès du plan de lutte contre l'inflation qu'il a associé à la seconde dévaluation du franc, le ministre de l'économie va négocier des accords de sortie de blocage avec les industriels, les commerçants et les prestataires de services.

La stratégie de M. Delors est de sortir progressivement du régime actuel pour étaler les hausses dans le temps et empêcher les rattrapages inflationnistes. Le ministre veut favoriser les secteurs soumis à la concurrence internationale et de façon plus précise l'industrie par rapport au commerce et aux services. La première pourrait retrouver une totale liberté de manœuvre au printemps prochain.

Les tarifs publics ne devront pas augmenter de plus de 8 % en 1983, à l'exception d'E.D.F., qui devrait rapidement bénéficier d'un régime particulier lui permettant de relever plus fréquemment et plus progressivement ses prix.

Les craintes de l'opinion publique, en ce qui concerne le renchérissement du coût de la vie, contribuent à obscurcir les perspectives sur la sortie progressive du blocage des salaires.

Cette semaine pourraient se prendre les premiers rendez-vous entre les partenaires sociaux pour négocier dans les branches mais aussi dans les entreprises la sortie du blocage des salaires.

Tous les syndicats s'opposent à l'idée d'une baisse de pouvoir d'achat pour les salariés, bien que tout le monde soit bien convaincu que cette baisse interviendra pour 1982. La C.G.T. demande le maintien du pouvoir d'achat des salariés couverts par les statuts et les conventions collectives. Cette position est également celle de F.O., qui insiste particulièrement sur le retour à une liberté complète de négociations. Tandis que la C.G.C. s'oppose à toute amputation du pouvoir d'achat de l'encadrement et que la C.F.T.C. relance l'idée d'un « salaire binôme », la C.F.D.T. revendique des « augmentations des salaires différenciées », le rattrapage de pouvoir d'achat étant progressif sur la fin 1982 et pour 1983 pour les salaires supérieurs à 6 800 francs. Indéniablement, c'est la fonction publique qui, avant la fin septembre, devrait constituer le test quant à la sortie du blocage des salaires.

LES NÉGOCIATIONS SALARIALES

La baisse du pouvoir d'achat paraît inévitable

CHANCEUX travailleurs de Talbot ! Ils sont aujourd'hui parmi les rares salariés qui savent ce qu'ils vont obtenir au 1er novembre lors de la sortie du blocage des salaires.

Conformément aux recommandations de M. Dupeyroux qui avaient mis fin au conflit de Poissy en juin, une prime de 400 francs, pour le lancement de la Samba, leur est déjà acquise à cette date ainsi qu'une augmentation minimale de 200 francs. Ailleurs, partout ailleurs dans les entreprises comme dans les états-majors syndicaux et patronaux, on s'interroge encore, parfois avec inquiétude, sur les conditions de sortie du blocage.

Dans les entreprises du secteur public et nationalisé, on attend les « *instructions* », *ou plutôt* les recommandations, du gouvernement. Mais dans le secteur privé l'attentisme domine également, M. Chotard, premier vice-président du C.N.P.F., n'envisageant de réunir les fédérations patronales que d'ici quelques jours. Après que M. Mauroy aura dévoilé ses intentions...

En dépit de ces incertitudes, tout le monde est d'accord sur un point : il faut réussir la sortie du blocage des salaires. Mais comment ? Pour M. Jean Auroux, ministre du travail, dont un des projets de loi, encore en discussion au Parlement, veut imposer aux entreprises l'obligation annuelle de négocier les salaires, cette sortie doit être une occasion de relancer la négociation collective. D'abord en la généralisant, ce qui est un objectif ambitieux puisque cinq millions de salariés du secteur privé ne bénéficient encore d'aucune convention salariale. Ensuite en en modifiant sensiblement les règles et usages.

Anarchie

Dans le schéma de sortie du blocage préconisé par M. Auroux, une habitude syndicale et une pratique patronale sont appelées à une extinction progressive. Les syndicats sont invités à satisfaire une ancienne exigence patronale, à savoir l'abandon de l'indexation automatique et *a posteriori* des salaires sur les prix. En l'occurrence il s'agit simplement pour les partenaires sociaux de respecter la législation puisque la loi de finances du 30 décembre 1958, modifiée par l'ordonnance du 4 février 1959, a interdit formellement de telles indexations, sauf si elles sont fondées sur « *les prix des biens, produits ou services ayant une relation directe avec l'objet de la convention ou l'activité de l'une des parties* ». Or, dans la pratique, un certain nombre de branches concluent des conventions salariales « enchaînant » les hausses des salaires à celles des prix. L'accueil syndical à cette orientation ne révèle pour l'heure qu'une opposition mesurée comme si le montant de l'augmentation salariale comptait seul, le mode de détermination relevant davantage de l'accessoire.

Le patronat ne fait pas preuve d'une opposition aussi retenue *face à une autre recommandation* de M. Auroux, celle de négocier dans les accords collectifs de branches les augmentations salariales en valeur absolue non plus sur les salaires minima, mais sur les salaires réels. Ce serait un changement considérable tant il est vrai que dans l'entreprise, comme le note le professeur Lyon-Caen (1), « *la souveraineté de l'employeur est jalousement préservée* ». Le chef d'entreprise entend garder la maîtrise de la détermination des salaires réels et non se voir imposer leur évolution par une branche. « *Ce serait un tollé général !* », s'exclame un responsable patronal de la métallurgie, tandis qu'au C.N.P.F. on explique qu'une telle méthode aurait le vice majeur de mettre sur le même plan entreprises prospères et entreprises en difficulté.

Dans l'anarchie salariale qui caractérise notre pays, les écarts entre les « mini » et les réels, faibles dans certaines branches comme l'habillement, sont souvent importants. Plus on progresse dans la hiérarchie, plus on « *monte de coefficient* », plus la fourchette est large. Dans la chaussure, par exemple, la ressource minimale garantie du coefficient 133 était, au 1er février 1982, de 18,36 francs l'heure. Or l'enquête sur les taux de salaire horaire réalisée par le ministère du travail montre qu'au 1er avril la moyenne du salaire horaire était à ce niveau de 19,37 francs, le SMIC se situant alors à 18,62 francs. On comprend ainsi que l'incidence n'est pas la même selon qu'une augmentation salariale en pourcentage est répercutée sur le mini ou sur le réel... Dans la métallurgie parisienne, où l'écart s'était sensiblement creusé entre 1974 et 1979, des négociations avec les syndicats ont permis récemment un rattrapage progressif.

Mais telle n'est pas la situation générale. Or le patronat peut refuser de suivre la voie préconisée par le ministre du travail en se retranchant tout simplement derrière l'article L 133.3 du code du travail, qui n'impose aux conventions collectives nationales que la fixation d'un « *salaire minimum national professionnel* ». Les salaires « *effectifs* » ne relèvent que des conventions d'entreprise...

Quoi qu'il en soit les partenaires sociaux devront aller vite, M. Auroux, qui a noué des contacts avec quarante branches, étant fermement décidé à convoquer des commissions mixtes fin septembre partout où les négociations n'auront pas été engagées. D'ores et déjà, l'inspection du travail est invitée non seulement à contrôler strictement l'application du blocage mais encore à informer employeurs et salariés sur la portée du dispositif. A l'Union patronale des industries textiles on a choisi d'attendre la convocation de cette commission mixte pour négocier avec les syndicats... Une des principales difficultés de la négociation réside dans le fait que les hausses de salaires perdues du fait du blocage ne devront pas être rattrapées.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 18.)

(1) Gérard Lyon-Caen : *le Salaire*, collection « Droit du travail », Dalloz.

LES PRIMES VERSÉES AUX FONCTIONNAIRES

Innombrables, disparates... intouchables

LE premier ministre l'a encore affirmé le 9 juillet dernier devant les fédérations de fonctionnaires : le gouvernement veut resserrer l'éventail des salaires dans la fonction publique. Mais il pourra difficilement réduire les inégalités existantes sans faire toute la clarté sur les rémunérations annexes des fonctionnaires. Les primes et indemnités versées en sus du salaire de base représentent en effet une somme importante : plus de 11,2 milliards de francs en 1981 qui, s'ajoutant à une masse salariale de 105,9 milliards de francs, accroissent considérablement les disparités de traitement.

M. Anicet le Pors, ministre de la fonction publique, est bien décidé à parvenir à cette transparence. Depuis novembre 1981 il travaille avec le ministère de l'économie et des finances et avec celui du budget pour tenter de lever le secret qui entoure les rémunérations annexes des fonctionnaires.

Innombrables, variées, disparates, ces rémunérations annexes sont considérées par la plupart de ceux qui en bénéficient comme des avantages intouchables.

Constituent-elles vraiment un maquis impénétrable ou peut-on y mettre de l'ordre ?

En 1980, un directeur général au ministère des P.T.T. touchait la somme de 17 563,41 francs par mois. Du moins selon la grille indiciaire. Sa rémunération moyenne était en fait de 26 006,91 francs, gonflée par 8 443,50 francs de primes, distribuées « sans publicité ». A l'autre bout de l'échelle, un préposé débutant gagnait, toujours selon la grille, 2 744,25 francs. Il touchait en fait 3 208,83 francs grâce à ses 464,58 francs de primes.

Etrange, ce système des salaires dans la fonction publique. D'un côté une grille indiciaire publique, transparente, logique. Elle garantit à tous les fonctionnaires des rémunérations proportionnelles à leur grade et à leur ancienneté avec un écart de 1 à 7 entre le salaire le plus bas (3 521 francs brut en 1982) et le salaire le plus élevé (24 800 francs brut mensuels). De l'autre l'univers flou des « rémunérations annexes » distribuées secrètement aux serviteurs de l'Etat en sus de leur *salaire* de base et très inégalement réparties.

Ces rémunérations annexes ont au moins un mérite, celui d'être légales. *Prévues* dans les statuts de la fonction publique, elles ont pour but de corriger la rigidité de la grille qui a l'avantage d'unifier la fonction publique, mais l'inconvénient de ne pouvoir s'adapter à l'extrême diversité des emplois : même à grade égal, un enseignant n'a pas les mêmes horaires, les mêmes responsabilités, les mêmes obligations qu'un comptable public ou qu'un policier par exemple. C'est pour tenir compte de ces différences que les primes et indemnités ont été instituées. L'article 22 du statut général de la fonction publique est clair : « *Peuvent s'ajouter au traitement de base des indemnités représentatives de frais, des indemnités rétribuant des travaux supplémentaires effectifs, des indemnités justifiées par des sujétions ou des risques inhérents à l'emploi, des indemnités tenant compte de la manière de servir et, éventuellement, des indemnités différentielles.* » Le cumul des rémunérations annexes, précise par ailleurs un décret du 11 juillet 1955, ne peut dépasser le montant du salaire de base.

FRANÇOISE FRESSOZ.

(Lire la suite page 18.)

RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DU COUT DE LA VIE

L'expérience du passé

LE contrôle des prix, qui trouve sa forme extrême dans le blocage, a été le régime quasi habituel de l'économie française jusqu'en 1978, époque où MM. Barre et Monory ont supprimé toutes les entraves apportées à la liberté des chefs d'entreprise.

L'efficacité du blocage a souvent été mise en doute, et d'abord, qui s'en étonnerait, par le patronat. En fait, pour porter un jugement équilibré sur ce type de politique économique, il faut distinguer ses effets à très court terme de ses effets à plus long terme. Généralement, un blocage des prix ralentit les hausses dans les semaines et les premiers mois qui suivent la décision. On le voit, malgré la brièveté de l'opération, qui ne dure que cinq semaines, lors du blocage d'août 1969 qui suit la dévaluation du franc. Les prix augmentent de 0,2 % seulement pendant ce mois. On le voit de nouveau — mais dans un contexte incomparablement plus inflationniste — avec le blocage décidé par M. Barre à l'automne 1976. Cette fois, les effets de la mesure sont plus lents à venir et n'apparaissent nettement qu'en décembre (+ 0,3 %) et janvier 1977 (+ 0,3 %). Encore au début de 1977 l'indice des prix est-il influencé par la baisse du taux normal de la T.V.A. (17,60 % au lieu de 20 %) décidée par le premier ministre d'alors. Nouvelle taxation — partielle celle-là — en novembre 1977 qui produira deux bons indices : + 0,4 % en novembre, + 0,3 % en décembre. Le blocage Delors de juin 1982, accompagné par une baisse de la T.V.A., produit presque immédiatement ses effets (+ 0,3 % en juillet).

A plus long terme, les effets du blocage sont extrêmement douteux, le problème étant de savoir si les industriels, les commerçants et les prestataires de services rattrapent intégralement les retards pris, ou si un certain acquis subsiste dans la lutte contre la hausse des prix. La question reste posée. Elle n'a jamais, à notre connaissance, reçu de réponse solide.

Toujours est-il que la hausse des prix repart quelques mois seulement après les opérations de blocage : 0,5 % et 0,6 % en septembre et octobre 1969 (ce qui à l'époque était beaucoup, les prix augmentant alors de 5 % à 6 % l'an) ; + 0,7 %, + 0,9 %, + 1,3 % en février, mars, avril 1977 ; + 0,7 %, + 0,9 %, + 1,1 % en février, mars, avril 1978.

Il sera important d'observer, dans l'expérience actuellement menée par MM. Mauroy et Delors, si le blocage des prix va permettre un enrichissement de mécanismes vertueux de désinflation (prix, salaires, marges, tarifs, honoraires) ou si, au contraire, les retards pris sur les coûts de revient réels n'aggraveront pas une inflation artificiellement contenue, en matière de tarifs publics notamment.

Le blocage complique certainement la gestion des entreprises qu'il conduit à tourner la réglementation par des manœuvres qui ne correspondent pas forcément à l'optimum économique. Il en va ainsi pour les produits faussement nouveaux ou les produits faussement importés. Dans le blocage actuel, les prix des produits importés en l'état peuvent augmenter (arrêté du 14 juin), seules les marges des commerçants étant bloquées en valeur absolue. Ainsi s'est-on aperçu que certains blue-jeans d'une maison belge, par exemple, fabriqués en France, repassaient en Belgique pour être finalement artificiellement réimportés en France. D'une certaine façon, la réglementation actuelle incite à des circuits artificiels. Elle peut aussi inciter à l'achat de produits étrangers : les coopératives qui achètent actuellement des engrais, dont les prix ont augmenté par rapport à leur niveau de septembre 1981, ne peuvent répercuter ces hausses s'il s'agit de produits français. Elles le peuvent, en revanche, s'il s'agit de produits étrangers.

De même, un blocage, s'il se veut absolu, doit être rapidement assoupli, comme cela est actuellement le cas pour tenir compte de réalités complexes. Les règles les plus simples se compliquent ainsi inévitablement. On peut prendre comme exemple l'arrêté du 9 juillet qui prévoit qu'un industriel ou un commerçant, ayant augmenté ses prix avant le 12 juin sur plus de la moitié de son chiffre d'affaires, peut étendre cette hausse à l'ensemble de sa clientèle et cela malgré le blocage.

A partir du moment où un bon nombre d'industriels et de commerçants peuvent légalement — ou en jouant sur les textes — échapper au blocage, celui-ci perd de son efficacité. Plus grave, ils créent des distorsions qui portent préjudice aux entreprises toujours soumises au blocage et incapables d'y échapper.

D'une façon générale, une économie moderne — donc complexe — ne peut vivre longtemps dans un système artificiel de prix qui dissimule les coûts réels. L'expérience des pays de l'Est a amplement montré les graves inconvénients d'un système dans lequel le marché n'envoie plus ses signaux à travers les prix.

ALAIN VERNHOLES.

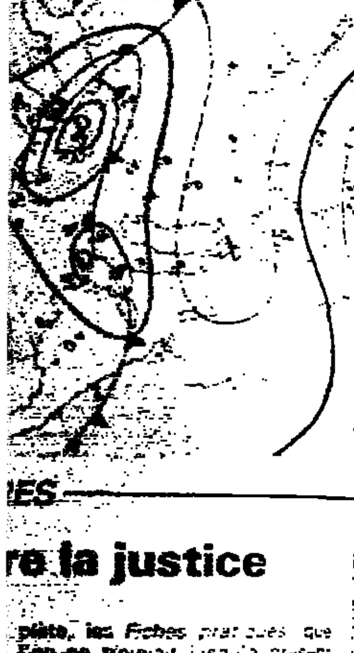
Haro sur l'indexation

UNE des dispositions qui pourraient se révéler les plus importantes du budget 1983, de par les implications de politique sociale qu'elle comporte, est peut-être l'indexation du plafond du quotient familial, qui passe de 7 500 F à 8 450 F. Paradoxalement, il s'agit d'une décision propre à favoriser l'assaut que le gouvernement entend mener contre l'indexation. En la prenant, le gouvernement a tranché un débat qui n'avait pas encore trouvé de solution claire parmi les socialistes. Convient-il d'allouer uniformément les aides sociales à tous les ayants droit, quitte à reprendre une partie des avantages ainsi distribués par l'impôt sur le revenu ? Telle est depuis longtemps la position d'une fraction des membres du parti, ainsi que celle de la C.F.D.T. et de l'UNAF en ce qui concerne plus particulièrement le problème de l'aide à la famille. Selon les partisans de cette solution, la justice sociale consisterait à ce que, par exemple, les ménages réintroduisent dans leur revenu imposable les allocations familiales, dont une partie serait ainsi rétrocédée au Trésor par le biais de la surtaxe progressive.

A ce schéma s'oppose un autre dont se réclament d'autres membres du P.S. et selon lequel les aides doivent être distribuées en fonction des ressources dont *disposent les ménages*.

En augmentant pour 1983 le plafond du quotient familial, le gouvernement a marqué son refus d'aller plus loin dans la voie d'une reprise par l'impôt des avantages alloués aux familles. Ce principe étant acquis, il en résulte logiquement un certain nombre de conséquences en ce qui concerne la réforme de la sécurité sociale en cours de préparation dans les services de M. Pierre Bérégovoy, et sans doute aussi dans la réforme de l'UNEDIC, qui incombe normalement aux partenaires sociaux.

L'idée serait que, aussi bien en ce qui concerne les allocations chômage que les différentes prestations sociales, et notamment les retraites, les différents régimes se montrent plus sélectifs en subordonnant à des conditions de ressources supplémentaires le service des différentes allocations. Mais le gouvernement entend aller plus loin. Il va envoyer aux partenaires sociaux, qui négocient la réforme de l'UNEDIC, une lettre pour leur indiquer dans quelle voie il souhaiterait que s'engagent les négociateurs. Il s'agirait de desserrer l'étau de l'indexation, dont l'effet est particulièrement net dans ce domaine puisque l'indemnité minimale de chômage est indexée sur le SMIC, qui progresse plus vite que la moyenne des salaires. Jusqu'à quel point cette indexation sera-t-elle remise en cause ? C'est une des questions importantes qui vont se poser. C'est encore à l'indexation qu'en veut le gouvernement en ce qui concerne le régime des retraites. Et cela d'autant plus que le système joue avec un an ou même dix-huit mois de retard, si bien que les retraites qui vont être versées au trimestre prochain seront revalorisées en fonction de la hausse des salaires intervenue fin 1980 et début 1981. A cette époque, les rémunérations salariales progressaient encore au *rythme de 15 à 16 % par an*, alors que l'objectif fixé par le gouvernement est de limiter en 1983 à 8 % les majorations de salaire. Dans quelle mesure l'indexation sera-t-elle remise en cause dans ce domaine ? Voilà une deuxième question qui devra trouver prochainement une *réponse*. — P. F.



Les négociations salariales dans les secteurs public et privé

(Suite de la page 17.)

Or M. Bergeron a évalué dans certains secteurs du privé et du public des pertes de pouvoir d'achat qui, au 1er novembre par rapport au début de l'année, oscilleront entre 5 % et 10 %. Rudes batailles en perspective, là où les dernières augmentations salariales sont très anciennes !

Le carcan n'est cependant pas aussi serré qu'on aurait pu le croire. Les salariés, peu nombreux, qui ont la chance d'être couverts par un accord salarial pour 1982, pourraient s'y retrouver mieux que les autres. Tout en jugeant « *néfaste* » le recours systématique à une telle possibilité, M. Auroux a ainsi reconnu, dans sa lettre d'information, que la loi « *n'interdit pas d'appliquer, à compter du 1er novembre, les augmentations dont la date d'effet était prévue pendant la période de blocage* ».

Une brèche dans le dispositif

Voilà une brèche du dispositif dans laquelle risquent de s'engouffrer les agents d'E.G.F. (augmentation programmée de 3,25 % au 1er juillet), de la S.N.C.F. (2,5 % au 1er septembre), d'Air France (hausse initialement prévue au 1er septembre) et les fonctionnaires (3 % au 1er juillet, 2,5 % au 1er septembre), d'autant que la plupart de ces accords étaient basés sur une hypothèse de hausse des prix de 10 % pour 1982. En février, Renault avait proposé 11 % pour l'année mais... les syndicats ont refusé.

Pour contourner cet écueil, le gouvernement préconise la conclusion d'accords salariaux sur les quatorze mois suivant la sortie du blocage, donc jusqu'à la fin 1983, une hypothèse d'inflation de 18 % pour 1982-1983 servant de base de référence. Cela risque de poser problème à quelques entreprises du secteur public et nationalisé comme les Charbonnages de France, où la direction semble désireuse de ne négocier un nouveau contrat que pour 1983...

En juillet, syndicats et direction auraient dû, dans le cadre de la reconduction pour 1982 de l'accord social 1980, prévoir les augmentations salariales, qui ont l'originalité d'être basées sur les prix mais aussi sur l'accroissement du P.I.B. marchand en volume et sur l'amélioration de la productivité, jusqu'à la fin de l'année. Le blocage a empêché une telle programmation. Mais la direction semble désireuse de ne négocier un nouveau contrat que pour les douze mois de 1983...

Quelle que soit la durée du contrat, M. Mauroy entend que les partenaires sociaux négocient sur un objectif strict de maintien du niveau du pouvoir d'achat moyen jusqu'à la fin de 1983. De fait, aucun dirigeant syndical ne croit vraiment à la possibilité de préserver le pouvoir d'achat pour cette année. Toute l'ingéniosité des négociateurs consistera donc à mettre en place des garde-fous. En premier lieu, il pourra s'agir de négocier des « clauses de sauvegarde » garantissant le pouvoir d'achat des salariés fin 1983 pour le cas où les 18 % d'inflation seraient dépassés. M. Auroux lui-même reconnaît que les hausses par « *étapes prédéterminées* », anticipant une décélération de l'inflation conformément au « système Delors », devront être « *suivies d'un ajustement en fin de période* ». Cette formule est donc envisageable dans la fonction publique et dans le secteur public et nationalisé. En second lieu, le combat syndical sera mené pour garantir dès 1982 le pouvoir d'achat des bas salaires. Le gouvernement admet aussi que leur pouvoir d'achat doit être revalorisé avant la fin de 1983. Pour ces bas salaires, la C.F.D.T. a fixé la barre à 4 100 F — ce qui toucherait, selon elle, 4 219 700 salariés — le chef du gouvernement à 4 500 F dans la fonction publique. Que se passera-t-il dans les branches ?

Face à une C.G.T. qui réclame le SMIC à 3 600 F tout de suite, l'Etat favorisera-t-il ailleurs que dans la fonction publique l'augmentation du pouvoir d'achat des bas salaires ? Un coup de pouce pour le SMIC au 1er décembre est vraisemblable — certains responsables patronaux s'y attendent même pour le 1er novembre, — mais il y a peu de chances que le gouvernement tienne l'engagement d'une hausse en pouvoir d'achat du salaire minimum de 4 % pour 1982. Il pourra toujours expliquer que cette promesse était fondée sur une hypothèse de croissance de 3,3 % qui ne s'est pas vérifiée. Tant s'en faut. Mais, quoiqu'il en soit, les entreprises devront faire preuve d'imagination.

Il leur faudra, en effet, éviter que la répercussion du SMIC n'écrase trop les hiérarchies — préoccupation que semblent avoir tous les syndicats, — d'où le retour en force de l'idée du « *salaire binôme* » (2) et la suggestion de la C.F.T.C. de répercuter la hausse du SMIC en valeur absolue. Par ailleurs, un objectif de maintien du pouvoir d'achat moyen laisse peu de marge de manœuvre. Si les bas salaires sont favorisés, ce sont inéluctablement les hautes rémunérations qui devront « payer ». Voilà qui risque d'inquiéter des entreprises comme Thomson-C.S.F., laquelle a un besoin pressant de recruter des ingénieurs. Tâche difficile si les salaires proposés sont revus à la baisse... Nombre d'employeurs craignent un phénomène de « *démotivation* » de l'encadrement.

Toute cette mécanique salariale nouvelle sera indéniablement difficile à mettre en œuvre. L'idée de M. Delors, reprise par M. Auroux, de négocier dans les entreprises des « *contrats sociaux de compétitivité* », liant salaires, durée du travail, productivité, emploi, ne fera sans doute son chemin que lentement, certaines firmes, même dans le secteur nouvellement nationalisé, devant d'abord renouer avec une pratique contractuelle longtemps délaissée (3). Le gouvernement envisagerait deux formules : un contrat de compétitivité d'entreprise sur les salaires, une augmentation générale étant garantie sur quatorze mois avec des possibilités d'augmentations supplémentaires mais conditionnelles liées à la productivité et à la production ; un contrat compétitivité d'établissement sur une réduction de la durée du travail, plus forte qu'au rythme national, financée par une limitation des hausses de salaires et par les gains de productivité. Une piste, parmi d'autres, à explorer, pour une bonne sortie...

MICHEL NOBLECOURT.

(2) Lorsqu'on raisonne en terme de « *salaire binôme* », la rémunération évolue en fonction de divers éléments, une majoration forfaitaire et une majoration proportionnelle.

(3) Le « modèle » souvent invoqué par les pouvoirs publics est l'accord signé le 20 janvier 1982 par B.S.N.-Emballage sur la création d'une cinquième équipe et la semaine de 33 h 36 pour les postés. L'accord prévoyait que le salaire de base ne serait maintenu qu'en cas de gains de productivité. Des accords d'établissement fixaient des objectifs d'un gain de 7 % de productivité, l'emploi n'étant pas accru mais des suppressions de postes étant évitées.

LE BLOCAGE DES SALAIRES

Fonctionnaires : des primes innombrables

(Suite de la page 17.)

Les textes sont donc clairs. Mais la réalité l'est beaucoup moins. Car les rémunérations annexes, protégées par le secret qui les entoure, se sont multipliées à tel point que nul n'est capable aujourd'hui de les recenser toutes. Elles portent des noms divers : primes, allocations, indemnités, honoraires. Les unes sont d'application générale (indemnité de résidence, supplément familial), les autres ne s'adressent qu'à des catégories précises ou à des emplois déterminés. Certaines sont imposables, d'autres non (lorsqu'elles sont représentatives de frais ou supposées l'être). Les unes sont fixes, les autres proportionnelles au salaire. Certaines dépendent aussi du montant des travaux effectués (c'est le cas des honoraires versés aux ingénieurs et techniciens des travaux publics et du génie rural) ou du montant des produits financiers écoulés, comme les emprunts ou les bons du Trésor (c'est le cas des primes versées aux comptables publics). Les unes sont distribuées chaque année, les autres chaque mois ou chaque trimestre.

En évaluer l'importance apparaît tout aussi difficile. Selon l'INSEE, elles atteignaient 10,6 % de la masse salariale de la fonction publique, soit 11,2 milliards de francs en 1981. Selon la commission des lois de l'Assemblée nationale, elles atteignaient la même année 12 % de la masse salariale. Mais ce chiffre semble nettement sous-évalué car il ne tient compte que des primes et indemnités votées par le Parlement. Or il existe d'autres sources de financement qui échappent en partie ou totalement à son contrôle : les « fonds de concours » (1) par exemple, qui permettent, notamment au ministère des finances, de tripler le montant des primes que lui accorde le Parlement, ou les « fonds communs » (2), qui alimentent les caisses de certains ministères.

Une répartition inégale

Il existe encore d'autres moyens d'augmenter les rémunérations des fonctionnaires sans l'accord du Parlement. En 1980, la Cour des comptes, dans son rapport annuel constatait « *qu'une partie importante des subventions versées à l'Association française d'action touristique* (AFAT), *pour son fonctionnement, était en fait utilisée à couvrir les dépenses du cabinet et des services du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs* » et servait notamment « *à distribuer des rémunérations occultes à de proches collaborateurs* ». Compte tenu des ressources parallèles dont bénéficient certains ministères, le chiffre de 12 % apparaît donc nettement insuffisant. Certains pensent qu'il se situerait plutôt aux alentours de 20 %, mais cette évaluation est tout à fait invérifiable.

Devenues considérables, les primes et indemnités sont, en outre, très inégalement réparties. Elles varient d'un ministère à l'autre : aux finances, administration de loin la mieux pourvue, elles auraient représentées en moyenne 34 % du salaire de base des fonctionnaires en 1978 alors qu'à l'éducation nationale, elles n'atteignaient que 5,3 % de la rémunération principale. Concrètement, cela veut dire qu'à grade égal, il est beaucoup plus avantageux de travailler dans les ministères riches (finances mais aussi P.T.T., industrie, urbanisme et logement, agriculture, défense, intérieur) que dans les ministères pauvres (éducation nationale, santé, travail). En 1979, cinq cents hauts fonctionnaires des finances touchaient, selon une enquête de la C.F.D.T., une prime annuelle supérieure à 60 000 francs. Ils n'étaient que dix à l'éducation nationale, administration dont les effectifs sont pourtant cinq fois plus nombreux.

Une grille faussée

A l'intérieur d'un même ministère, les disparités sont également importantes. Les primes varient d'une direction à l'autre : aux finances, elles oscillaient en 1978 entre 55 % du traitement de base pour les fonctionnaires de l'administration centrale et 12 % pour ceux de la direction générale de la concurrence et des prix, la moins bien lotie de toutes les directions. Elles varient également d'un corps de fonctionnaires à l'autre : au ministère de l'urbanisme et du logement, par exemple, les ingénieurs des Ponts et Chaussées touchent en moyenne, grâce aux « fonds communs », des primes annuelles représentant sept à huit mois de salaires tandis que les urbanistes d'Etat reçoivent sous forme de primes l'équivalent de trois à quatre mois de salaires seulement.

Enfin et surtout, les primes varient d'une catégorie hiérarchique à l'autre : au ministère de l'agriculture, par exemple, un agent de service (catégorie C) touchait en 1981, pour l'ensemble de l'année, 4 071 francs de prime de rendement et d'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires tandis qu'un administrateur hors classe (catégorie A) recevait, au même titre, 44 967 francs. Dans quelque ministère que ce soit, les primes s'accroissent. Selon l'INSEE, les rémunérations annuelles des personnels de direction étaient en 1981 vingt-trois fois supérieures en moyenne à celles des employés du bas de l'échelle, à mesure que le salaire s'élève.

Prévues à l'origine pour corriger la grille indiciaire, les rémunérations annexes ont, en fait, pour résultat de la fausser complètement. S'ajoutant les unes aux autres, elles se sont en effet transformées en compléments permanents de salaires, consacrant de façon définitive les inégalités entre corps de fonctionnaires.

Trois raisons au moins expliquent cette évolution. Le poids du passé d'abord. Certaines primes sont la survivance de situations très anciennes : ainsi les comptables publics sont intéressés au montant des opérations qu'ils effectuent et touchent notamment une commission sur les impôts qu'ils collectent. « Ce *mode de rémunération*, notait en 1975 la commission des lois de l'Assemblée nationale, *est plus une survivance de l'ancien système d'affermage des impôts que l'expression des principes modernes qui régissent les finances publiques.* »

Le maintien de telles situations s'explique sans doute par la difficulté de remettre en cause les avantages acquis. Même lorsque l'Etat tente de mettre de l'ordre dans les rémunérations de ses agents, comme ce fut le cas en 1948, il n'en vient pas à bout. Seconde raison : les nécessités économiques. Le système des rémunérations dans la fonction publique ne pouvait se fonder sur les seuls critères du niveau de diplôme et de l'ancienneté. Pour attirer les compétences vers certains postes, pour éviter la fuite des agents formés par l'Etat vers le secteur privé, il fallait valoriser certains emplois. Les primes et indemnités ont joué ce rôle. Mais, si elles permettent d'assurer des revenus confortables à certaines hautes fonctions administratives ou techniques, elles ne réduisent pas globalement l'écart entre les rémunérations du secteur privé et celles du secteur public qui, selon une enquête de l'INSEE, se creuse à partir du niveau cadre supérieur : en 1981, un cadre supérieur gagnait en moyenne 8 991 francs (3) par mois dans le secteur public et 14 225 francs dans le secteur privé et semi-public.

Lever le secret ?

Troisième raison enfin, d'ordre plus politique. Les primes ont souvent permis à l'Etat de satisfaire discrètement les revendications catégorielles des fonctionnaires sans remettre en cause l'ensemble de la grille de la fonction publique. Ce fut aussi un moyen de mettre un terme à des grèves difficiles.

Si ce système offre de nombreux avantages à l'Etat-patron, il présente en revanche de sérieux inconvénients pour les fonctionnaires. Les primes et indemnités n'entrent pas dans le calcul de leur retraite et sont supprimées en période de congés maladie, maternité ou accident du travail. C'est là la critique essentielle, mais les syndicats et le Parlement dénoncent aussi les bouleversements que les primes et indemnités font subir à la grille indiciaire, les injustices qu'elles font naître et l'arbitraire qui préside à leur attribution. « *Les primes*, constatait en 1975, M. Bouvard, rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, *sont attribuées à la discrétion du chef de service sans que ni les intéressés ni les représentants syndicaux ne puissent connaître ni le montant de l'indemnité ni les critiques qui ont présidé à son attribution.* »

En dépit de toutes ces critiques, l'édifice pourtant se maintient ; du bas en haut de l'échelle, les fonctionnaires se cramponnent à leurs primes, qu'elles soient dérisoires ou considérables, par crainte qu'un jour elles ne puissent être remises en cause. Les syndicats eux-mêmes admettent qu'ils ont du mal à obtenir de leurs adhérents qu'ils lèvent le secret sur cette partie délicate de leur feuille de paie.

Dans ces conditions, l'œuvre de réforme entreprise par le gouvernement apparaît bien difficile. A court terme, M. Anicet le Pors, ministre de la fonction publique, souhaite réduire le plafond du total des rémunérations annexes à 50 % du salaire de base. Cette mesure, si elle s'applique, toucherait quinze mille hauts fonctionnaires. Mais, pour qu'elle soit réellement efficace, il faudrait que le gouvernement soumette à l'impôt toutes les primes. Il pourrait ainsi vérifier que la règle du cumul est bien respectée, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement.

Injustices et arbitraire

A plus long terme, M. Le Pors voudrait obtenir la levée du secret qui entoure les rémunérations réelles des fonctionnaires et parvenir à une connaissance précise de leurs primes et indemnités. Cette étape indispensable permettrait ensuite de réformer le système.

Pour mener à bien cette tâche, il s'est associé avec le ministère de l'économie et des finances et celui du budget, qui détiennent toutes les informations chiffrées. Optimiste, il déclarait le 15 juin dernier aux sénateurs : « *Je suis pour ma part convaincu que les dernières difficultés d'accès aux informations seront prochainement levées. Je m'emploie personnellement à accélérer le processus afin d'être en mesure d'éclairer le Parlement, ainsi que je m'y étais engagé, lors de la prochaine session budgétaire.* » Mais, au ministère de l'économie et des finances, on est beaucoup plus prudent. « *Apporter une lumière crue sur les rémunérations annexes, c'est risquer l'explosion* », confie un haut fonctionnaire. La levée du secret se heurte donc à de réels blocages.

Réformer le système n'est pas simple non plus. La clarté serait obtenue, si, après vérification de leur justification réelle, les primes étaient intégrées au salaire de base. Mais cette mesure coûterait très cher à l'Etat — plusieurs dizaines de milliards de francs — du simple fait du versement des cotisations de retraite. Elle remettrait surtout en cause les principes mêmes qui régissent la fonction publique : incorporer les primes au salaire, ce serait reconnaître ouvertement que les fonctionnaires ne sont plus seulement payés selon le niveau de leur diplôme ou de leur ancienneté, mais également selon l'« utilité » économique de leur emploi. L'Etat et les syndicats sont-ils prêts à cette remise en cause radicale de la grille indiciaire ?

FRANÇOISE FRESSOZ.

(1) Les fonds de concours ne figurent pas dans la loi de finances et n'apparaissent dans leur totalité sur la loi de règlement que deux ans et demi environ après le vote du budget. Ils sont alimentés par les contributions des tiers à la réalisation de certains équipements par les remboursements de services rendus et par les prélèvements opérés sur l'ensemble des impôts perçus par le Trésor. En 1978, ils se sont élevés à 11 milliards de francs. Le ministère des finances en a consommé 3 milliards, dont 1,4 milliard pour financer des primes et allocations diverses.

(2) Les fonds communs échappent totalement au contrôle du Parlement. Ce sont de simples comptes de trésorerie, gérés par les trésoriers payeurs généraux. Aux ministères de l'agriculture d'une part, de l'urbanisme et du logement d'autre part, ils sont alimentés par les contributions que versent les collectivités locales lorsqu'elles font appel aux ingénieurs et techniciens de l'Etat pour assurer la réalisation de certains travaux. Ces sommes sont distribuées aux ingénieurs et techniciens qui ont participé aux travaux, mais aussi aux directeurs et chefs de service de l'administration centrale et aux chefs des services extérieurs.

(3) Ce chiffre tient compte du salaire indiciaire et des primes budgétisées.

مكرر من الأصل

ET DES PRIX

Les commerçants jouent à peu près le jeu quand ils le peuvent

Le blocage des prix, la baisse du taux réduit de T.V.A. sont-ils aussi bien respectés que le disent les communiqués du ministère de l'économie quand ils annoncent 4,5 % seulement d'infractions ? A première vue la faible hausse des prix en juillet (+ 0,3 %) laisse penser que oui.

Pour confronter les chiffres aux aspérités du quotidien, nous avons suivi pendant deux jours des contrôleurs de prix, en Moselle, d'abord, puis sur la côte normande.

A METZ il fait beau ce jour-là. La pluie de la veille a rafraîchi la température. Nous sommes en milieu de semaine. Après un long « briefing » à la direction de la concurrence et de la consommation, logée à la cité administrative, rue du Chanoine-Collin, tout près de la cathédrale, nous partons en mission. Matériel un peu usé : une R 6 qui doit avoir pas mal de kilomètres. Mais un contrôleur jeune et dynamique, expérimenté aussi — je m'en apercevrai — dans l'exercice de fonctions plus délicates qu'il n'y paraît.

Premier contrôle dans une petite épicerie tenue par un ménage d'une cinquantaine d'années. Le fonctionnaire des prix se présente discrètement, déclinant son nom et montrant sa carte tricolore. Deux clients en train de se faire servir le remarquent à peine. Après avoir brièvement rappelé les principes du blocage et les conséquences pratiques de l'opération T.V.A., l'homme des prix demande au commerçant si les étiquettes ont bien été modifiées pour tenir compte de la baisse du taux.

Sans trop attendre une réponse qui se perd dans des explications un peu embrouillées, le fonctionnaire commence à relever un certain nombre de tarifs qu'il compare avec des relevés effectués en juillet par la gendarmerie. Pour les confitures les choses ont été faites, mais sur le café — le café en poudre — pas de baisse. Le commerçant avance qu'il s'agit probablement de produits d'importation, ce que ne confirme pas du tout la boîte qui indique au contraire « Fabriqué en France ». L'explication change alors : il s'agit d'un retard, le magasin ayant été rouvert il y a seulement quinze jours après un mois de vacances. « C'est un très gros travail que nous faisons dès que nous avons un moment de libre. Il n'est pas totalement terminé. » Le contrôleur prévient : « Attention, la T.V.A. que vous paierez au fisc ne sera que de 5,5 %. Mais vous continuez à la compter 7 % sur le prix de quelques produits. Ce n'est pas normal. Il faut baisser très rapidement. »

On passe ensuite aux fruits et légumes. Factures du grossiste dans une main, machine à calculer dans l'autre, on vérifie que le coefficient multiplicateur (1,48) est bien respecté. Tout n'est pas parfait : quelques centimes de trop ici et là, l'arrondi toujours dans le même sens. Mais, dans l'ensemble, pas de quoi fouetter un chat. Non, le seul accroc, c'est la T.V.A. non répercutée. Nous sortons sur un avertissement oral : « Faites vite, nous repasserons. »

Un café a été vérifié dans le secteur. Il faut donc y retourner pour voir si les prix n'ont pas bougé. Là c'est l'anonymat total, car si les tarifs affichés sont toujours les mêmes, l'expérience prouve que les additions annoncées oralement s'arrondissent parfois de façon imprévisible. La serviette et les papiers sont donc abandonnés dans la voiture de service, et c'est en bavardant que nous nous attablons et commandons un café et une bière. Lorsque nous demandons l'addition, celle-ci arrive sans ticket de caisse : 6 F. « Infraction », me souffle le contrôleur qui, discrètement, consulte ses relevés. En juillet, les mêmes consommations avaient coûté 5,70 F (2,20 F pour le café, 3,50 F pour la bière).

Le serveur est appelé. Carte tricolore sous le nez, il laisse à peine à l'homme des prix le temps de lui expliquer sa faute : « Je me suis trompé », s'empresse-t-il d'avouer, comme pour couper court à d'autres demandes d'explication. « Etes-vous le patron ? Non, je suis l'employé. » Il s'éloigne. « Problème, me dit le contrôleur, si je lui flanque un procès-verbal, il en aura pour 500 F ou 1 000 F. Le patron risque de le renvoyer. Faut-il faire un chômeur pour un contrôle dans un café pas très reluisant ? » L'établissement est en effet un peu minable, mal situé dans Metz, le garçon vieillissant. S'il se retrouve à la porte, son dossier grossira pendant longtemps le nombre des chômeurs de l'A.N.P.E. Nous sommes tirés de ces réflexions par le fautif qui, vaguement inquiet, revient vers nous. « Et le rhum ? Il ne peut pas augmenter non plus ? » « Non, rien, dit l'agent. C'est simple, rien. » Le contrôleur met en garde le garçon contre le renouvellement de pareils débordements, mais celui-ci ne semble pas écouter, apparemment plongé dans un abîme de perplexité par le blocage des prix du rhum. Difficile de savoir s'il joue la comédie du « monsieur à côté de ses pompes » ou si réellement les subtilités de la taxation le dépassent. Une chose seulement est certaine, l'établissement n'est pas tout neuf. « Au centre de Metz, j'aurais verbalisé. Ici, c'est plus difficile. Nous repasserons dans quelques jours. En cas de faute, il n'y coupera pas. »

Voilà les contrôleurs

Nous « faisons » encore un boulanger où nous achetons comme des clients ordinaires. Surprise : si la baisse de la T.V.A. est normalement répercutée sur le pain, elle est trop importante sur la petite pâtisserie. La patronne perd allégrement 10 centimes sur chaque chou à la crème par rapport au prix qu'elle pourrait légalement demander. « C'est probablement pour se faire bien voir de nous. Car à notre précédent passage, elle pratiquait des prix trop élevés. »

Quarante-huit heures plus tard, j'ai rendez-vous avec deux contrôleurs à Villers-sur-Mer, une station balnéaire de la Manche, située à quelques kilomètres de Deauville. Nous nous retrouvons à 9 heures. Les contrôleurs doivent commencer tôt, car sur les marchés de plein air il est impossible d'intervenir quand les affaires battent leur plein et que la clientèle se presse. Difficile de déranger des professionnels en plein boum. En fait on m'avouera assez vite qu'avec les boucheries les marchés de plein air sont les plus difficiles, ceux où il y a le plus d'incidents. On y a le coup de gueule facile et la colère monte vite. Prudence donc.

Nous attaquons par un bout du marché, un long étalage de fruits et légumes frais. Le vendeur se déclare employé et annonce qu'il va chercher le patron parti prendre un café. Un homme d'une trentaine d'années arrive au bout de six à sept minutes et avoue très vite qu'il n'a pas sur lui les factures de gros demandées. Aucun fruit n'est d'autre part proposé en vente promotionnelle comme cela est obligatoire.

« J'étais sur le point de faire l'étiquette. On vient juste de déballer la marchandise ! » Les inspecteurs font remarquer que, en cas de contrôle routier par la gendarmerie, en l'absence de factures — les bons de remis, — la marchandise aurait été saisie. « Oui, je sais », reconnaît humblement le marchand. Les quelques factures existantes permettent tout de même de constater des dérapages : 15 centimes sur les poires, et une grosse bavure sur les salades (50 % de dépassement).

Convocation est faite pour le lundi suivant à Caen pour contrôle des factures. Je saurai plus tard que notre homme, sans grande expérience professionnelle, est bien venu avec les papiers en question, qu'il échappera de justesse au procès-verbal, s'en tirant avec un avertissement en bonne et due forme qui laissera une trace. (« Bien que ces faits constituent une infraction à la réglementation en vigueur, j'ai cependant décidé, après avoir recueilli l'avis des enquêteurs, qu'ils ne seraient pas relevés par procès-verbal. J'ai tenu à vous informer, car leur répétition ne pourrait qu'entraîner la rédaction d'un tel acte. »)

Tout est parfait...

Nous passons à d'autres étalages de fruits et légumes. Miracle : tout est parfait ou presque. Les contrôleurs me font remarquer que beaucoup de prix ont été effacés et refaits à la hâte. « Dès que nous débarquons sur un marché et déclinons nos fonctions, tout le monde est averti. D'habitude, nous arrivons à plusieurs voitures pour pouvoir effectuer en même temps plusieurs contrôles en divers points du marché. Aujourd'hui, ce n'était pas possible faute d'effectifs, ce qui leur a permis de refaire bien des étiquettes. Ils savent très bien de combien celles-ci dépassent le prix légal et peuvent réagir rapidement sans calculs compliqués. »

La présence de contrôleurs a effectivement été très vite connue. Plus rien à faire ici, où l'on nous regarde avec des airs aimables, un rien goguenards. Du reste, la clientèle afflue. Nous nous replions vers la mer pour contrôler un restaurant.

Manœuvres hypocrites : nous commandons des cafés et entamons une conversation. Au moment de payer, l'inévitable carte tricolore réapparaît. Le patron, très calme, assure qu'aucun prix n'a changé. Tout se passe bien. Les menus des semaines précédentes sont contrôlés sérieusement mais sans esprit tatillon. Aucune infraction, si ce n'est quelques suppléments non signalés sur le menu. On se quitte sur quelques rappels du genre : « Il faut que chacun sache exactement en commandant ce qu'il va payer à la fin du repas. » Nous nous en allons. Rien à dire.

Notre prochaine victime — un hasard de la liste contrôlée par la gendarmerie il y a quelques semaines — est encore une petite épicerie. Le contrôle fait apparaître pas mal de dépassements de prix et d'augmentations de marge : riz, pâtes alimentaires, farine, vin. Les factures du grossiste indiquent des « prix suggérés » que la marchande a effectivement appliqués. La faute incomberait-elle donc au grossiste ? Lorsque le contrôleur fait savoir qu'il enquêtera auprès du fournisseur et qu'il y aura peut-être des suites, le ton devient plus vif, désagréable même : « Ça tournera mal », menace la commerçante. Les contrôleurs sortent en silence. « S'il s'était agi d'un supermarché, aucune hésitation. Nous aurions verbalisé. Mais une petite marchande, seule, avec un chiffre d'affaires très bas... » J'apprendrai quelques jours plus tard en appelant Caen qu'une partie des dépassements constatés s'expliquaient par une rotation des stocks de marchandises extrêmement lente, le grossiste ayant normalement relevé ses prix avant le blocage sans que la commerçante s'en aperçoive, faute d'avoir commandé. Pour le reste, des bavures. Les contrôleurs se contenteront d'un simple rappel.

Nous effectuons encore un contrôle dans une boulangerie qui ne donnera rien, ou plus exactement qui nous laissera sur l'impression réconfortante que les commerçants respectent bien le blocage des marges et répercutent à peu près la baisse de la T.V.A. — Al. V.

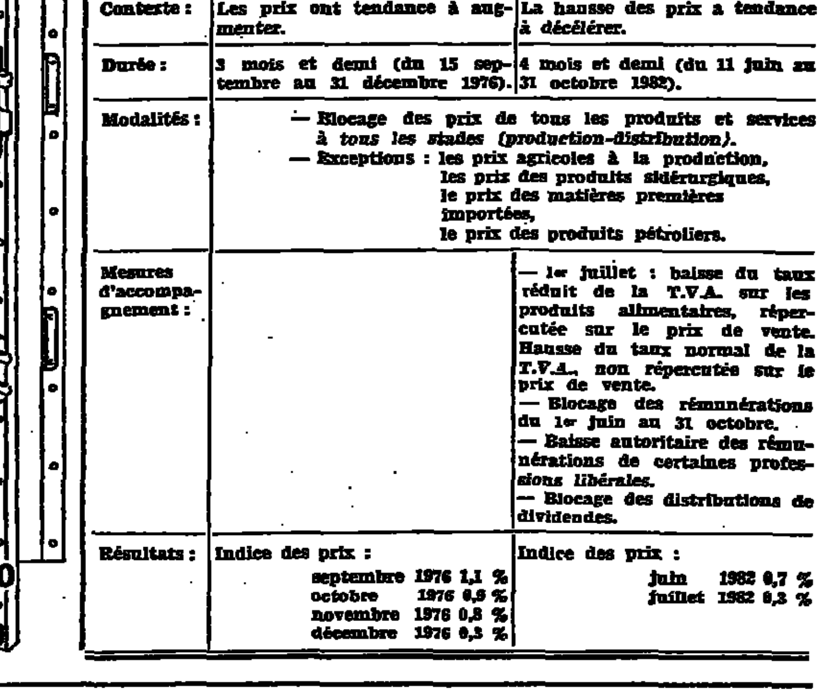
DES RÉSULTATS PLUS IMMÉDIATS QU'EN 1976

Trois facteurs peuvent expliquer la plus grande efficacité, à court terme, du blocage de 1982 par rapport à celui de 1976.

— La tendance à la décélération des prix. Au moment de l'entrée en vigueur du blocage, l'indice des prix était de 1,2 % en avril, de 0,8 % en mai et de 0,7 % en juin. En 1976, en revanche, les prix montaient ;

— La mise en application des mesures d'accompagnement. La baisse du taux réduit de la T.V.A. sur les produits alimentaires a été répercutée sur les prix de vente à partir du 1er juillet. Les produits alimentaires qui avaient augmenté de 0,7 % en juin ont diminué de 0,2 % en juillet ;

— La réglementation plus stricte des marges commerciales.



Blocage	1976	1982
Contexte :	Les prix ont tendance à augmenter.	La hausse des prix a tendance à décélérer.
Durée :	3 mois et demi (du 15 septembre au 31 décembre 1976).	4 mois et demi (du 11 juin au 31 octobre 1982).
Modalités :	— Blocage des prix de tous les produits et services à tous les stades (production-distribution). — Exceptions : les prix agricoles à la production, les prix des produits sidérurgiques, le prix des matières premières importées, le prix des produits pétroliers.	
Mesures d'accompagnement :		— 1er juillet : baisse du taux réduit de la T.V.A. sur les produits alimentaires, répercutée sur le prix de vente. Hausse du taux normal de la T.V.A., non répercutée sur le prix de vente. — Blocage des rémunérations du 1er juin au 31 octobre. — Baisse autoritaire des rémunérations de certaines professions libérales. — Blocage des distributions de dividendes.
Résultats :	Indice des prix : septembre 1976 1,1 % ; octobre 1976 0,9 % ; novembre 1976 0,8 % ; décembre 1976 0,3 %	Indice des prix : juin 1982 0,7 % ; juillet 1982 0,3 %

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Le danger d'une contraction des échanges mondiaux

IL est frappant de constater les divergences entre les prévisions officielles, qui envisagent en général une « certaine » reprise d'ici à fin 1982, plus ou moins confortée en 1983, et celles avancées par les organismes privés qui sont souvent sceptiques, et même parfois pessimistes. Ainsi l'O.C.D.E. prévoit en 1983 pour les pays industriels une progression de 2,5 % du P.N.B., alors que l'Institut international allemand de Kiel craint que le marasme ne persiste. De même les gouvernements, soucieux d'étayer leurs prévisions fiscales sur une activité suffisante, font état de taux de croissance considérés souvent comme franchement irréalistes par les conjoncturistes privés. C'est en particulier le cas au Japon, où les autorités, malgré les déconvenues du passé récent, persistent à parler de 5,2 % de taux de croissance pour l'exercice 1982.

Il est malheureusement plus probable que les prévisionnistes privés auront, eux, raison. A cet égard un des faits les plus préoccupants, amorcé depuis quelques mois, est une contraction des échanges mondiaux, qui menace de faire « boule de neige », évolution souvent camouflée sous des résultats de balance flatteurs. Ainsi l'Allemagne affiche sur janvier-juillet un excédent de 28 milliards de deutschemarks, contre 10 milliards seulement sur la période correspondante de 1981. En réalité, ce « progrès » est dû à une chute en valeur de plus de 20 % — en rythme annuel — sur les derniers mois des importations. Les exportations baissent elles aussi, bien que moins vite (plus de 10 %), handicapant une activité qui avait pourtant donné quelques signes d'amélioration en début d'année.

Un diagnostic analogue peut être fait au Japon, où des excédents commerciaux à nouveau grandissants camouflent un fort recul des importations (plus de 25 % en rythme annuel), les exportations se réduisant elles aussi (— 5 %). Le mouvement n'est pas prêt de s'inverser, puisque l'indicateur caractéristique des crédits documentaires à l'exportation se maintient depuis six mois au-dessous du niveau de l'année dernière, ce qui ne s'était pas vu depuis que cet indicateur existe (1953). C'est la principale raison pour laquelle les chiffres d'activité et de chômage virent de plus en plus au rouge. L'automobile japonaise illustre bien cette évolution : sur le premier semestre 1982 la production a baissé de 3,5 % par rapport à la période correspondante de 1981, les exportations ayant chuté de 9,5 %.

Le gouvernement anglais voit lui aussi ses espoirs de reprise démentis par les récents chiffres et accuse la faiblesse de l'environnement international. Ici encore, au-delà des bons résultats de la balance commerciale (grâce au pétrole) et de la balance des paiements courants, on constate depuis trois mois une contraction des exportations (— 10 % en rythme annuel) et des importations (— 2 %). C'est ce que confirme le récent rapport du C.B.I. (le patronat) dont l'enquête trimestrielle auprès des chefs d'entreprise fait apparaître une réduction du carnet de commande chez 91 % d'entre eux, en particulier sous l'effet du tassement des commandes étrangères.

L'Italie voit son activité se tasser et l'on constate chez elle aussi un fléchissement simultané des deux composantes des échanges extérieurs de plus de 30 % en rythme annuel sur les derniers mois. La France présente un cas particulier, car, contrairement à ce que l'on voit ailleurs, les importations ont même sensiblement augmenté sur la période récente, que ce soit en valeur (+ 30 % en rythme annuel toujours), ou même en volume, (+ 2 % d'après les indices des cinq premiers mois de 1982). En revanche, les exportations stagnent en valeur et chutent sensiblement en volume (— 18 %). Au-delà de l'effet de la contraction générale mondiale ceci est le signe d'une perte de compétitivité des produits français et de déséquilibres économiques.

Cette contraction mondiale, qui touche tous les pays industriels, atteint durement aussi les pays en voie de développement et les pays producteurs de pétrole de l'OPEP, ce qui pèse d'autant plus sur leurs achats aux pays avancés que les banquiers sont devenus particulièrement prudents, sinon méfiants.

MAURICE BOMMENSATH.

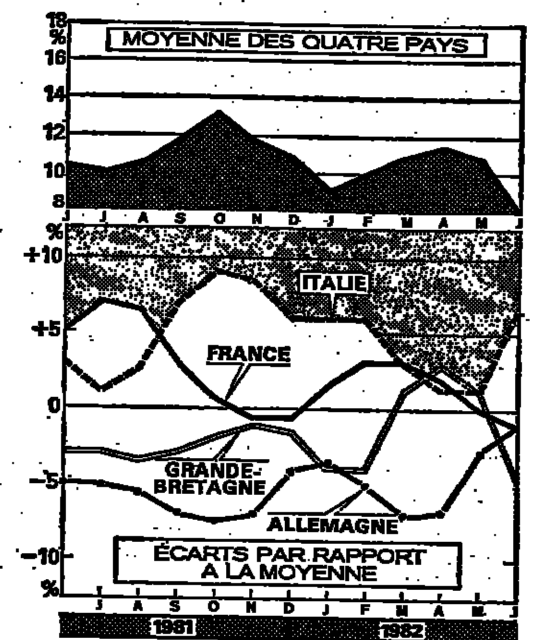
	RÉSULTATS DE GESTION COMPARÉS				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
ALLEMAGNE	—	+	——	++	——
(tendance précédente)	+	+	——	++	——
FRANCE	+	—	——	——	——
(tendance précédente)	—	——	——	——	——
ITALIE	+	———	——	—	——
(tendance précédente)	+	——	——	——	——
GRANDE-BRETAGNE	+	+	———	+	—
(tendance précédente)	+	——	———	+	——
ÉTATS-UNIS	—	—	———	—	——
(tendance précédente)	—	+	——	—	——
JAPON	—	++	+	++	—
(tendance précédente)	—	++	+	+	—

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre —— mauvais ——— très mauvais [+] tendance précédente

Le panorama des résultats de gestion comparés des six principaux pays industriels de l'O.C.D.E. est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens, avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés cinq indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement).

PRIX : décélération de la hausse.



Calculée sur mai, juin et juillet, l'inflation moyenne des quatre grands pays européens, qui était restée proche de 11,5 % deux mois de suite, est fortement descendue à 8,6 %. Le recul a surtout été important en France, où le rythme a baissé à deux reprises de 13,6 à 11,3 %, puis à 7,4 %, et en Grande-Bretagne, où, grâce à la stabilisation de l'indice des prix de juillet, il est passé à 4,1 %. En revanche, ce rythme s'est accéléré en Allemagne à 7,4 % et en Italie à 15,4 %. Evaluée sur les douze derniers mois, l'inflation a été de 16,2 % en Italie, 11,9 % en France, 8,7 % en Grande-Bretagne et 5,6 % en Allemagne. Cependant, en tenant compte de l'indice provisoire d'août (0,2 %), les chiffres allemands s'améliorent : 5,7 % pour juin, juillet et août, et 5,1 % sur douze mois.

LE TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le mieux des prix et de l'emploi ne compense pas la dégradation extérieure

	Notes	Indicateurs	Rythme des 3 der. mois annualité (*)	Hausse sur 12 mois	Dernier chiffre	Date
ACTIVITE :	+ (—)	Production industrielle	+ 4 % *	— 1 %	0 %	juin 82
		Importations en volume	+ 2 % *	+ 5 %		mai 82
		Consommation (1)	— 2 % *	+ 7 %		juin 82
		Exportations en volume	— 18 % *	— 4 %		mai 82
INVESTISSEMENTS :	—— (——)	Investissement entrep. (2)	—	— 6 %		prév. 82
		Taux util. capac.	—	—	77,6 %	2e tr. 82
EMPLOI :	—— (——)	Demandes emplois	+ 9 % *	+ 12 %	2 048 M	août 82
		Offres d'emplois	+ 16 % *	+ 23 %	83 M	juil 82
		Taux de chômage	—	—	9,50 %	août 82
		Durée de chômage	—	—	9,5 mois	juin 82
		Effectif industriel	(+ 0,2 %)	(— 1,7 %)		2e tr. 82
		Durée du travail hebdomadaire	—	—	39 h 5	avril 82
PRIX SALAIRES :	— (——)	Prix de détail	7,4 % *	11,9 %	0,3 %	juil. 82
		Prix production importation (3)	25 % *	6,2 %	+ 4,7 %	juil. 82
		Salaire horaire	20,1 % *	18,4 %	+ 4,7 %	1er tr. 82
		Revenus disp. mén.	+ 18,8 % *	+ 4,3 %		1er tr. 82
		SMIC horaire	23,8 % *	17,5 %	19,63 F	juil. 82
SITUATION EXTERIEURE :	—— (—)	Résultat bal. com.	—101 MF *	— 81 MF	— 8,9 MF	juil. 82
		Taux de couvert.	—	—	85,3 %	juil. 82
BALANCE :		Résultat balance Paiements cour.	— 68 MF *	— 55 MF	— 16,9 MF	2e tr. 82
		Réserves offic.	— 9 %	— 20 %	263 MF	juil. 82
		Compétitivité				
		Différ. prix (4)	— 0,2 % *	+ 3,3 %		juil. 82
FRANC :	— (—)	Dollar/franc	+ 15 %	+ 18 %	6,93 FF	fin août 82
		DM/franc	+ 8 %	+ 17 %	2,81 FF	
		Taux int. jj	— 2,10 %	— 3,25 %	14,25 %	
		Taux base banc.	— 0,75 %	— 2,05 %	13,25 %	
		Taux oblig. priv.	— 0,45 %	— 0,80 %	17 %	

QUELQUES CHIFFRES-CLES :

PIB	1981	3 100 MF
BUDGET	1982	788 MF
SMIC depuis juillet		3 404 F/mois (177 h 33)

MF = milliards de francs, M = milliers.

* Les chiffres des trois derniers mois marqués de ce signe sont annualisés pour permettre la comparaison avec les chiffres des douze mois. Tous les chiffres sont corrigés des variations saisonnières.

(1) Consommation de produits industriels ménages.
(2) Estimation d'après l'enquête INSEE.
(3) Prix des produits importés en francs.
(4) L'écart des prix français est calculé par rapport à la moyenne des prix des six pays : U.S.A., R.F.A., G.-B., Italie, Japon et France.

NOTES : +++ excellent, ++ bon, + assez bon, — médiocre, —— mauvais, ——— très mauvais (notes du mois précédent).

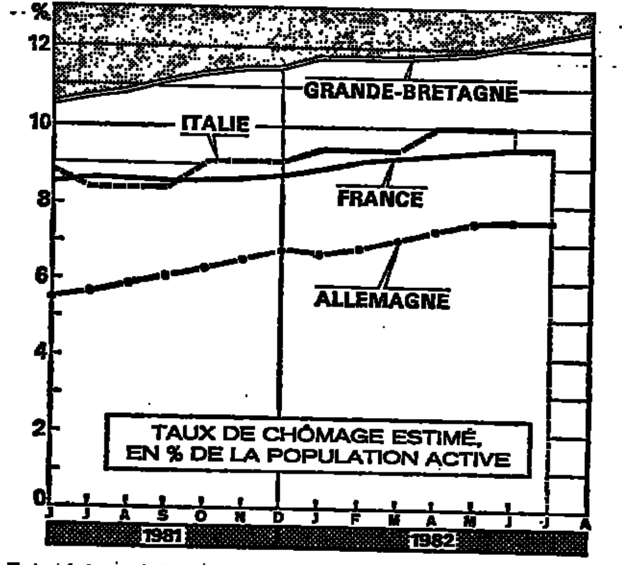
Sur les quatre côtés du « carré magique » qui correspondent aux volets de notre tableau de bord, deux font apparaître une nette amélioration. Le chômage s'est stabilisé en juillet, et son taux d'augmentation sur les trois derniers mois — en rythme annuel — est de 12 % (à comparer aux 20 à 50 % de nos partenaires). Par ailleurs, l'inflation s'est ralentie à deux reprises. Sur les trois derniers mois son rythme est le même que celui de l'Allemagne. Ainsi le « différentiel » récent avec les autres grands pays a changé à l'avantage de la France, bien que les prix français évalués sur douze mois restent supérieurs de plus de 3 % à la moyenne.

En ce qui concerne les échanges, le récent chiffre de juillet a confirmé la dégradation. Par ailleurs, on note — en volume — un mouvement de plus en plus divergent entre les exportations et les importations.

On remarque sur le tableau la sensible augmentation annualisée du 18,8 % du revenu disponible des ménages du premier trimestre 1982, due pour l'essentiel à l'augmentation des prestations sociales. De même, le chiffre provisoire d'augmentation des effectifs industriels de 0,2 % semble être dû en bonne partie à la régularisation de la situation des travailleurs immigrés.

M. B.

CHOMAGE : nouvelle augmentation en R.F.A. et en Grande-Bretagne.



Entre juin et juillet, le taux de chômage par rapport à la population active (après correction des variations saisonnières) a augmenté de 7,55 à 7,60 % en Allemagne et de 12,1 à 12,3 % en Grande-Bretagne (ce taux y est même passé à 12,5 % en août). Il s'est stabilisé à 9,5 % en France, tendance confirmée par les statistiques provisoires d'août. Entre le premier et le deuxième trimestre 1982, le taux italien est passé de 9 (7,70 % en août) à 10 %.

PRODUCTION INDUSTRIELLE : légère reprise en France.

La production industrielle, calculée sur avril, mai et juin, comparée aux trois mois précédents, après le recul de la période récente, a de nouveau progressé à un rythme annuel de 4 % en France. En Grande-Bretagne ce rythme s'est tassé de 3 à 1 % et en Italie de 6 à 2 %. En Allemagne, où la production industrielle avait progressé durant les quatre premiers mois de 1982, elle recule maintenant (— 3 %).

هكذا من الأصل

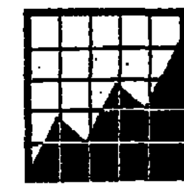


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Degressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur des relations industrielles

Franche Comté — *250.000 F*

Filiale d'un Groupe International, cette Société de 1.000 personnes, C.A. 400 millions de francs, occupe une position de pointe dans le domaine des fils émaillés et des isolants.

Rattaché hiérarchiquement à la Direction Générale, le Directeur des Relations Industrielles élabore, propose et met en œuvre la politique de personnel dans le cadre de la politique générale du Groupe, et conseille les opérationnels des deux usines et du siège social. Rompu à la négociation avec les partenaires sociaux, c'est un homme de terrain ayant une expérience de 5 à 8 ans comme responsable du personnel en milieu industriel.

Il sera de plus responsable des relations de l'entreprise avec l'environnement économique local et plus particulièrement les différentes associations patronales et la Municipalité ; et représentera la société dans les divers organismes où elle pourrait être amenée à siéger tant sur le plan social que professionnel.

De formation supérieure en Droit, il aura une bonne pratique de l'anglais. De réelles perspectives de carrière sont envisagées au sein du Groupe International pour un candidat de valeur.

Pour informations complémentaires écrire sous réf. 233 LM
11, rue La Boétie - 75008 Paris
Réponse et discrétion assurées.

Soderhu

promogim vous propose sa direction foncière

Depuis notre création il y a 10 ans, nous avons construit 12.000 logements. Notre créneau, ce sont les villages et maisons individuelles groupées. Et notre force, le fait que nos programmes bénéficient des Prêts en Accession à la Propriété. Homme de l'immobilier, vous savez que le foncier est pour nous un investissement fondamental. Parce qu'il assure, très en amont, notre progression.

Responsable de la politique foncière d'un grand promoteur-constructeur, de sa définition, de sa mise en œuvre sur tout le territoire français : c'est la mission que souhaite vous confier notre équipe de Direction.

Une dizaine de négociateurs sur le terrain qu'il vous faudra encadrer et dynamiser, une équipe nouvelle à créer, à former : voilà les hommes que vous aurez à animer.

Une expérience similaire faciliterait bien sûr votre intégration. Mais votre connaissance du milieu, votre tempérament à toute épreuve et votre sens de la négociation hautement poussée seront les fondements de votre réussite.

Nous attendons votre candidature sous référence EVC1:PROMOGIM - 9, avenue de Friedland - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

directeur financier

PARIS

Nous appartenons à un Groupe Américain (7 Milliards de $ de Chiffre d'Affaires).
Nous sommes la filiale Française d'une des divisions leader dans une activité de pointe, liée à l'Electronique et l'Informatique.
Nous recherchons notre Directeur Financier qui sera rattaché à notre PDG tout en gardant des liens étroits avec notre Controller Europe. Sa mission sera d'assurer :
• Comptabilité générale et analytique. • Contrôle budgétaire, reporting. • Trésorerie. • Juridique et fiscal.
• Informatique et administration.
Le candidat retenu sera de formation ESC, ESSEC, HEC, MBA etc.. aura déjà acquis une expérience dans un poste à responsabilités et connaîtra la comptabilité anglo-saxonne.
La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous référence AL 11 au conseil à qui nous avons confié cette recherche

COGEPLAN Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

OSMOR — Organisation et Publicité

directeur d'usine

INDUSTRIE DU CUIR

Notre entreprise, nº 1 Français de sa branche d'activité, fabrique et commercialise des produits de transformation destinés à l'industrie de la chaussure et à celle de la maroquinerie. Notre établissement industriel, d'un effectif de plus de 400 personnes est situé près d'ANGERS. Nous souhaitons recruter un collaborateur qui, à côté d'un Directeur Technique professionnel de la tannerie, prendra en charge la Direction de l'usine. Ce collaborateur assurera la gestion du personnel, les relations avec les organismes extérieurs, les achats non techniques et les approvisionnements, l'administration interne. Il devra par son animation amener les hommes de l'usine aux meilleurs résultats dans un bon climat. Ce poste conviendrait à un ingénieur de type Arts et Métiers ou Ecole de Chimie de 40 ans environ possédant une expérience de l'animation et de la gestion d'une équipe de production avec des connaissances à jour de la fonction du personnel.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 179.82 M à notre Conseil – 61, boulevard Haussmann – 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

HALFEN SA

PARIS
P.M.E. européenne
premier fabricant de systèmes de fixation pour la construction, recherche son

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Outre les fonctions habituelles, il sera chargé de la mise en place du contrôle budgétaire et de l'informatisation (IBM34). Sa mission s'étendra au contrôle de gestion des filiales britanniques et italienne. La personne souhaitée aura une formation SUP de CO et/ou DECS complet et une expérience d'au moins 5 ans dans une PMI informatisée. La compréhension de l'allemand et de l'anglais est vivement appréciée.

Ecrire avec C.V. explicite, prétentions et photo sous référence HA/D.F.M.
CETAGEP, 30, avenue Amiral Lemonnier
78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

Directeur des affaires sociales en prise avec les chantiers

Jusqu'à votre prochaine arrivée, le directeur des opérations continuera de cumuler la charge des problèmes du personnel et de technique : équipements de centrales, en France et à l'étranger. Il y réussit bien mais notre expansion commande maintenant l'engagement d'un vrai professionnel des affaires sociales, au niveau du comité de direction. C'est ce que tous nous souhaitons, le directeur des opérations en premier.

Vous savez que la réussite des projets confiés à des équipes opérationnelles d'études et de chantiers est directement fonction de la qualité et des motivations des cadres et techniciens. Par expérience, vous avez appris que les relations sociales ne peuvent pas être simples sur un grand chantier tant à cause du nombre d'intervenants que de leur diversité, de leurs origines, de leurs langages, de leurs conventions collectives. De plus, les maîtres d'ouvrage ou d'œuvre attachent beaucoup d'importance au bon déroulement des opérations et interfèrent ainsi par de multiples contrôles dans votre système de relations. Au point d'intervenir en véritables interlocuteurs au cours des inévitables conflits. Vous devez consacrer l'essentiel de votre temps «au terrain» avec les dirigeants, l'encadrement, les partenaires sociaux et les autorités de contrôle. Autrement dit, la chance d'être au cœur de ce qui fait l'intérêt de votre métier.

Il vous faut donc une excellente expérience d'une dizaine d'années de relations humaines et sociales qui vous ait familiarisé avec la vie des BE et des chantiers, en France et ailleurs. Votre formation supérieure devra vous permettre d'être l'interlocuteur reconnu de tous et particulièrement de vos homologues des autres sociétés du groupe. Lequel de par son importance et ses options vous permettra de conduire une carrière de haut niveau. Ecrivez aux conseils en recrutement de Sirca sous référence 824 747M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR TECHNIQUE

Electronique Grand Public
Paris

GRANADA, filiale d'un Groupe International implanté dans 10 pays, est la seconde société française de location de téléviseurs et magnétoscopes au Grand Public (GRANADA NOVATEL) et aux Collectivités - hôtels et hôpitaux - (TELEBANK).

Directement rattaché à la Direction Générale, le Directeur Technique a pour mission de garantir la maintenance d'un parc en progression rapide (100.000 appareils environ) dans les meilleures conditions de qualité et de coût. Il est responsable des achats et de la gestion des pièces détachées (3 millions de F. par an) et exerce une autorité fonctionnelle sur plus de 80 techniciens qui opèrent chez les abonnés et dans les ateliers des Directions Régionales.

Ce poste de responsabilité peut convenir à un Directeur ou Chef de Service confirmé de maintenance d'appareils de haute technicité (électronique de préférence) ou à un adjoint ambitieux recherchant une évolution de carrière.

Adresser CV détaillé sous réf. 222/21M à

France Cadres 22 rue St-Augustin 75002 Paris.

OSMOR

Directeur du Personnel et des Relations Humaines

La filiale française d'un Groupe Suisse rattaché à la Construction Electrique employant 1800 personnes en France, recherche le successeur du titulaire actuel partant prochainement en préretraite.

Le poste est basé dans une ville importante du centre de la France.

Le candidat, directement rattaché à la Direction Générale, sera membre du *Comité de Direction.*

Il doit avoir :

– une expérience d'au moins 5 ans comme adjoint dans une Direction de Personnel ou comme Chef de Personnel d'un établissement de plus de 1000 personnes,
– une formation supérieure et des connaissances approfondies de la législation sociale, d'excellents contacts humains,
– une grande habitude de la négociation avec les partenaires sociaux,
– le goût du travail en équipe.

Ce poste comporte un certain nombre de déplacements dans les différents établissements de la Société en France et au Siège du Groupe en Suisse.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions sous réf. 4587 à
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra.

ÉLECTROTHERMIE INDUSTRIELLE

Société en expansion

recherche son futur

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSION :
- Rattaché au Président
- il sera chargé du suivi et de l'amélioration de tous les services.
- il se verra confier des missions ponctuelles variées dans le cadre de ses compétences.

EXPÉRIENCE SOUHAITÉE :
- après avoir exercé des responsabilités croissantes dans les différents services d'entreprises industrielles modernes, il s'est vu confier un poste équivalent qu'il a assuré plusieurs années.
- il possède une culture technique en électromécanique.

PROFIL :
- homme pragmatique, organisateur, ayant le souci permanent des coûts, de leur contrôle et de l'efficacité.

LIEU DE TRAVAIL : Neuilly-sur-Marne.



Adresser C.V.manusc.détail.
av. photo et prétent. s/réf. B4 à :
METANIC Dépt VULCANIC
Direction du Personnel
ZI des Chanoux, 48, r L. Ampère
93330 NEUILLY-SUR-MARNE

bleu

directeur commercial biens d'équipements

Rhône-Alpes

Le président-directeur général d'une entreprise concevant, fabriquant et commercialisant principalement à l'étranger des biens d'équipements de haute technicité cherche son DIRECTEUR COMMERCIAL.

Il a pour mission d'élaborer avec la direction générale une stratégie commerciale et de définir des axes de développement avec la Direction technique, d'animer un réseau de plusieurs directeurs de vente, de négocier lui-même les grands marchés, de mettre au point et de faire appliquer des méthodes de gestion commerciales rigoureuses.

C'est un HEC, un ingénieur ECP ou équivalent, de 35 ans minimum, ayant acquis une expérience de la vente des biens d'équipement dans un environnement industriel, par exemple machines imprimerie, machines outils.

Il connait bien sûr parfaitement l'anglais et la connaissance d'une langue supplémentaire (espagnol - italien ou allemand) serait un atout.

Nous souhaitons que le candidat retenu, ayant donné des preuves de réussite dans ce poste, puisse accéder à court terme à un poste de directeur général adjoint.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, sous la référence 262 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach . 75017 paris.

membre de syntec

HAVAS CONTACT



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre Mer) **emplois internationaux** (et départements d'Outre Mer)

SAE leader du BTP

recherche pour représenter sa filiale Travaux Publics au

NIGERIA et au MOYEN ORIENT

DES INGENIEURS D'AFFAIRES

Diplômés d'une grande école ou équivalent

- *Vous avez une large expérience de terrain en béton armé, génie civil, ouvrages d'art. Vous venez de la compléter ces trois dernières années par une expérience commerciale réussie. Une grande partie de votre carrière se sera déroulée à l'étranger, de préférence dans un pays anglophone.*
  Négociateurs dans l'âme, patients, tenaces, convaincants, vous êtes entraînés à NEGOCIER AU PLUS HAUT NIVEAU DES CONTRATS DIFFICILES.
- *Vous êtes, bien sûr, parfaitement bilingues français - anglais. Basés au NIGERIA ou au MOYEN ORIENT, vous aurez une logistique et l'appui d'une équipe dûe à une implantation déjà ancienne. Le salaire et les compensations sont de nature à faciliter l'intégration familiale dans le pays.*

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. très détaillé, photo et prétentions de salaire sous référence LM à :
S.A.E. Direction du Personnel - 32, Avenue de New york 75784 Paris cedex 16

COFAP

SAE leader du BTP

Dans le cadre de son expansion à l'étranger recherche pour sa filiale :

TRAVAUX PUBLICS

INGENIEUR RESPONSABLE D'ETUDES ET D'OPERATIONS T.P.

- *Chargé de la conception du projet, il dirigera à PARIS une équipe qui devra mener à bien les études* tant au niveau technique qu'au niveau des prix.
- *Il aura l'opportunité de voir concrétiser ses efforts sur le terrain puisqu'il assurera le suivi de l'exécution des travaux* tant en France qu'à l'étranger.
- *Ce poste nécessite un candidat parfaitement bilingue Français, Anglais ou Espagnol, autonome, mobile, disponible, qui devra justifier d'expériences analogues réussies. De réelles perspectives d'évolution existent pour un candidat de valeur.*

Adresser un CV convaincant précisant expérience détaillée et prétentions de salaire sous référence LM à :
S.A.E. 32, Avenue de New york 75784 Paris cedex 16



COFAP

MAURITANIE

SOCIETE NATIONALE INDUSTRIELLE ET MINIERE

Exploitation de mines de fer (10 millions de tonnes par an) - 5500 agents recherche dans le cadre du démarrage d'un

IMPORTANT PROJET MINIER

SON RESPONSABLE DE CENTRE DE FORMATION

Résidant à NOUADHIBOU et rattaché au Chef de la division Formation Professionnelle, il est responsable du fonctionnement et du développement du Centre où sont formés apprentis et agents de maîtrise. Il est chargé de la gestion du Centre.

Le poste convient à un ingénieur diplômé ENSI ou école étrangère, possédant une expérience de 5 ans en industrie et de 3 ans minimum en pédagogie ou en transfert de technologie.

La SNIM s.e.m. fournit le logement (équipé - meublé), assure la couverture sociale habituelle. Les soins médicaux sont gratuits (polyclinique), les enfants sont scolarisés à l'école de la SNIM, les voyages sont à la charge de la Société (2 mois de congés annuels).

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature et votre c.v. en précisant le référence 318/82/M à :

SNIM s.e.m.
Succursale de Paris - Bureau de Recrutement
5, rue Scribe 75009 PARIS.

Snim s.e.m.

COOPÉRATION INDUSTRIELLE INTERNATIONALE
Cycle long de spécialisation de 8 mois à temps complet dont un stage pratique de 2 mois à l'étranger
Du 11 octobre 1982 au 6 mai 1983

Ingénieurs et Cadres

INGÉNIEURS DE PROJET
RESPONSABLES DE FORMATION

Techniciens supérieurs

CHEFS DE CHANTIER (BTP)
RESPONSABLES MAINTENANCE

Stage rémunéré par l'État ou l'Assedic.
Inscriptions avant le 10 septembre 1982.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON
CEPAG - 23, avenue Guy-de-Collongue
69130 ECULLY - Tél. : (7) 833-52-12.

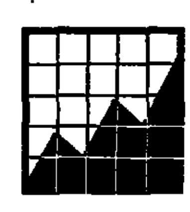
INGÉNIEUR EN BREVETS D'INVENTIONS

Recherché par Cabinet de Conseils à Paris

QUALIFICATIONS :
- diplômé Grandes Ecoles,
- connaissant physique, mécanique, électrotechnique,
- très bonnes connaissances anglais, allemand ...

Poste à caractère évolutif pour activités internationales très variées.

Adr. C.V. dét., photo, prét. à nº 44654 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01. Discrétion assurée.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



GUINNESS CAMEROUN S.A.

recherche un

directeur financier

La prestigieuse brasserie anglaise recrute pour une de ses plus importantes filiales en Afrique, un cadre supérieur appelé à participer activement à la vie de l'entreprise. Il sera membre du Comité de Direction et supervisera une équipe de plus de 50 personnes (comptabilité, informatique et secrétariat général) qu'il devra motiver et orienter.

Le candidat, de formation supérieure, aura pratiqué pendant au moins 10 ans la comptabilité française et anglo-saxonne. Il sera non seulement parfaitement bilingue Anglais/Français, mais très familiarisé avec une ambiance de travail internationale. Une première expérience d'une direction financière est indispensable.

Les possibilités d'évolution au sein de cette entreprise internationale ainsi que les nombreux avantages liés à l'expatriation rendent cette offre très intéressante.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae, en indiquant un numéro de téléphone, à Marie-Jo Martial, 4 avenue Marceau 75008 Paris, sous référence M 2001.

LE CRÉDIT MARITIME MUTUEL DE LA GUADELOUPE

Établissement financier intervenant essentiellement au profit de la pêche artisanale, recherche

son DIRECTEUR

Il devra disposer d'une solide expérience bancaire et avoir le sens des contacts humains aisé.

Adresser C.V. manuscrit et photo à
N. 2319 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Un poste à créer
Une société en forte expansion
La proximité de la Sologne

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

UNIDIS MAJOR, Groupe de distribution - 1500 personnes. 1350 millions de F de CA en 1981, une progression de 35 % par an depuis 10 ans - vous offre cette possibilité à **Bourges.**

Rattaché au Président Directeur Général, vous assurez l'intégralité des fonctions de relations humaines, en vous appuyant sur les compétences du Chef du Personnel pour tout ce qui concerne la gestion et l'administration. Vous êtes particulièrement :
- le conseil des membres de la Direction pour les questions de personnel ;
- l'homme des négociations dans les relations sociales ;
- le responsable du développement de la communication et de l'information dans l'entreprise.

Vous avez une solide expérience acquise en tant que responsable du personnel, de préférence dans le secteur de la distribution.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 568 à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION — 48, av. de l'Opéra 75002 Paris

Banque Populaire

recherche
pour le département de l'AIN

DIRECTEUR D'AGENCE

pour développer une clientèle à dominante industrielle.
Nécessitant :
- une parfaite maîtrise de la gestion des engagements ;
- une connaissance approfondie de la technique bancaire et particulièrement des différents mécanismes de crédits ;
- une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire ;
- une expérience indispensable de l'animation et de la gestion d'une équipe de dix personnes.

Adresser C.V. et prétentions à : B.P.S.L.A. Service Personnel, 106, rue du Km 400, 71009 MACON.

Sud-Ouest - Midi-Pyrénées

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Notre Société est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique. Avec un C.A. de 250 Millions de francs et un effectif de 800 personnes, elle se situe parmi les leaders de son secteur d'activité.
La nécessité de regrouper un certain nombre de services autour de la fonction production nous conduit à rechercher un homme à fort potentiel capable d'en assumer la coordination et le commandement.
Directement rattaché au Directeur Général, il prend en charge l'ensemble de la fonction industrielle en assurant la liaison entre les différents services dans un souci d'harmonie et d'optimisation.
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur généraliste (A et M, INSA ou équivalent) de 35 ans minimum justifiant d'une expérience industrielle d'au moins 10 ans, acquise dans une fonction production ou méthode. Il a déjà exercé des responsabilités d'animation et de commandement et connaît les problèmes liés à la production de grande série.
Le poste est à pourvoir au sein de la plus importante unité industrielle du groupe située dans une agréable ville du Sud-Ouest.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence M 5670 A à :

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média-system

LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'INFORMATIQUE

RECHERCHE

DIRECTEUR

ayant une très bonne expér. en organisation, analyse et télétraitement. Poste clé avec autorité sur 20 pers. nécessitant en plus qualités techniques et expérience, aptitude réelle pour travail en équipe et dialogue avec tous utilisateurs.

Adr. lettre manusc. et C.V. à

M. LE PRESIDENT DU S.I.I.M. à MAIRIE D'IVRY-S/SEINE 94205 IVRY CEDEX 5 avant le 20 septembre 1982.

IMPORTANTS ORGANISMES DU MONDE CULTUREL

recherchent pour l'ouverture prochaine du

CENTRE DE FORMATION DES VARIÉTÉS MUSICALES

DIRECTEUR

30-35 ans environ

Solide expérience dans direction entreprise culturelle ou de spectacle (théâtre, édition, production, festivals...)
Diplômé(e) école supérieure de gestion ou équivalent.

Adr. C.V. détaillé + photo au studio des Variétés 30, rue Ballu, 75009 PARIS avant le 7 octobre 1982.

DIRECTEUR TECHNIQUE ELECTRICITE INDUSTRIELLE La Rochelle

La Société étudie et réalise des installations électriques pour les administrations et les entreprises industrielles. Elle fabrique des armoires de distribution et d'automatisme.

Pour diriger son centre de La Rochelle (40 personnes), elle recherche un technicien averti, maîtrisant les problèmes H.T. et B.T. et connaissant les automatismes, qui prendra la responsabilité des études, de l'atelier, des chantiers et des contacts commerciaux. Formation ingénieur mécanicien/électromécanicien ou autodidacte de niveau équivalent. Optimum 40 ans.

Expérience indispensable de la conduite de chantiers.

Adresser CV détaillé + photo s/réf. 222/29M à :

France Cadres 22, rue St-Augustin 75002 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Champagne

JEUNE CADRE DE GESTION

2 milliards de CA, 4 200 personnes, 6 usines en France, 9 Directions commerciales régionales : ce sont quelques éléments relatifs à cette société filiale de l'un des premiers groupes industriels français. Elle met particulièrement l'accent sur la gestion industrielle. Ainsi dans chaque usine, un Cadre de Gestion assiste le Directeur pour tout ce qui touche à la gestion : budgets, comptabilité analytique, fiscalité locale, achats, approvisionnements, stocks, paie, services généraux etc.. Par ailleurs, il intervient pour tout ce qui relève de l'organisation au sens large du terme. C'est également un animateur qui gère son service et entretient de nombreuses relations fonctionnelles avec les différents services (production, entretien, personnel.)

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement économique supérieur (ESC option finances compta ou équivalent), sa première expérience industrielle lui a permis d'appliquer, avec succès, ses connaissances et de connaître la vie industrielle. C'est surtout un homme mobile et disponible. Il tiendra d'abord ce poste dans une usine (190 personnes - 250 millions de C.A.) située en Champagne (axe Reims/Paris) mais il évoluera rapidement à l'intérieur de la société soit dans une unité industrielle plus importante encore, soit dans une filiale.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous Réf M 4212 AJ à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

media-system

Leader européen agro-alimentaire 1,3 milliard de C.A.

Notre client recherche :

2 CADRES COMMERCIAUX EXPORTATION.

Dépendant directement du Directeur Exportation, ces deux négociateurs de haut niveau s'occupent respectivement des marchés situés :

- pour l'un, en Europe du Nord,
- pour l'autre, en Europe du Sud.

D'autre part, ils sont chargés de missions spéciales sur le marché français.

Profil du poste : 32 ans environ.

- excellents vendeurs, ils sont rompus par 4 à 5 années d'expérience, à la négociation de marchés importants à l'exportation ;
- disponibles pour voyager, ils sont 50 % du temps en déplacement pour visiter et développer une clientèle existante ;
- de formation commerciale supérieure, ils sont parfaits bilingues :

Poste A. Anglais compris, lu, parlé, écrit couramment, connaissance de l'allemand appréciée.

Poste B. Espagnol compris, lu, parlé, écrit couramment, connaissance de l'italien appréciée.

Leur présence au siège leur permet un suivi de clientèle par téléphone, une coordination avec les services centraux, la possibilité d'organiser efficacement leurs déplacements à l'étranger, de faire des comptes-rendus, etc ...

La rémunération se situe dans une fourchette de niveau important ; elle sera définie au départ par rapport à l'expérience acquise et à l'adéquation au poste. Elle évoluera ensuite en fonction des résultats et des responsabilités.

Il est souhaitable que les candidats habitent ou viennent habiter à proximité du siège de ce groupe situé à 100 km au nord de Paris. (Localisation à Paris admise dans un premier temps).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, en indiquant le poste A ou B qui vous intéresse à :

promonor 52 rue de Douai, 59000 LILLE.

qui traitera chaque dossier confidentiellement et répondra à toutes les lettres.

THOMSON-BRANDT
Département Armement

recherche pour son Bureau d'Études
La Ferté-Saint-Aubin (Loiret)
20 km au sud d'Orléans

ingénieurs
GRANDES ECOLES
(X, Centrale, Mines, Sup-Aéro, ENSTA, etc.)

Débutants ou première expérience industrielle

Envoyer candidature + C.V. à
THOMSON-BRANDT CENTRE D'ESSAIS
45240 La Ferté-Saint-Aubin

deb's



Services Généraux Informatique Secteur Public

Un établissement public national, chargé de développer des systèmes d'informations pour le compte des administrations, recrute un Chef de la Cellule Services Généraux (HF), pour son siège à Marseille.

Sa fonction : aidé de deux personnes, il aura à s'occuper des services généraux du siège et des établissements extérieurs (locaux, sécurité, équipement, intendance,...).

Son profil : 2 à 3 ans d'expérience appuyée par un DUT de gestion au minimum. Une formation juridique serait appréciée.

Poste évolutif dans un organisme de pointe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82821 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche.

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53

ENTREPRISE BÂTIMENT ET T.P.
(OISE) 1.000 PERSONNES

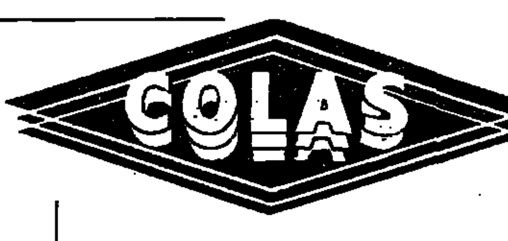
CHEF DU PERSONNEL
190.000 (+)

Ex-juriste confirmé, il prendra immédiatement en charge la gestion administrative du personnel (paie, législation, déclarations, statistiques, informatique paie...).
Intégré à l'équipe de Direction, il participera à la définition de la politique du Personnel et assurera son application (relations sociales, recrutement, évaluation, conseil aux unités opérationnelles...).
Homme d'action, le candidat de formation supérieure devra justifier de cinq ans (ou plus) dans une fonction similaire ou en qualité d'adjoint au chef du personnel d'une unité industrielle.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions, s. réf. 8529 à TELEX JONCTION P.A. 34, bd Haussmann 75009 Paris qui transmettra

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Chef d'entreprise avant 30 ans



INGENIEURS DÉBUTANTS
Ponts - Mines - Centrale - E.S.T.P - A et M...

Notre position au premier rang du B.T.P et la large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permettent de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe. Après une solide formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine, administrative) de la gestion d'une unité d'exploitation en France ou à l'étranger selon votre choix (nous avons 100 Centres ou Agences de Travaux en métropole et sommes implantés dans 42 pays.)

- 80% des ingénieurs que nous recrutons sont débutants et choisissent pour la plupart de faire carrière chez nous. C'est pourquoi, l'intégration, la formation, nous savons ce que cela veut dire.

- La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place chez nous, vous la trouverez au sein d'une équipe de travail constituée et solide.

- Chaque Centre ou Agence s'intègre à son environnement physique, économique et humain: participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qu'apporte notre métier.

Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour l'étranger, où vous pouvez partir en famille avec une couverture sociale complète et bien-sûr tous les avantages classiques.

Faisons le point : si vous vous reconnaissez comme un homme de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, alors vous avez de bonnes raisons de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un Groupe international et la qualité d'un travail à dimension humaine.

Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter quelle que soit votre date de disponibilité. Transmettez votre dossier de candidature (lettre, C.V., et photo) au Service du Recrutement - 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

nous parions sur votre esprit d'initiative

rscg carrières



La Commission des Communautés Européennes

organise un concours sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement d'

assistants adjoints
(m/f)
dans le domaine des ARCHIVES

Le travail comportera notamment :
☐ la constitution de dossiers d'archives;
☐ l'indexation de pièces y afférentes et leur incorporation aux dossiers;
☐ l'assistance aux fonctionnaires dans la recherche de pièces et dossiers d'archives; ☐ le cas échéant, la coordination des opérations d'enregistrement du courrier.

Les candidats doivent : ☐ être ressortissants d'un État membre des Communautés; ☐ être nés avant le 30 juin 1962 et après le 30 juin 1952;
☐ justifier avoir accompli des études du niveau de l'enseignement secondaire; ☐ posséder une expérience professionnelle postscolaire spécifique d'une durée minimum de 2 ans dans le domaine des archives ou un diplôme en matière d'archives;
☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, grec, italien, néerlandais) et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

Lieu d'affectation : Bruxelles, ou, éventuellement, Luxembourg.

DATE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS : 30 septembre 1982.

Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu en écrivant, de préférence sur carte postale, et en rappelant la référence COM/B/342, auprès de :
☐ Bureau d'Information de la Commission des C.E., 61 rue des Belles-Feuilles, F - 75782 Paris Cedex 16.
☐ Commission des Communautés Européennes, Division "Recrutement", rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

SAE, leader du B. T. P.

recherche
pour PARIS et ses chantiers au MOYEN ORIENT

Plusieurs INGENIEURS - ELECTRICIENS

Une très bonne connaissance tous Corps d'Etat est requise pour effectuer : • mise à prix • variante technique • préparation et négociation des contrats de sous-traitance • suivi des travaux.

Une expérience dans les études d'installations électriques en hôpitaux est souhaitable. La pratique de l'anglais est un atout.

Merci d'envoyer votre CV détaillé + lettre manuscrite en précisant le lieu d'affectation souhaité sous réf. IELC à : **SAE - Direction du Personnel - 32, avenue de New York 75784 Paris cedex 16**

COFAP

COMINAK Niger
Filiale de COGEMA, recherche son

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Basé sur le site industriel et minier d'AKOUTA, il disposera d'un DPS 4 CII HB.

Il en gérera toutes les applications et mènera les actions propres à la généralisation de l'informatique dans l'entreprise :
- amélioration de l'existant (gestion du personnel, paie, applications scientifiques)
- transfert au NIGER de la sous-traitance extérieure (comptabilités)
- création (gestion des stocks, etc...)

Les candidatures souhaitées pour ce poste sont celles d'Ingénieur ou MIAGE et ayant une première expérience de 2 à 3 ans acquise dans l'industrie ou dans une SSCI.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence **CK/SIM** à
CETAGEP 30, Av. Amiral Lemonnier
78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

GUADELOUPE

jeune entreprise en pleine expansion, distribution de produits alimentaires
RECHERCHE

RESPONSABLE DES VENTES

Il sera chargé de la réalisation des objectifs commerciaux, 30 ans minimum, expérience similaire dans même secteur. Homme de terrain capable d'animer une équipe. Bonnes connaissances en anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., *prétentions, photo* à **D. GROSJEAN**, cabinet Romance ALANT, 19, rue de l'Arc-de-Triomphe, 75017 PARIS.

Société multinationale, siège à DAKAR, recherche comptables africains titulaires du DECS ou de deux certificats dont certificat comptable. Expérience souhaitée.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
Ecr. s/nº 2.943 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Lycée français Lubumbashi Zaïre recherche jeunes prof. maîtrise philo et Sc. Eco. Voyage, logement, sport.
Ecr. s/nº 2.944 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale d'un Groupe important de la mécanique et de la métallurgie, nous assurons la conception, la réalisation et la vente de nos équipements dans le monde entier (70 % à l'exportation).

Pour notre Bureau d'Etudes de LYON nous recrutons un

Ingénieur débutant

AM, INSA...

ou pouvant faire état d'une première expérience dans le montage ou la construction mécanique.

Après sa mise au courant, il participera aux études d'amélioration des produits existants, d'élaboration et de mise au point de nouvelles machines. En liaison avec les principales fonctions de l'entreprise, cette activité fait surtout appel à des compétences mécaniques.

La pratique de l'anglais est nécessaire, l'Ingénieur d'Etudes étant amené à effectuer ultérieurement des déplacements de courte durée à l'étranger (établissement des cahiers des charges, mise en route des ensembles industriels, etc.).

Envoyer lettre man. et C.V. détaillé sous la réf. 82750/M à Jean GUYOT - Sélé-CEGOS RHONE-ALPES 76, boulevard du 11 Novembre, 69100 VILLEURBANNE.

Réponse et confidentialité assurées.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS RHONE-ALPES

COORDONNER ET SUIVRE LA RÉALISATION DE NOS MARCHÉS DE TRAVAUX

Notre société (5000 personnes), intervenant dans le secteur électronucléaire, recherche

CHEF D'UNITE MECANIQUE (A & M - ENSI - CNAM...)

Vous avez :

une expérience acquise sur chantier de montage (sidérurgie, pétrochimie...) en Bureau d'Études (équipements chaudronnés, mécaniques ou électromécaniques).

Nous vous proposons de prendre en charge :

la coordination, le suivi des marchés de travaux du montage des équipements (qualité – délais – coûts), ainsi que l'animation et l'encadrement d'une équipe.

Basée en province, cette fonction implique des contacts avec le client, les sous-traitants, ainsi que la formation du personnel.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 74611 à HAVAS CONTACT – 1, Place du Palais-Royal – 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Message à un INGENIEUR CHIMISTE

ATO CHIMIE Vous souhaitez entrer dans l'une des premières sociétés françaises de pétrochimie qui développe une nouvelle gamme de produits

adhésifs

Notre Centre d'Etudes et de Recherche de SERQUIGNY (27) souhaite vous confier la responsabilité d'un laboratoire chargé de la formulation d'adhésifs hot-melt, de leur évaluation, de l'étude des problèmes posés par la clientèle et de la recherche de nouveaux systèmes d'adhésifs.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur chimiste, connaissant bien la chimie macromoléculaire, avec une expérience de la physico-chimie et de la physique de l'adhésion acquise, soit sous forme d'une thèse, soit par 3 ans minimum d'expérience dans l'industrie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/103/AC à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann – 75008 Paris

Message à un INGENIEUR CHIMISTE

ATO CHIMIE Vous souhaitez entrer dans l'une des premières sociétés françaises de pétrochimie qui développe une nouvelle gamme de produits

anti-corrosion

Notre Centre d'Etudes et de Recherche de SERQUIGNY (27) souhaite vous confier la responsabilité d'un laboratoire chargé d'étudier le développement des utilisations des polymères dans le domaine des revêtements anti-corrosion.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes ingénieur chimiste ou docteur ès-sciences et si vous avez acquis, par vos études ou votre expérience, une connaissance de très bon niveau dans le domaine des PEINTURES ET VERNIS et/ou de la chimie des POLYMERES. Connaissance de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/103/AD à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann – 75008 Paris

Le Leader des Revêtements pour l'Emballage Métallique
RECHERCHE
pour ses laboratoires situés en Normandie

INGÉNIEURS CHIMISTES

CHIMISTES

quelques années d'expérience en formulation peintures, vernis, résines synthétiques souhaitées.

Envoyer Curriculum Vitae avec photo et prétentions à :

HOLDEN EUROPE S.A.
B.P. N° 27
76320 CAUDEBEC-lès-ELBEUF

CONTROLE DE GESTION

F 160.000 +

Implanté dans une très agréable région de l'ouest de la France, un groupe français, à vocation internationale dans les biens de grande consommation (pour l'enfance) ; C.A. : F 200 millions ; taux de croissance exceptionnel avec une très forte rentabilité, recherche un CONTROLEUR DE GESTION.

Membre de l'équipe de direction, composée de jeunes managers dynamiques, il aura pour mission de créer, mettre en place et assurer le bon fonctionnement d'un système d'information de gestion à l'aide de moyens informatiques : plans, budgets, analyse de résultats, tableau de bord. La synthèse de ces informations devra permettre de suivre les activités du groupe et faciliter les prises de décision. Il sera, en outre, un élément de liaison entre le siège et les responsables de différentes unités.

Le poste conviendra à un jeune candidat âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure commerciale option finance-comptabilité ou l'équivalent, pratiquant l'anglais, et ayant déjà acquis 2 ou 3 ans d'expérience en entreprise ; une formation d'audit serait appréciée.

Une forte capacité d'adaptation, le sens et le goût des contacts humains, et un sérieux potentiel sont nécessaires pour ce poste dont les perspectives d'évolution peuvent être particulièrement intéressantes.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 21.455-M à CLA RECRUTEMENT 11, av. Delcassé - 75008 Paris.



A Nantes ...

Nous voulons faire franchir un pas décisif à notre Société, encore sous le sceau de l'entreprise familiale qu'elle était. Pour cela, nous avons besoin de jeunes diplômés aux dents longues, solides et créatifs qui, après une période de familiarisation avec ses différents rouages, prendront la Direction d'un domaine d'activité.

Notre effectif actuel compte 200 personnes. Nos produits, diversifiés, font appel aux techniques de la petite métallurgie et du traitement de surface. Ils sont destinés au grand public France et Exportation. Depuis notre récente restructuration, nos résultats sont extrêmement encourageants et notre équipe fait preuve d'un dynamisme exceptionnel. Dans ce contexte, nous recherchons :

Jeune Ingénieur Généraliste

Réf. 209185

de formation type AM, ayant 2 à 5 ans d'expérience industrielle ... mais possédant surtout une forte personnalité, un sens éprouvé des réalités et d'excellentes qualités de dialogue. A terme lui sera proposée :

- LA DIRECTION TECHNIQUE (modernisation de l'outil de production, recherche de produits nouveaux ...)

OU

- LA DIRECTION DE PRODUCTION.

A Nantes ou à Paris ...

Jeune Ingénieur Export

Réf. 209186

de formation commerciale, ayant 2 à 5 ans d'expérience, s'exprimant couramment en anglais ... mais c'est surtout la personnalité de FUTUR DIRECTEUR EXPORTATION que vous serez qui nous intéresse : homme de terrain, entreprenant et pratique, capable de s'adapter avec aisance à des milieux différents.

Si notre profil d'entreprise vous intéresse, adressez une lettre manuscrite motivée, un CV, une photo et vos prétentions en rappelant la référence à ORION - 35, rue du Rocher 75008 PARIS

ORION l'homme et l'entreprise

Message à des jeunes Ingénieurs PONTS - CENTRALE T.P.

Vous avez eu à mener des hommes, à traiter des affaires et à gérer des chantiers de BTP, principalement pour des

collectivités locales

Vous souhaitez une carrière dynamique mais plus polyvalente au sein d'un grand groupe privé.

Ou, débutants, vous désirez animer une équipe, sur le terrain pour commencer.

Vous aimez vivre en province.

Alors, prenez des responsabilités dans l'une de nos 15 unités établies dans des

métropoles régionales

Vous y développerez votre goût d'entreprendre dans le cadre d'une gestion très décentralisée.

Nous vous remercions d'exprimer vos motivations sous référence M/116/KK à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur les postes avant de vous recevoir.

CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris



THOMSON-BRANDT

Un ensemble industriel de plus de 2000 personnes
premier fabricant français de machines à laver et sèche-linge
filiale THOMSON-BRANDT
recherche à LYON

Ingénieur de maintenance

AM, ECAM, INSA ou ENSI, il devra animer une équipe de 45 techniciens et agents d'entretien afin d'assurer la bonne marche technique d'un parc de presses transferts complexes et de lignes de soudure automatisées d'une unité de tôlerie de 350 personnes avec son budget à gérer. La candidature d'un débutant à fort potentiel sera examinée comme celle d'un ingénieur possédant une expérience industrielle significative et voulant évoluer dans un Groupe important.

Ecrire au CABINET GATIER sous référence 610 M
32 rue Barrême 69006 Lyon

médiasystem

Cabinet Gatier

Vilmorin

crée au sein du service Finances un poste de

CADRE DE GESTION

qui conviendrait à jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce.

Sa mission serait axée plus particulièrement sur les domaines :

- contrôle de gestion avec l'établissement et le suivi des différents budgets,
- participation à la mise en place des plans de financement.

Ce poste qui implique des responsabilités variées nécessite des qualités de rigueur et de méthode et une réelle aptitude au contact humain.

Pour ce poste, basé dans la région d'Angers, les dossiers de candidatures doivent être adressés sous référence 232 M à VILMORIN - La Ménitré - 49250 BEAUFORT-EN-VALLEE

---

jeunes ingénieurs Orléans

Société industrielle de 450 personnes, filiale d'un Groupe américain Leader sur son marché, nous fabriquons en grande série, pour l'industrie automobile européenne, des pièces mécaniques de précision.

Nous recherchons :

* Un CHARGE de PROJETS capable d'étudier et de mettre en œuvre de manière autonome des projets ponctuels d'amélioration de productivité et de réduction des coûts. Référence CM/01.

* Un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL chargé des relations avec nos clients français. Référence CM/03.

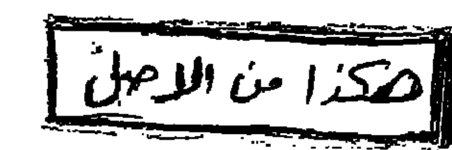
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation Arts et Métiers ou équivalent, débutants ou ayant déjà une première expérience en milieu industriel auxquels nous offrons l'opportunité de développer des technologies nouvelles et de progresser rapidement.

Les contacts fréquents avec notre Groupe nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Notre conseil vous remercie de lui adresser vos candidatures.

Les entretiens pourront avoir lieu à Orléans et à Paris. KEY MEN, 29 bd Jean-Jaurès 45000 Orléans Tél.(38)68 07 61

média-system



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

responsable recrutement



HEWLETT PACKARD

GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle connaît un développement très rapide : son taux d'expansion se situe en moyenne autour de 30 % par an. Nous étions moins de 200 en 1975, *nous sommes aujourd'hui plus* de 850. Cette croissance d'effectif supérieure à 20 % par an nous amène à considérer le recrutement comme fonction vitale pour l'entreprise.

Le cadre que nous recherchons prendra en charge l'ensemble du *recrutement des techniciens, ouvriers et employés administratifs* non cadres, en liaison avec les services et responsables concernés. A court terme il prendra la responsabilité du recrutement de certains cadres.

Au-delà de cette fonction, son champ d'action s'étendra, à moyen terme, suivant ses goûts et ses capacités, vers des interventions ponctuelles, dans d'autres domaines de la gestion du personnel, ceci devant lui permettre de se préparer à prendre en charge à plus long terme d'autres responsabilités, toujours dans le cadre *de la fonction personnel*.

Ce poste conviendrait à un ou une diplômé (e) de l'enseignement supérieur dans le domaine des sciences humaines, ayant acquis de préférence une première expérience du recrutement, et maîtrisant l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence MP09 à Martine GAUTHIER, service Personnel, HEWLETT-PACKARD 5, avenue Raymond-Chanas - 38320 EYBENS.

LE RESPONSABLE DE NOS SERVICES COMPTABLES A ROUEN

Nous sommes un groupe agro-alimentaire de taille nationale, 1 milliard de francs de C.A., 1.300 personnes, *15* établissements, nous recherchons

LE RESPONSABLE
DE LA FONCTION COMPTABLE COMPLÈTE

Il devra revoir les procédures, en développer l'informatisation, préparer l'arrivée du nouveau plan comptable, contrôler et consolider les comptes de nos établiss. et filiales.

De formation supérieure, D.E.C.S. au minimum, expertise comptable souhaitée, avec quelques années d'expérience, maîtrisant bien les techniques et prêt à diriger une quinzaine de personnes.

Poste à pourvoir rapidement.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. et prétentions sous n° T 035.195 M, RÉGIE-PRESSE, 85 *bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.*

Telemecanique

Un des Leaders Européens de Constituants pour Automatismes Industriels recherche pour ses Unités d'ANGOULÊME et de DIJON

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Formation ENSI

TECHNICIENS ELECTRONICIENS

Formation DUT ou BTS

Envoyer CV avec photo, prétentions et lettre manuscrite à Direction du Personnel

Z.I. No 3
16314 ISLE D'ESPAGNAC

Z.I. Sud, rue Lavoisier
B.P. No 6
21600 LONGVIC Les DIJON.



Directeur de pmi — Région de belfort

Ingénieur ou niveau équivalent - Cette entreprise de 220 personnes travaille en sous-traitance dans l'usinage et l'assemblage de pièces mécaniques simples, pour des industries diverses sur tout le territoire national. Elle cherche un nouveau Directeur Général pour prendre en charge l'ensemble de sa gestion et, en particulier, négocier les marchés avec ses principaux clients, organiser la production en s'intéressant de très près aux Méthodes, continuer l'œuvre sociale de ses prédécesseurs en mettant l'accent sur l'épanouissement de la main-d'œuvre et les conditions de travail. Nous recherchons un ingénieur de plus de 38 ans, ayant une bonne expérience de l'organisation d'ateliers, un goût marqué pour le commercial et la gestion et un sens de l'humain hors du commun. Nous lui proposons une évolution de carrière importante dans des fonctions touchant de plus en plus à la gestion, et une rémunération motivante dès le départ. Une information complémentaire sera adressée à tous les candidats sélectionnés sur dossiers, préalablement à tout entretien. Ecrire à D. HATT. Réf. A/6103M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Directeur administratif et financier — 200.000 F

La société (150 personnes, 70 millions de chiffre d'affaires) est la filiale française d'un important groupe allemand. En forte expansion, elle produit et commercialise des machines de conditionnement pour l'industrie agro-alimentaire. Nous recherchons son Directeur Administratif et Financier, futur Directeur Général Adjoint. Avec une équipe d'une dizaine de personnes, il prendra en charge les différents aspects de la fonction financière : comptabilité générale et analytique, reporting à la maison-mère, contrôle de gestion, trésorerie et relations bancaires, etc... ainsi que les services généraux et la gestion du personnel. Il participera à la mise en place d'une gestion informatisée. A terme, il évoluera vers une fonction plus large et devra seconder le Directeur Général dans toutes ses activités. Le candidat recherché possède une formation supérieure et une expérience de plusieurs années acquise dans une activité financière et comptable au sein d'une société de production. Il parle anglais couramment. Le poste est basé à proximité de Caen, ville universitaire active, qui offre un environnement très agréable. La rémunération proposée sera, dans une fourchette de 180.000 à 220.000 Francs, fonction de l'expérience acquise. Ecrire à Christiane ROUSSEL. Réf. A/2259M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

ALSTHOM ATLANTIQUE



Région Lyonnaise.

jeune ingénieur commercial

La Division "APPAREILLAGE ELECTRIQUE"

recherche pour son Département "A.M.T." un **Ingénieur Animateur des Ventes France.**

Agé de 28 ans environ, il lui sera confié après formation, la commercialisation d'une gamme de produits et d'appareillages.

Ce poste implique de très fréquentes actions sur le réseau de nos agences régionales et le suivi des clients importants (déplacements).

D'intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe sont ouvertes.

Merci d'adresser votre C.V. sous réf. 6902-M à MAMREGIES 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.



Contrôleur de gestion — 180.000 F

Ouest - Un important groupe industriel français recherche un contrôleur de gestion pour l'une de ses unités de production, d'un effectif de 2.000 personnes. Rattaché au Directeur administratif et financier, et en autorité sur une trentaine de personnes, il assumera dans une grande autonomie, la responsabilité *des services comptabilité et contrôle de gestion de l'unité, avec pour* tâches principales le suivi des coûts d'exploitation, la comptabilité analytique, l'établissement des budgets, les consolidations et comparaisons budgétaires, les analyses financières, etc... Ce poste ne peut convenir qu'à un praticien confirmé de la finance et de la comptabilité, diplômé de l'enseignement supérieur *(HEC, ESSEC, ESCAE ou équivalent) et pouvant justifier d'une expérience* de cinq années environ, acquise dans le contrôle de gestion, de préférence au sein d'une grande entreprise à vocation industrielle. Des connaissances en informatique constitueraient un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, tiendra compte de la valeur et *de l'expérience du candidat retenu.* Ecrire à Chantal DANGEL. Réf. A/1164M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Responsable achats — 160.000 F

Morez (Jura) - La société L'AMY, leader dans sa spécialité de fabrication de montures optiques en métal recherche le responsable de son service Achat. Dépendant du Directeur Technique et assisté de trois collaborateurs qu'il supervisera, il aura à prendre en charge la totalité de la fonction achat (matiè*res premières pour la production et l'industrialisation de nouveaux modèles,* matières consommables, sous-traitance, outillages et investissements). Il gèrera un budget de près de 40 millions de francs. Il travaillera en étroite collaboration avec les services techniques, financiers et informatiques. Ce poste s'adresse à un diplômé (Ecole d'Ingénieur, ESC ou ESA), âgé au minimum de *35 ans, possédant une expérience d'au moins cinq années de la fonction achat* acquise idéalement dans la lunetterie ou tout au moins dans une industrie travaillant sur de petites pièces (micromécanique, horlogerie, bijouterie, électronique...). Une bonne connaissance des techniques de transformation de métaux non ferreux serait vivement souhaitée. La pratique du dédouanement *serait également appréciée. La rémunération liée à l'expérience pourra attein*dre 160.000 francs. Ecrire à M. FOBY. Réf. A/3660M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



SOGEN

SOCIÉTÉ NATIONALE DE MAINTENANCE
ET D'INSTALLATIONS DE MATÉRIELS
DE DISTRIBUTION D'HYDROCARBURES
Filiale groupe français multinational

RECHERCHE

DIRECTEUR Régional NANCY

Poste à pourvoir rapidement. Évolution au sein de la Société ou du Groupe assurée. (Réf. D.R.)

INGÉNIEURS de MAINTENANCE

pour Paris - Lille - Rouen (Réf. I.M.)

INGÉNIEURS DE VENTE D'ÉQUIPEMENTS

pour Bordeaux - Nancy (Réf. I.V.)

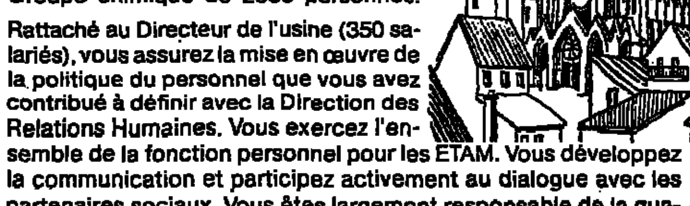
Ces postes conduiront à terme vers UN POSTE DE DIRECTEUR RÉGIONAL

Vous avez :
- une formation technique (ingénieur électromécanicien E.N.S.A.M., ou équivalent) et êtes intéressés par la gestion et l'animation humaine et commerciale.
- une expérience de S.A.V. ou de chantiers sera un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo (retournée) et prétentions, en indiquant la réf. du poste à :
SOGEN - Direction du Personnel
32, rue Victor-Hugo - 92800 PUTEAUX

---

chef du personnel



Vous rejoignez à **Reims** une des unités de production de **HENKEL FRANCE**, *Groupe chimique de 2800 personnes.*

Rattaché au Directeur de l'usine (350 salariés), vous assurez la mise en œuvre de la politique du personnel que vous avez contribué à définir avec la Direction des Relations Humaines. Vous exercez l'ensemble de la fonction personnel pour les ETAM. Vous développez la communication et participez activement au dialogue avec les partenaires sociaux. Vous êtes largement responsable de la qualité des relations humaines à tous les niveaux et du bon fonctionnement de l'établissement.

Une expérience de gestion de personnel en milieu industriel est indispensable.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 420, à Hélène REFREGIER *qui étudiera confidentiellement votre candidature.*

SERTI SELECTION — 48, av. de l'Opéra 75002 Paris



Jeunes ingénieurs débutants — Vallée du rhône

Technologies de pointe - Cette société de 1.300 personnes, filiale d'un très important groupe français, met en œuvre des technologies de pointe très diversifiées dans les domaines de la chimie, de la mécanique et de la métallurgie liés à l'industrie nucléaire. Afin de faire face à son développement, l'un de ses centres, implanté dans la Vallée du Rhône, accroît son potentiel et recherche de jeunes ingénieurs débutants. A l'issue d'une période de formation, dont une partie peut s'effectuer à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, ils se verront confier des responsabilités au sein des secteurs chargés du développement ou de l'organisation de la production. Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (Mines, Centrale, Sup'Aéro, Arts et Métiers...) à fort potentiel, motivés par une carrière évolutive dans des secteurs de pointe. La réussite dans les premières fonctions permettra aux titulaires d'accéder à des postes de responsabilités soit dans cette unité, soit au sein du groupe. La connaissance de l'anglais peut être un atout supplémentaire. Une certaine mobilité géographique sera nécessaire pendant la période de formation. Les entretiens se dérouleront à Paris et à Lyon. Ecrire à M. LE GOUEFF. Réf. A/3637M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

chef du service gestion sociale

SONY®
USINE DE DAX

La construction de cette nouvelle usine démarre en Septembre 1982, et la production des premières cassettes video devrait commencer en Septembre 1983. Le respect de ce calendrier dépend en grande partie du responsable du service personnel puisque celui-ci sera amené à recruter la quasi totalité de l'effectif prévu = 500 personnes. En dehors de cette importante opération de recrutement, ce collaborateur, rattaché au Directeur de l'Usine, participe à la définition de la politique sociale et met en œuvre ses applications, en particulier dans les domaines suivants : formation, information, contacts avec les partenaires sociaux, recrutement, gestion du personnel, relations avec les organismes extérieurs. Nous accordons beaucoup d'importance au dialogue social, aussi serons-nous très attentifs aux qualités professionnelles et humaines de notre Chef du Personnel. Nous le souhaitons jeune, diplômé d'études supérieures, ayant déjà une expérience de 5 ans au moins de la fonction personnel acquise dans une unité industrielle. La résidence est la région de DAX. Un candidat originaire du Grand Sud-Ouest ou connaissant cette région aurait nos préférences.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 167.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

à Bourges nos fabrications électriques/électroniques

prennent un poids de plus en plus important au sein d'une large famille de produits industriels présents sur tous les marchés et plus particulièrement dans les secteurs de pointe tels le nucléaire ou l'aviation.

Votre rôle consistera non seulement à animer les hommes, mais encore à assurer la responsabilité complète des fabrications électroniques tout en participant activement à l'élaboration des prototypes et en mettant en œuvre les préséries.

Vous êtes un homme de production issu de l'enseignement supérieur et ayant déjà assumé des responsabilités analogues.



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 39233 M.

PUBLIVAL



Groupe C.G.E.

LEADER NATIONAL EN TELEPHONIE PRIVEE
C.A. 850 MF - 2400 PERSONNES DONT 280 INGENIEURS ET CADRES
NOUS DEVELOPPONS A PARTIR DE TECHNOLOGIES DE POINTE
DES SYSTEMES EVOLUES DE BUREAUTIQUE ET DE TELEMATIQUE

Nous recherchons pour nos Services Techniques

6 INGENIEURS LOGICIEL CONFIRMES

possédant un vécu professionnel d'environ 5 ans ainsi qu'une expérience des logiciels de base, des systèmes temps réel et des réseaux.

dont

4 ingénieurs-systèmes

qui participeront à la définition et à la réalisation d'un système de base auquel seront raccordées des applications bureautiques et télématiques. Réf. 1901

2 responsables support-produit

qui encadreront des équipes dont la mission est de faire vivre les produits en fonction des évolutions techniques et commerciales. Réf. 1902

3 INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUES
RECHERCHE ET LABORATOIRE

Ingénieurs Grande Ecole (Sup Télécom - ESE - ESEO - INSA) possédant une expérience de 1 à 3 ans en milieu industriel

dont

2 ingénieurs étude et développement

possédant une bonne connaissance des circuits linéaires et logiques à microprocesseurs. Ils participeront à des études électroniques avancées dans les domaines de la commutation et de la transmission numérique. Réf. 1903

1 ingénieur fiabilité composants

connaissant la technologie et les méthodes de test des circuits LSI (et VLSI), il assurera des études relatives à la fiabilité des composants électroniques et aux moyens de test. Réf. 1904

Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG.

Envoyer curriculum vitae et prétentions en précisant la référence du poste concerné à TELIC-ALCATEL Direction du Personnel 206, route de Colmar - Boite Postale 57 - 67023 STRASBOURG CEDEX.

Région Rhône-Alpes...

Centrale, Arts et Métiers (ou équivalent)

Nous sommes la filiale d'un des plus importants groupes industriels français d'envergure internationale. Notre société (2000 pers., 800 M. de CA) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement aux applications industrielles et grand public, recherche deux

FUTURS CHEFS DE FABRICATION

Ceux-ci, après avoir exercé des responsabilités en fabrication dans un ou plusieurs ateliers, devront être en mesure d'accéder à la Direction d'un service (200 à 400 personnes) dans un délai d'un à deux ans.

Ces fonctions pourraient convenir à des candidats d'environ 28 ans, alliant autorité et sens du dialogue, ayant une première expérience professionnelle et désireux de l'élargir et de la valoriser au sein d'une équipe jeune et dynamique. Des éléments de valeur sont assurés de trouver dans notre groupe de très larges possibilités d'évolution.

- La rémunération offerte est fonction des qualités requises.
- Les postes sont situés à proximité de Lyon.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209195 LM à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris. Réponse et discrétion assurées.



LEVI TOURNAY PUB

THOMSON-CSF

DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES
BORDEAUX - PESSAC

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Pour participer au DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES AVIONIQUES DANS LE DOMAINE DES RADARS AEROPORTES

INGENIEUR MECANICIEN

Débutant ou courte expérience pour METHODES DE FABRICATION USINAGE.

POUR CES POSTES IL EST OFFERT :

- une formation à des techniques évoluées
- des conditions de travail particulièrement favorables dans une unité en plein développement.

Adresser CV avec photo et prétentions au Service du Personnel BP 94, 33607 PESSAC

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PARFUMS ET COSMÉTIQUES

recherche

ADJOINT

au Chef du Département du Personnel
Poste basé à ORLÉANS

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure.
Une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction personnel en entreprise est exigée.

Ce poste conviendrait à un candidat motivé ayant :

- solide pratique de la gestion administrative et prévisionnelle du personnel,
- bonnes connaissances en droit du travail,
- excellent sens de l'organisation,
- expérience systèmes d'information automatisés.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 8.248 à :

Nicole OUTIN,
Conseil en recrutement,
15, rue Marcel-Renault,
75017 PARIS.

Garantie totale discrétion.

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

Nombreuses implantations en France et à l'Etranger
C.A. 800 Millions de Francs - 2500 personnes
recherche pour ses établissements métropolitains des

CADRES COMPTABLES

FORMATION ESC option Comptabilité
Expérience de 2 à 5 ans.

Il s'agit, au départ, de postes de responsable comptable d'établissement, nécessitant une maîtrise des comptabilités générale et analytique.

Ces postes offrent de grandes possibilités d'avenir en France et à l'Etranger.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 325 à :

bonna
Société des Tuyaux BONNA
Boîte Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08

Le groupe DEVANLAY RECOING

ORLY Timwear Exciting LACOSTE

souhaite intégrer à son équipe de gestion un

attaché à la direction financière

De formation générale Droit, Sciences Eco., IUT, + DECS

il a une première expérience en comptabilité ou contrôle de gestion.

il devra :

- coordonner et contrôler 25 trésoreries décentralisées avec clearing financier quotidien, suivi, contrôle et consolidation des prévisions de trésorerie, appui technique aux trésoreries décentralisées (dates de valeur, conditions bancaires, etc.) ;
- établir les comptes et assurer le contrôle de gestion du centre de profit chargé du financement du groupe.

En fonction de ses résultats il pourra grâce à la dimension et aux structures du Groupe avoir un développement de carrière intéressant.

RESIDENCE TROYES.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2144-M) précisant le niveau de rémunération actuel, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

---

cacharel

Une marque de notoriété internationale mais aussi une entreprise de 1 400 personnes réalisant un CA de 400 M de FF

Nous renforçons aujourd'hui nos méthodes de contrôle de gestion. Vous avez une formation IUT gestion option finances comptabilité et vous débutez dans la vie active. Nous vous proposons le poste de

COLLABORATEUR H/F DU CONTROLEUR BUDGETAIRE

Dans un premier temps et afin de vous familiariser à nos méthodes de travail, nous vous assurerons une formation aux différents postes du service « contrôle budgétaire ».

Ensuite nous vous confierons la mise en place d'un nouveau suivi budgétaire de l'ensemble des services de la société.

Pour vous appuyer dans votre nouvelle fonction vous disposerez, entre autres, d'un outil informatisé de gestion de bases de données.

Le poste est à pourvoir à NIMES

REGINE DESPRETS vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. M à CACHAREL CTI.. ZI St Cezaire 30000 NIMES

GROUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN
offre à TOURS le poste de

responsable de son service gestion locative

Patron d'une équipe de 17 personnes, répartie sur trois centres, couvrant 13 départements, il est responsable de l'ensemble des tâches de gestion locative (gérance, entretien, comptabilité auxiliaire), assure les relations avec les locataires et les autorités locales, et participera activement à la mise en place d'une nouvelle organisation informatique de la gestion locative.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, âgé de 32 ans minimum, disposant de grandes capacités relationnelles et d'animation. Plusieurs années d'expérience dans une activité similaire, sans être indispensables, constitueront un atout important.

Rémunération minimum départ : 145.000 F + nombreux avantages de Groupe.

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous référence C 167 à
PAJ Conseil 2, rue des Dardanelles, 75017 PARIS.

CSNCR

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE, l'une des toutes premières sociétés de conseil en informatique par son développement et ses résultats *recrute, afin de renforcer les équipes opérationnelles des*

UNIVERSITAIRES

(minimum BAC + 2)

toute formation – débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Les candidats retenus recevront une formation de plusieurs mois aux méthodes de la société (MERISE – PAC) et aux techniques avancées de l'informatique (microprocesseurs, télématique, bases de données...).
A l'issue de cette formation, ils s'intégreront aux équipes opérationnelles.

Lieu de travail ·

OUEST ATLANTIQUE

CGI

Adresser CV et photo s/réf. JLB/CL à Catherine LANLIGNEL – CGI OUEST ATLANTIQUE – 3, rue Marcel Sembat – 44100 NANTES.

HAVAS CONTACT

Entretenir et faire évoluer notre outil de production

Importante usine (450 personnes, 15 cadres) d'un groupe industriel solide, leader de sa branche, cette unité de production est implantée et s'est développée depuis 80 ans à la campagne, à 200 km au sud-est de Paris. Une nouvelle organisation nous conduit à *rechercher un ingénieur qui, à la tête de 50 personnes, sera notamment chargé de* l'entretien général (bâtiments, outillages, matériels roulants, énergie), des travaux neufs (immobilier, voiries et outillages) et de la gestion et maintenance du parc de transports et manutention. (Budget global : environ 7 millions de francs).

Ingénieur dans la trentaine, vous avez une bonne expérience des responsabilités en usine. *Prévoyant et organisé*, vous savez être pragmatique, gestionnaire et homme de dialogue avec les équipes de fabrication. Généraliste compétent, dynamique et responsable, vous saurez vous imposer au sein de l'équipe de direction et être le collègue que nous attendons pour partager notre travail... et notre avenir serein.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire en précisant la rémunération souhaitée, s/réf. 2592 M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES



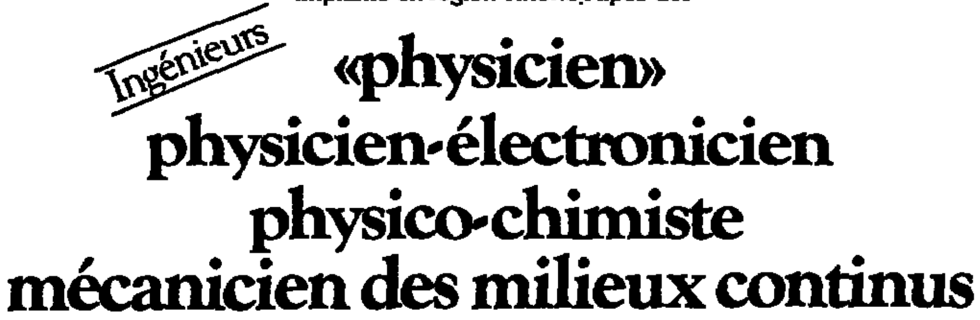
transpac

SPECIALISTE SYSTEME

Dans le cadre de la mise en place de son système intégré de gestion, **TRANSPAC** recrute pour RENNES, son **SPECIALISTE SYSTEME.**
Ce poste directement rattaché au Responsable Informatique, implique :
— la responsabilité de la mise en place du site central et des terminaux,
— la définition et la mise en place des procédures de sécurité.
Le candidat devra justifier :
— *d'une formation supérieure,*
— *d'un démarrage réussi de système similaire,*
— *d'une expérience de plus de 3 ans sur* système CEGOS 3 et télétraitement.
Prière d'envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur *JP. HESPEL*, Responsable Informatique.

transpac Réseau National de transmission de données
20 Av. de Crimée, BP 2209
35022 RENNES Cédex

Compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière recrute pour son centre d'études et de recherches implanté en région Rhône-Alpes des



Ingénieurs

«physicien»
physicien-électronicien
physico-chimiste
mécanicien des milieux continus

pour participer à des études théoriques et expérimentales sur :
- de nouvelles techniques de mesures faisant appel notamment à l'acoustique et aux ultrasons...
- la mesure et le contrôle des propriétés physiques et rhéologiques de tous types de liquides y compris les liquides non newtoniens.
- la physico-chimie des laitiers de ciments et leurs applications à la cimentation des puits pétroliers.
- la *physico-chimie des pâtes et suspensions* minérales (ciment, argile...)
- la fracturation hydraulique des roches-réservoirs.

Nous demandons un diplôme de grande école ou un doctorat, une bonne connaissance de l'anglais et une volonté affirmée de faire des études scientifiques de haut niveau dans un milieu pluridisciplinaire.

Nous souhaitons un ou deux ans d'expérience dans l'un des domaines cités.

Merci d'adresser lettre de candidature avec *CV détaillé, sous réf* 1611, à *Média-System*, 93 rue Edouart Herriot, 69002 Lyon, qui transmettra.

média-system

NANCY

Organisme d'études et réalisations immobilières
offre une opportunité par création d'un poste de

GESTIONNAIRE

responsable de l'administration économique et financière d'opérations.

A un jeune diplômé ESCAE - ICN...
ou Maîtrise Sciences Économiques, justifiant d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite C.V. et prétentions à l'attention de Mlle DECONINCK

ANPE

12, pl. Croix-de-Bourgogne
54000 NANCY

Société implantée en Alsace

recherche

pour le poste d'adjoint du Directeur
de son département Mines (400 personnes)

UN INGÉNIEUR

diplômé Grande École

formation Électromécanique, âgé de 32 à 40 ans environ, ayant une expérience Bureau d'Études et Fabrication.

Connaissance allemand souhaitée.

Ecr. s/nº 242.610 M en transm. C.V. manuscrit et photo à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IVECO, 2ème CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE VEHICULES INDUSTRIELS

cherche à s'adjoindre des

conseillers de gestion

dans les régions
- PARIS ET NORD-OUEST
- RHONE-ALPES
- SUD-OUEST

Rompu à l'analyse financière, grâce à une expérience acquise de préférence dans les secteurs camion ou automobile, vous saurez assurer le contact avec les concessionnaires, les assister dans leur gestion et présenter une synthèse fiable de l'activité de la région qui vous sera confiée.

La réussite dans ce poste est l'amorce d'un développement de carrière au sein d'un groupe de 50 000 personnes.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à
Direction des Ressources Humaines 6, rue Nicolas Copernic
78190 TRAPPES qui les traitera confidentiellement.



Juriste et homme de personnel

Diplômé(e) d'Etudes Supérieures, vous êtes juriste et justifiez de 3 années minimum d'expérience dans une fonction personnel, avec des attributions autres que l'administration.

Nous sommes un établissement bancaire implanté dans la région Provence Côte d'Azur.

Notre Service du Personnel recrute un(e) spécialiste de la fonction, capable d'autonomie dans son travail, présentant une faculté d'adaptation à l'environnement et pourvu(e) de qualités rédactionnelles.

Il devra assurer la relation avec les partenaires sociaux et conduire différentes études.

Envoyer lettre + C.V., photo et prétentions à No 43606, CONTESSE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

ISOPIPE

Au premier rang français et parmi les premiers européens, nous sommes spécialistes du revêtement anticorrosion de tubes d'acier destinés à la construction de pipe lines. Nos deux usines, à Sedan et Dunkerque sont équipées de chaînes de revêtement de grande capacité.

Notre développement nous amène à rechercher pour notre usine de Sedan un

Chef du service entretien

Il aura la responsabilité totale de l'entretien et de la maintenance des installations de production et du magasin de pièces détachées. Il dirigera une quinzaine de personnes.

Notre choix se portera sur un candidat expérimenté, ayant environ 40 ans et de solides connaissances en électricité et mécanique. Son tempérament d'homme de terrain, son sens du commandement et de l'organisation et sa disponibilité seront des atouts importants.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence B 4374M, *1 rue de Berri - 75008 Paris.*



Bernard Julhiet Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

chef du personnel



Roanne

Nous sommes une société française affiliée à un groupe financier et industriel puissant. Nous nous appuyons sur une grande expérience et une forte notoriété dans le secteur de la transformation du papier. Nos deux usines emploient 550 personnes qui sont attachées aussi bien à l'entreprise qu'à une longue tradition syndicale.

Un contrat de solidarité va nous apporter du sang neuf mais aussi nous priver de notre chef du personnel.

Son successeur aura la responsabilité de l'administration et de la gestion du personnel. Il apportera son concours et ses idées en matière de relations sociales et syndicales. Il donnera tous ses soins à l'intégration des jeunes embauchés au sein d'un effectif ancien.

Nous souhaitons engager un homme de dialogue et de concertation ayant, à 30/35 ans, une bonne connaissance de la fonction et de l'industrie.

Le poste est basé à roanne, la rémunération sera étudiée en fonction des compétences offertes.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 2254/M à M. Laperche, Sema-Sélection : 29, cours Vitton 69006 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

VILLE DE VILLEURBANNE
(120.000 habitants)
recrute

UN CONTRACTUEL
de haut niveau
pour assurer le contrôle de la gestion de l'ensemble des *services municipaux.*

Ce poste est à pourvoir immédiatement.

Les candidats devront avoir plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire et être *titulaires d'un diplôme* d'études supérieures au moins équivalent à une maîtrise (sciences éconon., droit, etc.).

Le salaire mensuel brut est de 11.600 F.

Adr. cand. manus. et C.V. dét. à Monsieur le Maire, Hôtel de ville, 69601 VILLEURBANNE, avant le 15 octobre 1982.

CENTRE D'ESSAIS DES LANDES
établissement
du ministère de la défense situé sur la côte aquitaine recherche :

PLUSIEURS INGÉNIEURS

logiciels chargés de l'analyse, de la réalisation et de l'intégration de logiciels d'applications scientifiques en temps réels (suivi) et contrôle des missiles durant les essais en vol). Les candidats, débutants ou confirmés doivent avoir une formation scientifique supérieure et avoir acquis une expérience informatique dans une section spécialisation de leur école. Adr. C.V. manuscrit et prétent. au C.E.L., service du personnel, 40115 BISCAROSSE AIR.

Recherche

SÉRIGRAPHE

expérimenté connaissances offset, typographie, sens de l'organisation et du commandement, entreprise 15 km sud Orléans.

Ecrire HAVAS ORLÉANS, nº 188707.

Société de services internationale, *recherche pour renforcer* sa structure en province (LYON et NICE).

CHEFS D'AGENCE

même débutants

après une courte période de formation, il seront chargés :
— de gérer un centre de profits ;
— *d'animer une équipe ;*
— de développer les ventes.

Les candidats retenus :
— auront une formation supérieure (ESC maîtrise de gestion...) ;
— seront dynamiques et ambitieux ;
— pratiqueront couramment l'anglais.

Nous leur offrons :
— Une carrière d'avenir ;
— une rémunération stimulante ;
— une voiture de service ;
— *des avantages sociaux.*

Adr. C.V. détaillé, photo, prét. à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 PARIS, sous réf. 7847 (mention sur envoi).

à proximité de Lyon...

Filiale d'un Groupe français de dimension internationale, notre Société (800 M. de CA, 4 établissements, 2000 pers.) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement aux applications industrielles et grand public. Elle recherche pour son usine située près de Lyon (600 personnes) son

CHEF DU PERSONNEL

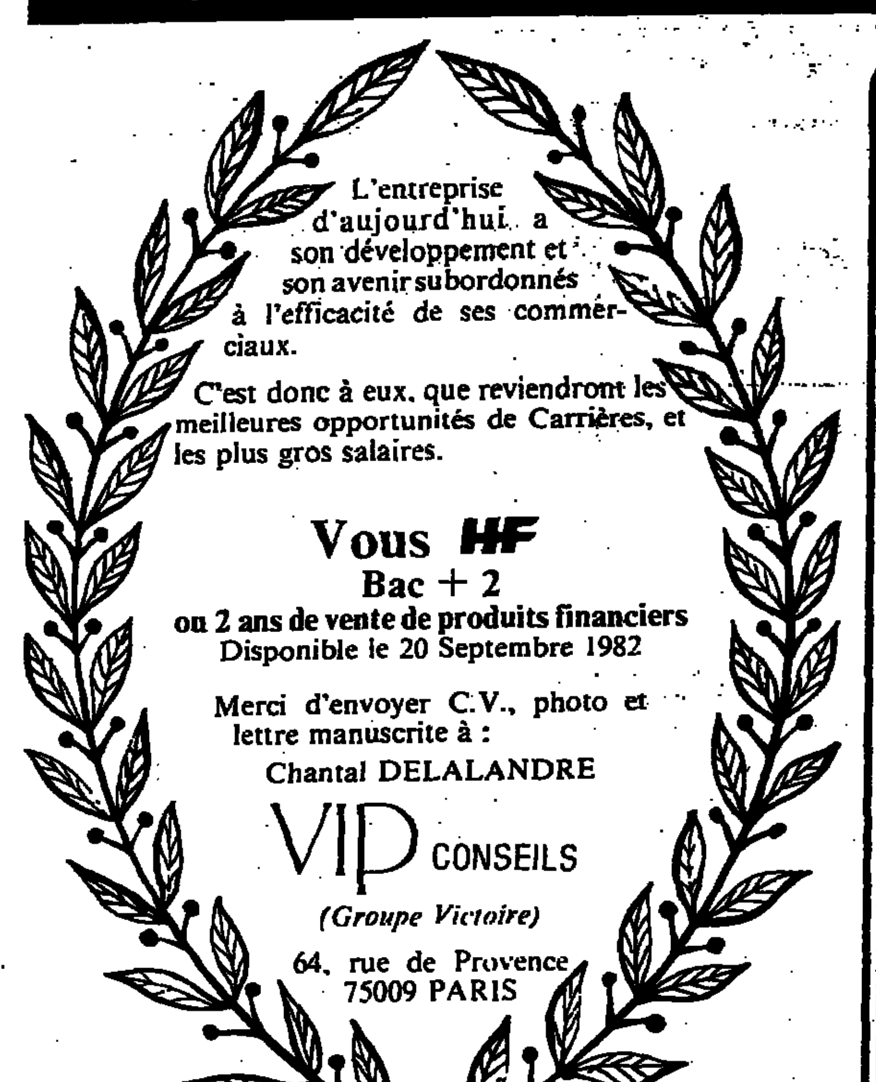
Sous l'autorité du Directeur du Personnel de la société, il participera à l'élaboration de la politique sociale, contribuera à son application en liaison avec la hiérarchie, gèrera les ressources humaines, conseillera et assistera les responsables opérationnels, supervisera l'administration courante, assurera avec le Directeur du Personnel de la société les relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience pratique de la fonction, soit comme Chef de Service, soit comme Adjoint. Il possède une aptitude naturelle au dialogue et à la négociation. Il est dynamique, désireux de faire carrière dans une très importante société qui lui offre de larges possibilités d'évolution et il accepte pour cela de faire ses preuves dans une unité de taille moyenne où il prendra en charge tous les aspects de la fonction.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209183 LM à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris. Réponse et discrétion assurées.



LEVI TOURNAY PUB



Société d'ingénieurs-conseils Paris
-de grande renommée-

travaillant au niveau des Directions Générales de grandes entreprises industrielles pour les assister dans le développement et les orientations leur permettant de s'adapter à l'évolution des techniques et des marchés, pour faire face à son expansion, cherche à intégrer un

Ingénieur en organisation

niveau ingénieur principal

Il participera à l'élaboration, puis à la mise en œuvre de chantiers importants, et animera une petite équipe d'ingénieurs.
Ce poste s'adresse à un
ingénieur grande école
X, Centrale, Mines,
ayant une expérience de 5 ans minimum dans l'organisation, de préférence dans une entreprise, ayant vécu la mise en place de nouveaux outils de gestion, et désirant élargir le champ de ses responsabilités en choisissant **le métier de conseil.**

Veuillez écrire en précisant prétentions, sous réf. 4184, à
INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

UNILOG

UNILOG (conseil et services en informatique) recrute pour renforcer certaines de ses filiales de jeunes

ingénieurs débutants

pas nécessairement informaticiens
(Grandes Écoles ou 3e cycle)
Ils suivront une session de formation à partir du **20 septembre 1982.**

Une première affectation au sein d'équipes entraînées, en relation avec les clients, leur permettra de participer rapidement à des projets diversifiés.

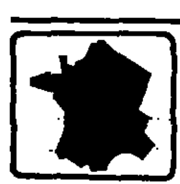
La progression régulière des sociétés **d'UNILOG** leur assurera de nombreuses possibilités d'évolution vers des responsabilités de conduite de projets - ou de Conseil de Direction.

Candidature et CV sont à adresser sous référence 457 à :

UNILOG - 9 rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris.
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT





emplois régionaux

IMPRIMERIE DE POINTE
250 personnes, située dans une région agréable - 60 KM Sud de Paris
recherche

INGENIEUR de MAINTENANCE

pour matériel informatique, intervenant dans le process.

C'est un homme ou une femme qui :
- a acquis une expérience de maintenance complète de 4 ans au moins.
- possède un sens aigu de la maintenance.
- a opéré de préférence sur Digital équipement.
- connaît l'anglais technique.

Une formation complémentaire de 2 mois est assurée dans l'entreprise.
Le salaire de départ est de 220.000F.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 334 MO 12, rue P.M. Curie - Z.I. d'Ingre 45140 St Jean de la Ruelle

expancentre ouest

COFAP

General Mills Toy Group Europe

LA DIVISION EUROPÉENNE DES FABRICATIONS JEUX ET JOUETS
(Siège à Paris, usines en France - Grande-Bretagne - Espagne)
SOUHAITE POURVOIR LES POSTES SUIVANTS :

1. USINE DE CALAIS — INGÉNIEUR CHEF DE FABRICATION DU DÉPARTEMENT "INJECTION"

L'usine (450 personnes) est le principal des cinq établissements du groupe en Europe et le centre du dispositif européen de l'injection. Le développement accéléré de ce département exige une meilleure coordination sous un commandement unique.
Le poste de CHEF DE FABRICATION du département (150 personnes) est créé sous l'autorité du Directeur de l'usine.

Le candidat est un ingénieur qualifié (de type INSA, ICAM...). Il a une première expérience réussie de responsabilités opérationnelles en fabrication (3 à 5 ans au moins) dans un environnement international. Sa motivation et sa force principales sont dans la Direction des hommes mais une spécialisation technique dans le domaine du traitement des plastiques optimisera son action.
Une connaissance suffisante de l'anglais est nécessaire.

Réf. 1231

2. DIVISION DES FABRICATIONS PARIS 19ème — INGÉNIEUR CHARGÉ DU PLANNING EUROPÉEN

Le poste directement rattaché au Directeur Général de la Division européenne des fabrications est créé pour consolider et gérer les demandes par produits des différentes sociétés commerciales en Europe (France - Espagne - Grande-Bretagne - Benelux - Allemagne). Il établit les prévisions globales dont découleront les plans de charges ou les importations.

Le candidat est un ingénieur de formation et très qualifié. Après une première expérience industrielle (par exemple Methodes ou Conseil) il a déjà exercé une responsabilité de planning ou d'ordonnancement - lancement pendant plusieurs années en milieu international mettant en cause des installations industrielles dans plusieurs pays. Il est préférable que ses activités se soient exercées dans le secteur des biens de consommation.
Le bilinguisme anglais-français est nécessaire (espagnol ou allemand souhaité).

Réf. 1234

3. DIRECTION TECHNIQUE PARIS 19ème — INGÉNIEUR EMBALLAGES ET CONDITIONNEMENT DES PRODUITS

La Direction Technique est chargée à la Division Européenne de l'Engineering pour les usines et les sous-traitants. Le titulaire du poste, en liaison avec les Marketeurs des 5 filiales européennes propose les meilleures solutions techniques pour résoudre les problèmes d'emballages et de conditionnement. Il établit les spécifications pour les achats de matières premières (papier, carton, plastique, ect...) et les fabrications. Il étudie et recommande les investissements et conseille la production. Le coût des conditionnements dans cette activité professionnelle est déterminant et le poste est rattaché au Directeur Technique lui-même.

Le candidat est un ingénieur ayant une expérience industrielle de ce type et connaissant les problèmes d'emballages de biens de consommation (produits pharmaceutiques et cosmétiques, produits alimentaires...). Cette opportunité va lui permettre d'accéder à des responsabilités européennes et d'ajouter à ses connaissances techniques des préoccupations plus complètes de gestionnaire.
Le bilinguisme anglais-français est nécessaire (espagnol souhaité).

Réf. 1237

4. DIRECTION LOGISTIQUE PARIS 19ème — COORDONNATEUR EUROPÉEN DES ACHATS

La Direction Logistique est chargée pour la Division Européenne après analyse des prévisions, de la gestion des stocks, des opérations d'importation et des achats. Une rationnalisation et une optimisation des opérations faites pour le moment à l'échelon local (France - Espagne - Grande-Bretagne) sont nécessaires afin de définir une politique européenne et d'améliorer le contrôle des coûts en intensifiant les achats groupés au niveau européen. Le poste de coordonnateur européen des achats est créé dans cette optique et il dépend directement du Directeur de la Logistique.

Le candidat est de formation supérieure de type commercial ou économique (Ecoles de commerce, MBA, Gestion...). Il a une solide expérience d'acheteur et du négoce international. Ses responsabilités antérieures l'ont familiarisé avec les problèmes douaniers à l'intérieur de la C.E.E. Les fabrications impliquent des achats variés mais la connaissance de l'un des secteurs principaux sera un avantage (plastique papier carton, métaux).
Le bilinguisme anglais-français est nécessaire (espagnol ou allemand souhaité).

Réf. 1240

Pour tous ces postes, seront examinées en priorité les candidatures de nationaux du Pays de la Communauté Economique Européenne.

GENERAL MILLS (Minneapolis). L'une des premières entreprises mondiales dans les biens de consommation + 5 milliards de dollars et + 80 000 personnes en 1982 avec cinq groupes dont :
TOY GROUP (New-York). Le premier fabricant mondial de Jeux et Jouets

emf — Adresser lettre manuscrite et CV sous référence du poste choisi à Euromédia France 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra

EMF



Spie Batignolles Division Spie

l'un des leaders des Travaux Publics et de l'équipement électrique (38 000 personnes, CA 81 : 10 milliards dont 65 % à l'exportation) souhaite intégrer dans sa Division électricité, mécanique et entreprises générales industrielles, de

Jeunes ingénieurs

ESE-IEG-ENSAM-ENSTA...

Ils renforceront les équipes d'étude et de réalisation d'affaires internationales dans les différents départements de la division (électricité industrielle, distribution d'énergie, instrumentation et électromécanique...).
Spie Batignolles accueillera les candidats ayant un tempérament d'entrepreneur, une disponibilité aux déplacements et une bonne pratique de l'anglais.
La Direction du personnel et les Directeurs opérationnels étudieront avec attention les candidatures qui parviendront à la Division Spie - Direction du Personnel/G.R.H., sous réf. 690 M, 202 quai de Clichy 92111 Clichy Cédex.

média-system

THOMSON-CSF DIVISION SIMULATEURS

FONCTION COMMERCIALE INGENIEURS CONFIRMES

INGENIEURS COMMERCIAUX

Dans les domaines de l'aéronautique militaire, des centrales nucléaires, des missiles ou des véhicules blindés, nous vous proposons de prospecter, négocier et gérer des contrats de simulateurs.
(Réf. IC-82-14-M)

INGENIEUR APRES-VENTE

En assurant la négociation et la gestion des contrats importants en France et à l'étranger, vous deviendrez le chef du secteur commercial après-vente.
(Réf. IC-82-13-M)

Une expérience de 5 à 7 ans dans un milieu industriel de pointe (ELECTRONIQUE, PHYSIQUE, LOGICIEL SCIENTIFIQUE) nous paraît indispensable. ANGLAIS NECESSAIRE.

Adresser C.V., photo et prétentions à ALAIN DE BEJARRY - THOMSON CSF - DIVISION SIMULATEURS - Chaussée Jules César - Z.I. des beaux soleils - 95520 OSNY.

MEDIA PA.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

KNOLL INTERNATIONAL

Leader mondial du mobilier contemporain pour le bureau et l'habitat, renforce les moyens de sa filiale française et recrute pour accélérer son expansion :

2 COMMERCIAUX SENIORS

140/180.000 F + (voiture + frais)

Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente directe et indirecte de produits de très haut de gamme en équipements, systems et mobilier de bureaux.

Vous êtes à l'aise avec un réseau de concessionnaires et dans l'approche des prescripteurs, des entreprises et des administrations.

Vous êtes mobile (50 % Paris - 50 % province), efficace et homme de « challenge ».

Vous habitez la région parisienne.

Parler anglais serait un plus.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et prétentions à *M. B. MOREAU, KNOLL INTERNATIONAL France*, B.P. 746, 95004 CERGY.

Groupe Industriel Français

recherche :

CHIMISTE

- *Possédant une maîtrise ou Ingénieur diplômé ENSC – ENSCI – CNAM – DPE et similaires.*
- Dans le cadre d'un service de développement technologique, il se verra confier des études et essais systématiques.
- Ce poste est à pourvoir en proche banlieue sud de Paris, *après un stage de probation et de formation au* C.N.R.S. de Mulhouse.
- La pratique de l'anglais et de l'allemand est souhaitable.

Adresser curriculum vitae et prétentions : sous n° 8919 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue de Italiens – 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

de premier plan, spécialisée dans exportation d'équipements hôteliers, de bâtiments industrialisés et de projets clefs en main doit faire face à son expansion.

Elle recherche

UN DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE

technique ou commerciale possédant vocation pour NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES et goût pour LA GESTION qui, après une période de formation adéquate, sera chargé de la conclusion de contrats exports et de leur gestion.

Ce poste de haut niveau, rémunérateur, ne peut intéresser qu'un candidat à profil d'entrepreneur, maîtrisant anglais et espagnol et disponible pour de fréquents déplacements.

Curriculum vitae + photo + rémunération actuelle à adresser sous le n° 8914 *le Monde* Publicité, au Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Région Parisienne

2 jeunes ingénieurs chantiers

AM - IDN - CENTRALE
ENSI (Mécanique)

Notre département TURBO MACHINES

recherche 2 jeunes Ingenieurs Chantiers qu'ils soient débutants ou qu'ils aient une première experience professionnelle.

Après formation, ils auront la responsabilité de diriger les travaux de

MONTAGE ET MISE EN SERVICE

de nos matériels (turbines, compresseurs, pompes) en France comme à l'étranger (Europe, Asie, Amériques). Anglais indispensable. Larges perspectives d'avenir dans le Groupe.

Pour ces postes qui impliquent mobilité, esprit d'entreprise, autonomie, merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 6901-M à MAMREGIES - 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP et Sciences Pô Paris (Eco Fi)

Volonté d'entreprendre et désir de réussir sont vos atouts au service d'un fort potentiel de développement personnel.

Groupe bancaire

à taille humaine, mais d'implantation nationale nous pouvons offrir à quelques uns d'entre vous, **débutant dans la vie active, des opportunités de** carrière vous permettant d'accéder, **après formation,** à des responsabilités **de direction d'agence.**

Un dossier d'information complet sur notre société et les caractéristiques des postes à pourvoir vous parviendra par retour de courrier (précisez votre diplôme et son année d'obtention).

Merci d'écrire en précisant sur l'enveloppe la réf. 2060 à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens - 75002 PARIS.

PUBLICIS
conseil

PUBLICIS CONSEIL est leader de son marché. 1re Agence de France, tant par le chiffre d'affaires que par la qualité de sa production.

Son Réseau d'Agences Régionales aujourd'hui constitué de 12 implantations est en fort développement et fait l'objet d'une volonté expansionniste du Groupe.

La politique de PUBLICIS CONSEIL l'a conduit à créer ou à acquérir des unités appelées à prendre une part importante du marché.

Pour faire face à ces développements, PUBLICIS CONSEIL doit renforcer sa structure et recherche deux cadres de haut niveau pour

CONTROLE DE GESTION des AGENCES REGIONALES
réf. M 2674 A

Le titulaire du poste anime le Réseau des Agences Régionales, en terme de gestion : il prépare et suit les budgets, conseille les Directeurs d'Agences, contrôle le respect des procédures, analyse les résultats. Directement rattaché au Secrétariat Général, il assiste au Comité de Direction du Réseau.

AUDIT INTERNE et CONSOLIDATIONS FILIALES
réf. M 2674 B

La mission est double : consolider au trimestre les comptes généraux des filiales du Groupe ; contrôler sur place la régularité des opérations comptables dans une optique de conseil et d'assistance. Il est rattaché au Directeur des services comptables.

Ces postes s'adressent à des jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (Economie, Finance, Gestion), possédant une expérience minimum de trois ans, acquise en Entreprise ou au sein d'un cabinet d'audit. Ce sont des hommes de contact, capables de s'adapter à des situations très variées, et disponibles pour des déplacements fréquents. Les conditions offertes et les possiblités d'évolution à l'intérieur du Groupe sont de nature à intéresser des personnalités de valeur. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous la référence choisie à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

INTERVOX Alcatel

CREER LA FONCTION ACHATS

INTERVOX Alcatel, filiale du Groupe CIT ALCATEL, est leader dans son domaine : la communication électronique (sonorisation, interphonie, signalisation audio-visuelle).

Son évolution la conduit à redéfinir la fonction et à créer un poste d'acheteur.

Il a pour mission d'organiser le service et d'assurer la mise en place de procédures efficaces. Outre l'animation de deux personnes, il prend en mains le suivi des dossiers existants. Il est rattaché au Directeur logistique. Ses *qualités d'organisateur et de négociateur lui permettront d'optimiser cette fonction essentielle pour l'Entreprise.*

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif, un jeune acheteur de 30 ans environ, de formation supérieure. Il possède une première expérience (2 à 5 ans) acquise dans une fonction achat en milieu industriel. La connaissance des composants électroniques serait un atout supplémentaire. Anglais souhaité. Résidence Paris ou banlieue Est.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence M 2639 A. à

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Marketing industriel

CHARGE D'ETUDES

Cette société, filiale d'un groupe international de la pétrochimie, fabrique et commercialise des lubrifiants pour l'automobile et l'industrie. Elle renforce son équipe marketing et crée un poste de Responsable d'études. Il a pour mission de recueillir les éléments intéressant les différents marchés actuels ou futurs de l'entreprise, d'en faire l'analyse et de proposer des actions concrètes en terme de produits ou d'approche de marchés.

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur, de formation économique, commerciale ou technique. Il justifie d'une expérience de 3 à 5 ans acquise en partie dans le secteur industriel, de préférence dans un service marketing.

La pratique de l'anglais est indispensable et le lieu de travail en Banlieue *Ouest*.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11475 D

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

JEUNE RESPONSABLE DE L'EXPANSION

La filiale (1,7 milliard de C.A.) d'un des premiers groupes français de la distribution conduit une politique active de développement de ses grandes surfaces de vente, en *ouvrant chaque année 4/5 supermarchés d'une superficie supérieure à 800 M2.* Pour bien maîtriser ce développement, il est créé un poste de jeune responsable de l'expansion des grandes surfaces.

Il a pour mission principale de négocier, après avoir étudié les implantations économiquement possibles, l'achat des terrains ou constructions, de participer au dépôt du permis de construire et de s'assurer du suivi des dossiers, en liaison avec les *autres services concernés de l'Entreprise.*

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement économique supérieur, ayant si possible des connaissances dans le domaine juridique. Son expérience professionnelle (2/3 ans) lui a permis de conduire avec succès des négociations commerciales nécessitant une approche marketing rigoureuse.

Le secteur économique, la taille et le dynamisme de l'Entreprise permettent une évolution rapide de carrière.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4040 X à

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

A l'heure du choix : Une opportunité dans un grand groupe

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION
(HEC, ESSEC, SUP DE CO, ECO-FI...)

Cette entreprise, filiale d'un groupe français de dimension internationale en forte expansion, figure parmi les premières sociétés de production pharmaceutique. Basé dans une unité de production de 200 personnes, en proche banlieue Sud, le titulaire du poste est directement rattaché à la Direction de l'Etablissement. Il a pour mission d'élaborer les différents budgets, de contrôler l'activité des services par le suivi des réalisations. Il bénéficie pour cela d'un outil de gestion performant, *propre à la Société. En liaison avec le siège, son action* dépasse le stade du constat chiffré : il est le conseiller des opérationnels en matière de gestion.

Issu d'une grande Ecole de Commerce, débutant ou justifiant d'une courte expérience, il est doté d'une réelle facilité de contact et d'une forte adaptabilité. Sa progression au sein du groupe vers un poste de direction est dépendante de sa mobilité fonctionnelle et géographique.

Les conditions offertes et les possibilités d'évolution sont de nature à motiver des personnalités de valeur et d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 19669 A à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Electronique appliquée

INGENIEUR DANS UNE UNITE DE TAILLE HUMAINE

Cette société, filiale d'un très puissant groupe international, fabrique et commercialise des balances électroniques. Le développement de son activité, l'importance des investissements en cours et l'évolution des technologies la conduisent à renforcer son potentiel technique et d'organisation.

En contact permanent avec l'ensemble des service (Etudes, Production, Commercial...) le candidat recherché met en oeuvre les moyens de normalisation nécessaires et propose à la fabrication des solutions techniques adaptées dans un souci de productivité et de qualité. Il assume la totale responsabilité de *l'industrialisation des produits depuis leur conception initiale* jusqu'à la mise en fabrication de série et encadre une petite équipe.

L'ingénieur auquel nous comptons confier ce poste est indifféremment électronicien de formation ou d'expérience. Il a déjà exercé son activité dans des fonctions du type méthodes, ETN industrialisation, de façon très intégrée à la fabrication.

Il souhaite maintenant valoriser cet acquis dans une société en pleine expansion. Ce poste est à pourvoir en très proche banlieue Sud Est de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire, sous référence M 10592 B, à :

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Matériel médico-chirurgical

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DE PRODUCTION

Cette société (400 personnes, 100 MF de C.A.) leader dans son secteur d'activité, connaît une expansion constante. Elle conçoit, développe et commercialise une gamme très complète de matériel médico-chirurgical destiné notamment à la radiologie. Pour cette dernière activité, elle crée aujourd'hui un poste d'Ingénieur Responsable de production.

Dans le cadre d'une large délégation, il prend en charge la production des matériels radiologiques avec l'aide d'un service composé d'une quinzaine de collaborateurs et techniciens. Ses responsabilités s'exercent à trois niveaux : technique (développement des produits et du process de fabrication), économique (gestion des coûts et délais) et humain (commandement et animation de l'équipe).

Nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur de formations supérieure (A.M., INSA, etc...) qui a déjà une première expérience industrielle significative. Il l'a acquise de préférence dans le contexte d'une fabrication de petites séries fortement automatisée. Il possède une bonne connaissance des matières plastiques.

Les conditions offertes, le caractère évolutif du poste, et les perspectives de carrière dans l'entreprise sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Le poste est basé en banlieue Nord de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence M 14508 D à

EGOR INDUSTRIE
63, rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Rejoignez l'équipe



Nous sommes un établissement privé d'enseignement technique supérieur, appartenant au Groupe IFG - Institut Français de Gestion - Nous proposons une formation concrète qui débouche sur un emploi réel en entreprise.

Pour compléter notre équipe parisienne, nous recherchons 2 cadres :

RESPONSABLE DES ETUDES
Réf. M 2618 E

Il assure la responsabilité globale de la majorité des enseignements (finances/gestion, Marketing, ressources humaines, droit, etc.).

Véritable patron des études, il participe activement à la formation des étudiants qui lui sont confiés. Il assure le suivi pédagogique, administratif et budgétaire des trois cycles de cours.

RESPONSABLE PEDAGOGIQUE
Réf. M 2618 D

Outre la responsabilité de certains cours (informatique, organisation, management), il a pour *mission de faire évoluer l'enseignement informatique. Leader du développement de cette* matière sur le plan national, il supervise son application dans les autres disciplines. Il enseigne environ 30 jours par an.

Ces deux cadres, rattachés au Directeur Paris, participent aux tâches collectives (relations avec les entreprises, sélection, bilans pédagogiques, etc...). Ils collaborent étroitement, sur un plan général, à la promotion de l'Institut.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des hommes de 25 à 30 ans, de formation supérieure *commerciale, de gestion ou informatique. Ils ont acquis une première expérience en entreprise.* Si vous avez le goût des responsabilités et de l'animation, merci d'écrire pour informations complémentaires, sous référence choisie, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

Coordonner les comptabilités d'une des premières S.S.C.I...

Cette Société de 1000 personnes est en très fort développement dans le domaine de la télématique. Son C.A. (360 millions en 1981) progresse de 30% par an.

Les différentes activités sont réparties en filiales ou départements.

Dans le cadre de la mise en place progressive d'une coordination financière, elle recherche un responsable qui sera chargé de conseiller les Directeurs des différentes unités en matière comptable et fiscale et de coordonner les comptabilités de ces centres de profit avec une équipe d'une dizaine de comptables localisés dans les établissements.

Une formation supérieure comptable, niveau D.E.C.S. et une expérience dans une structure à activités décentralisées de 7 ans minimum sont demandées.

Possibilités d'évolution très importantes.

Une fiche d'information sera envoyée à tous les candidats pré-sélectionnés.

Ecrire sous réf. 234
33, rue La Boétie - 75008 PARIS
Réponse et discrétion assurées.

Soderhu

Région Parisienne
Banlieue Sud

CHEF DU PERSONNEL

Cette Société filiale d'un très important groupe industriel français est un des premiers fabricants de peinture.

Pour l'un de ses établissements industriels (400 personnes) qui regroupe à la fois une unité de production et des départements administratifs et commerciaux, nous proposons le poste de CHEF DU PERSONNEL.

Rattaché au Chef de l'établissement et en liaison fonctionnelle avec la Direction des affaires sociales du groupe, sa mission groupe l'ensemble de la fonction personnel. Il assiste et conseille les hiérarchies opérationnelles. Il assure les relations avec les partenaires sociaux.

Il étudie, propose et anime personnellement toutes les actions relatives à l'amélioration du climat social.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction personnel, ayant une expérience de cinq années minimum acquise en milieu industriel.

Le poste est basé à une vingtaine de kilomètres de Paris, banlieue Sud.

Les conditions offertes, l'intérêt du poste et les perspectives de carrière sont de nature à motiver une personnalité de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf M 14541 J

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



novatome

Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

MINES, ECP, ENSTA, SUP AERO, ENSAM

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes de projet dans les domaines suivants:

THERMOHYDRAULIQUE/HYDRAULIQUE, MÉCANIQUE, CALCUL DE STRUCTURES, MÉCANIQUE DE LA RUPTURE, ÉTUDES DE FONCTIONNEMENT,

Leur mission : participer aux actions de Recherche et Développement et mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la réalisation d'applications industrielles nouvelles.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de premier plan au sein de la société et de possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont ouvertes (études, projets, réalisations), dans la société (800 personnes) et sa maison mère (5000 personnes)

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'Étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

média-system



UNE DES TOUTES PREMIERES SOCIETES FRANCAISES D'INGENIERIE INFORMATIQUE, PREMIER CONSTRUCTEUR MONDIAL DE RESEAUX DE TRANSMISSIONS DE DONNEES, REALISATEUR DE LOGICIELS DANS DES DOMAINES D'APPLICATIONS VARIEES.

INGENIEURS LOGICIEL

FORMATION GRANDE ECOLE
DEBUTANTS OU 2 A 3 ANS D'EXPERIENCE

Plusieurs postes vous sont proposés, fonction de vos affinités ou de votre expérience, dans les domaines suivants :

- COMMUTATION DE MESSAGE
- RESEAUX TRANSMISSION DE DONNEES PAR PAQUET
- APPLICATIONS TEMPS REEL
- GESTION TRANSACTIONELLE
- BASES DE DONNEES ET LOGICIELS DE BASE

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 69 (précisée sur l'enveloppe) à SESA - Direction du Personnel 30 Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX.

racg carrières

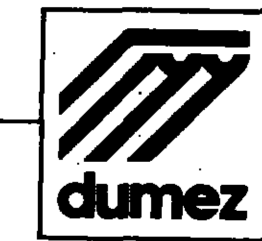
une Société Internationale de services recherche pour son bureau de Paris La Défense

Chargés d'études en tarification HF

les candidats justifieront d'une formation supérieure d'un niveau Licence ou Maîtrise, de préférence en Sciences Économiques ou Gestion. Une première expérience professionnelle de 1 ou 2 ans sera appréciée.
Qualités requises : esprit de synthèse, capacités rédactionnelles, sens de l'organisation, goût des contacts humains. La formation aux méthodes et techniques de la Société sera assurée. Ensuite, les chargés d'études auront la responsabilité de la gestion des dossiers qui leur seront confiés.

Adressez C.V. avec photo et prétentions sous réf. 7 826 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

média-system



L'un des principaux Groupes français de Bâtiment et de Travaux Publics recherche pour sa filiale d'ETUDES et d'INGENIERIE

g.i.e. semed

JURISTE DROIT INTERNATIONAL

Ce spécialiste de haut niveau qui possèdera déjà une solide expérience dans les domaines de l'analyse et de la rédaction des contrats, de la propriété industrielle, du contentieux, devra également avoir une connaissance approfondie de l'anglais.

Une compétence plus spécialement orientée vers le Génie Civil, le Bâtiment, l'ingénierie tous corps d'états serait appréciée.

Parallèlement aux équipes d'Ingénieurs et Techniciens qui ont en charge les études de tous les grands projets que le Groupe réalise dans le Monde, il aura assumer leur aspect juridique en liaison avec les différentes filiales opérationnelles.

Responsable d'un Département qu'il aura à créer, il sera basé à Nanterre et son dynamisme, son imagination, son sérieux justifieront une rémunération élevée.

Envoyer CV, photo et prétentions
à GIE SEMED 345, Avenue Georges Clemenceau
92022 NANTERRE CEDEX

Un Groupe Européen d'Assurances — PARIS

En vue d'intensifier son action sur le marché français, recherche, pour sa **Direction FRANCE**,

Département VIE

un Actuaire

Conseiller technique du Département.

Rattaché au Chef du Département, il sera responsable d'études actuarielles, de missions de formation et d'organisation, en liaison avec l'informatique ainsi que du développement de ses produits, en particulier en Assurances «VIE COLLECTIVE».
Cette activité s'adresse, de préférence, à un Actuaire ayant 2 à 3 ans d'expérience de l'assurance mais elle n'exclut pas un débutant actif et adaptable. Référence 71626/M

Département IARD

le Responsable du Service Sinistres

Rattaché au Chef du Département, il supervisera un service de 20 personnes et sera le représentant de la Compagnie auprès des organismes professionnels.
Cette activité ne peut convenir qu'à un diplômé d'études supérieures - Maîtrise de Droit - excellent juriste ayant, au minimum, 3 ans d'expérience acquise dans une compagnie d'assurances (en tant qu'inspecteur-régleur, par exemple..). Elle implique des qualités de rigueur, de jugement et d'aisance sociale. Référence 71627/M

un Ingénieur Diplômé

Futur Responsable du Service Risques d'Entreprise

Rattaché au Fondé de Pouvoir, il supervisera et animera une petite équipe; il assurera la négociation et la souscription de contrats couvrant les équipements industriels dans toutes les branches.
Cette activité s'adresse essentiellement à un Ingénieur généraliste, ayant une première expérience de l'assurance dans des fonctions similaires. Aisance de contact, disponibilité, jugement, technicité, sont indispensables. Référence 71628/M

La rémunération proposée pour chacun de ces postes est intéressante et valorise l'expérience apportée.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo sous référence choisie, à R.VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Etudes de produits assurances IARD

Nous sommes une société privée à dimension humaine mais intégrée à un groupe important et disposant de moyens solides. Nous renforçons notre structure marketing et recherchons deux jeunes chargés d'études.

Ils rejoindront une petite équipe chargée, au sein de la Direction Commerciale, d'étudier le marché, d'adapter constamment nos produits aux besoins de la clientèle, et d'en suivre les résultats. Vous avez une formation supérieure juridique, économique ou commerciale, complétée par 2 à 3 ans d'expérience dans l'univers Assurance. Vous êtes créatif, vous aimez travailler en équipe et vous avez le goût des contacts.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence B 4545M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec



MEESCHAERT
MARKETING FINANCIER

Dans le cadre du développement de notre département MARKETING notre Société de Gestion Financière recherche

UN CHEF DE PRODUITS HF

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur :
H.E.C. — SUP. DE CO — ESSEC

Il prendra très rapidement en charge la responsabilité de l'organisation de produits existants et de l'étude de la commercialisation, du lancement de produits financiers nouveaux.

Marketing et gestion des produits - détermination des conditions de vente - études de rentabilité - choix des supports informatiques d'aide à la décision - suivi des résultats - Documentation -promotion des produits.
En collaboration directe avec le Responsable Marketing, il lui sera donné toute latitude au plan de la gestion, de l'administration et de l'organisation.

Nous souhaitons rencontrer des « opérationnels » dotés d'un esprit « entrepreneur » possédant le goût et les aptitudes aux contacts, à l'animation, à la négociation, à la gestion, ainsi que des capacités de rédaction confirmées.

Ce poste, basé Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles perspectives d'avenir pour des candidats désirant valoriser une première expérience d'entreprise acquise dans le domaine Marketing.

Adresser lettre de motivations + C.V. + prétentions à M. CEYROLLE
MEESCHAERT S.A.
12, rue Chauchat - 75009 PARIS

LEROY MERLIN

Un groupe puissant sur un marché (le bricolage) qui se développe régulièrement (33 magasins, de nombreuses implantations prévues dans toute la France).

Pour étoffer nos structures et réaliser notre expansion, nous cherchons :

10 jeunes diplômés d'Ecole de Commerce

«La distribution, c'est dur... mais quelle expérience».

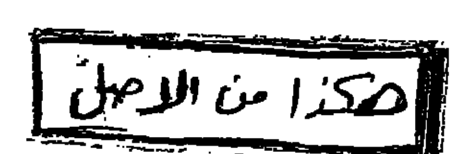
Voilà ce qu'on raconte sur les bancs de l'école. Nous ne cherchons ni des forçats, ni des brutes de travail mais quelques jeunes gens bien équilibrés qui vont se passionner pour ce que nous allons leur apprendre (gestion d'une unité, animation des hommes, techniques d'achat, de vente...)

Rares sont les opportunités rassemblant autant d'autonomie et de possibilités d'évoluer, offertes à un débutant. Nos structures permettent effectivement de vous confier, après réussite dans cette formation, la responsabilité d'un magasin ou d'un poste au Siège (achats, contrôle de gestion...)

Vos interlocuteurs sont :

Région Nord — J.P Wanmeenen
Région Paris et Centre — Alain Réveillon
Région Rhône-Alpes — Alain Legavrian
Région Ouest et Sud-Ouest — Simon Vérité

Merci de leur écrire : Leroy-Merlin, 401 Route Nationale 62290 Noeux-les-Mines sous réf. LM 10.



média-system

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SONY

ingénieur en organisation

Le développement très rapide de l'activité de SONY FRANCE nous conduit a concevoir de nouvelles structures et systèmes d'organisation. Nous avons besoin d'un jeune Organisateur qui, rattaché au Directeur Administratif et Financier, étudiera nos systèmes logistiques, d'entreposage et les circuits d'information, proposera et mettra en place les améliorations. Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur (30 ans environ) E.S.C. – E.N.S.S.A.E... ou diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, ayant acquis une première expérience d'organisation dans l'entreprise ou chez un conseil. Ce poste à caractère fonctionnel peut évoluer à terme vers des responsabilités opérationnelles dans le domaine de la logistique ; il est à pourvoir à CLICHY. (Réf. 188.82 M)

ingénieur pour la formation SAV

Notre politique, en matière de SAV, consiste à former les techniciens de nos revendeurs, et à mettre en place des stations techniques régionales. *Nous souhaitons recruter un collaborateur capable de prendre en charge, au sein de notre division technique, la mise en œuvre de cette* politique. • Il animera un service à vocation pedagogique : conception et animation de stages de formation destinés aux techniciens, création d'une école SONY pour former une pépinière de spécialistes. • Il gèrera le réseau de concessionnaires et de stations techniques, et encadrera *une équipe de techniciens itinérants. • Il definira et mettra en œuvre les moyens necessaires à cet objectif. Ce poste convient à un Ingénieur* (SUPELEC – ENSERG – ENSEEIHT...) ayant acquis une expérience de maintenance de matériel électronique ou micro-mécanique, et ayant un interêt reel pour les outils pédagogiques et l'activité de formation. Ce poste est basé à CLICHY mais comporte de frequents et brefs déplacements dans toute la France. (Réf. 187.82 M)

recrutement et gestion des carrières

Poursuivant sa forte croissance, SONY FRANCE renforce la direction du personnel du siége à CLICHY et cree le poste de Responsable du re*crutement et de la gestion des carrières. Ce nouveau collaborateur prendra en charge l'etude des besoins des différentes divisions*, les operations de recrutement, le suivi de l'intégration, le développement des carrieres (promotions ou mutations internes) ; il est le conseiller permanent des Directeurs de Division dans l'optimisation du potentiel humain. Ce poste convient a un homme de 30 ans environ, diplome d'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience de recrutement dans une entreprise ou dans un cabinet, soucieux de participer à la mise en œuvre d'une politique moderne du personnel. (Ref. 186.82 M)

INDUSTRIE DE LA MAILLE

directeur commercial

Notre entreprise fabrique et commercialise des articles d'habillement pour homme et enfant. Avec 200 M. de C.A., 800 personnes, nous sommes le numero deux du marché français dans notre secteur d'activité. Nos projets de diversification des produits et de consolidation de nos positions dans la distribution moderne nous conduisent à recruter un collaborateur de haut niveau, capable de concevoir, en liaison avec la Direction Générale, une stratégie de développement et de la mettre en œuvre. Pour atteindre ces objectifs, celui-ci est assiste par un Chef de Produit (elaboration des collections), *deux Directeurs des Ventes (animation et contrôle d'une force de vente de 15 représentants et d'agents)*, d'un service d'administration commerciale ; il gère les moyens de communication. Nous souhaitons recruter un professionnel ayant une expérience réussie de Direction Commerciale (Marketing + Ventes), acquise chez un fabricant de produits textiles ou de biens de consommation de marque, *connaissant la distribution moderne, parlant Anglais. La résidence n'est pas imposée. Nous serons particulièrement attentifs à sa capacité à travailler au sein d'une équipe de direction et a sa volonté de faire une longue route avec nous.* (Ref. 176.82 M)

FEDERATION PROFESSIONNELLE

secrétaire général

Notre Féderation est importante puisqu'elle regroupe plus de 860 industriels français a forte vocation exportatrice. Notre Délegué Général souhaite se faire seconder et crée le poste de Secrétaire Géneral. Ce nouveau collaborateur sera étroitement associé à la definition de la politique générale et mettra en œuvre son application au travers des différents services : exportation, economique et social, relations exterieures, administration et gestion. Nous demandons á ce numéro 2 d'être à la fois un homme de marché pour aider les industriels a réussir leurs actions à l'étranger, un organisateur et un animateur pour administrer l'interieur. Nous souhaitons un homme jeune, de formation superieure, parlant Anglais, ayant une expérience si possible acquise dans une fedération professionnelle. Le poste est à pourvoir à PARIS. (Ref. A 161.82 M)

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, en précisant la référence du *poste choisi, à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS*



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

©OP Organisation et Publicité

La DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIERE d'un important Groupe Industriel (25 filiales Françaises et Etrangères) recherche pour compléter son équipe

juriste d'entreprise

responsable de la gestion juridique des Societes (Assemblees, Conseils, suivi et mise à jour des statuts, mise en œuvre juridique des restructurations, gestion des participations), il sera le conseiller permanent de la Direction en ce qui concerne la vie juridique du Groupe.

Ce poste conviendrait à un licencié en Droit, âgé au minimum de 28 ans, specialise en Droit des Sociétés et ouvert à d'autres applications du Droit afin de pouvoir elargir ulterieurement ses interventions (Assurances, fiscalite, contentieux par exemple).

Une experience de plusieurs années acquise dans un Cabinet Juridique ou dans une Entreprise composee de filiales est indispensable.

Connaissance de l'ANGLAIS souhaitée.

Lieu de travail : proche banlieue OUEST de PARIS

Envoyer C.V., photo et pretentions en indiquant sur l'enveloppe la reference 1065 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION INERTIELLE DEUXIÈME CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TÉLEX

recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE PARIS XVIe

INGÉNIEURS ANALYSTES
ANALYSTES ORGANIQUES
CHEF DE SALLE
PRÉPARATEURS

I.B.M. 4341 DOS/VSE DL1 CICS

- Expériences exigées
- Disponibilité rapide souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à M. CAMUS, 6, avenue d'Iéna, 75783 PARIS CEDEX 16.



SNECMA

SOCIETE NATIONALE D'ETUDE ET DE CONSTRUCTION DE MOTEURS D'AVIATION

RECHERCHE POUR SON SIEGE SOCIAL A PARIS

RESPONSABLE DU SERVICE ASSURANCE

Chargé, pour l'ensemble du groupe, d'étudier les risques, d'effectuer la liaison et les négociations avec les courtiers et les compangies d'assurance et d'assurer la gestion des sinistres.

Outre une formation spécialisée, le candidat devra posséder une expérience de 3 ans minimum en matière d'assurance et de risques industriels. Anglais souhaité.

Adresser lettre, C.V. et prétentions à SNECMA Département Encadrement 2, Bld Victor 75724 PARIS Cedex 15.



Groupe chimique de près de 2000 personnes, nous cherchons pour *notre siège social à Paris, un*

RESPONSABLE FORMATION ET COORDINATION GESTION DU PERSONNEL

Adjoint du Directeur des Relations Humaines, vous participez à la *définition et à la mise en œuvre* de la politique du personnel. Tout en assumant la responsabilité complète de la formation, vous êtes chargé de promouvoir le développement des carrières des Cadres avec l'équipe en place et d'animer la concertation.
Si vous avez une large expérience de la fonction personnel avec une bonne pratique du Droit social, nous vous offrons la possibilité de mettre largement en valeur vos compétences. La connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M4220, à Hélène *REFREGIER qui étudiera confidentiellement* votre candidature.

SERTI SELECTION — 48, av. de l'Opéra 75002 Paris

Pour secteur tertiaire
quartier OPÉRA

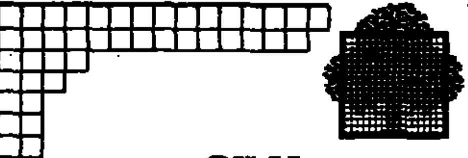
INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Conseille la Direction Générale sur les grandes options informatiques.
- Organise les relations entre les services *utilisateurs et l'informatique.*
- Est rattaché à la Direction Générale.

LE CANDIDAT :

- a impérativement une formation supérieure, grande école d'ingénieur de préférence ;
- doit avoir exercé quelques années dans un service informatique complet : études et exploitation ;
- doit posséder des qualités de dynamisme, d'autorité et avoir le sens du travail en équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence nº 242260 M, à **RÉGIE-PRESSE**, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



Cii Honeywell Bull

recherche pour son Service Clientèle d'Assistance Technique

CHEF DE SERVICE

Assistance à l'Exploitation des Systèmes

De formation supérieure, vous avez démarré comme technicien d'exploitation, puis vendu des services associés à ce domaine.
Nous vous proposons la responsabilité d'un service d'environ 15 personnes dont vous aurez à assurer la promotion commerciale, l'animation, la gestion et le développement.
Adresser lettre mansucrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 2004 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

SOCIETE 1400 PERSONNES
120 INGENIEURS

où grande stabilité de personnel fabricant d'instruments de précision et de systèmes très variés, en technique de pointe, leader dans sa branche et présente sur marché mondial, développe avec une de ses filiales des systèmes d'analyse automatique d'images.

Ces appareils, d'une conception originale concerne une clientèle technique aux activités diverses.

Nous recherchons :

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

(formation informatique ou électronique) qui assurera auprès de nos clients la personnalisation de nos systèmes en fonction des besoins qui lui exprimeront.

Il bénéficiera de l'appui de nos services d'études.

Ce poste, outre son intérêt technique, nécessite un goût certain pour les relations humaines.

Adresser CV détaillé à

SOPELEM

125, Boulevard Davout
75020 PARIS

Message à un futur

DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous souhaitez entrer dans une PME performante (environ 300 personnes, C.A. 180 MF.). Nous réalisons des taux enviables de progression.

Nos matériels sont destinés à

l'équipement des municipalités

Sous l'autorité du Directeur Commercial qu'il remplacera à terme relativement court, puis sous celle du D.G.A., il aura la charge d'animer notre réseau commercial (11 agents en France) et de l'appuyer. De plus il aura la mission d'entreprendre toutes études et toute réflexion de marketing permettant l'évolution de nos matériels et l'adjonction de matériels complémentaires.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous avez au minimum 32 ans, une formation commerciale de premier plan (HEC, ESSEC, ESCP. . .) et une expérience significative de marketing et d'animation des ventes acquise dans une PME performante, vendant des produits techniques, si possible mécaniques.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/137/D à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann – 75008 Paris

Message à un

CHEF DES VENTES

Vous souhaitez entrer dans une société performante distribuant sur le marché français des marques connues de matériel électronique allant des composants aux périphériques haut de gamme. Notre département

instrumentation mesure

est notre dernier né. Après une phase initiale de lancement, il cherche son responsable qui saura le porter à son meilleur niveau de performance, en animant une équipe constituée pour l'instant de 2 ingénieurs commerciaux à Paris et 6 en province, en mettant en place un réseau national de distribution, en recherchant sur les marchés étrangers des compléments de gamme.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un professionnel de la vente d'instrumentation et d'appareils de mesure électronique, mais surtout si vous avez fait la preuve de votre efficacité et de vos talents d'animateur et de gestionnaire, et si vous parlez anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/141/B à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

pour son service des contrats

INGENIEUR TECHNICO CIAL

de formation Grandes Ecoles d'Electronique, ayant une première expérience minimale de cinq ans dans la gestion des contrats avec les Administrations civiles et militaires françaises et étrangères. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est appréciée. référence D

pour une de ses unités de développement de logiciel temps réel

INGENIEUR INFORMATICIEN

de formation Grandes Ecoles, DEA Informatique ou ETI pour coordonner l'activité d'une petite équipe de programmeurs. Une expérience de 1 ou 2 ans est souhaitable. La connaissance du langage PASCAL sera appréciée. Goût de la méthode. référence K

dans le domaine des radars militaires

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ENSEM

Débutants ou quelques années d'expérience pour études avancées en :

▪Traitement de signal ▪électromagnétisme ▪hyperfréquence.

Bon niveau mathématique, goût de l'analyse, travail en équipe. référence I

dans le domaine des télécommunications

INGENIEURS GDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses activités de développement dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux. référence C

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) **en précisant la référence du poste choisi,** à **LCT** - BP 40
78141 VELIZY - VILLACOUBLAY cedex

Message à un Jeune

CHEF DE PRODUITS

Vous souhaitez entrer dans la filiale française d'une société multinationale fabriquant et/ou commercialisant toute une gamme de résines, d'additifs, et de mélanges-maîtres destinés à la transformation des

matières plastiques

Nous cherchons à pourvoir le poste d'«homme produit» pour notre gamme de mélanges-maîtres. Notre conception du poste est à peu près 50 - 50 «gestion» et «terrain». Il englobe la responsabilité du chiffre d'affaires, des budgets et des marges.

L'équipe de vente à animer représente 6 technico commerciaux.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si, à 30 ans minimum, vous avez une formation commerciale supérieure et une première expérience acquise dans des produits destinés aux transformateurs de matières plastiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/148/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann
75008 Paris

Message à un

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Vous souhaitez faire carrière dans la filiale d'un des premiers groupes français. Nous sommes une société

de service et d'exploitation

principalement auprès des collectivités locales. Nous employons 1800 personnes et notre chiffre d'affaires atteint 700 millions.

L'expansion de la société et la multiplicité de ses tâches conduisent notre Directeur du Personnel à rechercher un adjoint pour l'assister —ou le remplacer— après avoir été initié aux aspects spécifiques de la fonction : recrutement, gestion, formation, études ...

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes —impérativement— de formation supérieure, si à 32 ans minimum vous avez acquis une première expérience de la fonction incluant 5 ans de vie effective sur le terrain et si vous avez fait la preuve de vos qualités d'homme de dialogue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/227/E à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

INFORMATICIENS
CONSEIL OU COMMERCE

Varier vos activités, valoriser vos compétences, augmenter votre potentiel, tels sont vos objectifs.

Nous vous proposons de les réaliser ensemble.

• INFORMATICIEN DE GESTION (Réf. 110)

• INFORMATICIEN DE PRODUCTION (Réf. 111)

Ingénieur conseil, vous interviendrez dans les domaines les plus variés dans le seul but d'augmenter l'efficacité économique de nos commettants.

• INGÉNIEUR COMMERCIAL (Réf. 201)

Dans le domaine de la micro-informatique et de la bureautique, vous serez chargé de la vente des équipements micro-ordinateurs professionnels et traitement de textes (fixe + intéressement).

Adressez votre C.V. détaillé et vos prétentions à

COGESSOR

31, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

FISCALISTE

Nous sommes un très important groupe industriel et de services (C.A. 12 milliards - 45.000 personnes).

Le développement et la diversification de nos activités, notamment au plan international, nous conduisent à recruter un Fiscaliste pour assister le Chef du Service Fiscal.

Ce spécialiste de haut niveau participera à la préparation et à la gestion des dossiers fiscaux de la société-mère et des filiales, en France et à l'Etranger ainsi qu'au suivi du contentieux.

Il aura acquis une formation universitaire supérieure, complétée par une formation fiscale approfondie (D.E.S.S., E.N.I. ...) et pourra justifier d'une compétence polyvalente dans tous les domaines de la fiscalité de l'entreprise appuyée sur une expérience de 4 à 5 années.

Il devra en outre posséder d'excellentes qualités de contact à tous les niveaux lui permettant notamment de conseiller de manière judicieuse aussi bien les dirigeants des sociétés du groupe que leurs collaborateurs.

Une bonne pratique de la langue anglaise ou une aptitude à perfectionner les connaissances scolaires et universitaires acquises dans cette langue seraient particulièrement appréciées.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV détaillé, rémunération souhaitée, photo) sont à adresser sous référence 22430 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

Responsable administratif du service titres-bourse

Banque de dépôts privée (Paris 8e) à taille humaine; la promptitude et la qualité des services rendus par nos conseillers, responsables d'une clientèle de bon standing, conduit notre service : Titres - Bourse à un développement rapide.

Afin de permettre à notre Directeur d'intensifier encore son action commerciale, nous recherchons un collaborateur pouvant se prévaloir d'une bonne expérience de la gestion administrative d'un service Titres - Bourse acquise en qualité d'adjoint ou chef de service dans une autre banque.

De bonnes notions d'informatique, le goût de l'organisation, un esprit jeune, dynamique et coopératif sont indispensables pour occuper avec succès ce poste dont les responsabilités iront en s'élargissant.

Tout dossier de candidature envoyé sous réf.892LM sera étudié avec la discrétion voulue par :

HORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS
CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COFAP

COMPOSANTS S.A.
recrute
pour son agence de Fresnes
Division Mesures

UN (E) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
2 à 3 ans d'expérience souhaitée.

Adresser C.V., prét. et photo à M. RAPPETOU
COMPOSANTS S.A., B.P. 81, 33605 PESSAC CEDEX.

INGENIEUR CONSULTANT
175 - 200 000 F

Proche banlieue Sud
Formation et Conseil en Informatique

Une société spécialisée dans les actions de formation, d'études et de conseil liées aux problèmes d'informatisation, et dans la formation d'utilisateurs non informaticiens aux techniques de l'informatique recherche un INGENIEUR CONSULTANT. Au sein d'une équipe de neuf personnes, il sera d'abord responsable de l'animation de stages techniques informatiques destinés à des utilisateurs de micro-ordinateurs non informaticiens (dirigeants, cadres, techniciens, employés).Cette responsabilité s'étendra ensuite à des stages de sensibilisation et de méthodologie d'informatisation. Il participera à la conception et au développement de nouveaux stages, ainsi qu'à différentes actions d'études et de conseil portant sur le développement de l'informatique et de la bureautique (conception, utilisation, problèmes d'insertion) dans les entreprises et les administrations. De formation supérieure, grandes écoles ou universités, le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, aura acquis une expérience professionnelle de l'informatique. Ecrire s/ réf. 531/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS -
Discrétion assurée.

1784

BANK OF BOSTON

recherche pour PARIS

CADRE SUPERIEUR

pour développer

clientèle privée

de haut niveau

Expérience 5 ans minimum

Anglais indispensable

Env. C.V. détaillé et prétentions à
FNBB - Service du Personnel
104, avenue des
Champs Elysées
75008 PARIS



Directeur commercial — 230.000 F

Un grand groupe de presse français réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs, recherche le Directeur Commercial de l'une de ses plus importantes publications : un hebdomadaire grand public à très fort tirage. Dépendant du Directeur du titre, il sera responsable de la conception et de l'élaboration de la politique commerciale ainsi que de son application par les différents réseaux de vente. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, disposant d'une réelle expérience de la commercialisation (marketing, vente) de produits grand public. Une expérience de la communication serait appréciée. La rémunération, *de l'ordre de 230.000 francs par an, sera essentiellement fonction de* l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2257M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Assistant chef de produit export — 120.000 F

Banlieue parisienne - Cette importante société, leader sur son marché et filiale d'un groupe français mondialement connu, est spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement ; elle recherche l'assistant chef de produit export de l'une de ses divisions. Rattaché au responsable marketing, il aura principalement pour mission d'effectuer, à l'exportation, des analyses, des études et des comparatifs (produits, marchés, distribution, tarifs, concurrence...) en vue de l'établissement de la stratégie marketing. Il prendra aussi en charge, dans un premier temps, certains travaux statistiques ponctuels, le suivi de la documentation (société et concurrence), ainsi que la mise à jour des tarifs. Cette véritable opportunité s'adresse à un jeune diplômé (ESC, EAP...) possédant de préférence 2 ou 3 années d'expérience d'une fonction similaire, mais un débutant serait accepté. La pratique de l'anglais est obligatoire, celle de l'allemand souhaitée. A terme, ce poste doit évoluer soit vers une fonction commerciale de terrain, soit vers une responsabilité globale de produit. La rémunération sera liée à l'expérience et pourra atteindre 120.000 francs. Ecrire à M. FOBY. *Réf. A/3661M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Pénétrer au coeur de la technologie informatique

à travers les activités et les méthodes de travail de Hewlett Packard, c'est découvrir une société qui emploie 67000 personnes dans le monde et qui consacre plus de 9 % de son CA annuel à la Recherche.
Hewlett Packard s'est spécialisé dans des domaines variés, dont plus de la moitié concerne le secteur informatique. La société enregistre en France une progression de son CA annuel de 40 % : des résultats qui l'ont placé au 3ème rang des sociétés françaises de matériel mini-informatique.
Une activité commerciale de vente et de SAV dans 23 bureaux témoignent de l'intérêt que ses performances suscitent en France.
Vous aimeriez vous y associer ?

INGENIEUR + MBA

Votre formation technique complétée par une bonne connaissance en Marketing et une maîtrise parfaite de la langue anglaise vous permettront de devenir

INGENIEUR MARKETING TERRAIN

sur des marchés spécifiques :
- dans le domaine de l'informatique de gestion (gestion de production, bureautique),
- ou dans celui de l'informatique scientifique (automatisation industrielle, robotique...).

Après avoir suivi une formation technique et commerciale très complète, *vous travaillerez en relation étroite avec notre Marketing Manager.*
Vous participerez activement aux lancements de produits et au développement des ventes de produits existants.
Vous aurez à développer des outils : études de marché, analyses des besoins clients..., pour proposer des approches marketing adaptées aux différents segments de marché. Il vous faudra également mettre en jeu votre sens du contact pour mener les programmes de stimulation, de formation et d'information de la force de vente.
Vous prendrez part également aux actions de Relations Publiques (présentation de produit, relations avec la presse...).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Votre expérience (1 à 5 ans) ainsi que votre bonne connaissance en anglais, font de vous un spécialiste a même de devenir

INGENIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Vous commencerez par suivre une formation technique et commerciale *de 6 à 9 mois.*
Vous serez ensuite en mesure de prendre en main au sein d'une petite équipe la commercialisation de nos ordinateurs scientifiques dans le cadre d'un de nos secteurs et bénéficierez de notre soutien logistique.
Votre fonction fera appel à deux types complémentaires de compétence.
Technicien, vous aurez à analyser les besoins et proposer des solutions spécifiques. Homme de contact, vous aurez pour interlocuteur des spécialistes d'un haut niveau technique, auprès desquels vous jouerez un rôle de conseil.
Compté tenu du caractère scientifique de ce poste, Hewlett Packard France vous assurera une mise à jour permanente de vos connaissances. Une voiture de fonction vous sera fournie.

INGENIEUR OU ESC

Votre formation vous a permis d'acquérir un potentiel précieux pour le développement de votre carrière chez Hewlett Packard, vous pouvez devenir

INGENIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE DE GESTION

Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience mais vous avez nécessairement un bon niveau d'anglais.
Vous suivrez d'abord une solide formation technique et commerciale pendant 6 à 9 mois.
Vous aurez ensuite l'opportunité de pénétrer dans un secteur tourné vers l'avenir.
Au sein d'une de nos équipes, vous prendrez la responsabilité de la commercialisation de nos produits dans le cadre d'un secteur : vous devrez proposer à vos clients des solutions adaptées à leurs besoins. Vous bénéficierez d'un soutien logistique solide et une voiture de fonction vous sera fournie.

Si vous pensez comme nous qu'aujourd'hui vendre un système informatique de gestion c'est avant tout répondre de façon pertinente au problème d'un client, de larges possibilités s'offrent à vous chez Hewlett Packard.

Les 3 types de fonction que nous vous proposons font appel à une diversité d'expérience et de compétences essentielles à la vitalité de notre entreprise, à **Paris comme en province.** A chacune d'elles correspondent des **rémunérations stimulantes,** établies *en* fonction des compétences techniques et de l'expérience de chacun.
Notre succès technique se traduit concrètement par un taux de croissance élevé, **de larges perspectives d'évolution s'offrent donc à vous.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo, sous réf. 4328, en précisant le poste *choisi, à Hélène Ducongé, Hewlett Packard France, Service du* Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex.



HEWLETT PACKARD

média-system



Adjoint chef comptable — 120.000 F

Un important établissement financier de dimension nationale et en expansion constante recherche, pour son siège situé à Paris, l'adjoint de son Chef Comptable. Il sera chargé de seconder ce dernier dans l'ensemble des problèmes comptables, fiscaux et réglementaires concernant la société et ses filiales, ainsi que dans l'animation et l'organisation du service composé d'une quinzaine de personnes et fortement informatisé. Ce poste conviendrait à un candidat (ou une candidate) âgé d'au moins 26 ans, d'un niveau d'études supérieur (ESC, DECS,...), disposant d'une solide expérience comptable et fiscale dans une grande entreprise, familiarisé avec l'utilisation de l'informatique et, si possible, ayant déjà dirigé une équipe. La rémunération, qui pourra atteindre 120.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2231M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION PRODUCTION

PLUSIEURS AGENTS TITULAIRES DE :
– DUT Gestion ou Statistiques quantitatives de gestion
– IFAG Section Contrôle Budgétaire ou BTS équivalents.

Pour des postes de :

CONTROLEURS DE COUTS

à PARIS et à PAU

Développement de carrière possible en expatriation.

Ces postes demandent la connaissance de l'anglais et une orientation informatique résolue.

Les candidats devront être libérés des obligations du service National.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 44547 à
SNEAP - D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas
Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex

Importante société nationale de conseil en urbanisme et aménagement recherche

Ingénieurs grande école
X, Centrale, Ponts, ESTP

Plusieurs postes sont à pourvoir :
- en région parisienne : un ingénieur pour assurer un rôle de conseil et d'assistance technique (superstructures-bâtiment),
- en province : des ingénieurs-gestionnaires pour prendre en charge la coordination, le suivi et la réalisation d'opérations *d'aménagement.*

Le Groupe offre de réelles possibilités de carrière à des jeunes candidats ambitieux et attirés par des fonctions de «généraliste».
Adresser CV, photo et prétentions, sous référence 7799, à :

Média-System, «Emplois et Carrières».
104 rue Réaumur 75002 Paris.

Administration commerciale et/ou gestion de production
=
Organisation informatique

- Vous serez chargé de formuler des diagnostics, *puis d'agir en maître d'oeuvre afin de valoriser la* production et la gestion commerciale.
- Nous sommes filiale d'un grand groupe privé français, disposant d'un leadership mondial sur son marché de produits grand public. Nous décentralisons notre siège à Nancy.

Si vous désirez participer à ce recrutement envoyez votre C.V. sous la référence 502-02 à :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 Paris (confidentialité, réponse assurées)



Cii Honeywell Bull

recrute pour son Centre de Recherches

INGENIEURS ELECTRONICIENS
GRANDES ECOLES, DOCTORAT 3ème CYCLE

Spécialistes en caractérisation des matériaux, connaissances en microscopie électronique. Théorie de recherche : matériaux magnétiques, semi-conducteurs.
Spécialistes en microprocesseurs, réseaux, opto-électronique.
Lieu de travail : Les Clayes-sous-Bois (78).
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 444 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

ASEA

SYSTEMES ROBOTS INDUSTRIELS
3ème constructeur mondial

Filiale du groupe électromécanique SUÉDOIS ASEA (52000 pers., 20 Milliards de CA).

L'accueil réservé par le marché français à notre gamme de robots industriels conforte notre respect d'une certaine tradition «Suédoise», précision, fiabilité, hautes performances et qualité technique. Si ces notions ont un sens pour vous, peut-être êtes-vous l'un des hommes que nous recherchons:

JEUNES INGÉNIEURS DE VENTE

Si nous sommes prêts à confier à des responsables jeunes notre meilleur atout (un des meilleurs produits existant sur un marché qui progresse de plus de 30% par an), c'est que nous leur demandons beaucoup.
Que votre formation soit technique (A & M, Violet, IDN, Sudria, BTS, DUT) ou commerciale (ESC, licence, DUT), nous attendons de vous une maturité et des qualités personnelles hors du commun: tonus, combativité, goût des contacts, capacité d'écoute, esprit de synthèse et beaucoup de bon sens.
Bien entendu, une première expérience industrielle réussie est indispensable ainsi que de bonnes bases en anglais (déplacements en Suède à prévoir).

INGÉNIEUR D'APPLICATIONS SOUDAGE PAR RÉSISTANCE

Connaissant bien tous les aspects techniques du soudage par points dans les domaines automobile, électroménager ou équivalent, vous voulez élargir votre champ d'activité et de compétences techniques dans un métier d'études et de contacts humains plus enrichissant.

ANIMATEUR DE FORMATION

Praticien de la pédagogie des adultes dans le domaine technique, vous aurez à former nos utilisateurs actuels et à organiser et animer nos séminaires publics d'initiation à la robotique.

Votre candidature, comportant CV et rémunération actuelle (indiquer le poste choisi) sera traitée avec rapidité et discrétion par MERCURI URVAL 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne.


Hollande, Norvège, R.F.A., Suède, U.S.A.

HAVAS CONTACT

NOUS: P.M.I., 50 Millions de CA essentiellement en France, située à 130 km de Paris.

NOTRE SPÉCIALITÉ: Réalisation de machines spéciales de haute précision et fiabilité orientées entre autres vers des lignes intégrées de conditionnement intégrant électromécanique, électronique, hydraulique et pneumatique. Nos atouts: un savoir-faire technique, un parc machines et une équipe d'hommes qualifiés et bien organisés.

NOTRE AMBITION: Elargir rapidement sur le marché français et européen notre champ d'activités, d'abord par la sous-traitance, puis ensuite le développement propre d'ensembles et sous-ensembles de machines spéciales pour réaliser notre potentiel de croissance important. Nous recherchons donc un spécialiste:

SOUS-TRAITANCE MACHINES SPÉCIALES

à qui nous conférerons le poste de

RESPONSABLE COMMERCIAL

180 - 280

L'homme que nous recherchons est un négociateur professionnel de haut niveau, créatif, organisé, actif et ambitieux. Il réunit un ballast de solide compétence technique à un talent commercial prouvé et un «abattage» personnel important. Il présente cette combinaison particulière de pragmatisme et de vision synthétique du marché.

Il maîtrise parfaitement l'anglais et a de bonnes notions d'une autre langue d'affaires européenne.

Ce poste débouche assez logiquement sur une responsabilité élargie.

Pour en savoir plus, adresser CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 41.019 LM, à MERCURI URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS qui traitera avec rapidité et un maximum de discrétion votre dossier.

Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne.


Hollande, Norvège, R.F.A., Suède, U.S.A.

HAVAS CONTACT

RATP

Jeunes Ingénieurs HF

électroniciens, électromécaniciens, mécaniciens
Télécom, ESE, ESIEA, ESME, ENSEM, ESTACA, ENSI...

Développer un grand service public

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs dynamiques et enthousiastes. Vous aurez, grâce à vos compétences et votre formation adaptée, la possibilité de débuter une carrière évolutive dans les services d'exploitation, d'entretien des installations fixes et du matériel roulant (ferré ou routier).

Votre aptitude à l'encadrement, le sens des décisions et des relations humaines concourront à développer notre entreprise.

Notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la notion de service et nous nous soucions en permanence de l'amélioration et du progrès de nos techniques dans les domaines de l'alimentation en énergie, du pilotage automatique, des systèmes électromécaniques, de l'entretien des voies...

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à la Direction du Personnel, RATP, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris.

RATP RATP RATP RATP RATP

média-system

ISTA

SSCI - 40 M.F. CA.

spécialisée en traitements temps réel et réseaux

recherche

▶ *Pour son service SYSTEME ET DEVELOPPEMENT :*

INGENIEUR

(ESE, ENSIMAG,...), ayant si possible expérience en Micros incorporés dans les réseaux.

▶ *Pour son département APPLICATIONS :*

INGENIEURS

Grandes Ecoles, diplômés en option informatique.
Débutants ou ayant 2 à 3 années d'expérience.

Merci d'adresser votre C.V. avec prétentions pour examen confidentiel à :
ISTA - Service du Personnel - référence MK - La Boursidière
R. N. 186 - 92350 Le Plessis Robinson

Publicités Réunies

notre responsable des études informatiques en Normandie

Un groupe industriel français de 5000 personnes, réalisant un CA de 1200 MF, prend une dimension nationale et met l'accent sur la distribution de ses moyens informatiques dans sa nouvelle structure.

Attaché au DOI, vous pilotez le développement de nos applications de gestion s'appuyant sur des progiciels et accompagnez, avec votre équipe, leur mise en place sur une quinzaine de minis installés en usines et dans les centres de gestion comme sur le 370 du siège.

Vous disposez d'une formation supérieure Sup' de Co ou ingénieur, avez acquis en 5 à 7 ans, l'expérience de la conduite de projets à caractère financier dans des entreprises industrielles et, sans négliger la technique, préférez être à l'écoute de vos utilisateurs.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4112 LM) à «Carrières de l'Informatique».

■

Leader dans l'industrie graphique (350 personnes, 150 MF de CA dont 50% à l'export, 3 unités de production dont une à l'étranger, 5 filiales à l'étranger), nous avons une gamme de plus de 10000 articles disponibles sur catalogue.

Nous cherchons pour notre siège au Perray-en-Yvelines (78)

l'adjoint de notre directeur «logistique».

Vous déclenchez les approvisionnements et la fabrication des produits finis: définition des dates et des lots de fabrication, inventaires, maintenance des informations (prix, taux d'immobilisation), etc. Vous disposez d'un outil informatique performant.

Nous cherchons un jeune cadre de formation supérieure (AM, ENSI, etc. ou grande école commerciale) ayant 3-4 ans d'expérience dans un service ordonnancement-gestion des stocks et souhaitant exercer des responsabilités directes dans un environnement dynamique.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4154 LM).

■

un jeune organisateur informaticien tenté par les nouveaux moyens de paiement.

Un réseau national d'organismes financiers et de crédit aborde les «nouveaux moyens de paiement», dont la carte, en recourant à des moyens informatiques sophistiqués.

Vous rejoignez, à Paris, la direction technique dont la mission est d'orienter les choix techniques et surtout de conseiller et d'assister le réseau pendant toute la phase de mise en oeuvre.

Vous disposez d'une solide formation supérieure et avez acquis, en deux à trois ans, dans une banque, un établissement financier ou chez un conseil, une première expérience de la conduite d'actions d'organisation touchant, de près ou de loin, aux échanges automatisés de fonds et souhaitez aujourd'hui élargir votre champ d'action dans un groupe en expansion.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4078 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INTERNATIONAL DE RENOMMEE MONDIALE
spécialisé dans les produits de luxe
recherche

un chef de service juridique

Rattaché au Directeur des affaires sociales et en relation étroite avec la maison mère aux États-Unis, il est responsable de toutes nos activités juridiques et contentieuses ainsi que de la gestion des dépenses y afférant

Il recherche les solutions les plus avantageuses visant à protéger les intérêts du groupe dans tous les domaines liés aux statuts, aux marques (dépôt, homologation, défense) et à la distribution.

Il le représente auprès des instances judiciaires en cas de litiges ou procès.

Conseiller des Directeurs des différents départements, sa mission comporte aussi une assistance dans la résolution des problèmes juridiques liés aux secteurs financiers et sociaux.

La réussite dans ces fonctions nécessite une solide formation juridique et une expérience similaire acquise au sein d'une multinationale.

La maîtrise courante de l'anglais est indispensable.
Lieu de travail : proche banlieue Ouest.
Quelques déplacements à prévoir aux États-Unis.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + rémunération actuelle
s/réf. 10300M à PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

consultant bureautique

HF

Filiale d'un important groupe de Sociétés de Services, nos domaines d'intervention sont le Conseil et l'Assistance en matière de Bureautique.

Nous recherchons un Consultant de formation Grande Ecole ou Universitaire Supérieure, actif, curieux, ayant le sens des contacts à tous les niveaux, l'esprit d'équipe et fortement motivé par la bureautique.

Il doit pouvoir justifier d'au moins 3 années d'expérience en Bureautique ou en Conseil Informatique acquise au sein d'un Cabinet ou d'une Entreprise.

Nous offrons de solides possibilités d'évolution dans un secteur valorisant et en pleine expansion.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous réf. 33.81/RB/442 à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation



SPIE BATIGNOLLES
division SPIE

l'un des leaders du Bâtiment et des Travaux Publics sur le plan international recherche

Cadre administratif et comptable

DUT ou niveau école de commerce

débutant ou avec une première expérience

Après une formation d'un an à notre siège au sein du Service Comptable (comptabilité générale, supervision de la comptabilité des secteurs comptables et agences, et comptabilité analytique) complétée par un stage dans les services fonctionnels : contrôle de gestion, service du personnel..., il lui sera proposé un poste dans une de nos filiales, agence, ou chantier à l'étranger : comptabilité de chantier, gestion de personnel, trésorerie, administration générale.

Pour ce poste, l'anglais est bien sûr indispensable.
L'espagnol ou le portugais serait un atout supplémentaire.
Nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe.

Envoyez votre C.V. avec lettre manuscrite à DIVISION SPIE
202 quai de Clichy 92111 Clichy Cédex.

média-system

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.
Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
NOTRE DIVISION ÉLECTRONIQUE
souhaite s'adjoindre pour faire face à son expansion rapide et continue dans le domaine de la SIMULATION :

FORMATEUR DE HAUT NIVEAU

Pour prendre en charge la mise en place et l'organisation de notre service formation, élément important dans notre politique APRES-VENTE.
Nous recherchons un Ingénieur Electronicien ou équivalent ayant un goût prononcé pour la pédagogie.
Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. (Référence 6206 A)

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Pour assurer la maintenance de plusieurs systèmes d'informatique graphique. Nous recherchons un homme de terrain, Ingénieur Electronicien (ou équivalent) pouvant faire preuve de disponibilité.
Ce poste offre des possibilités d'évolution intéressantes. (Référence 6206 B)

INGENIEURS

- Diplômés Grande Ecoles (E.N.S.A.E. - E.C.P. - E.N.S.A.M. - E.S.E. - TELECOM..)
- Débutants ou première expérience
- Goût pour l'Aéronautique.

Ces postes consistent :
- A analyser des phénomènes physiques et aérodynamiques en vue de leur simulation
- A réaliser des systèmes de simulation. (Référence 6206 C)

INGENIEUR LOGICIEL

- Débutant à 2 ans d'expérience
- Pour études dans le domaine de la visualisation (logiciels graphiques, C.A.O.) (Référence 6206 D)

Pour les deux premiers postes, la pratique de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : PARIS-OUEST.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à : JEAN RÉGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous étudions, fabriquons et commercialisons des *matériels et systèmes mobiles et fixes de* télécommunications pour des applications terrestres, maritimes et aéronautiques. Leader en France, notre exportation, déjà importante, s'accroît régulièrement. Pour consolider ces positions, nous renforçons nos *équipes et nous vous proposons les postes suivants :*

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
Réf. 9347

Vous serez chargés de la négociation à haut niveau et de la gestion commerciale des affaires qui vous seront confiées, soit en France, soit à l'Étranger.
Âgés d'environ 28 ans, ingénieurs électroniciens, vous êtes motivés par la vente d'équipements complexes destinés pour l'essentiel à des administrations militaires et civiles. Exporter nécessite en plus une grande disponibilité et la maîtrise de l'anglais.

INGÉNIEURS D'AFFAIRES
Réf. 9348

Aidant techniquement l'ingénieur commercial au stade de la proposition, vous serez l'ensemblier du *système et de son environnement, agissant aussi bien* en technicien qu'en gestionnaire puisque coût, qualité et planning seront votre responsabilité jusqu'à la livraison "clé en main".
Ingénieurs, la trentaine, vous avez ce type *d'expérience, la maîtrise d'au-moins l'anglais et* l'habitude des déplacements dans le monde entier.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
Réf. 9349

Au sein d'équipes multi-compétences, vous aurez à concevoir les systèmes les mieux adaptés à un problème de télécommunications futures et à créer des produits en liaison avec les ingénieurs du marketing.
Vous êtes ingénieurs ESE, ENST, ENSERG, ISEP ; les activités d'études de pointe vous intéressent : processeurs rapides, circuits intégrés spéciaux, traitement du signal et de la parole...

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENT
Réf. 9350

Vous serez responsables de la conception des produits sur les plans mécanique et technologique, de leur industrialisation et du suivi des opérations *conduisant à la fabrication de série (mise au point* des prototypes, dossiers techniques, devis, planning...).
Ingénieurs mécaniciens, vous êtes débutants ou vous avez acquis une première expérience de l'industrialisation de produits électromécaniques ou électroniques fabriqués en moyenne série.

INFORMATICIEN TEMPS RÉEL
Réf. 9351

Vous encadrerez une équipe de jeunes ingénieurs chargés de réaliser des logiciels entrant dans nos équipements. Associé aux responsables d'affaires dès la proposition aux clients, vous êtes chargé d'assurer la tenue des objectifs (performance, coût, délai) de la partie informatique des divers projets.
Vous êtes ingénieurs, vous avez plus de 30 ans, et vous justifiez d'une expérience hautement confirmée de systèmes informatiques temps réel.

CHEFS DE PRODUITS INDUSTRIELS
Réf. 9352

Après la synthèse des informations commerciales (besoins clients, concurrence) vous serez responsable de la définition des nouveaux produits en fonction des évolutions techniques et assurerez le démarrage et la promotion d'une famille de produits.
Vous êtes ingénieur électronicien, votre première expérience a été acquise en études ou dans les ventes, vous parlez l'anglais, votre souhait est de vous orienter vers le marketing.

Tous ces postes sont basés à Gennevilliers. Nous vous remercions d'adresser votre C.V., photo et prétentions en spécifiant la référence du poste choisi à MSL INTERNATIONAL, 3, place de Valois, 75001 Paris, à l'attention de M. Yves Blanchon que nous avons chargé d'effectuer la présélection.

aérospatiale

Division des Systèmes Balistiques et Spatiaux
Etablissement des Mureaux (Yvelines)

recherche pour compléter son équipe informatique système

INGENIEUR SYSTEME

débutant ou 2/3 ans d'expérience,
diplômé Grandes Ecoles (ENSEEIHT, IMAG...)

Il sera chargé de l'aspect RESEAU et aura une activité de prospective et d'étude des moyens à mettre en place.

Il aura une bonne connaissance du système MVS, SNA, TSO et de CICS.

Il assurera la réception et le suivi des logiciels constructeurs, ainsi que la formation des utilisateurs.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à
Mr BRIN Responsable Recrutement - AEROSPATIALE
Route de Verneuil BP 2 - 78130 LES MUREAUX

DIPLOMES D'UNE ECOLE SUP DE COMMERCE :
LA VENTE : UNE VOIE ROYALE ...

empruntée au début de leur carrière par la plupart de nos dirigeants d'aujourd'hui !
A votre actif, un diplôme d'une Ecole Sup de Commerce, un à deux ans d'expérience commerciale et vous savez que la mobilité ira de pair avec votre réussite dans l'un des groupes-leaders de l'ELECTROMENAGER / TV, RADIO, VIDEO, HIFI.
INSPECTEUR COMMERCIAL THOMSON BRANDT : vous allez accéder d'emblée à de réelles responsabilités, sur un secteur géographique (un à six départements) dont vous serez le MANAGER : responsable du chiffre d'affaires, animateur d'une équipe de vendeurs-démonstrateurs, vous allez mettre en œuvre notre politique commerciale en l'adaptant aux spécificités de votre région. En résumé, responsable de la promotion et de la vente de l'une de nos cinq marques auprès d'une clientèle diversifiée (grandes surfaces, grossistes, chaines de magasins spécialisés, détaillants).
Première étape de votre réussite, après formation : 130 000 F / an + frais, position cadre. Et une voie toute tracée pour évoluer soit à l'export, soit vers une Direction Régionale puis Nationale des Ventes. *Choisissez l'un des secteurs suivants* : PARIS, ALSACE, BRETAGNE, CENTRE, EST, LANGUEDOC-ROUSSILLON, MIDI, NORD, NORMANDIE, RHONE-ALPES, SUD-OUEST et adressez nous votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) en précisant la région qui vous intéresse, sous réf. 82240 M à

THOMSON-BRANDT
Groupe Grand Public

Selecom 225, rue du Faubourg St Honoré 75008 PARIS - Tel. 755.89.36

THOMSON Brandt VEDETTE Continental Edison PATHE MARCONI

Pour Paris-Ouest...

Nous sommes la filiale (8000 personnes) d'un Groupe Français de réputation internationale, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement destinés à l'industrie.

Nos différents départements connaissent un développement important qui nous amène maintenant à envisager la création d'une fonction nouvelle de

RESPONSABLE INFORMATION

au sein de laquelle seront regroupés les domaines touchant aux relations extérieures -presse, médias-, à l'information interne et à l'environnement.

Le Responsable que nous recherchons, de formation supérieure, diplomate, dynamique, convaincant, créatif et ouvert, aura acquis une première expérience réussie dans une entreprise grande ou moyenne. Il sera rattaché hiérarchiquement au Directeur Général Adjoint.
Homme d'écoute, attentif à l'établissement de relations étroites et confiantes avec l'ensemble des services *et particulièrement des responsables de personnel, il élaborera et proposera la politique propre* à notre filiale, s'assurera de sa cohérence avec celles des autres unités du Groupe, participera personnellement et veillera à son application dans l'ensemble de nos départements.

Le poste est situé en très proche banlieue Ouest.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et n° de téléphone) sous réf. 209196 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris. Réponse et discrétion assurées.

ORION l'homme et l'entreprise

LEVI TOURNAY PUB

auditeurs internes

CREUSOT-LOIRE, un des premiers Groupes industriels français privés, étoffe son état-major Groupe et recherche plusieurs auditeurs internes confirmés. Les missions de contrôle de procédure et de vérification des comptes qui leur seront confiées ont pour objectif d'assurer la Direction Générale, qui apporte tout son appui au Service AUDIT, du bon fonctionnement des systèmes de gestion ainsi que de leur cohérence, indispensable dans un Groupe décentralisé.

Ces postes, basés à PARIS, s'adressent à de jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESC, IEP ayant acquis une première expérience de la fonction pendant une durée de trois années environ, soit dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon, soit dans les services similaires d'une grande entreprise, et désireux d'élargir leur horizon professionnel aux dimensions d'un Groupe aux activités diversifiées.

Après quelques années dans le service AUDIT, une évolution de carrière est réalisable dans des postes à responsabilités dans les différents secteurs de gestion de l'entreprise. L'Anglais est indispensable ainsi qu'une disponibilité pour des déplacements à 50% du temps, en France et à l'étranger.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur lettre de candidature avec Curriculum Vitae et indication du salaire actuel ou souhaité à M. GOZLAN, Direction Financière, CREUSOT-LOIRE, 15, rue Pasquier - 75008 PARIS.

CREUSOT-LOIRE

JEUNES DIPLOMES (HEC - ESSEC - ESCP ESC OU EQUIVALENT)

vous recherchez des postes

d'auditeurs débutants

Nous vous offrons une carrière dans notre société

Nous sommes un

CABINET D'AUDIT FRANÇAIS

correspondant d'un grand nom international

Nous vous proposons :
- une formation à nos méthodes de travail, aux techniques d'audit et à l'expertise comptable,
- *un début d'expérience professionnelle* variée au contact de grandes et moyennes sociétés industrielles, commerciales et financières,
- des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation, transfert vers nos activités de conseil, formation à l'étranger).

Les postes, à pourvoir à **PARIS** et à **LYON**, conviendront à de jeunes diplômés(es) possédant 2 certificats du DECS, *désireux de travailler* au sein d'équipes dynamiques et faisant preuve d'une grande disponibilité. De bonnes connaissances de l'anglais et de l'allemand seront appréciées.

Nous nous tenons à votre disposition pour vous entretenir de
VOTRE PLAN DE CARRIERE
et vous demandons de nous transmettre votre curriculum vitae, une photo et une lettre de candidature à

BDA
Service du personnel
2 rue Jean Lantier 75001 - Paris

Un des plus importants groupes industriels français recherche *pour son siège social un*

Responsable des services généraux
Paris

Vous avez environ 40 ans, une expérience réussie dans un poste similaire. Vous avez le sens de l'organisation et de l'encadrement, *des notions techniques* et *l'esprit de sécurité.*

Nous vous confions la responsabilité complète des divers services généraux de notre siège (entretien, surveillance, télécommunications, maintenance du secteur technique...). Vous dirigerez un service d'une cinquantaine de personnes.

Jacqueline Sigolet vous remercie de lui écrire, sous réf. B 5586M, 55, avenue Bugeaud, 75116 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 Membre de Syntec

Tourist

Très important Groupe Multinational Canadien recherche pour l'une de ses filiales industrielles françaises (180 personnes - 165 MF), siège à PARIS-NORD, son Directeur Financier et Administratif. L'entreprise pratique une gestion très rigoureuse.

Controller

Rattaché au PDG, il sera chargé de l'ensemble des fonctions financières : plans et budgets, contrôle de gestion et reporting, services comptables, trésorerie, problèmes fiscaux et juridiques. S'y ajouteront la Gestion du Personnel (siège et usine), l'Informatique et les problèmes d'Organisation Administrative.

Ce poste conviendrait à un DIPLOME HEC, ESSEC, ESC..., à fort potentiel, âgé de 32 ans minimum, possédant une expérience de 5 ans au moins acquise dans les Services Financiers d'un Groupe important et connaissant les méthodes de gestion anglo-saxonnes.
ANGLAIS courant indispensable.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 4251 (précisée sur l'enveloppe) à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

CSEE

JEUNES INGENIEURS en MINI - et MICRO -

informatique industrielle temps réel : conception logiciels, conception système, étude matériel, CAO, technico-commercial

Secteurs d'activité où des postes sont ouverts : réseaux de téléinformatique, terminaux spécialisés, signalisation sécurité ferroviaire, régulation de trafic, conduite de processus industriels, autocommutation électronique privée, systèmes d'armes, systèmes asservis, traitement du signal.

Quelques uns des postes conviennent à des ingénieurs grande école : TELECOM, ESE, ECP ayant 2-3 ans d'expérience (chef de projet à court terme).

Lieu de travail : centre d'études d'Orsay (30 minutes de Paris par RER Sud), Paris 15ème (2 postes) - Toulouse (1 poste CAO).

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel
Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

CSEE

CHEF DE PROJET SYSTEME D'ARMES NAVAL

ECP, ENSTA ou ESE très motivé par des systèmes complexes embarqués.

La bonne marche du projet est conditionnée par une période préalable d'acquisition du Know How de familiarisation, avec les problèmes et de contact à haut niveau.

L'expérience requise - 5 à 8 ans - doit obligatoirement comporter les aspects suivants : logiciel temps réel, architecture de systèmes, conduite de projets de type systèmes d'armes, mise en œuvre de technologie moderne (par exemple fibres optiques).

Ecrire à COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES, Direction du Personnel
Service Emploi et Développement des Cadres, 17 Place Etienne Pernet - 75015 PARIS.

GENERAL MOTORS FRANCE

RECHERCHE

Usine de Gennevilliers

pour son Département
INFORMATIQUE

Ingénieur chef de projet

— Responsable des Développements informatiques en gestion industrielle.
— Devra travailler en étroite collaboration avec les services techniques et les services opérationnels utilisateurs.
— Chargé de la supervision des équipes de développement pour l'étude, la réalisation et le suivi des applications.
— 5 ans d'expérience de conduite de projets et d'applications inter-actives.
— Diplôme d'Ingénieur - MIAGE.
— Expérience technique sur matériel IBM 4341 sous CICS et DL1.
— Anglais indispensable.

pour son Département
CONTRÔLE QUALITÉ ET FIABILITÉ

Ingénieur fiabilité

— Électro-mécanicien ayant quelques années d'expérience professionnelle, pour l'analyse et le contrôle de produits finis, la conduite d'essais sur banc et la réalisation d'enquêtes qualité.
— Diplôme d'Ingénieur nécessaire.
— Anglais indispensable.



Delco Moraine

pour son Département
MÉTHODES

Ingénieur

De formation mécanique avec connaissances électro-mécanique.
— Chargé de l'Étude, de la mise au point et de la mise en service d'équipements, et de l'Assistance aux Services Production, Inspection et Entretien.
— Diplôme d'Ingénieur exigé.
— Anglais indispensable.

pour son Département
INFORMATIQUE

Ingénieur système d'information

— Chargé de l'Analyse et de la proposition de solutions techniques répondant à des besoins d'amélioration du système d'information.
— Maîtrise des outils informatiques & de leurs applications pratiques en milieu industriel exigé.
— Diplôme d'Ingénieur + IAE ou ICG ou Business School exigé.
— 3 à 5 ans d'expérience dans la conception de systèmes de gestion intégrés.
— Anglais indispensable.

pour son
BUREAU D'ÉTUDES

Ingénieur développement freins

Placé sous la direction d'un Ingénieur confirmé, pour développer tout ou partie d'un composant de frein.
— Chargé des études techniques et de l'analyse des résultats expérimentaux.
— Diplôme d'Ingénieur en mécanique exigé.
— Anglais indispensable.
— 2 ans minimum d'expérience dans un poste similaire souhaitée.

Adressez C.V. et prétentions — Service des ressources humaines —
GENERAL MOTORS FRANCE 56-68, avenue Louis-Roche - 92231 Gennevilliers Cedex sous réf. YM.

SOCIETE INDUSTRIELLE, LEADER DANS SON SECTEUR,
FILIALE D'UN GROUPE AMERICAIN
recherche pour une de ses usines (1500 personnes)
située à 60Kms au Nord de Paris

CONTROLEUR DE GESTION

LE POSTE :
Le contrôleur de gestion usine, directement rattaché au Directeur de l'usine :
— prépare le budget, assure le reporting et le suivi des écarts,
— supervise la comptabilité générale (paie, fournisseurs) et les mouvements de stock,
— membre de l'équipe de Direction de l'usine et responsable des procédures et de l'organisation administrative,
— encadre une équipe de 12 personnes.

Ce poste très opérationnel peut-être un bon tremplin pour un développement ultérieur à l'intérieur du Groupe.

PROFIL RECHERCHE :
— 30 ans minimum
— formation technique ou commerciale supérieure (ESC, ICG)
— expérience minimum de 3 ans dans des fonctions similaires en milieu industriel
— autorité,
— sens aigu de la communication.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No44362
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

FILALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche pour sa division technique

JEUNE INGENIEUR DEBUTANT

Il participera aux études nouvelles, ainsi qu'à la mise au point des produits faisant appel à la mécanique et à l'hydraulique.

Nous offrirons au candidat retenu de réelles possibilités d'évolution, une rémunération motivante après une période de formation et il bénéficiera de nombreux avantages sociaux.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste à pourvoir est en proche banlieue parisienne.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous No 44.093 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Proche Banlieue Ouest

SPECIALISTE DE RANG INTERNATIONAL
DANS LES ETUDES ET REALISATIONS D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES, nous souhaitons intensifier notre action commerciale en offrant à un

INGENIEUR COMMERCIAL

— la responsabilité d'un secteur de clientèle
— un travail motivant de négociation et de promotion de notre «savoir faire» à des niveaux variés (architectes, prescripteurs, entreprises générales, bureaux d'études ...)

Nous nous sommes fait une idée du candidat que nous allons intégrer à notre équipe :
— un homme dynamique
— de formation électrotechnique
— capable de mettre son expérience d'études et de réalisations d'installations électriques, acquise de préférence dans le secteur tertiaire (hopitaux, hotels, immeubles de bureaux, ...), au service de l'action commerciale.

La meilleure preuve de votre efficacité, nous convaincre de l'intérêt de votre candidature en adressant votre C.V. et prétentions de salaire sous no 44546 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.



3ème GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES
recherche pour PARIS

un gérant de portefeuilles confirmé

HF

Le poste :
Participer à la gestion d'importants portefeuilles (majorité d'obligations) des filiales ou délégations du groupe à l'étranger totalisant 1 milliard de francs
— placement des fonds sur les places Européennes et Nord-Américaines
— suivi administratif et comptable de ces portefeuilles.

Le candidat :
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un diplômé d'études supérieures (Ecole de Commerce, Sciences Po, ...) ayant une première expérience de 3 à 5 ans de ce type de fonction.

La maitrise de la langue anglaise est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, C.V., photo et rémunération actuelle à Pierre FERAL - Réf. G.P. à la Direction du Personnel - 2, rue Pillet-Will 75448 PARIS Cedex 09.

TOTAL

Compagnie Française de Raffinage

souhaite recruter dans la

FONCTION PERSONNEL

à PARIS

JEUNE CADRE

CHARGE(E) D'ETUDES

doté (e) d'un esprit imaginatif et néanmoins concret, rigoureux et méthodique.

◆◆◆

– Si vous pensez réunir en vous ces qualités et avez démontré à l'occasion d'une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction personnel un intérêt marqué pour cette fonction.

– Si vous avez une formation supérieure de préférence HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP, + formation juridique ou DESS de droit du travail.

Nous vous invitons à faire acte de candidature en écrivant avec CV, photo (ret.) et prétentions sous référence 82/401/M au Département Recrutements
22, rue Boileau – 75781 PARIS CEDEX 16

ADMINISTRATION
+
PERSONNEL
=

Office Manager

- Assurer le meilleur support possible aux responsables dans le cadre d'un budget.
- Gérer et administrer du personnel.

Nous sommes une société de services, filiale d'une société américaine et c'est un environnement dans lequel vous devriez vous sentir à l'aise.

Si vous désirez participer à ce recrutement envoyez votre C.V. sous la référence 501-21 à :

ONOMA 26 rue de Berri 75008 PARIS (confidentialité, réponse assurée)

LA RADIOTECHNIQUE

CA 4000 M.F. - 11000 personnes

recherche

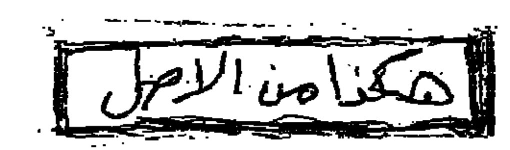
CONTROLEURS DE GESTION

débutants ou première expérience.

- Soit diplômés Ecole de Commerce HEC - ESSEC - ESC ou INSEAD
- Soit Ingénieurs GRANDES ECOLES + formation complémentaire de gestion.

La dimension de notre Groupe ouvre de réelles perspectives de carrière pour des candidats de valeur sachant faire preuve d'initiatives et désireux d'évoluer dans des unités tant en région parisienne qu'en province.

Adresser C.V., photo et prétentions à LA RADIOTECHNIQUE, à l'attention de M. BOURGES - Service du Personnel - BP 301 92156 SURESNES CEDEX.



هكذا من الأصل

CSEE

INGENIEURS TRAVAUX ELECTRICITE

ENAC, ESE, ENSAM, ETP, ENSIEG, ESIEE, ESME, MOINS DE 32 ANS

Gestion de projets d'installation d'équipements électriques, du commercial à l'exécution, dans les domaines : industriels, tertiaires, réseaux de distribution, postes source HT - THT, installations spécialisées (centrales électrogènes, signalisation, télécommunications), ensembles de gestion de trafic aérien.

Fonctions : ingénieur d'affaires, responsable d'affaires export, ingénieur systèmes, responsable des études, responsable d'une activité. Politique de promotion interne.

L'ingénieur débutant est formé aux études de devis et d'exécution.

PARIS
ANGERS
LILLE
LORIENT
REIMS
ROUEN
TOULOUSE

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel
Service Emploi et Développement des Cadres, 17, place Etienne Pernet 75015 Paris



Chef du Personnel

Centre de Recherches 200 000 F/an ±

Nous rassemblons dans un de nos établissements situé en région parisienne un fort potentiel de «matière grise» (une centaine d'ingénieurs diplômés sur un effectif de 250 personnes).

Mieux gérer et développer notre personnel est l'un de nos objectifs clés pour les prochaines années. Le CHEF DU PERSONNEL de l'Etablissement recherché contribue à définir, et met en œuvre, une politique de personnel imaginative.

Il assure le suivi et le contrôle de la gestion et de l'administration.

De formation supérieure (double formation ingénieur + sciences humaines ou droit particulièrement appréciée), il justifie, à environ 35 ans, d'une expérience des techniques modernes de gestion du personnel dans une entreprise industrielle moyenne ou grande. Mais la personnalité du candidat, sa maturité, son sens du dialogue, constitueront les critères déterminants du choix.

Ecrire sous référence 82611 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche

centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél : 285.15.53



1200 personnes
C.A. 900 MF

ROWNTREE MACKINTOSH s.a. (Lion, Nuts, Smarties, After Eight, Lanvin, Menier) propose à un jeune diplômé (ESSEC - SECP, IEP ...)

de débuter dans la Fonction Marketing comme

ASSISTANT(E) MARKETING

Ce poste intégré à la Direction des Etudes, demandera au candidat de mettre en œuvre ses facultés d'analyse des données et d'imagination pour collaborer aux études relatives à l'ensemble de nos produits.

Il pourra, selon de cas, étendre ses attributions dans la Fonction Etudes, ou bien évoluer vers les fonctions de chef de produits.

Anglais impératif

Envoyer lettre manuscrite, C.V. (photo) et prét.
au Service Recrutement
ROWNTREE MACKINTOSH s.a. - Noisiel
77422 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

DES INGÉNIEURS DE PREMIER PLAN POUR UN ENGINEERING INTERNATIONAL

Nous concevons et réalisons des usines clé-en-main dans le monde entier.
Nous recherchons des spécialistes capables d'intégrer leur savoir faire à nos projets industriels.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

Réf. ME 2

Cet ingénieur diplômé possédera une expérience de 3 à 5 ans acquise dans une grande entreprise ou en Engineering. Il prendra en charge les études et la réalisation du lot électricité d'ensembles industriels importants.

INGÉNIEUR APPAREILS A PRESSION

Réf. MAP 2

Cet ingénieur diplômé ENSAM-INSA ou équivalent possédera une expérience de 3 à 5 ans d'études ou de construction chaudronneries lourdes ou spéciales.
Compétent en matière de conception et de calcul d'appareils à pression soudés pour industrie pétrolière et connexes, il participera aux négociations techniques et aux réalisations de grands projets industriels.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL - CHARPENTES

Réf. MGC 2

Ce spécialiste diplômé d'école d'ingénieurs possédera une expérience minimum de 5 ans acquise en entreprise de travaux publics ou de construction métallique ou bien en Bureau d'études d'exécution.
Il assurera, grâce à ses compétences en matière d'études et de travaux béton, charpentes, sols, bâtiment, la gestion de dossiers d'affaires.

INGÉNIEUR EN PÉTROCHIMIE

Réf. MP 2

Ce spécialiste diplômé École d'Ingénieurs possédera une expérience confirmée des études, de la construction et du montage des réseaux process et utilités dans les installations pétrochimiques.
Il participera aux projets et aux réalisations d'affaires pétrochimiques ainsi qu'éventuellement d'autres usines réclamant ses compétences.

INGÉNIEUR INSTRUMENTATION

Réf. MI 2

Cet ingénieur possédera une expérience de 3 à 5 ans acquise de préférence dans la réalisation d'ensembles industriels clé-en-main.
Il sera responsable dans un premier temps de la réalisation de systèmes de conduite de processus industriels d'installations pétrochimiques et de cimenteries.

Tous ces postes basés à Paris-La Défense impliquent de fréquents déplacements tant en France qu'à l'étranger. L'anglais courant est bien entendu indispensable. La connaissance d'une seconde langue sera appréciée.



Nous vous proposons d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous référence précitées à CONTESSE PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra sous numéro 43009 Nous vous garantissons une totale discrétion.

Le Directeur financier et administratif d'une société spécialisée dans le matériel médico-chirurgical, leader dans son domaine, filiale d'un groupe international, recherche son

contrôleur budgétaire

à qui il confiera:
- l'élaboration et la coordination des budgets (siège/usine)
- la mise en place des moyens de contrôle
- l'analyse des résultats et commentaires
- la responsabilité de la comptabilité analytique.

Sa mission de conseil et d'assistance auprès des différents départements nécessitent de très bons contacts humains.

Ce poste, basé à Neuilly (92), sera confié à un jeune diplômé de Grande Ecole (ESSEC, ESCP,...) ayant une expérience d'au moins 3 ans, la connaissance de la comptabilité américaine et l'habitude de travailler avec l'informatique. Parfaitement bilingue anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 38462 à
projets publicité
12, rue des Pyramides 750001 Paris
Discrétion absolue assurée.

La gestion à la puissance d'une multinationale CONTROL DATA : le plus de votre carrière

Filiale d'un puissant groupe américain, CONTROL DATA FRANCE – 900 personnes, 800 millions de C.A. – commercialisant une gamme complète de systèmes et de services informatiques, recherche un

ASSISTANT CONTRÔLEUR DE GESTION

Il participe à :
- l'organisation et la coordination budgétaire entre les différentes divisions,
- l'analyse mensuelle des résultats,
- l'élaboration d'études ponctuelles financières, fiscales ou organisationnelles.

Vous avez une formation supérieure, HEC, ESCP, ESSEC, avec une spécialisation comptabilité, finances ou contrôle de gestion. Vous êtes débutant ou une première expérience vous a déjà familiarisé à la comptabilité U.S. et vous maîtrisez la langue anglaise.

Adressez votre candidature sous la référence FX 853 à CONTROL DATA FRANCE, Service Recrutement, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.



Société d'Ingénierie La Défense - recherche

ANALYSTE

Nous souhaitons intégrer à notre direction de l'information un analyste expérimenté capable :

- dans un premier temps, de faire évoluer fonctionnellement et techniquement des applications de gestion financière complexes : révisions de prix, échéancements de dépenses sur des biens d'équipement de plusieurs milliards.
- *dans un second temps, de s'intégrer à* la réalisation de gros projets ou conduire des projets de dimensions plus réduites.

Intégré dans des équipes innovatrices, vous mettrez en œuvre une informatique très évoluée (concepts nouveaux, maquettage, gestion documentaire, etc.)

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74605/LM à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Nous sommes une Société Internationale d'Assurances dont le C.A. sera supérieur à 700 MF en 1982.
Nous recherchons un

JURISTE FISCALISTE

Agé d'une trentaine d'années, vous êtes diplômé de l'enseignement *supérieur avec une spécialisation en fiscalité. Vous avez une bonne* maîtrise des problèmes juridiques et fiscaux que vous avez acquise, soit dans un cabinet, soit dans le département juridique d'une entreprise de services.

Vous serez directement rattaché à notre Président et agirez en qualité *de conseil auprès des services concernés.*

Nous vous demandons imagination, esprit de décision, mobilité géographique.

Pour ce poste, la pratique de l'anglais est très souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, photo, curriculum vitae et prétentions sous référence 4254 M à Dessein-69, rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

Dessein

BANQUE PARISIENNE
recherche un

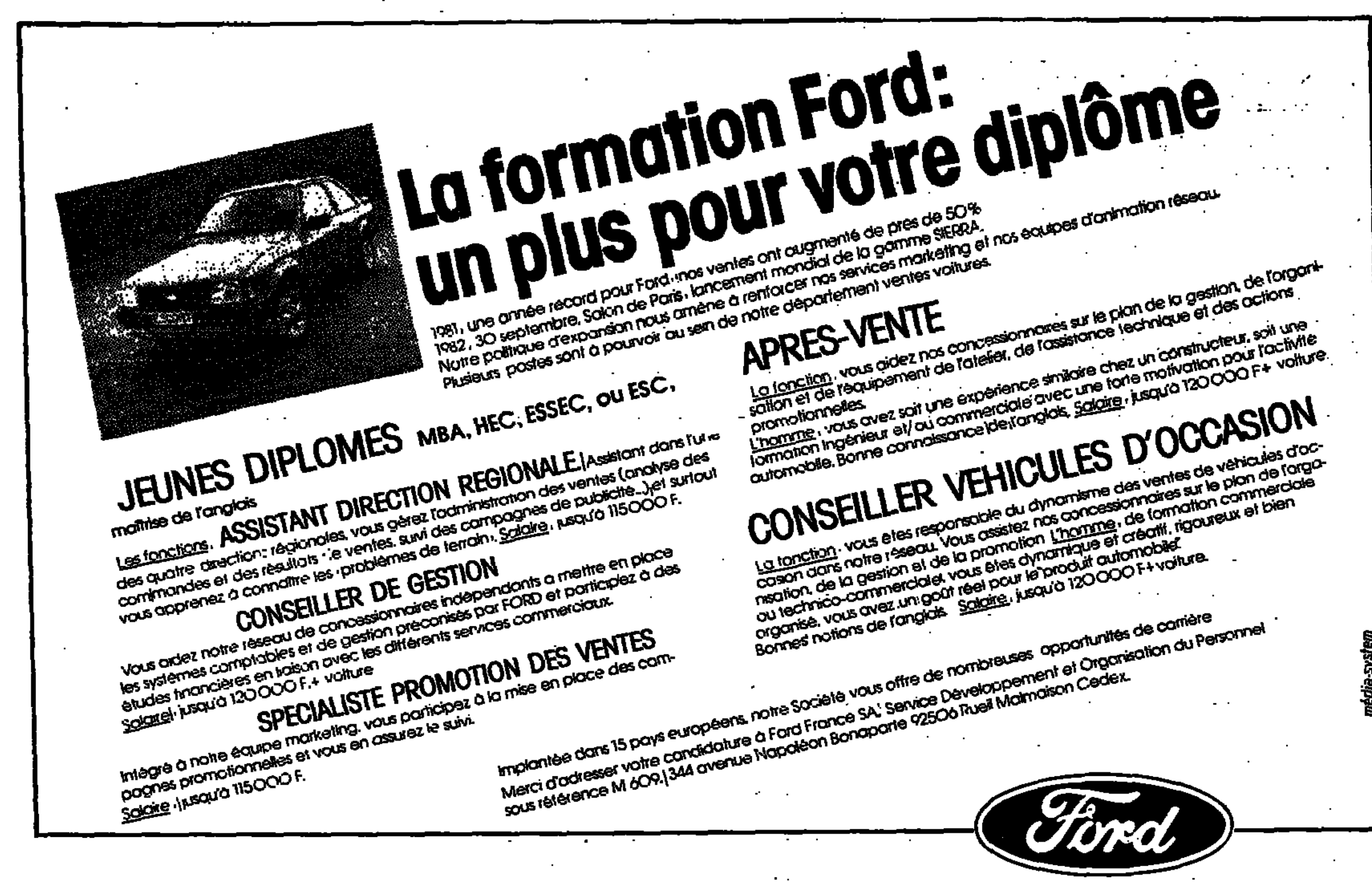
GESTIONNAIRE DE CLIENTÈLE PRIVÉE

Le (la) candidat (e) aura à assurer la gestion et le développement d'un fonds de clientèle existante.

Une expérience de plusieurs années dans cette fonction ainsi que de bonnes dispositions commerciales sont nécessaires pour ce poste évolutif.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions directement au journal RÉGIE PRESSE LE MONDE 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris en indiquant la ref. 242 194 qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



UNE CARRIÈRE INHABITUELLE (MAIS PASSIONNANTE)

pour un

JEUNE DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE

(HEC, X, ECP ou équivalent)

Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience du monde des affaires et vous connaissez nécessairement l'anglais.

Vous rejoignez à Paris le premier Groupe français de presse spécialisée en informatique. Vous assumez, progressivement, la responsabilité d'une de ses publications, LA LETTRE DE L'INDUSTRIE INFORMATIQUE, service quotidien d'information sur l'actualité industrielle en informatique, bureautique, télématique et automatique. Vous rédigez les notes de synthèse et assurez la réalisation de cette newsletter destinée aux dirigeants du milieu professionnel concerné. En contact permanent avec les personnalités du monde informatique auprès desquelles la Lettre fait autorité, vous devenez rapidement un interlocuteur connu et privilégié.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 3860, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION 48, av. de l'Opéra 75002 Paris

CENTRE DE RECHERCHES D'UNE SOCIÉTÉ PRIVÉE

RECRUTE

jeune INGENIEUR-ELECTRONICIEN

ESE - ENSI - IDN

- Connaissances appréciées en SOFTWARE - HARDWARE, mécanique et mesures physiques.
- Anglais obligaroire.

Sera responsable du suivi et développement d'un des produits.

Poste situé dans la proche banlieue ouest de Paris.

Envoyer C.V. et prétentions à N. 2309 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

GENIE LOGICIEL ET METHODOLOGIE

Nous sommes un des plus grands organismes financiers mondiaux. Notre système informatique est en pleine expansion et nous renforçons nos équipes chargées de la mise en place d'un système complet de méthodologie. Nous recherchons un :

INGENIEUR INFORMATICIEN EXPERIMENTE

Paris

Rattaché au Service "administration des données", il s'assurera de l'utilisation effective des moyens déjà opérationnels et participera à la définition de méthodes de conception de données (bases de données, systèmes d'information) et en assurera la promotion auprès des utilisateurs.

Le candidat retenu, de formation grande école ou universitaire scientifique (option informatique) justifiera d'une expérience d'au moins 3 ans dont 2 de pratique d'un SGBD (IDS 2, IDMS...). il aura aussi le goût de la méthodologie.

La rémunération sera fonction de l'expérience: de larges possibilités d'évolution seront possibles au sein d'un service informatique en expansion.

Ecrire sous référence 268 à A.L. CONSEIL, 102 Bld Malesherbes 75017 - Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Nous sommes un groupe bancaire français implanté dans le Monde entier.

Le développement rapide de notre réseau extérieur nous amène à renforcer nos moyens d'assistance et d'intervention.

Nous recherchons :

UN ORGANISATEUR

Basé à Paris, intégré dans le service organisation et informatique, ce nouveau collaborateur sera chargé de l'assistance technique auprès de nos filiales et succursales à l'étranger.

Diplômé de l'enseignement supérieur (scientifique ou commercial), le candidat retenu parlera anglais et aura des connaissances suffisantes en informatique pour dialoguer avec les informaticiens. Il aura une expérience d'au moins 5 ans des techniques bancaires.

Il sera fortement motivé par des déplacements fréquents à l'étranger (une expérience internationale serait un atout supplémentaire).

De réelles possibilités d'évolution de carrière sont assurées à un candidat de valeur.

Ecrire sous référence 269 à A.L. CONSEIL, 102 Bld Malesherbes 75017 - Paris qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

Conception assistée par ordinateur

Nous sommes une importante société d'**ingénierie**, implantée à La Défense. Nous recherchons des **ingénieurs grandes écoles expérimentés et/ou débutants.**

Dans le domaine de l'**ingénierie** : schéma fluide, installation générale, tuyauteries, mécanique, électricité, contrôle commande... :
- **des ingénieurs de développement,**
- **des chefs d'opération,**
- un **responsable des projets C.A.O.**

Dans le domaine de l'**informatique**, mise en œuvre de mini-ordinateurs, de logiciels, de réseaux, de bases de données... :
- **des ingénieurs d'application,**
- **des chefs d'application,**
- un **responsable des systèmes C.A.O.**

Venez renforcer notre équipe de **conception assistée** par ordinateur dans le cadre de notre **centre de développement et de nos sites d'exploitation.**

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 2075/M à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens - 75002 Paris qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA.

IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES FRANCAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche

AUDIT INTERNATIONAL

de ses filiales à l'étranger

HF

S'intégrant dans une petite équipe d'auditeurs, il sera chargé de missions de contrôle auprès des établissements du Groupe à l'étranger.

Il doit s'assurer de la régularité de leurs politiques comptables et de la fiabilité des chiffres présentés.

Parallèlement il a une fonction de conseil concernant l'amélioration des procédures de contrôle interne.

Basé à Paris, le poste nécessite de courts et fréquents déplacements en Europe (30 à 50% du temps).

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une école de commerce ayant une première expérience d'environ 3 ans dans un Cabinet d'Audit international et si possible titulaire du DECS.

L'Anglais est indispensable, une seconde langue serait appréciée.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite C.V., photo et rémunération souhaitée sous no 44743 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'OPéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes filiale d'une importante Société Américaine. Nous fabriquons et commercialisons des produits chimiques, en France et à l'étranger. Notre Siège Européen se situe dans la banlieue Ouest de Paris.

Nous recherchons un

CONTROLLER

Rapportant au Président et rattaché au Controller Européen, il sera Responsable de la Direction des Services Comptables et Financiers. Elaboration budgets, analyses, tableaux de bord et de reporting. Chargé des relations avec nos Sociétés sœurs et la Maison mère.

Expérience professionnelle de 10 ans, dont au moins 5 de pratique industrielle.

Forte personnalité et anglais parfait requis.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. en indiquant rémunération actuelle sous No 44562 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

(proche banlieue Ouest de Paris)

INGÉNIEUR CONTROLE DE GESTION

- **Diplômé d'une grande école d'ingénieurs**, et ayant acquis **une expérience opérationnelle en usine** (fabrication), il aura aussi, si possible, exercé la fonction de contrôleur de gestion.
- Il participera, en équipe, à l'élaboration des **budgets**, il analysera les **résultats** des usines et réalisera des **études de rentabilité et d'investissement.**
- Sa fonction, pour laquelle de solides qualités de rigueur intellectuelle et de contact humain sont indispensables, le conduira à faire des **déplacements de courte durée en province.**
- Poste évolutif.

Adresser dossier de candidature, précisant la rémunération souhaitée, sous la référence 2004 M, à GEM PUBLICITÉ, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEURS BTS - DUT ELECTRONIQUE, ELECTROTECHNIQUE ou AUTOMATIQUE

CONTRIBUEZ A LA FORMATION DES ADULTES AUX TECHNIQUES ACTUELLES ET FUTURES EN DEVENANT

FORMATEURS à L'A.F.P.A

dans notre Centre de Champs sur Marne (77) ou bien itinérants

Pour cela, il faut que vous ayez une solide expérience industrielle (au moins 5 ans) dans l'automatique, l'informatique industrielle ou les télécommunications. Il faut aussi que vous ayez un goût très marqué pour la pédagogie et l'envie de transmettre vos connaissances.

Nous vous formerons aux méthodes pédagogiques et vous donnerons tous les moyens nécessaires pour vous maintenir au courant des évolutions technologiques de votre spécialité. Outre votre mission de formation, vous serez appelé à participer aux efforts d'innovation et de modernisation de l'AFPA.

Les épreuves de sélection auront lieu du 18 au 22 octobre.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature detaillée avant le 15 septembre a N. LARDREAU - AFPA DRCO - 88, rue Robespierre. 93100 MONTREUIL.



DES METIERS QUI VIVENT !

rscg carrières

TAT EXPRESS Transports express **AIR**/Route

Jeunes diplômés d'études supérieures

Dans le cadre d'une très forte expansion - France et Europe - TAT EXPRESS recherche de jeunes diplômés d'études supérieures ayant une première expérience - de 2 à 3 ans - dans des fonctions polyvalentes : commerciales, gestion, suivi d'affaires..., impliquant responsabilités et initiatives.

Au terme d'une formation, ils auront la responsabilité d'un centre de transport : gestion de personnel, relations avec la clientèle, développement commercial, organisation de tournées, gestion d'un parc de véhicules...
Prévoir contacts nombreux avec le monde de l'aviation.

Quatre postes de « Chef de Centre » ou de « Délégué Commercial » sont à pourvoir sur notre réseau. Lieu de travail PARIS ou PROVINCE.

L'expérience transport, la connaissance de la législation routière sont très appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à T.A.T. EXPRESS, Service Recrutement, Aéroport de TOURS Saint-SYMPHORIEN, 37002 TOURS CEDEX.

DIRECTEUR FRANCE

250 000 F +

Un des premiers groupes européens, spécialiste de la fabrication et la commercialisation de biens d'équipements se rapportant à la manutention, décide de donner une nouvelle dimension à son activité en recherchant un Directeur pour la France.

L'activité devra être développée rapidement par un homme dynamique, qui saura créer une équipe performante en s'appuyant sur une infrastructure de groupe importante.

Il aura l'entière responsabilité de la bonne marche de la société, il recherchera des marchés auprès d'une clientèle de haut niveau, coordonnera les opérations de marketing et négociera les contrats les plus importants.

Ce poste sera confié à un homme de formation supérieure ou équivalent, âgé de 40 ans environ, ayant une expérience vécue de la vente de biens d'équipement et de Direction Opérationnelle à dominante commerciale impliquant la responsabilité d'un centre de profit.

Poste basé dans la Région Parisienne.(Référence M 206)

REGIONAL CONTROLLER

Une fonction d'aide à la décision

Nous sommes l'un des plus importants constructeurs mondiaux d'informatique. Notre développement nous amène à renforcer nos structures existantes.

Le Regional Controller que nous recherchons aura une double responsabilité : il assumera la responsabilité directe de la Direction Financière de la filiale française ; il supervisera la gestion financière de plusieurs autres entités en Europe.

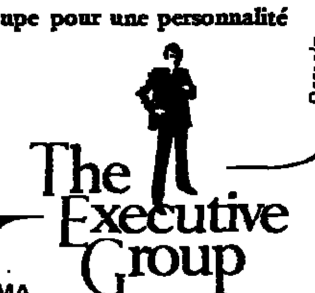
Il jouera un rôle important de stratège financier auprès du Directeur Général de la région en lui fournissant les éléments d'analyse et de contrôle qui s'imposent.

S'agissant d'un poste très opérationnel et à vocation internationale, il ne peut convenir qu'à un diplômé grande école (HEC, ESSEC, Sup de Co), âgé de 35 ans environ, justifiant d'une pratique approfondie des fonctions de Controller dans un contexte multinational et ayant eu de préférence une expérience réussie en cabinet d'audit international.

L'anglais est obligatoire.

D'importantes perspectives sont à envisager au sein du groupe pour une personnalité créative et «results oriented».(Référence M 207)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence du poste choisi à Rudolph von Raesfeldt, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.



division SYSTEMA

Une nouvelle étape dans la gestion du personnel

(Psycho-Socio ou Droit)

Filiale commerciale d'un très grand Groupe Industriel français, notre réussite est due en grande partie aux DEMONSTRATEURS que nous déléguons auprès de nos clients (Grandes Surfaces principalement.)
Afin d'optimiser la gestion de ces équipes commerciales, nous créons 2 postes inédits d'

Assistants de personnel

En collaboration avec nos Inspecteurs Commerciaux, ces assistants auront une action directe et essentielle aux plans suivants :

- définition du profil type des démonstrateurs à engager
- recrutement, intégration et suivi des contrats des candidats délégués dans les magasins
- formation et conseil des équipes.

Ces missions d'«ambassadeurs» nécessitent naturellement beaucoup de doigté, d'adaptabilité, de diplomatie. Une grande mobilité également pour suivre les équipes sur leurs lieux d'interventions.
Nous désirons donc confier ces postes à de jeunes candidats de formation Psycho-Socio ou Droit, ayant 1 à 2 ans d'expérience du monde du travail et, surtout, très motivés par une fonction originale dans le domaine de la fonction Personnel.
Deux postes sont à pourvoir immédiatement : l'un sur Paris et Banlieue, l'autre région Nord (domicile Paris ou province).
Rémunération : 100.000 F / an + frais.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 82242 à

Selecom 225, rue du Fbg St Honoré 75008 PARIS - 755.89.36.

OCEANIC recherche, dans le cadre de son expansion au sein du Groupe **ELECTROLUX**, des

Ingénieurs électroniciens

et Techniciens DUT, BTS
(H/F, expérimentés et/ou débutants)

pour ses laboratoires de recherche et développement, à la Direction Technique de **ROMAINVILLE.**

Ingénieurs micro-processeurs

- circuits digitaux
- télématique (Antiope)
- dispositif de détection électronique

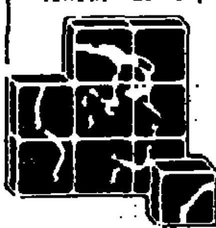
Ingénieurs moniteurs

- systèmes d'asservissement, de commutation et de régulation

Tous ces postes, basés à ROMAINVILLE (quelques minutes de la Porte des Lilas), sont à pourvoir rapidement.

Une évolution à court terme vers des fonctions de Chef de Projet est à envisager.

Des rémunérations motivantes sont susceptibles d'attirer les meilleurs éléments et seront négociées en fonction de l'expérience et de la qualification.



Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous référence EX/11, en précisant le poste choisi, à notre conseil,

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes

MEMBRE DE SYNTEC

SAFT MAZDA

un jeune chef de projet pour réaliser nos outils de simulation

Vous êtes ingénieur, probablement, et venez d'acquérir en 4 ans une première expérience d'informaticien de gestion et la trilogie COBOL, CICS, TOTAL vous est familière.

Votre responsabilité chez nous ? Refondre notre projet de gestion des ventes et, en contact étroit avec les utilisateurs, concevoir et conduire la réalisation des outils de simulation de notre réseau commercial.

Filiale du groupe CGE, nous fabriquons et commercialisons avec 3000 personnes des piles sous la marque SAFT-MAZDA, nous réalisons un CA de 900 MF et notre siège installé à Paris-Levallois dispose d'un service informatique (25 p.) équipé d'un 4341/DOS-VSE et d'un réseau de 70 terminaux.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4109 LM) à **«Carrières de l'Informatique».**

SOPRA

l'ingénieur d'affaires parisien de notre département banque.

Née à Annecy, notre entreprise d'ingénierie informatique s'est acquis une solide réputation en région Rhône-Alpes puis a conquis Paris. Notre département Banque suit le même chemin et attend son ingénieur d'affaires parisien.

Votre mission est d'accroître notre présence sur la France en menant les actions d'avant-vente auprès des banquiers et en les conseillant sur l'architecture de nouveaux systèmes orientés réseaux et minis, puis vous en supervisez la réalisation.

Vous êtes ingénieur, avez un acquis solide en techniques informatiques et possédez aujourd'hui une bonne connaissance des rouages et des hommes de la profession bancaire.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4205 LM) à **«Carrières de l'Informatique».**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC



Société d'étude et de développement de matériels faisant appel aux techniques les plus avancées dans les domaines nucléaire et spatial et dans celui des systèmes automatisés, la SODERN offre à de JEUNES INGENIEURS la possibilité de participer au renforcement de sa capacité d'innovation.

La SODERN recherche pour ses Services d'Études :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

GRANDE ÉCOLE

– Ils mèneront des études de conception, d'équipements opto-électroniques embarqués sur satellites.

Adresser C.V. manuscrit, photo au Service du Personnel
1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL-BRÉVANNES.



Bankers Trust Company
l'une des 10 premières banques américaines au large réseau international

SPECIALISTE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR

Dans le cadre du développement des activités de sa division Trade Banking.

- *Il devra avoir une parfaite maîtrise des techniques de financement du commerce extérieur et, notamment, la pratique actualisée des montages de crédit COFACE, crédit Fournisseurs et/ou crédit Acheteurs.*
- *Il établira un plan marketing et, en relation avec les responsables de comptes, participera à la négociation et au montage des opérations d'import-export avec le concours des spécialistes trade banking du réseau international de notre banque.*

Le candidat :

- est un banquier rompu à la négociation commerciale,
- a une formation supérieure et une expérience bancaire de 8 années, minimum,
- a une bonne connaissance de l'Anglais.

CHARGÉ DE RELATIONS

CONFIRMÉ

Pour prendre en charge le développement et la gestion d'un portefeuille de sociétés américaines, européennes et françaises non multinationales.
Ce poste implique :

- *5 années d'expérience d'une clientèle de sociétés industrielles et commerciales, acquise au sein de l'une des premières banques commerciales internationales françaises ou anglo-saxonnes.*
- *une bonne connaissance des produits bancaires français et internationaux,*
- *la pratique courante de l'anglais, formation grandes écoles de gestion et/ou MBA.*

Pour ces deux postes, larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, à la Direction du Personnel, Bankers Trust Company, 12-14 Rond Point des Champs-Elysées 75386 Paris Cédex 08.

Diplômé ? Une filière à explorer

Vous voilà diplômé d'une école de gestion, licencié en Droit, maître en Sciences-Eco, déjà nanti d'une première expérience ou à l'aube de votre vie professionnelle. Il ne faut pas rater l'aiguillage. Vous savez ce que vous voulez : un poste vivant, actif, des tâches polyvalentes, de nombreux contacts, des responsabilités d'encadrement. Simple question : avez-vous pensé à l'Inspection d'Assurances ?

L'inspecteur I.A.R.D. («incendie, accidents, risques divers» pour les non-initiés) a la mission d'animer et de contrôler 15 à 20 agents généraux. Cela inclut recrutement, formation, stimulation, organisation, gestion, assistance technique, etc... et nécessite des contacts multiples, à tous niveaux : agents, clients, experts, services siège. Bien sûr, avant d'être «lâché» sur son secteur, il faut avoir acquis une bonne crédibilité, ce qui suppose une formation intensive de l'ordre d'une année à Paris. Ensuite, à vous la Province !

Responsable de la stratégie sur son territoire et jugé sur ses résultats, l'Inspecteur est un manager. L'assurance est une technique complexe, nuancée, évolutive. Ne réussiront que des personnalités bien trempées, ayant le goût de l'action concrète sur le terrain et prêtes à une forte implication personnelle.

Vous voilà convaincu(e). Du moins de la nécessité d'approfondir cette opportunité. Ecrivez sous réf. 825 763M aux consultants du cabinet Sirca qui connaissent bien notre Compagnie et étudieront avec vous vos chances de succès à ce poste.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

un ingénieur pour créer le service «assurance qualité»

Notre société internationale d'origine américaine est présente dans 73 pays. Nos efforts soutenus en recherche et développement, nous permettent de maintenir une croissance annuelle de 25%.
Nous fabriquons en France pour toute l'Europe des produits de connection qui apportent des solutions originales dans des secteurs de pointe, tels que l'aéronautique, l'électronique, les télécommunications.

Nous souhaitons confier à un jeune ingénieur de formation **électricité** ou **électronique** la mission de créer et d'implanter le service assurance qualité. Il est nécessaire que vous puissiez attester d'une première expérience réussie dans ce domaine et que vous parliez l'anglais. Pour réussir, il faut être à la fois déterminé mais négociateur, rigoureux mais souple.

Si vous êtes intéressé par ce challenge, téléphonez ou écrivez à Thierry Berrier, BP 738, 95004 Cergy-Pontoise Cédex. Tél. 037.92.12.

Raychem

média-system

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATION, l'une des toutes premières SSCI par son développement et ses résultats recherche
POUR UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
implanté en région parisienne et en province

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

4 à 5 ans d'expérience Informatique et Organisation

Les candidats retenus recevront une formation aux méthodes de la société (MERISE - PAC...). A l'issue de cette formation, ils prendront leur place dans des équipes chargées de la refonte de grands systèmes de gestion insérés dans un vaste réseau en cours d'élaboration.

Lieu de travail: PARIS et possibilité en PROVINCE par la suite.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence DR/MF/2 à Odile NAVEOS - CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

CAMPAGNE DE RECRUTEMENT 1982
MINISTERE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE
MISSION A L'INFORMATIQUE
recherche

PLUSIEURS INGENIEURS INFORMATICIENS

Diplômés Grandes Ecoles ou Universitaires de Formation Supérieure.

Conditions minimales :
AGE 32 ANS, EXPERIENCE 7 ANS.

Deux types de postes sont à pourvoir dans différentes Administrations.

- Informaticiens généralistes pour l'établissement de schémas directeurs, de plans d'équipement informatique, la définition et la conception de systèmes d'information.
- Informaticiens spécialistes en télétraitement, architecture de réseaux, minis et micros, SGBD, bureautique, pour la conduite de grands projets.

L'importance des missions qui leur seront confiées exige des candidats, en plus de compétences certaines, des qualités humaines de premier plan : ascendant personnel, excellent contact, sens de l'organisation et de la coordination.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence IHN 82M à :
Mademoiselle Colette RIGAL - Mission à l'Informatique
24, rue de l'Université - 75700 PARIS

TRES IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
engage dans le cadre de la refonte de son Système de Gestion Locative

jeunes cadres

diplômés de l'Enseignement Supérieur et possédant une première expérience des problèmes d'informatique et (ou) d'organisation du Secteur Tertiaire. Après une période d'initiation à la Gestion Locative, ils auront pour mission :

- de se familiariser avec le nouveau Système de Gestion et certaines techniques nécessaires à son implantation.
- de participer aux dernières études préalables à son développement.
- d'aider de manière ponctuelle et éventuellement de remplacer définitivement leurs homologues actuellement affectés aux Unités de Gestion décentralisées.
- de suivre la mise en place et le fonctionnement de ce Système

Les candidats seront susceptibles d'être transférés des services du Siège à PARIS dans les Unités de Gestion de la Région Parisienne ou des grandes métropoles de Province et devront donc être très mobiles.

Réelles possibilités d'avenir dans le groupe.

Rémunération minimum de départ : 100.000 F + nombreux avantages

Si vous êtes intéressés, nous vous remercions d'écrire en joignant C.V. et photo sous référence G. 167 à
PAJ Conseil, 2, rue des Dardanelles 75017 PARIS

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR

IFP

INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92)
recherche pour extension des activités de son DEPARTEMENT ECONOMIE

UN INGENIEUR

- Formation grande école
- Formation ou expérience complémentaire en économie dans secteur énergétique vivement appréciée
- Attiré par études économiques, prospective et évaluation des technologies nouvelles

Envoyer C.V., photo et prét. ss no 43111
à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, q.t.

INGENIEURS INFORMATICIENS

DONNEZ UNE NOUVELLE DIMENSION A VOTRE METIER
en devenant
FORMATEURS A.F.P.A.

L'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recherche des INGENIEURS (Miage ou équivalent) ayant acquis une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans les domaines suivants :

• POUR SES CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA REGION PARISIENNE ET DE PROVINCE

(Réf. 01)

Une pratique des langages COBOL ou GAP
Une pratique des systèmes informatiques conversationnels IBM 34 / 38
Une pratique des micro-ordinateurs (MICRAL R2E)
Une expérience complémentaire en CICS, TOTAL, est souhaitée.
Les futurs enseignants seront chargés de conduire des formations d'Analystes-programmeurs en télétraitement et conversationnel.
Certains seront appelés à conduire des formations auprès du personnel de l'AFPA, notamment des équipes de direction des CFPA (déplacements en province fréquents).

• POUR SON CENTRE TECHNIQUE ET PEDAGOGIQUE DE NEUILLY S / MARNE

Ils sont spécialisés dans les domaines suivants .

TELEMATIQUE (Réf. 02)

ayant la maîtrise des problèmes d'architecture et de compatibilité des matériels. Sachant mettre en œuvre les logiciels de raccordement pour l'exploitation et l'utilisation du réseau TRANSPAC
Une pratique de VIDEOTEX est souhaitée.

BUREAUTIQUE (Réf. 03)

Sachant mettre en œuvre les logiciels de traitement de textes
Ayant réalisé la mise en place d'organisation bureautique, notamment dans le milieu de la presse (photocomposition, rédaction électronique)

MICRO-INFORMATIQUE de PROCESS (Réf. 04)

Ayant réalisé la mise en place d'applications à base de microprocesseurs dans un environnement industriel.

LOGICIEL (Réf. 05)

Sachant mettre en œuvre les logiciels d'application .
• conversationnels . C.I C.S
• bases de données : D.L1 TOTAL
Ayant acquis une pratique des logiciels d'exploitation :
• IBM (VM / CMS)
• CII HB (MOD 200 ou MOD 400)

Ces formateurs pourront être amenés à se déplacer pour des missions de courte durée Ils seront chargés d'étudier et d'expérimenter les nouveaux programmes de formation et d'assurer le perfectionnement des enseignants.
Si votre profil correspond à l'une de ces offres, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature avec un C.V. très complet avant le 17 SEPTEMBRE, en précisant bien la référence du poste choisi. Les épreuves de sélection auront lieu les 6 et 7 Octobre 1982.
N. LARDREAU - AFPA DRCO - 88, Rue Robespierre
93100 MONTREUIL

afpa DES METIERS QUI VIVENT!

Feeg carrières

Peabody

SOCIETE LEADER DANS L'
ANTI-POLLUTION
recherche pour la Direction Technique de la DIVISION AIR
(Banlieue Sud Ouest PARIS)

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES calculs de structures

DOUBLE FONCTION :
- CALCULS en vue de l'optimisation des poids de charpentes, chaudronnerie,...
- DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES INFORMATIQUES pour améliorer le fonctionnement de la Division

POSTE VOULU EVOLUTIF

• JEUNE INGENIEUR type AM, ENSI, INSA, parlant ANGLAIS
• EXPERIENCE (2 à 5 ans) DE CALCULS DE STRUCTURES avec bonne connaissance des moyens INFORMATIQUE (Fortran), acquise en Entreprise, B.E. et/ou Engineering.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunér. et photo ss réf. 4905 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

ingénieur commercial

C'est le poste motivant que nous proposons à un jeune Ingénieur Electronicien, fortement attiré par les techniques de pointe.

Il lui faudra rapidement assimiler les nôtres, apprendre à bien connaître nos équipements, les besoins de nos clients et de ceux qui sont à conquérir, les produits de nos concurrents, l'environnement.

Sa mission : explorer les marchés, élaborer des propositions techniques et commerciales, négocier avec le client, suivre les affaires conclues.

Notre C.A. devrait atteindre 500 MF cette année, dont 45 % à l'exportation.

Notre domaine de compétition : les Réseaux et les Systèmes Electroniques complexes, les Equipement d'Aide à la Navigation Aérienne, les Radars, l'Identification, les Radiocommunications.

Outre une formation d'Ingénieur familier de l'industrie électronique, le candidat disposera d'une expérience de 5 ans en milieu technique et industriel et se sera ouvert aux problèmes commerciaux et de gestion. Ses contacts se situeront à un niveau élevé et sa réussite reposera sur ses connaissances et sa force de conviction.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. 6610-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

INGENIEUR

entretien et travaux neufs

WANDER, filiale du Groupe SANDOZ, spécialisée dans la fabrication de produits alimentaires, recherche un ingénieur pour lui confier, avec une équipe d'une dizaine de techniciens,

• l'entretien de l'ensemble du matériel de production et des installations,
• l'implantation d'un nouvel atelier de fabrication en collaboration avec le Directeur de Production.

Ce poste qui débouchera à terme sur des responsabilités plus globales en production au sein de la société ou du groupe, s'adresse à un ingénieur électromécanicien (AM, IDN, INSA...) ayant acquis une bonne première expérience de préférence dans une industrie alimentaire.

Anglais ou Allemand très apprécié.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle, s/réf. 220M à Catherine ROZES

plein emploi
10 rue du Mail 75002 PARIS

L'ORGANISATION ?

Nous en avons une conception à la fois traditionnelle dans notre rigueur d'approche mais aussi résolument progressiste dans les prolongements vers l'informatique ou la bureautique qui naissent de nos interventions.

QUI SOMMES NOUS ?



IOSP, filiale "Informatique et Organisation" du Groupe Compagnie Générale des Eaux.

Le développement rapide de nos prestations tant internes au Groupe qu'externes, nous conduit à rechercher des :

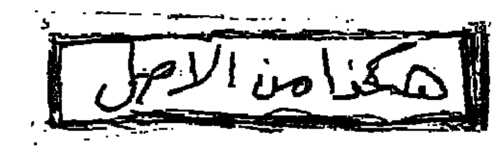
ingénieurs en organisation confirmés

Le profil requis est celui de candidats de formation Grande Ecole (Scientifique ou de Gestion), ayant une expérience au moins de 5 années acquise au sein d'un Cabinet d'Organisation.

Les projets qui vous seront confiés sont de haut niveau.

Si vous souhaitez lier votre développement de carrière à notre propre courbe de progression, Ecrivez sans tarder sous référence 12.09/OC/464 à notre Conseil, ADEQUATION 62/64 avenue E. Zola. 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT



CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMAN

- Etude de la solvabilité des entreprises
- Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.

Disponibles pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous no 44417 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

WABCO

Freinage de Véhicules S.A.

SPECIALISTE DANS LE DOMAINE DU FREINAGE VEHICULES INDUSTRIELS
LEADER SUR LE MARCHE INTERNATIONAL
NOTRE NIVEAU DE DEVELOPPEMENT NOUS CONDUIT A RECHERCHER
POUR NOTRE DEPARTEMENT ORGANISATION ET SYSTEMES

2 ORGANISATEURS

ORGANISATION EN PRODUCTION

Vous êtes ingénieur et avez bénéficié, comme conseil ou en entreprise industrielle, d'une première expérience significative et assortie de résultats concrets de la maitrise des flux industriels.

Nous vous confierons progressivement des missions complètes d'analyse de systémes (fabrication, approvisionnement, stocks, ordonnancement lancement) et la mise en œuvre de solutions adaptées pour lesquelles vous pourrez vous appuyer sur un système informatique «temps réel» et sur l'introduction de systèmes autonomes (minis, micros...)

(réf. 301/M)

ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET BUREAUTIQUE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur scientifique et justifiez d'une expérience réelle en organisation administrative. Vous en maitrisez les derniers développements technologiques.

Nous vous confierons la charge de l'ensemble de l'organisation administrative, étude des besoins, proposition de solutions aux responsables des services utilisateurs, sélection et mise en oeuvre des matériels adaptés. Et, c'est à vous qu'il reviendra de conduire l'introduction de la bureautique dans notre entreprise.

(réf. 302/M)

Pour les deux postes, une bonne maitrise de l'anglais est indispensable.
Lieu de travail : CLAYE - SOUILLY, 25 Km. Est de Paris.

Envoyer CV et photo, en indiquant la référence choisie à: Michel Sallé - Directeur des Relations Humaines - Wabco Freinage de Véhicules Boite postale No 16 - 77410 Claye Souilly

COFAP

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche
pour une de ses publications

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION EXPÉRIMENTÉ (E)

capable de prendre rapidement la responsabilité technique d'une revue.

Écrire à H.M. Conseil, 126, rue Saint-Maur, Paris (11e).
Discrétion totale assurée.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche

RÉVISEUR confirmé - 3 à 4 ans d'expérience dont 2 au minimum en cabinet de révision.
Formation E.S.C. appréciée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. P. BOUILLOT, 20, boulevard des Invalides, 75007 PARIS.

GROUPE BANCAIRE
recherche pour
sa Division Recherche Opérationnelle

Cadre d'Etudes

pour
- mener des études en utilisant les mathématiques appliquées, l'économétrie et la recherche opérationnelle
- concevoir et réaliser des outils d'aide à la décision ainsi que des outils de gestion.

Expérience de 4 ou 5 ans, bonne pratique de l'informatique, connaissance bancaire et/ou comptable appréciée.
Lieu de travail : Région Versailles.
Adr. CV, phot., sal. et prét. s/ réf. **5619** à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02

Important Groupe de Distribution Alimentaire, recherche

- Pour PARIS

Auditeurs Internes Adjoints

Ils seront chargés de :
- vérifier et contrôler les activités des filiales
- participer à l'élaboration et à l'amélioration des procédures.

Les candidats seront titulaires du D.E.C.S. ou B.T.S. et leur travail nécessitera de fréquents déplacements en province.

Réf. 8573

- Pour la Province

Responsables Comptables

Ils seront chargés de :
- la comptabilité générale et analytique
- l'établissement du bilan fiscal
- la gestion de trésorerie.

Les candidats auront à animer une équipe dont ils seront responsables, ils possèderont une expérience en entreprise de quelques années. Recherchés pour leurs compétences professionnelles, ils seront dynamiques et disponibles.

Départements : SOMME, VAR, MEUSE. Réf. 8574

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à



LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

GRANADA

La filiale française
d'un groupe multinational
spécialisée dans la location de T.V.
et de magnétoscopes,
recherche pour
consolider son expansion, un

CONTROLEUR DE GESTION DEBUTANT

de formation supérieure (HEC, ESSEC, ...) parlant couramment l'anglais. Il prendra en charge le reporting, le budget, le contrôle budgétaire d'une division et la gestion des immobilisations.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à No 43.894, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Le N° 2 d'un département performant

150-170 000 F

Notre client est un **spécialiste de l'assurance individuelle-accidents et de l'assistance. Filiale française d'une des plus grandes compagnies mondiales,** il connaît depuis plusieurs années une **croissance extrêmement importante, due aux hommes et aux produits.**

Ceci l'amène à rechercher l'**Adjoint du Responsable de la Branche.**

Véritable n° 2, il sera responsable de l'animation de l'équipe (15 personnes), du développement du C.A. auprès des cabinets de courtage, de l'élaboration des nouveaux produits, etc.

De **formation supérieure commerciale ou juridique,** habile négociateur, il parle anglais et possède une première expérience commerciale acquise dans les milieux financiers (banque, assurance, crédit, etc.), au cours de laquelle il aura mis en évidence ses capacités d'analyse et de synthèse.

Enfin, nous recherchons un homme évolutif, de nombreuses opportunités existant au sein du groupe, tant en France qu'à l'étranger.

J.-L. MUTTE, à qui cette recherche a été confiée, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 265/1M.



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

MEDIA BA

Informatique et gérance immobilière

25 000 logements à gérer, davantage demain. Et dans le cadre d'une réglementation en constante évolution, aujourd'hui tout particulièrement. Notre informatique doit absolument coller de près à la réalité. Pour que l'exploitation de nos chaînes batch et TP de gérance soit fiable et performante, il est nécessaire d'en assurer la maintenance continue.

C'est la responsabilité que nous vous donnerons en priorité, en contact étroit avec les services concernés. Mais, en liaison avec eux, vous participerez aussi à des études de petit développement et, le moment venu, vous serez associé(e) à la refonte de ces chaînes. Enfin, l'intérim de la supervision de l'exploitation (traitement externe) vous sera occasionnellement confié. Des tâches donc variées – notre équipe informatique est très légère – et qui enrichiront sensiblement votre jeune expérience.

Nous apprécierons votre formation de base (MIAGE, DUT...), mais nous tenons à une expérience confirmée du cobol (deux ans) et, pourquoi pas, dans l'immobilier. Ce poste d'analyste-programmeur, au cœur de Paris, va vous permettre de donner la mesure de votre capacité à progresser et à agir en assez large autonomie.

Adressez sans tarder votre candidature aux consultants de Sirca, avec vos prétentions, sous référence 822.767M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Diplômé d'Ecole de Commerce ou de Sciences Economiques

CONSEILLER COORDINATEUR

Le plus important groupe français d'enseignement commercial privé (189 centres en France : franchisés et succursales) anime son réseau à travers quelques conseillers, interlocuteurs privilégiés des centres auprès desquels ils interviennent soit d'une manière ponctuelle et à leur demande, soit pour faire appliquer la politique globale de la société.

Nous recherchons l'un d'entre eux. Ses domaines d'intervention pédagogique, marketing, gestion.

Ce poste vivant s'adresse à des diplômés d'Ecole de Commerce ou Maîtrise de Sciences Economiques, débutants ou ayant une première expérience, attirés par le domaine de la formation et souhaitant mettre leurs connaissances, leur imagination au service de la croissance d'une entreprise qui sait déléguer.

Fréquents déplacements en province.

Pour un premier contact, écrire avec CV et rémunération actuelle sous réf 214 à Catherine ROZES

plein emploi
10, rue du Mail
75002 PARIS



Important Groupe Industriel (8 300 pers.) recherche dans le cadre de la mise en place de ses nouvelles structures fonctionnelles, le

responsable comptabilité contrôle de gestion

de l'un de ses secteurs d'activité organisé en Centres de profit.

Age au minimum de 28 ans, de formation supérieure (ESC + DECS ou équivalent) il devra posséder une première expérience comptable et financière acquise en milieu industriel si possible dans une filiale d'une Entreprise Anglo-saxonne.

Il assurera l'animation d'un service, d'environ 6 personnes, chargé des comptabilités générales des 4 Sociétés concernées. Il sera responsable de la mise en place des comptabilités analytiques et des contrôles de gestion sous la supervision du Directeur de contrôle de gestion du Groupe.

Lieu de travail : proche banlieue OUEST de PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 1060 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE
recherche pour PARIS

JEUNE EXPLOITANT

Possédant une expérience bancaire d'environ deux ans, il assistera un exploitant confirmé dans la gestion de son portefeuille d'entreprises (Activité Francs).
Position évolutive.

ANALYSTE CONFIRME

Disposant d'une expérience de 1 à 2 ans dans l'analyse de crédit acquise de préférence dans un milieu anglo-saxon, ce candidat évoluera vers un niveau supérieur dans ce domaine.

Pour ces deux postes, un niveau d'Etudes supérieures et la connaissance de l'anglais écrit et parlé sont nécessaires.



Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions, en précisant le poste choisi à :
MHBN - Service du Personnel
BP 259-08 75364 Paris Cedex 08

média system

PARIS (CHATELET)

Groupe de Sociétés de Prêt à Porter de Luxe, 200 M de CA, cherche un

adjoint au directeur des services comptables

Il sera chargé de coordonner les services comptables (15 personnes) des sociétés de production et commercialisation jusqu'au bilan.

Il doit avoir au minimum 30 ans, une formation IUT, ou BTS comptabilité, ou une partie du DECS et plusieurs années d'expérience de la comptabilité dans une moyenne entreprise et doit avoir animé des équipes de comptables.

Poste à pourvoir le plus rapidement possible.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V., sous réf. 2142-M) précisant le niveau actuel de rémunération et le délai de disponibilité, seront étudiées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION — 47, AV. ALSACE-LORRAINE 92160 ANTONY

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Ingénieur A. et M. ou équivalent à fort potentiel

PME de 250 personnes, rattachée à un groupe important, nous sommes devenus No 1 dans la préfabrication d'installations électriques, plomberie, chauffage.

Notre développement nous conduit à rechercher un ingénieur ayant acquis une première expérience en B.E. ou Bureau de Méthodes (secteur bâtiment de préférence). Responsable du B.E., il devra en outre participer à la mise en place d'une gestion informatisée des commandes et des stocks afin d'optimiser la production dont il coordonne le lancement. D'autres missions de développement lui seront confiées dans un second temps. Le goût des contacts humains et de l'animation des hommes est donc indispensable.

Poste situé dans la proche banlieue Nord de Paris. Stage à la production prévu au départ.

Merci d'adresser vos CV, photo et rémunération actuelle sous référence 891/LM en indiquant les sociétés auxquelles votre dossier ne doit pas être communiqué.

HORACE conseil
97, rue de Richelieu 75002 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

COFAP

SOCIETE D'ENGINEERING INTERNATIONAL
filiale d'un grand groupe industriel français

recherche pour son siège proche de Paris La défense
(liaisons directes avec l'Etoile)

RESPONSABLE DE COMPTABILITE D'AFFAIRES

De formation comptable supérieure (type DECS ou équivalent) possédant une expérience acquise en cellule comptable avec une pratique réelle de l'informatique et des méthodes anglo-saxonnes.

Nous lui confierons la responsabilité de plusieurs comptabilités d'affaires.

Ce poste pour lequel, une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire, offre de réelles perspectives d'évolution.

Nous vous proposons d'adresser votre CV, photo et prétentions s/réf. 44463 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. (Discrétion totale assurée).

Compagnie d'Assurances

recherche

collaborateur de haut niveau

HEC - ESSEC - ESCP - Etudes Sup. Droit

susceptible d'évoluer rapidement
vers important poste de responsabilité

Le Candidat :
- 35 ans minimum
- pouvant aisément s'intégrer dans la structure en place et s'adapter rapidement, s'il en est besoin, aux techniques de l'Assurance
- disponible géographiquement
- habitué aux contacts à haut niveau
- pouvant justifier d'importantes responsabilités d'encadrement.

Son passé :
- solide expérience professionnelle de 10 ans minimum :
  - soit dans une Compagnie d'Assurances
  - soit dans une Banque ou toute autre Entreprise du Secteur Tertiaire (expérience commerciale, gestion d'agence, contrôle de gestion, etc ...).

Poste à pourvoir à Paris au 1er Janvier 1983.

Merci d'adresser votre curriculum vitae détaillé accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, précisant votre salaire actuel, sous réf. **6976** *à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra - Discrétion assurée*

Gestion de portefeuilles de valeurs mobilières

Société financière française multinationale : avec 3 milliards de valeurs mobilières dont les 3/4 à l'étranger, nous sommes en relations d'affaires avec le monde entier. Notre département des investissements recherche un

Jeune gérant de portefeuilles

Il participera à la conception, à l'exécution et au suivi des politiques de placements et d'investissements du groupe. Il interviendra spécifiquement dans le domaine des actions, en France et à l'étranger.

Une formation supérieure économique avec option financière et une première expérience de la gestion d'un portefeuille d'actions dans une banque ou un établissement financier sont nécessaires.

Anglais indispensable, espagnol souhaité.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. 4619M, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

COGEMA

Société de 9000 personnes leader dans le domaine du Combustible Nucléaire
recherche pour son Siège Social
en REGION PARISIENNE :
UN JEUNE BTS DE COMPTABILITE OU DUT GESTION FINANCIERE
HF

pour seconder le Responsable des crédits d'exploitation, d'investissement et du budget d'une des principales Directions Techniques du Siège de VELIZY ayant la charge de la construction de nouvelles usines.

Il s'agit essentiellement de participer à l'élaboration des prévisions et au suivi des réalisations financières de l'unité.

Le candidat idéal aura une première expérience acquise dans les services contrôle de gestion, comptabilité analytique ou contrôle des prix de revient d'une entreprise industrielle de bonne taille.

Quelques déplacements sont à prévoir en France.

Salaire selon expérience et nombreux avantages sociaux (Car. Restaurant d'Entreprise).

Envoyez lettre manuscrite photo et CV au SAP/Recrutement COGEMA 2, rue Paul Dautier BP n° 4 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

A.F.O.R.M.A.S.
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FORMATION DANS LA DISTRIBUTION
recherche pour faire face à son expansion

UN CONSEIL EN FORMATION (H/F)

Spécialisé dans les relations humaines et sociales, les cercles de qualité, etc.

Sa tâche : Conseiller les entreprises dans la mise en place de politiques sociales nouvelles, animer les sessions de formation, créer des supports, présenter les programmes, etc.

Sa formation : Supérieure et si possible double : psycho/socio/philo et économie et commerce.
Une première expérience est exigée.

UN CONSEIL EN FORMATION (H)

Spécialisé dans les techniques modernes de distribution, connaissant les applications de l'informatique dans les points de vente, la gestion d'unités de 1 000 à 10 000 m², le mechandising, les entrepôts, etc.

Sa tâche : Accompagner les entreprises dans leurs développement vers une gestion de plus en plus serrée, animer les sessions, en proposer de nouvelles, créer des supports, etc.

Sa formation : Supérieure, économique ou commerciale. Une expérience d'au moins cinq ans de la distribution moderne (super/hyper est exigée).

Pour les deux postes : Une rémunération motivante et adaptée est prévue. Des déplacements nombreux et de courte durée sont à prévoir.

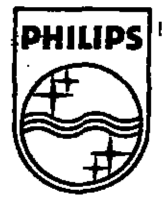
Écrire avec C.V. manus., photo et prétentions à :
gis REVENET, A.F.O.R.M.A.S.
21 bis, rue Lord-Byron, 75008 PARIS.

PHILIPS
Data Systems

Dans le cadre du renforcement et de l'expansion de son équipe de qualification de logiciel système recherche

ingénieurs débutants

Formation Grande Ecole
option Informatique



Pratique de l'anglais exigée.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite avec photo et prétentions au Service du Personnel - C.T.I. 4, Avenue du Général Leclerc 92260 Fontenay-aux-Roses.

A compter du 15 septembre 1982
L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
recherche pour la Direction Générale de PARIS

UN INGENIEUR CONSEIL en organisation

(diplôme C.N.A.M. ou d'études supérieures en gestion et organisation)

Il sera chargé :
— de la mise en place et de la maintenance des procédures administratives (comptabilité d'ordonnateur et gestion budgétaire)
— de la coordination des travaux en informatique de gestion.

Une expérience en comptabilité administrative sera appréciée

Adresser CV détaillé + photo à Monsieur BOUSSET I.N.R.A. 11, rue Jean NICOT 75007 PARIS

Cabinet de commissariat aux comptes et d'expertise comptable
recherche

• RÉVISEURS
Deux à trois ans d'expérience en cabinet

• ASSISTANT
Débutant DECS complet
formation supérieure souhaitée

Adresser C.V., photo et prétentions à Cabinet SOCOREX et REY, 109, avenue de Paris 94160 SAINT-MANDÉ. Tél. : 328-24-70.

SINTRA Alcatel

Ingénieurs/Techniciens Formation Clients

Notre société en expansion recherche pour son activité
Systèmes d'Armes Navals
des INGENIEURS
et TECHNICIENS en ELECTRONIQUE.

Ils seront chargés d'organiser des stages de formation à l'attention des techniciens utilisateurs des matériels produits par la division.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Déplacements de courte durée possibles.

Adresser votre dossier de candidature à J.F. SILVESTRE 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL CEDEX sous référence AG/35.

ROUSSEL UCLAF

Romainville
recherche
pour le département central analyse un

Informaticien

(niveau DEUG, DUT avec expérience, maîtrise ou similaire)

Adjoint au Responsable informatique du département

pour développement de programmes :
- de calcul scientifique et statistique,
- de traitement de base de données,

destinés aux besoins spécifiques du département.

Une connaissance générale de l'analyse physico-chimique et la pratique du **FORTRAN** sont indispensables.

Une très bonne aptitude aux relations humaines est nécessaire.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à ROUSSEL UCLAF S.P.R.S. - 102, route de Noisy - 93230 ROMAINVILLE.

MEDIA BA

Cette importante entreprise française de T.P. et Travaux Industriels, développe ses réalisations sur le plan mondial. Elle recherche pour renforcer son service fiscal.

cadre fiscaliste international

En appui des Ingénieurs d'Affaires et en collaboration étroite avec les services juridiques et comptables de l'entreprise, il interviendra en tant que spécialiste dans le pays concerné ou à partir du siège, sur les problèmes fiscaux relatifs aux affaires en cours : approche du régime fiscal du pays, études des devis, rédaction des clauses, suivi de l'organisation fiscale du marché...

Par ses actions, il participera par ailleurs à l'élaboration d'une documentation interne.

Le candidat retenu, de formation E.S.C., D.E.C.S. ou équivalent, aura une première expérience internationale de fiscaliste. La connaissance de l'environnement BTP ou Ingénierie constituerait un atout certain.

La pratique courante de la langue anglaise ou espagnole est absolument impérative.

Poste basé à PARIS, nécessitant de courts et fréquents déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant bien sur l'enveloppe, la réf. 1051 M au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

I/f Organisation et Publicité

A une heure de Paris, nous disposons entre autres d'une unité de fabrication autonome qui passera progressivement de 100 à 150 personnes qu'il vous faudra diriger grâce à vos talents d'homme de production dans un secteur

électronique/informatique

et votre expérience acquise en tant que

Chef de Fabrication

Agé de 33/37 ans au moins, vous êtes à la fois un meneur d'hommes, un hiérarchique responsable et autonome, un gestionnaire, un ingénieur de haut niveau du secteur électronique/informatique, donc capable de dialoguer avec vos équipes et vos partenaires sociaux tout en maîtrisant les problèmes techniques et organisationnels (coûts, planning, productivité, etc.).



Nous avons confié la recherche à IPPA, 57, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, à qui nous vous prions d'adresser confidentiellement C.V., photo et rémunération sous réf. 69509 M.

PUBLIVAL

ENTREPRISE DE MOYENNE IMPORTANCE
recherche

CHEF COMPTABLE

Formation souhaitée DECS ou ESC, ayant des connaissances en informatique et une expérience dans un poste similaire.

Le candidat assistera la Direction dans les domaines suivants :
- comptabilité générale et budgétaire ;
- plan de financement ;
- mise en place de l'informatique ;
- organisation administrative, etc...

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous n° T 035176 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

ORGANISME CARITATIF VOCATION SOCIALE
cherche :

ADJOINT (E) PROGRAMMES

- Responsable attribution subventions ;
- Études supérieures ;
- 2 ans expérience ;
- Habitude gestion ;
- Contacts tous niveaux ;
- Mobilité.

Ecrire sous n° T035156 M. RÉGIE-PRESSE. 85 bis, rue Réaumur – 75002 PARIS.

Banque privée en fort développement
(France et étranger)
recherche un :

Responsable clientèle grandes entreprises

Votre rôle de Conseil auprès des directions financières de grandes entreprises, vous permettra de développer le portefeuille de la banque.

- Vous êtes diplômé d'une école commerciale,
- Vous avez un goût prononcé pour la finance et les contacts à haut niveau,
- Vous avez une 1ere expérience professionnelle en banque ou en entreprise,
- Vous parlez couramment une langue étrangère.

Envoyer CV et photo, sous référence 1377M à SOURCES 16, rue J.-J. Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

CABINET INTERNATIONAL DE COURTAGE EN ASSURANCES

recherche

JEUNE DIPLOMÉ ÉCOLE DE COMMERCE OPTION FINANCES (E.S.C...)

pour développer l'assurance des risques financiers (formation assurée).
Négociations commerciales à niveau élevé.

Pratique de l'anglais indispensable.

Ecrire sous n° 18.057 M à GEM PUBLICITÉ, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

Importante société réalisant des ensembles industriels complexes dans des techniques de pointe recherche

Ingénieur électricien

débutant ou ayant une première expérience
ENSEEG, ENSEEIHT, ENSEM, SUPELEC

Il viendra renforcer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs. Sa fonction l'amènera à prendre en charge des études de conception approfondies en électrotechnique et électromagnétisme nécessitant l'utilisation de programmes informatiques aux éléments finis.
Ultérieurement, il sera amené à suivre la réalisation et les essais de machines électriques spéciales.
Les possibilités de carrière sont variées compte tenu de la taille de la société.
Lieu de travail : Paris proche banlieue Sud-Ouest.
Adresser CV, photo, sous réf. 4297, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

SOCIÉTÉ SERVICE ET CONSEIL

recherche URGENT

DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS

GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT, POSSÉDANT BONNE CONNAISSANCE INFORMATIQUE

UN INGÉNIEUR D.E.A. INFORMATIQUE

Une année d'expérience

INTERESSES PAR PEDAGOGIE ET ENSEIGNEMENT ASSISTE PAR ORDINATEURS

POUR CONCEPTION ET MISE EN PLACE DE SYSTÈMES E.A.O.

Envoyer curriculum vitae sous nº T 035.253 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

CECA SA

exerce son activité dans le domaine de la Chimie de Spécialités. Sa vocation *exportatrice est concrétisée par plus de 50 % de son chiffre d'affaires réalisés à* l'exportation.

Notre activité dans le domaine de la Recherche et du Développement a pour but de diversifier les applications de nos produits.

Nous recherchons :

Un Ingénieur chimiste

spécialisé dans le domaine des argiles pour effectuer des recherches concernant l'utilisation des argiles dans divers domaines.

Un Ingénieur chimiste

pour effectuer des recherches sur des produits destinés à des applications routières, émulsifiants, dopes d'adhésivité, etc...

Les candidats retenus auront acquis une première expérience industrielle dans ces deux domaines.

Adresser candidature + C.V. et prétentions, sous référence 302, à Trendances, *9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui transmettra.*

NOVOTEL S.I.E.H.

recherche

COLLABORATEUR (TRICE) JURIDIQUE

Au sein de la Direction Juridique, il (elle) sera chargé (e) d'affaires relevant des domaines suivants :
- Montage d'opérations ;
- Contrats commerciaux ;
- Droit des sociétés ;
- Assurances ;
- Contentieux.

Une expérience acquise dans ces différentes activités au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil juridique serait appréciée.
- Anglais indispensable,
- Position cadre,
- Lieu de travail : EVRY.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
LA DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES
NOVOTEL S.I.E.H.
Autoroute A6, C.E. 1405, 91019 EVRY Cedex.

---

informaticiens ingénieurs universitaires

EXPERIMENTES OU DEBUTANTS

Venez rejoindre nos équipes

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

VOUS PROPOSE

de participer à des developpements de projets industriels de pointe en temps reel sur MINI ou MICRO.

Evolution assurée dans le cadre de notre expansion.

Adresser C.V. detaille, pretentions et délai de disponibilite sous ref. U1/9 a Yolande VILLARS. **ANSWARE** 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.

Pour faire face au développement de son plan informatique (bases de données et temps réel sur matériel IBM)

Banque Morgan

renforce ses équipes de développement et recherche :

un analyste
un analyste-programmeur

- formation supérieure,
- anglais souhaité,
- connaissances CICS appréciées.

Adressez CV détaillé et prétentions à :
PERSONNEL DEPARTMENT
BANQUE MORGAN
BP 18-75021 Paris Cédex 01

---

volvic

recherche

INGÉNIEUR

formation agro-alimentaire, pour service

EMBALLAGE CONDITIONNEMENT

Le candidat aura, de préférence, une expérience industrielle des produits de consommation, si possible dans le domaine de l'embouteillage.

Rattaché à la Direction Technique, il sera chargé d'études, de mises au point concernant l'amélioration technique des emballages (bouteilles, cartons, palettes...) en fonction du produit, des manutentions et des transports.

La connaissance de l'anglais serait appréciée. Lieu de travail : Bourg-la-Reine (92). Déplacements de courte durée fréquents.

Écrire C.V., photo et prétentions, sous référence 1224, à : VOLVIC B.P. 41. 92340 BOURG-LA-REINE.

Importante Société
TÉLÉCOMMUNICATIONS
proche banlieue Nord-Ouest
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Diplômés GRANDE ÉCOLE

intéressés par le domaine des ANTENNES micro-ondes pour communications spatiales.
- Déplacements nombreux envisagés.
- Evolutions de carrière intéressantes assurées.

Adresser C.V. détaillé, sous réf. nº 305 à Trendances, 41, avenue de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

SESA

IMPORTANTE SOCIETE INFORMATIQUE recherche

INGENIEURS ELECTRONICIENS HF

2 ans d'expérience MICROPROCESSEURS pour département RECHERCHE et DEVELOPPEMENT

Connaissances MICROPROCESSEURS en tranches et Firmwear appreciées.
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. M 609 (précisée sur l'enveloppe) à
SESA - Direction du Personnel -
30, quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX CEDEX.

rscg carrières

Pour assurer le développement de nos activités de conseils aux COLLECTIVITÉS LOCALES

Nous recrutons

1 CHARGÉ D'ÉTUDES DE HAUT NIVEAU

Les candidats devront faire la preuve d'une expérience affirmée dans ce secteur et notamment d'une grande compétence en finances locales.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Ecrire à RÉGIE-PRESSE, sous nº T 035.137 M, 85 bis rue Réaumur, 75002 Paris.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

LE CANDIDAT
sera diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce et aura 2 ans minimum d'expérience dans un poste d'Ingénieur Commercial.

LA MISSION :
assurer le suivi des démarches commerciales auprès du responsable des ventes chez les constructeurs automobiles.

Le candidat retenu aura l'esprit d'équipe, la volonté d'aboutir et parlera couramment l'anglais.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous No 44090 à CONTESSE Publ. 20, Avenue Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE
Membre d'un Groupe International
recherche pour sa Division Ingénierie
Basée à PARIS EST

INGENIEUR MECANICIEN

Destiné à devenir à court terme

chef de département

Une expérience de plusieurs années dans la fonction technico-commerciale est nécessaire.

30 ans minimum
Anglais ou allemand souhaité

Adresser candidature, C.V., photo et prét. sous no 44420 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

The Chase Manhattan Bank N.A.

recherche
pour son Département des Analyses de crédit

Un analyste de bilan

Formation : Maîtrise Sciences Economiques *et/ou* D.E.C.S.
2 à 3 ans d'expérience
Bonne connaissance de l'anglais
Adresser lettre de candidature C.V. et prétentions à Denise Thuilier.
Service recrutement.
41, rue Cambon 75001 PARIS

média-system

Le responsable de la fiscalité d'une entreprise d'engineering à vocation internationale souhaite recruter un(e)

fiscaliste

pour le seconder dans divers aspects de ses fonctions.
Il ou elle prendra en charge de nombreux problèmes de complexité croissante touchant à la fiscalité française.
Diplômé(e) d'études supérieures (droit, gestion) avec une spécialisation fiscale, ce cadre a acquis une première expérience (3 ans au moins) de la fiscalité française.
Poste évolutif pour candidat(e) de valeur.
Adresser candidature manuscrite + C.V. + prétentions, sous réf. 4343 à Média-System, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média-system

E. M. R. (GROUPE BIC)

Micro-informatique et électronique industrielle
recherche

B.T.S. INFORMATIQUE
B.T.S. ÉLECTRONIQUE

Envoyer C.V. et prétentions à :
E. M. R.
185, avenue de Choisy
75013 PARIS.

LE PRINTEMPS
agrandit son CENTRE IBM / OS et recherche des

hommes systeme

Vous avez de l'expérience dans ce domaine et vous avez peut-être manipulé MVS, VTAM, CICS, SNA.

Nous vous offrons la possibilité d'approfondir ces produits en vous intégrant à notre équipe.

Ce poste est basé à CLICHY (92).
Envoyez votre dossier de candidature complet au Service du Recrutement des Cadres. PRINTEMPS 62, rue Caumartin PARIS 9.

Printemps

Très importante entreprise française fabriquant un matériel de haute technicité, recherche

CHEF DU SERVICE ETUDES FREINAGE

INGENIEUR DIPLOME GRANDE ECOLE
35 ans minimum, il aura déjà dirigé un bureau d'études de cette spécialité.
Il occupera rapidement un poste de tout premier plan dans l'entreprise.

Adr. lettre de candidature et C.V. à nº 9002

Emplois et Entreprises
10 RUE VOLNEY 75002 PARIS

GROUPEMENT D'ASSURANCES
SPÉCIALISÉ EN CONSTRUCTION
700 personnes
(proche banlieue Ouest)
recherche

JEUNES DIPLÔMÉS HF

titulaires de la maîtrise en droit privé (spécialisation dans le domaine de l'assurance ou de la construction vivement appréciée).
Il s'agit, après formation, de traiter des dossiers d'assurance construction en amiable et en contentieux.
Avantages sociaux.
5 x 7h40 x 14.
Restaurant d'entreprise.
Horaire variable, etc.
Envoyer CV + prétentions à nº 8084

Emplois et Entreprises
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS

Société Suisse d'Assurances
(120 personnes)
recherche

Responsable du Secrétariat Général

130.000+

—*Le poste comporte* : *la gestion administrative* du personnel, les relations sociales, la formation, etc... ainsi que la direction des Services Généraux et de la gestion immobilière.
—Il s'adresse à un homme de 35 ans environ, de formation supérieure (sciences éco, licence en droit), complétée par plusieurs années d'expérience de la fonction (acquise si possible dans la branche assurances), et une excellente connaissance de la législation sociale.
Lieu de travail : PARIS 9è
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. LM 09-82, à notre conseil.

ORSI
13, Place Kossuth
75009 PARIS
chargé de la sélection.

Au Club de la presse d'Europe 1

M. Pierre Mauroy précise les modalités de

M. Pierre Mauroy n'a pas changé : le ton employé par le premier ministre – qui inaugurait dimanche 5 septembre, à Lille, la nouvelle formule du « Club de la presse » d'Europe 1 – n'était guère différent de celui qu'on lui connaît. L'avantage de cette apparente tranquillité est de mettre en valeur les qualités de sang-froid et de courage du premier ministre. L'inconvénient est que le discours peut paraître lénifiant ; l'usage d'un argumentaire inchangé depuis que M. Mauroy occupe l'Hôtel Matignon, provoque une certaine déception et nuit, sans doute, à la perception du message.

Pourtant, ledit message était important, révolutionnaire même. Car M. Mauroy ose ce que personne n'avait osé avant lui sous la Vᵉ République : mettre fin, pour le secteur public, à l'indexation des salaires sur les prix. Le gouvernement ayant choisi dans sa gestion de l'économie un nouveau cours, on pouvait attendre un autre ton, plus adapté au contenu rigoureux d'un plan de sortie du blocage. Le décalage entre le style, qui reste celui d'une politique menée dans le contexte de « l'état de grâce », et le fond – l'austérité pour dix-huit mois – peut desservir le premier ministre.

Il n'y avait, en fait, dans la sérénité affichée par M. Mauroy, une part d'affectation et une part de sincérité.

Il est clair qu'il ne voulait pas changer de ton, précisément pour ne pas accréditer l'idée que le gouvernement a changé de cap. Récusant toute autocritique, il s'est efforcé, pendant la première demi-heure de l'émission, de faire apparaître la continuité d'une politique. Au point de la baptiser « adaptation » et « assainissement » la seconde phase de la gestion socialiste ouverte au mois de juin dernier, dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elle est sensiblement différente de la première. De même, il s'est attaché à restituer à son action une cohérence que le gouvernement a quelque mal à faire apparaître ; celle-ci comportant trois objectifs : une nouvelle relation avec l'Etat, une « avancée sociale » (désormais conçue en termes essentiellement qualitatifs) et le développement d'une « économie mixte ».

La part de sincérité tient au fait que, malgré la difficulté d'une entreprise inédite, M. Mauroy est en effet confiant : il n'est pas loin de penser sinon que le plus dur est fait, du moins que le moment approche où, les résultats du blocage étant connus, les Français approuveront la politique du gouvernement.

A la décharge du premier ministre, il faut convenir (outre le fait qu'il était affecté par la mort de son frère) que l'importance et la quantité des informations qu'il avait à donner relevaient davantage de la conférence de presse que d'une émission aux contraintes plus grandes. Mais, sous la Vᵉ République, la conférence de presse est un rite suprême réservé, de préférence, au président de la République ; l'actuel chef du gouvernement s'interdit donc d'en user, et se satisfait d'être, pour le chef de l'Etat, « un *paratonnerre* ».

Dix-huit mois pour atteindre les objectifs du septennat

« Je voudrais exactement expliquer où nous en sommes sur le plan gouvernemental et en ce qui concerne l'économie, la politique du pays.

» La gauche est arrivée au pouvoir, comme toujours – toutes les expériences le prouvent et maintenant elle assume une gestion – avec une grande ambition de croissance, avec une grande ambition de progrès, avec une grande ambition de justice sociale. Comme toujours, chaque fois que, dans la joie, elle est venue au pouvoir, elle a pris les trois grands dossiers que l'on retrouve en 1936, que l'on retrouve en 1945-1946 et que l'on retrouve, bien entendu, en 1981-1982.

» Le premier dossier est celui des rapports avec l'Etat. En 1936, c'était la défense de la République ; à la Libération, c'était la restauration de la République ; maintenant, il s'agit d'un vaste dossier pour non seulement définir mais aussi mettre en place des pouvoirs nouveaux, pour donner davantage de pouvoirs au peuple : c'est le vaste dossier de la décentralisation.

» Le deuxième dossier, c'est l'avancée sociale. Chaque fois que la gauche est venue au pouvoir, on a assisté à une avancée sociale : les congés payés en 1936, la Sécurité sociale à la Libération, et avec l'élection de François Mitterrand comme président de la République et la mise en place du gouvernement que j'anime, l'avancée sociale c'est le mur des quarante heures qui est percé – c'est-à-dire trente-neuf heures, – c'est la cinquième semaine, c'est la possibilité pour chacun de prendre sa retraite à partir de soixante ans. Et puis ce sont surtout – j'y insiste – les lois sur les droits des travailleurs et sur la démocratisation du secteur public. D'ailleurs, la session extraordinaire de septembre, la rentrée du Parlement se feront sur ce thème important, tellement important que le gouvernement est décidé à réunir au mois de mai une conférence internationale, mais surtout européenne, précisément sur le thème des droits des travailleurs.

» Enfin, le troisième dossier c'est instaurer une société d'économie mixte avec un secteur privé et un secteur public ; c'est ce que nous avons fait avec les nationalisations.

» Il ne suffit pas de se fixer ces objectifs, d'avoir assumé pendant un peu plus d'un an la mise en place de cette vaste politique, il faut de la rigueur. Pourquoi de la rigueur ? Parce que nous avons hérité – oui ! je parle d'héritage – de deux maux : le chômage et l'inflation – 14 % d'inflation – et nous devons avoir la plus grande rigueur pour notre ambition, pour notre politique, car si nous voulons que cette politique soit effective, qu'à partir du 1ᵉʳ janvier 1984 – le IXᵉ Plan – on puisse assister à l'accomplissement de la politique qui a été lancée et annoncée par le président de la République et atteindre les objectifs fondamentaux du septennat, il est absolument indispensable que pendant dix-huit mois il y ait une gestion et une maîtrise des équilibres, c'est-à-dire la lutte contre le chômage et contre l'inflation.

» Je veux simplement vous dire que je ne comprends absolument pas le jugement, l'argumentation de ceux qui se réjouissent ici ou là et qui, à propos de tel élément de cette politique, disent : *« Ah ! vous faites ce que nous avons fait »* ou *« Est-ce que vous changez votre politique ? »* Mais non ! Nous l'avons annoncée clairement cette politique : les cent dix propositions de François Mitterrand, la plupart d'entre elles sont mises en application. Mais quand on lance de telles réformes, il faut du temps pour que les arbres soient en fleur. Et, lorsqu'on a comme héritage 1 700 000 chômeurs et une dérive telle que l'on va rapidement à 2 millions de chômeurs avec une inflation de 14 %, il est nécessaire à un moment donné, d'avoir ces dix-huit mois de gestion, précisément pour rétablir les équilibres. Nous en sommes là. »

Le premier ministre évoque ensuite la lutte contre le chômage. Après avoir indiqué que la croissance est l'arme numéro un et que le plus souvent le gouvernement compte sur le développement industriel. M. Mauroy rappelle l'effort de formation consenti en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans et l'avancement de dix-neuf à dix-huit ans de l'âge de l'appel aux armées. Il évoque ensuite le sort des travailleurs de cinquante à cinquante-cinq ans « qu'il faut conduire à la retraite et à une couverture sociale ».

Le premier ministre annonce enfin que la contrat de solidarité prévoyant la réduction du temps de travail va être rendu attractif. Il conclut sur ce chapitre : « Alors, vous le voyez, le remède c'est la croissance, la reprise, le développement et – nous sommes cohérents – par le lancement de notre politique industrielle et par l'assainissement auquel nous allons procéder pendant les prochains mois. Ensuite viendront toutes les dispositions particulières que je viens de détailler pour nous rendre maîtres du chômage. »

Nous ne sommes pas des magiciens

Le premier ministre aborde alors la nouvelle politique économique par un rappel.

« J'ai reçu les journalistes et je leur ai dit que les Français nous avaient pris un peu pour des magiciens, que nous ne sommes pas. Nous ne sommes pas venus pour jouer les magiciens mais pour annoncer des temps nouveaux, pour faire une autre politique que celle de la droite, pour lancer des grandes réformes, pour avoir un autre modèle de développement au milieu d'une crise internationale grave, avec deux handicaps graves également : celui du chômage et celui de l'inflation. 14 % d'inflation, ce n'est pas rien ! Si M. Barre nous avait laissé 7 ou 8 % d'inflation, les choses auraient été plus faciles. » *Il ajoute :*

« Vous avez parlé de la pause. Mais il n'est pas question de faire la pause. Le mot est ambigu. Cela signifierait que tout d'un coup nous arrêtons notre politique, que nous n'avons plus d'objectif. Vous auriez voulu qu'arrivés au pouvoir en mai 1981, avec ce que nous avions annoncé au pays, dans un environnement qui n'était pas exactement celui que nous connaissons maintenant, alors que nous n'avions pas connu les développements, en particulier en ce qui concerne la monnaie américaine et la volonté des gouvernements, même occidentaux, de jouer une déflation sauvage, comme il l'on fait ici au cours de 1982 ? Vour auriez voulu que l'on annonce à ce pays que, finalement, nous sommes simplement venus pour corriger les fautes de la droite ? Nous allons les corriger ces fautes, mais nous ne sommes pas venus au pouvoir simplement pour cela, nous sommes venus aussi pour affirmer notre politique. Certes pendant dix-huit mois nous avons besoin d'assainir, nous avons besoin d'une gestion rigoureuse, nous avons besoin de contenir le chômage et de combattre l'inflation. 14 % d'inflation c'est beaucoup trop.

» Voilà pourquoi tout sera mis en œuvre pour se débarrasser de ces suppléments d'inflation et par conséquent de remettre à niveau pour atteindre nos objectifs. Je crois que nous sommes logiques, nous avons une politique, nous l'avons mise en place. Nous avons rencontré des difficultés, ce n'est pas nous qui les avons créées, ce sont nos prédécesseurs qui nous les ont laissées.

» Nous avons une politique d'assainissement, une politique de maîtrise des grands équilibres pour pouvoir justement nous débarrasser de ses maux. Ensuite viendra la phase d'accomplissement pour atteindre les objectifs du septennat. »

M. Mauroy aborde ensuite les problèmes monétaires et réaffirme la volonté du gouvernement de rester dans le système monétaire européen, et affirme : « Je crois que cette monnaie est stable. ».

La sortie du blocage

Le premier ministre évoque ensuite la sortie du blocage et en premier lieu celle des prix. Il définit trois principes généraux.

« Premier principe, en septembre et en octobre, nous allons négocier avec les représentants des différentes branches concernées. Le calendrier de sortie du blocage que nous arrêterons branche par branche tiendra compte des priorités économiques, bien sûr, des données saisonnières et du comportement des entreprises avant et pendant le blocage.

» Deuxième principe, au 1ᵉʳ novembre, nous passerons du blocage des prix à la régulation des prix. Le blocage se termine le 1ᵉʳ novembre. Cette régulation se fera dans le cadre d'accords couvrant les différents secteurs, et pour les professions ou les branches qui ne signeront pas d'accord, l'encadrement réglementaire des prix que vous connaissez sera maintenu.

» Troisième principe, ces négociations permettront de définir les objectifs généraux de prix pour la fin de 1982 et tout ou partie de l'année 1983. Ces objectifs de prix seront modulés, bien sûr, selon un certain nombre de critères, en particulier la productivité – cela va de soi, – ou la position de certains secteurs par rapport à la concurrence étrangère.

» L'application de ces principes a pour conséquence que le nouveau régime des prix sera diversifié selon les secteurs. Reprenons-les rapidement. Pour les produits industriels, des engagements de lutte contre l'inflation définiront les conditions du retour à la liberté des prix. Cette liberté pourra être complète avant la fin du premier semestre de 1983, si les engagements sont respectés.

» Le secteur des services sera convié à signer des accords de régulation valables jusqu'à la fin de 1983. Pour signer ces accords, nous tiendrons compte du respect des accords antérieurs. Les tarifs publics connaîtront des hausses étalées sur l'année 1983 et limités à 8 % en moyenne. L'effort de modération sera également appliqué au prix de l'électricité et du gaz, tout en tenant compte des contraintes qui existent dans ce secteur, par exemple le coût de l'énergie importée. Les prix des produits pétroliers évolueront également en fonction de ce critère selon la formule actuellement en vigueur. Enfin, le secteur agricole sera associé à l'effort commun et à la négociation. Voilà en ce qui concerne les prix. »

Il ne faut plus indexer les salaires sur les prix

En ce qui concerne les salaires, le premier ministre rappelle son attachement à la politique contractuelle et affirme que le « gouvernement n'interviendra pas sur le secteur privé ». *Il annonce, en ce qui concerne le secteur public, qu'il va adresser aux ministres ayant sous leur tutelle des entreprises nationalisées une lettre dans laquelle il exposera six principes.*

« Premier principe : il ne faut plus indexer les salaires sur les prix, car cela entraîne l'inflation. Il faut au contraire que, partant des objectifs de prix que le gouvernement se fixe, c'est-à-dire 8 % en 1983, les accords salariaux comportent un calendrier précis, complet, de toutes les hausses qui auront lieu en 1983.

» Deuxième principe : le blocage des prix a évidemment perturbé ou même rendu caduques les accords de 1982. Il faudra donc souvent les renégocier. Cette renégociation devra respecter un principe simple, la hausse des salaires sur l'ensemble de la période de novembre 1982 à décembre 1983 ne pourra pas en moyenne dépasser la hausse prévue des prix.

» Troisième principe : le maintien du pouvoir d'achat moyen reste l'objectif du gouvernement. La situation économique et monétaire nous a conduits à rompre momentanément avec ce principe. Nous devons le retrouver. Il faut donc qu'à la fin de 1983, en moyenne, le pouvoir d'achat en niveau soit préservé.

» Quatrième principe : l'effort qui a été demandé aux entreprises et aux travailleurs, effort qui a été accepté, serait en pure perte si, dès le mois de novembre, les salaires et les prix reprenaient leur course. C'est pourquoi la première hausse de salaires consécutive au blocage, dans son montant et dans sa date, devra être limitée. Elle ne pourra en aucun cas, dans le secteur public, dépasser 3 %. Elle devra – c'est ce que m'ont demandé les syndicats – tenir compte de l'évolution antérieure au blocage des salaires et des avantages sociaux. C'est ainsi que ceux qui n'avaient pas eu de hausse de salaire depuis longtemps lorsqu'est intervenu le blocage ont naturellement une priorité.

» Cinquième principe : la priorité doit être accordée aux bas salaires. Pourquoi ? D'abord parce que, à travers les péripéties et difficultés de la conjoncture, le gouvernement maintient fermement le cap de sa politique de réduction des inégalités et de justice sociale. Ensuite, parce que les salariés les plus modestes sont ceux qui ont le plus souffert de ce blocage. Cette priorité aux bas salaires peut prendre deux formes : soit le rattrapage plus rapide du retard du pouvoir d'achat, soit une amélioration sur longue période du pouvoir d'achat des salaires les plus bas.

» Sixième principe : en contrepartie de l'effort sur les bas salaires et pour respecter la contrainte de maintien du pouvoir d'achat du salaire moyen, il faut que la progression des hauts salaires soit limitée. C'est ainsi que le gouvernement souhaite que tous ceux dont la rémunération est supérieure à 250 000 francs par an, c'est-à-dire 20 000 francs par mois, acceptent que la partie de la rémunération qui est au-dessus de ce plafond soit gelée. Je demande cela aux responsables des entreprises publiques et je souhaite que ce qui sera réalisé pour les entreprises publiques puisse, sinon servir de référence, en tout cas servir de secteur témoin, étant entendu que les situations dans le secteur privé peuvent être vraiment très différentes et que nous tenons à la liberté contractuelle. »

M. Mauroy rappelle ensuite que l'objectif du gouvernement est le maintien du pouvoir d'achat moyen à la fin de 1983.

En ce qui concerne la situation des entreprises le premier ministre pense « que les entreprises rétabliront leur situation financière, d'autant plus que le gouvernement a pris l'engagement de ne pas augmenter les charges sociales d'ici le 1ᵉʳ juillet 1983. Je souhaite que nous puissions, avec les partenaires sociaux, régler le problème des organismes sociaux, aussi bien l'UNEDIC que la Sécurité sociale, dans des conditions telles que nous n'ayons pas à augmenter les charges sociales des entreprises.

« M. Chirac aime l'aventure »

M. Mauroy évoque la perspective des élections municipales et les pronostics de M. Jacques Chirac sur la durée du mandat de l'Assemblée nationale ; il indique : « Lorsque les Français connaîtront les résultats de ce blocage, comme ils ont appris les bons résultats du blocage des prix, ils approuveront la politique du gouvernement. C'est d'ailleurs ce qu'ils font et ils seront plus nombreux à l'approuver. Nous menons une politique qui est celle possible dans l'environnement international actuel. »

M. Mauroy rappelle que l'opposition s'est trompée dans ses pronostics puisqu'elle prévoyait pour 1982 plus de 20 % d'inflation et deux millions et demi de chômeurs. Il ajoute : « Quand je relis ces prévisions, je me dis que, finalement, je n'ai pas si mal réussi, le premier ministre et l'ensemble du gouvernement. Pourtant, les résultats obtenus me paraissent encore insuffisants et nous voulons faire mieux. D'où le blocage.

» Quand j'entends M. Raymond Barre parler d'échec cinglant, je dresse l'oreille. Voilà un homme qui sait de quoi il parle. Pensez donc : il était venu à la tête du gouvernement pour stopper le dérapage inflationniste laissé par M. Chirac. Pour atteindre son objectif, il n'a pas hésité à sacrifier l'emploi, à créer deux millions de chômeurs que nous supportons, aujourd'hui, et, malgré cela, quand je suis arrivé à Matignon, l'inflation était de 14 %. Si ce n'est pas un échec cinglant, qu'est-ce que c'est ? Je considère que les dirigeants de l'opposition devraient être plus discrets et éviter de nous faire la leçon. Je dois dire cependant, pour être juste et correct, que dans ces pronostics, un dirigeant de la droite, lui, ne s'est pas trompé. Ce n'est pas un économiste de formation mais quelqu'un qui s'est formé sur le tas, M. Monory, qui, à toutes les questions, a répondu « imprévisible ». Il est vrai qu'il avait annoncé, en revanche, que le déficit budgétaire serait multiplié par quatre en deux ans, et c'est faux. Permettez-moi d'ajouter que M. Chirac joue toujours sur le registre de la peur, comme M. Poniatowski. Il fait attention quand il est en métropole, mais, déjà, dès qu'il s'éloigne, il se laisse aller, il ne se surveille plus. Que voulez-vous, M. Chirac aime l'aventure. Et à moins que M. Chirac ait pour seul objectif une petite opération de politique interne à l'opposition à l'approche des élections municipales, il veut se poser en chef de file de l'opposition, une opposition dont tous les sondages montrent qu'elle n'apparaît pas aux yeux des Français capable de proposer des réponses au pays. M. Chirac cherche à profiter des querelles qui opposent au sein de l'U.D.F. ceux pour qui Valéry Giscard d'Estaing a encore un avenir et ceux pour qui il n'est plus qu'un souvenir. Les Français les ont jugés et je pense qu'ils sont aussi mauvais dans l'opposition qu'ils ont été mauvais dans la majorité d'hier. »

Interrogé sur le rôle du premier ministre, il répond : « Je sais quel a été le rôle des premiers ministres dans la Vᵉ République : un rôle de paratonnerre. J'accepte d'être un pararonnerre, de conduire la politique du pays avec nécessairement tout ce qui est en harmonie, tout ce qui, au contraire, peut faire problèmes au fil des jours, sachant bien que nous avons des objectifs et que nous les atteindrons. Je suis là pour servir. Je sais bien qu'ici et là les uns et les autres posent problème (...). En tous les cas, je continuerai à servir à la place où je suis, tant que le voudra le président de la République. Si j'ai à préparer des élections municipales, je les préparerai effectivement.

Le statut de Paris

M. Mauroy indique que la réforme du statut de la capitale, qu'il compte proposer au Parlement « dans les prochaines semaines », *sera telle qu'il y aura* « un maire de Paris pour la ville de Paris » *et qu'il y aura* « une organisation propre à chaque arrondissement avec, bien entendu, des pouvoirs (...) concernant les équipements, l'animation ».

M. Mauroy évoque également l'efficacité des mesures prises pour prévenir le renouvellement des incidents qui s'étaient produits pendant l'été 1981 dans les banlieues de certaines grandes villes. Il réaffirme la volonté du gouvernement de mener « une lutte implacable » *contre le terrorisme et souligne que le gouvernement* « s'indigne » *de la situation en Pologne et la* « déplore ». *Il souhaite que l'état de siège soit levé dans ce pays et les prisonniers politiques libérés.*

La fin de l'« échelle mobile »

Carcan pour le secteur public, recommandation pour le secteur privé, l'ensemble en six principes avancé par M. Mauroy pour la sortie du blocage des salaires n'apporte pas de surprises majeures et préserve les apparences (voir « le Monde de l'économie »). Ainsi a-t-il pris soin d'emblée de proclamer son attachement à la politique contractuelle. Mais il est clair que celle-ci se trouvera très encadrée dans le secteur public et surveillée dans le privé, tant est affirmée la volonté de s'en tenir, pour l'évolution des salaires sur les quatorze mois à venir après le 1ᵉʳ novembre, à l'anticipation d'une décélaration de l'inflation (18 % pour 1982 et 1983). En condamnant le système de l'échelle mobile, le premier ministre n'a pas renouvelé l'erreur qu'il avait commise le 15 juillet en soulignant que les salaires ne sont pas responsables de l'inflation...

C'est un dispositif rigoureux que recommande M. Mauroy. L'objectif est bien le maintien du pouvoir d'achat moyen en niveau d'ici à la fin de 1983, ce qui signifie que les pertes de pouvoir d'achat en masse résultant de la période de blocage ne seront pas récupérées. Pour le secteur public, les hausses salariales au 1ᵉʳ novembre ne devront pas excéder 3 %, ce qui correspond à ce que les fonctionnaires devaient obtenir au 1ᵉʳ juillet. Là où des augmentations sont intervenues au 1ᵉʳ juin, à la R.A.T.P. et à la S.N.C.F., par exemple, les hausses devraient être plus modérées. Mais M. Mauroy n'a pas explicitement envisagé, comme le dispositif législatif en vigueur le prévoit, de déblocage anticipé des salaires au 1ᵉʳ octobre.

Les principes avancés pour les bas et les hauts salaires doivent être également perçus comme des recommandations pour le secteur privé. M. Mauroy s'est gardé d'avancer un seuil de rémunération au-dessous duquel le rattrapage en pouvoir d'achat devrait être plus rapide. Le chiffre de 4 500 F ne vaut que pour la fonction publique, où on étudie déjà la possibilité d'accorder un certain nombre de points indiciaires aux bas salaires.

Le chef du gouvernement est resté, en revanche, silencieux sur la politique de revalorisation du SMIC. Celui-ci a bénéficié d'un coup de pouce au 1ᵉʳ juillet ; un autre est envisagé dès le 1ᵉʳ novembre. Mais il est déjà acquis que l'engagement gouvernemental d'une hausse du pouvoir d'achat de 4 % du SMIC en 1982 ne sera pas tenu. En contrepartie, un effort devra être consenti par les hauts salaires. M. Mauroy n'a pas renoué avec le dispositif autoritaire de M. Barre, qui, pour 1978, avait bloqué, par une loi, les rémunérations supérieures à 30 000 F par mois à leur niveau de 1977. Le principe avancé est moins coercitif, mais la partie qui, dans une rémunération, est au-dessus de 20 000 F par mois devra être gelée. Une recommandation dont feront les frais les fonctionnaires au sommet de la grille hors échelles dont la rémunération moyenne (hors primes et indemnités) était au 1ᵉʳ avril 1982 de 27 536 F.

C'est dans la fonction publique que ces principes devraient d'abord être testés, les négociations étant prévues après le 15 septembre. Non sans difficultés, puisque deux organisations signataires du *« relevé de conclusions »* du 10 mars 1982 refusent de renégocier les traitements pour cette année. Le ministère serait disposé à prendre des mesures pour les bas salaires dès le 1ᵉʳ octobre et à étaler les rattrapages en niveau pour les autres catégories jusqu'à la fin 1983...

MICHEL NOBLECOURT.

modalités de l'« assainissement » de l'économie

Le handicap librement consenti n'a pas nui, en revanche, à la pugnacité de la riposte politique donnée aux leaders de l'opposition : rappel du passé pour M. Barre qui, aux yeux du premier ministre, *« sait de quoi il parle »* lorsqu'il prononce le mot *« échec »* ; rappel également d'une image inquiétante de M. Chirac, *« qui ne se surveille plus »* loin de Paris et qui *« aime l'aventure »*.

A l'égard de la gauche, enfin, M. Mauroy a d'autant plus souligné qu'il n'est pas là *« pour faire la politique des autres »*, que sa politique est précisément susceptible de mécontenter sa propre base sociale. Mais le premier ministre dispose d'un atout important : les centrales ouvrières et le parti communiste — au moins au niveau des états-majors — lui donnent une chance de réussir. Ainsi le bureau politique du P.C.F. appelle-t-il les communistes à s'engager *« dans la bataille de la production »*. Tenir ce langage aux militants et aux travailleurs, alors qu'au mois de juin le P.C.F. appelait ces mêmes militants à lutter contre le blocage des salaires, est signe que chacun, à gauche, semble désormais conscient de l'importance de l'enjeu. Cette attitude signifie également que le premier ministre est crédité de chances de réussite, faute de quoi les partis et les syndicats *auraient hésité à engager leur propre responsabilité*.

J.-M. COLOMBANI.

Le changement dans la douleur

(Suite de la première page.)

M. Barre en sait quelque chose, qui ne voulut ou n'osa jamais s'attaquer à cette Bastille. En Grande-Bretagne comme en Italie, les gouvernements s'efforcent de se débarrasser de cette tunique de Nessus qui s'attache au tissu économique pour le dévorer.

Si M. Mauroy et M. Delors réussissent à sortir du blocage en ayant cassé l'indexation, ce sera l'un des plus beau succès de l'après-guerre.

Ceci posé, il va fallir en payer le prix, *et il risque d'être beaucoup* plus élevé que ne l'a affirmé, avec un embarras visible, M. Mauroy.

Le pouvoir d'achat moyen des Français ne sera pas maintenu, tout au moins pour la période critique qui nous sépare de la fin de 1983. Même si, à cette échéance, il est rétabli à son niveau actuel, il y aura eu une perte dans l'intervalle, surtout pour les salariés moyens, et M. Marchelli, délégué général de la C.G.C., ne s'y est pas trompé. Ajoutont que certains se montrent assez pessimiste, avançant une perte de pouvoir d'achat de près de 20 % en trois ans.

Il ne faut pas se faire d'illusion : dans tous les pays et à toutes les époques, du moins récentes, la passage d'une inflation forte à une inflation modérée, que ce soit à la Reagan par une politique de taux d'intérêt dissuassifs et destructeurs, ou par un blocage général, dans un pays comme la France, où, depuis la guerre, avec de rares intervalles, *tous les agents économiques ont anticipé* l'inflation et joué sur l'érosion monétaire, que ce soit les ménages, les *industriels* ou les *commerçants*. Toute modification de ce comportement, si souhaitable soit-elle, risque de se traduire par un fléchissement de certaines formes de consommation, de la demande immobilière et de l'environnement industriel. Il faut s'y attendre et s'y résoudre, à défaut de s'y résigner.

D'autre part, M. Mauroy a *« évacué »* un peu vite un facteur qui risque de peser très lourdement dans les mois qui viennent : celui de la pression extérieure. Sans doute, les effets bénéfiques de la dévaluation de juin, à savoir la relance des exportations, ne sont-ils pas encore apparus. Mais joueront-ils vraiment comme par le passé ? De nombreux experts en doutent, craignent une dégradation structurelle et foncière de la compétitivité de l'industrie, dont l'*orgine n'est pas récente, mais* qui a été aggravée depuis un an pour tous un train de mesures sociales. Sur le plan international, plus peut-être que le gonflement du déficit commercial jusqu'à 100 milliards de francs peut-être en 1982, c'est la véritable explosion du déficit de la balance des paiements courants, c'est-à-dire du solde global, après inclusion des services et autres rentrées financières, qui pourrait atteindre 85 milliards de francs cette année (*plus de 12 milliards* de dollars), contre 40 milliards de francs en 1981.

Sans la dévaluation...

Ces dollars, il faut les emprunter à des prêteurs qui risquent de devenir plus méfiants si le redressement lent de la balance commerciale pronostiqué par M. Mauroy n'est pas au rendez-vous. En février, le premier *ministre n'affirmait-il pas au* « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » : *« La relance est là »*, alors que l'indice de la production industrielle avait déjà commencé à fléchir ? Verra-t-on alors les hommes du gouverment stigmatiser les *« gnômes de Zurich »* sous prétexte qu'ils n'ont pas saisi toute l'ampleur du dessein socialiste ? Déjà on peut avancer que, sans la deuxième dévaluation de juin, effectuée en catastrophe sous la pression des ventes étrangères de franc, le blocage des prix et des salaires n'aurait sans doute pas été mis en vigueur, le gouverment préférant sortir de l'inflation *« en douceur »*. N'était-ce pas là un changement de politique, de même que le report à 1984 de la poursuite de la réduction du temps de travail, confirmé dimanche soir par M. Mauroy ?

Penser, comme le premier ministre, que les entreprises rétabliront leur situation financière dans les prochains mois, dans une telle atmosphère, relève de la magie, même si le terme de *« magicien »* est formellement récusé. Certes, les charges sociales ne seront plus alourdies, mais le poids des mesures antérieures va continuer à se fair sentir, et le nombre des faillites ne risque pas de décroître.

Reste enfin, que, en dépit des affirmations officielles, les prévisions budgétaires pour 1983 seront, très probablement, dépassées, que les dépenses, sensiblement sous-estimer, augmenteront plus vite que les recettes, que la pression fiscale s'élèvera et que le dossier du déficit de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage est loin d'être réglé.

Ainsi donc, si M. Mauroy ne veut pas donner des armes à l'opposition, qui ne cesse de crier à l'échec et à la tromperie, il devra avoir le courage d'annoncer publiquement, ce que n'importe quel électeur moyen va constater dans les prochains mois : le niveau de vie moyen du Fran,nçais va être affecté. Quant au changement de politique, si remettre à plus tard un certain nombre de promesses ne constitue pas une pause, la langue française n'a plus de sens. Le premier ministre n'a pas *dit qu'il y aura de la « sueur »* et quelques *« larmes »*. Il risque un violent choc en retour de l'opinion.

FRANÇOIS RENARD.

● *M. PIERRE BAUBY*, membre du secrétariat politique du parti *communiste marxiste-léniniste* (P.C.M.L., maoïste), estime que les chiffres donnés par M. Mauroy pour l'évolution des traitements dans la fonction publique *« sont profondément néfastes pour les travailleurs, d'autant qu'ils doivent servir de témoins pour le secteur privé »*.

● M. ALAIN JUPPÉ, secrétaire général du Club 89, collaborateur de M. Chirac :

« Le gouvernement se met en congé de socialisme jusqu'au IX° Plan, d'ici là il fera de la gestion. C'est comme le crépuscule de l'aventure. M. Mauroy a désigné une fois encore ses deux boucs émissaires préférés, le passé et le dollar. De là cette impression de fatalisme désabusé qui se dégageait des propos du premier ministre. Il n'y a dans ses propos rien de clair ni de précis sur la politique industrielle et sur la reconquête du marché intérieur. En revanche, nous avons eu un extraordinaire aveu d'impuissance sur l'emploi. »

AGRICULTURE

1982 : une « année de jaloux »

L'année agricole 1982 sera, pour les volumes de production, plutôt bonne. Il faut le dire avec les multiples *précautions d'usage car, si les grains sont rentrés,* quatre mois restent à courir pendant lesquels fruits, vins, maïs et betteraves restent à venir. De plus, les producteurs insisteront, en cette année correcte, sur la diversité des situations entre les productions et à l'intérieur *d'une même production, entre les paysans eux-mêmes*, au point de caractériser l'année par cette image : « Une année de jaloux ».

Grossièrement, on retiendra un nouveau record de production de blé, le retour à une bonne récolte de vins de Cchampagne, des dégâts importants sur les fourrages, là où la sécheresse a frappé (Vendée, sud du Massif Central), et un renversement de la tendance pour la production de viande bovine qui, cette fois, décroît.

● *Céréales :* Le record de la production de blé de 1980 pourrait être battu, *avec près de 24 millions de* tonnes. Cette augmentation est due a un accroissement des surfaces consacrées à cette céréale, qui passent de 4,6 millions d'hectares à 4,73 *millions*. Le rendement moyen augmente également ; il est estimé à 50,6 quintaux par hectare contre 49 en 1981.

Par contre, les surfaces consacrées à l'orge continuent de diminuer (— 225 000 hectares), la production restant étale, de l'ordre de 9,95 millions de tonnes.

Pour les maïs, les disparités seront importantes entre régions et entre agriculteurs, selon qu'ils sont *équipés en matériel d'irrigation ou* non. Le rendement moyen baisserait de 2 quintaux par hectare (55 quintaux) *et, à surface égale*, la production serait légèrement inférieure à celle de 1981 : 8,77 millions de tonnes.

● *Oléagineux :* Leur irrésistible ascension se poursuit, avec une production de colza et de tournesol en hausse de 20 %. Les surfaces consacrées au tournesol augmentent de 100 000 hectares et atteignent 265 000 hectares.

● *Betteraves :* Du fait de l'effondrement du cours mondial du sucre (divisé par trois en une année), les surfaces betteravières, qui avaient fortement progressé en 1981, reviennent au niveau de 1980 (autour de 530 000 hectares). La production de sucre est estimée à 4,3 millions de tonnes, soit une chute de 16 %, mais, le marché mondial n'offrant pas de perspective de redressement, cette baisse est plutôt bénéfique.

● *Fruits et légumes :* Comme on a pu le constater, l'été s'est passé sans crise majeure, et c'est plutôt cette absence d'agitation qui fait l'événement. Ce qui ne veut pas dire que tout s'est *déroulé idéalement sur* les marchés des pêches, des cerises et des poires. Et, surtout, il y a un gros risque pour la récolte de pommes, qui devrait être plus abondante qu'en 1981.

● *Vins :* On sait que, à quelques millions d'hectolitres près, les estimations de productions varient : entre 70 et 76, soit une année légèrement supérieure à la normale. La Champagne va pouvoir reconstituer ses stocks gravement entamés par les deux mauvaises récoltes de 1980 et 1981, puisque l'on s'attend à une *production d'environ* 1,6 million d'hectolitres. Les vins d'appellation, en bordeaux et côtes du Rhône notamment, seront abondants.

Le risque de surproduction est patent pour les vins de Cognac, tandis que l'on s'attend à une récolte normale en vins courants dans le Languedoc-Roussillon.

Quels revenus ?

● *Gros bovins.* — L'augmentation de la production qui se manifestait depuis 1979 avait reçu des explications diverses : *décapitalisation du* cheptel due aux conséquences de la sécheresse de 1976, aux besoins de *trésorerie des éleveurs*, à la *structure* démographique, les cinquante-cinq-soixante ans abandonnant la production laitière. Or, *en 1982*, on assiste à un renversement de tendance : la production de viande bovine devrait baisser d'environ 5 %, ce qui s'explique sans doute par le rajeunissement du troupeau et le freinage des mises à la réforme des vaches *laitières*.

● *Veau.* — La reprise du second semestre 1981, après le boycottage, *s'est poursuivie au premier semestre* 1982, et globalement l'année devrait être positive.

● *Porc.* — Curieusement, la production ne redémarre pas, ne progressant que de 0,5 % en six mois, alors que la concurrence néerlandaise n'est pas violente et que le déficit vis-à-vis de la consommation persiste.

● *Ovins.* — La production se maintient, mais les prix ne se redressent pas, sous l'effet de vives importations britanniques.

● *Lait.* — Il faut s'attendre à une augmentation de la collecte comprise entre 1 % et 2 %, qui traduit des gains de productivité, tandis que le cheptel diminue, que les conditions d'affouragement seront difficiles cet hiver dans plusieurs régions du fait de la sécheresse. Ailleurs, les foins ont été bons.

● *Aviculture.* — L'expansion se poursuit (+ 7 % à 10 %) dans le domaine de la viande, secteur où commencent à *se poser des problèmes* d'écoulement. Le secteur des œufs, lui, est en crise avec une surproduc*tion provoquant un effondrement* des cours et entraînant un abattage prématuré des poules pondeuses.

Pour l'ensemble de l'année 1982, l'indice de volume de la production agricole pourrait progresser de 1 % à 2 %, marquant donc une reprise après le palier de 1981. En ira-t-il de même pour le revenu ? Les organisations professionnelles se gardent de faire des pronostics. En quantité, l'année est bonne ; en prix, il en va différemment. On fait valoir la crise *de l'œuf, du mouton, la chute du su*cre et les problèmes d'écoulement qui semblent se manifester sur le *marché du blé*. Côté charges, il est vrai qu'on assiste à un freinage lié au blocage des prix mais contrebalancé par l'effet dollar. Du côté du pouvoir, on est moins réservé, car, dit-on, la bonne tenue des marchés pourrait faire de l'année 1982 un exercice équilibré. — J.G.





ÉTRANGER

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

La création d'un fonds spécial d'urgence est rejetée par le comité intérimaire

Sous la présidence du ministre koweïtien des finances, M. Abdlatif Y. al-Hamad devait s'ouvrir, lundi matin 6 septembre, à Toronto, l'assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale. Les quelque cent quarante-sept délégations comptent ensemble mille huit cent soixante personnes auxquelles il convient d'ajouter les nombreux banquiers privés venus, comme chaque année, assister à cette réunion. Tant les dirigeants de deux institutions internationales qu'un certain nombre de présidents des plus grandes banques privées ont essayé, pendant le week-end, de calmer les craintes suscitées par les graves difficultés financières de nombreux pays débiteurs.

« La lutte contre l'inflation reste la priorité des priorités », **a réaffirmé, samedi 4 septembre, le comité intérimaire du fonds. Les Etats-Unis ont été pratiquement le seul pays qui se soit opposé à une augmentation substantielle des quotes-parts du F.M.I. lors de la réunion de ce comité.**

« Ce qui caractérise cette réunion, **disait en privé le président d'un important établissement financier français,** ***est que les banquiers ne font plus la chasse aux emprunteurs, comme ils le faisaient encore en 1981 ».***

Les mêmes banquiers se montrent soucieux de ne pas augmenter les risques pris, sinon de les réduire le plus possible en refusant le renouvellement des lignes de crédits ouvertes dans le passé. C'est à eux que devait s'adresser le directeur général du Fonds monétaire, M. Jacques de Larosière.

De notre envoyé spécial

Le discours d'ouverture de M. de Larosière, d'après le texte distribué à l'avance aux journalistes, contient ce passage. *« Depuis quelque temps (...), les banques sont devenues plus sélectives dans leur politique de prêts internationaux. Elles examinent de plus près le potentiel économique et la capacité d'ajustement des pays emprunteurs. »* Dans son principe, cette nouvelle attitude est conforme aux vœux du Fonds. Mais dans un certain nombre de cas, il est arrivé que les banques aient *« modifié soudainement l'orientation de leurs concours »*, ce qui a posé aux pays emprunteurs *« des problèmes de gestion »*. Redoutant que la prudence, dont font preuve désormais les prêteurs, ne les conduise à retirer leur épingle du jeu, M. de Larosière, estimant sans doute que ce qui serait peut-être bon pour telle banque en particulier, serait désastreux pour le système bancaire dans son ensemble, adresse à la profession toute entière l'appel suivant : *« Il est de l'intérêt de tous de prévenir les difficultés financières et d'empêcher qu'elles s'étendent. Les institutions financières, et notamment les banques commerciales, ont un rôle décisif à jouer à cet égard. »* Et d'évoquer ensuite, en cas de « problèmes de dettes », le besoin de *« leur étroite collaboration ».*

L'enjeu de cette assemblée générale est la mise à la disposition du F.M.I. de ressources supplémentaires pour lui permettre d'apporter son concours aux pays en difficulté. Le F.M.I. va le faire pour le Mexique, en liaison avec les banques privées qui, une fois un accord conclu entre Mexico et le Fonds sur un programme de redressement, accepteront sans doute d'ouvrir, sous certaines conditions, de nouveaux crédits.

Deux voies étaient ouvertes. Ou bien, à l'occasion de la huitième révision des quotes-parts des pays membres, qui doit avoir lieu avant la fin de 1983, augmenter de façon substantielle ces contributions : la France, plus ou moins appuyée par une majorité de pays européens, préconise d'en doubler le total, qui passerait ainsi de 60 à 120 milliards de droits de tirages spéciaux ou D.T.S. (1 D.T.S. équivaut à 1,09 dollar), tandis que les pays du tiers-monde en demandent le triplement. Ou bien, comme l'ont proposé les Américains, créer en marge du F.M.I. une facilité de crédits supplémentaire à utiliser en cas d'urgence. Le chiffre avancé est de l'ordre de 25 milliards de dollars, ce qui, malgré les apparences, ne serait pas si loin d'équivaloir à un doublement des quotes-parts. Seules, en effet, sont utilisables par le Fonds les monnaies convertibles fournies par les pays de l'O.C.D.E. et quelques pays de l'OPEP. Accroître de 60 milliards de D.T.S. les ressources propres du Fonds lui apporterait 33 à 35 milliards de D.T.S. en devises « prêtables ».

Le Fonds ne dispose pas que de ses ressources propres qu'il prête au taux avantageux de 6,1 %. Il est autorisé à emprunter un maximum de 33 milliards de DTS environ. Naturellement, il prête à un taux plus élevé les sommes qu'il a lui-même emprunté. Le chiffre important à avoir à l'esprit est qu'à la date d'aujourd'hui, compte tenu des crédits qu'il a consenti, le Fonds ne dispose plus que de 15 milliards de DTS, somme qui sera bientôt diminuée par le prêt qu'il a promis au Mexique (4 milliards de DTS environ, qui ne seront pas tirés en une seule fois). Et il lui reste environ 10 milliards de DTS à emprunter (sur le total autorisé de 33 milliards).

M. de Larosière, interrogé sur le point de savoir si, dans les délicates circonstances d'aujourd'hui le Fonds disposait d'un volant de ressources adéquat, a répondu : *« Le système financier international est sain et souple, il a montré dans le passé ses remarquables capacités de récupération. Quand au Fonds, il pourra dans les prochains mois se procurer par l'emprunt des ressources supplémentaires conformément aux directives arrêtées par son conseil d'administration. »*

La solution américaine de création d'un fonds spécial d'urgence, qui rappelle le projet avorté formé après le premier choc pétrolier par M. Kissinger d'instituer un *« filet de sécurité »* (qui aurait permis lui aussi de mobiliser 25 milliards de dollars), a été rejeté au sein du comité intérimaire. Ne reste donc en lice que le projet d'augmentation des quotas. Tous les pays, à l'exception des Etats-Unis, a dit à la presse le président en exercice du comité intérimaire, le ministre canadien des finances, M. Allan J. Maceachen, ont donné leur soutien à une augmentation « substantielle » des quotas, ce que mentionne le communiqué (sans préciser l'opposition américaine). La position de Washington pourrait, assure-t-on, s'assouplir d'ici à la prochaine réunion du comité intérimaire en avril. Une décision sera-t-elle prise à cette date. C'est ce qu'espère le F.M.I.

Le communiqué du comité intérimaire use d'un langage nouveau à l'égard des pays en voie de développement auxquels on rappelle sans trop de ménagement leurs responsabilités s'il s'agit de les engager à leur tour dans la politique d'austérité. *« Il* (le comité) *souligne que les problèmes auxquels bon nombre de pays font actuellement face résultent également de politiques financières par trop expansionistes qui sont à l'origine de l'inflation et d'une mauvaise répartition des ressources, ainsi que de déséquilibres extérieurs. »* Comme un journaliste mexicain lui demandait si cette phrase visait son pays en particulier, le directeur général du Fonds a répondu que l'on pouvait y voir effectivement *« un avertissement ».*

La lutte contre l'inflation

Dans le discours qu'il doit prononcer devant l'assemblée générale de lundi 6 septembre, M. de Larosière, rappelle aussi les pays développés à leur devoir de lutter contre l'inflation. Il les met aussi en garde contre les *« expédients »* qu'ils sont parfois tentés de mettre en œuvre contre le chômage ainsi des remèdes de fortune qui sont de nature à aggraver le mal, il cite en premier lieu *« le partage obligatoire du travail ».*

Dans son discours d'ouverture, M. Clausen, président de la Banque mondiale, doit faire état (selon le texte remis à la presse) d'*« un optimisme prudent »* qui n'est pas déplacé, dit-il, *« même dans les circonstances actuelles ».* A examiner les faits survenus depuis la guerre, on peut en effet *« conclure que le processus de développement est une réalité ».* Le successeur de M. McNamara souligne que la lutte contre la pauvreté *« est un objectif clé et central de la Banque mondiale ».* En conséquence, *« l'Afrique au sud du Sahara demeurera au premier rang des priorités régionales, de même l'agriculture, le développement rural et l'énergie resteront au premier rang des priorités sectorielles ».*

La grande affaire pour la Banque mondiale est le financement de sa filiale, l'Agence internationale pour le développement (AID) dont le programme a été *« amputé »*, pour employer l'expression de M. Clausen, par le refus américain de remplir en totalité l'engagement initialement pris de pouvoir (à concurrence de 27 % de l'ensemble) l'AID de 12 milliards de dollars pendant la période triennale 1982-1983. Les pays autres que les États-Unis ont presque tous décidé (c'est le cas de la France) de verser, en 1982, leur pleine contribution alors qu'ils avaient le droit de la réduire au prorata de la contribution américaine. Il semble bien qu'ils soient disposés à en faire autant pour 1983, en dépit de quelques réticences allemandes.

Restait à déterminer les ressources à atteindre pour l'année 1984, pour laquelle l'Aid risquait de se retrouver avec la seule contribution des États-Unis, puisque ces derniers ont décidé unilatéralement, d'étaler sur quatre ans les versements qu'ils devaient faire en trois. Les pays donateurs autres que les États-Unis ont pour la plupart (c'est le cas de la France), promis de verser en 1984 une contribution supplémentaire égale au tiers de leur contribution totale, pour la période triennale qui s'achèvera en 1983. Un accord préliminaire a été conclu au sein du comité de développement sur ce schéma, il devrait prendre forme définitivement, mercredi 8 septembre.

Dans les mois à venir, la Banque mondiale va mettre en application sa nouvelle formule de prêt à taux variable. Les variations de taux qui interviendront tous les six mois, seront modérées, car elles se moduleront sur les variations du coût des ressources. Or la Banque mondiale, qui compte se procurer, l'an prochain sur le marché, quelque 9 milliards de dollars, continuera d'emprunter la plus grande partie de ses ressources à taux fixe, la part de ses emprunts à taux variable ne devant pas dépasser 1,5 milliard. Il reste que le plus gros emprunteur du marché international, qui est aussi une signature de tout premier ordre, doit à son tour adopter les formules financières du jour.

PAUL FABRA.

LA CONSTRUCTION DU GAZODUC SIBÉRIEN

Une firme italienne est sanctionnée à son tour

Washington *(A.F.P.)*. — Le département américain du commerce a ajouté, le samedi 4 septembre, la firme italienne Nuovo Pignone à sa liste noire des compagnies européennes ayant violé l'embargo décrété par M. Reagan contre le gazoduc euro-sibérien.

Un communiqué indique que la Nuovo Pignone Engineering Co a été placée sur la liste noire à la suite du chargement sur un cargo soviétique de turbines montées par elle sans licence General Electric Co. Deux sociétés françaises (Dresser-France et Creusot-Loire) et une firme britannique (John Brown Engineering) ont déjà été mises sur cette liste noire.

Selon *le New York Times*, les discussions entre les Etats-Unis, d'une part, et la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne fédérale, d'autre part, devraient être reportés de plusieurs jours. Ces quatre pays auraient fait, le vendredi 3 septembre, savoir qu'ils ne souhaitaient pas rencontrer un haut fonctionnaire du département d'Etat, M. James L. Buckley, lequel devait se rendre en Europe samedi.

Toutefois le Quai d'Orsay déclare n'être pas au courant d'un tel projet.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −		Rep. + ou Dép. −	
$ E.-U.	6,9920	6,9950	+ 145	+ 165	+ 270	+ 310	+ 500	+ 530
$ can.	5,6230	5,6250	− 50	− 10	− 60	+ 5	− 220	− 60
Yen (100)	2,7080	2,7120	+ 150	+ 190	+ 300	+ 350	+ 890	+ 995
DM	2,8030	2,8150	+ 125	+ 165	+ 265	+ 305	+ 770	+ 890
Florin	2,5680	2,5720	+ 120	+ 170	+ 240	+ 290	+ 710	+ 820
F.B. (100)	14,6610	14,6720	+ 10	+ 70	− 20	+ 55	− 260	− 30
F.S.	3,3180	3,3220	+ 270	+ 310	+ 560	+ 610	+1510	+1605
L (1 000)	4,9920	5,0005	− 350	− 150	− 680	− 250	−1890	−1300
£	12,0625	12,0710	+ 240	+ 290	+ 535	+ 610	+1790	+1910

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	10 7/8	11 1/4	11	11 3/8	11 3/16	11 9/16	12 3/8	12 3/4
DM	7 1/2	7 7/8	7 7/8	8 1/8	7 1/8	8 1/4	8 1/4	8 5/8
Florin	7 1/4	8	7 9/16	8 3/16	7 5/8	8 1/4	7 7/8	8 1/2
F.B. (100)	12 1/4	13 1/4	11 3/4	13 1/4	12 1/4	13 3/4	13 1/4	14 3/4
F.S.	2 3/8	3 1/8	3 3/16	3 9/16	3 1/2	3 7/8	4 11/16	5 1/16
L (1 000)	16 3/4	19 1/4	21	22 1/2	21 1/4	22 1/2	22	23
£	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2	10 1/2	11 1/2
F. français	14 1/4	15 3/4	18	19 1/2	19 3/4	21 1/4	21 1/4	22 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE - SPÉCIALITÉS

Société anonyme au capital de 9 000 000 F
Siège social : 13, rue Alphonse-de-Neuville à Paris (17e)
R.C. PARIS B 604 500-843

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES D'ACTIONS AU PORTEUR

En application de l'article 94-1 de la *Loi de Finances pour 1982* nº 81-1160 du 30 décembre 1981 qui impose à compter du 1er octobre 1982 la forme nominative de toutes les actions émises par des sociétés non cotées, les propriétaires d'actions au porteur peuvent faire procéder dès maintenant et jusqu'au 30 septembre 1982 à l'échange contre des certificats nominatifs de leurs certificats au porteur d'actions en les présentant :

— Soit au guichet habituel de leur banquier qui les transmettra ;

— Soit directement au guichet du CRÉDIT DU NORD, Agence de Paris (9e), 6 et 8, bd Haussmann.

Faute d'avoir accompli cette formalité, les propriétaires d'actions au porteur seront privés à compter du 1er octobre 1982 des droits attachés à leurs actions au porteur (droits de vote dans l'Assemblée, droits aux dividendes, droits préférentiels de souscriptions aux émissions d'actions en numéraire, etc.).

En outre, à l'expiration du délai qui sera fixé ultérieurement par décret, il serait procédé d'office dans les conditions générales fixées par décret, à la vente de leurs titres au porteur non convertis au nominatif, le produit en étant consigné jusqu'à restitution éventuelle.

Le conseil d'Administration.

RESILIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT (Association pour la caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire), 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 30 novembre 1981 par la compagnie les Assurances du crédit, à Compiègne, pour la société Inter-Lorraine, 17, route de Plappeville, 57160 Lessy, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

KREDIETBANK S.A.

M. Jean Adant, précédemment directeur à la Société générale de banque, a été coopté par le conseil général de la Kredietbank S.A. luxembourgeoise, en date du 1er septembre 1982, comme administrateur.

M. Jean Adant portera le titre d'administrateur-directeur.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 26-8-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	265 597
dont :	
Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	29 633
ECU	52 151
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 258
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 380
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	174 010
dont :	
Effets escomptés	79 321
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	49 277
5) DIVERS	8 343
Total	502 609

PASSIF	
1) *BILLETS EN CIRCULATION*	*170 609*
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 381
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	9 585
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	60 508
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la *constitution de réserves*	*41 280*
5) ECU A LIVRER AU FECOM	50 049
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	5 874
Total	502 609

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	27 août	3 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	787,9	785,9
Valeurs étrangères	2035,5	1978,6
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	113,4	113,4
Valeurs étrangères	276,4	267,7
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	101,9	101,6
Pétroles-Energie	79,6	78,4
Métallurgie	88	86,7
Chimie	100,6	100,3
Bâtim., mat. constr., trav. publics	96,4	97,9
Constructions mécaniques	100,2	98,8
Matériel électrique	104,4	102,3
Automobile et accessoires	92,1	91,9
Industr. de consom. non alim.	117,4	118,5
Agro-alimentaire	114,3	114,6
Distribution	103,7	105,3
Transports	104,9	105,6
Services	*105,9*	*104,2*
Assurances	104,6	105,7
Banques	112,6	113,1
Immobilier et foncier	102,1	102,4
Investissement et portefeuille	*105,6*	*105,2*
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	98,6	98
Emprunts d'État	98	96,7
Emprunts garantis et assimilés	*96,5*	*96,3*
Sociétés	96	95
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86	85,8
Sociétés	92,5	91,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	100,7	100,2
Produits de base	84,3	82,6
Construction	96,1	96
Biens d'équipement	103,6	101,4
Biens de consom. durables	*99,2*	*98*
Biens de consom. non durables	108,7	111,6
Biens de consom. alimentaires	112,6	112,7
Services	101,8	101,5
Sociétés financières	109,5	110,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	98,9	100,4
Valeurs industrielles		
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1981		
Indice général	97	97,4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIES DES LAMPES. — Le groupe Thomson-Brandt est parvenu à un accord avec la compagnie française Philips pour lui faciliter le contrôle (56,4 %) de sa filiale, la Compagnie des lampes. La compagnie française Philips rachètera le 7 septembre 390 000 actions Compagnie des lampes au prix unitaire de 300 F payables d'après le calendrier suivant : 53,25 F le 31 décembre 1982, 53,25 F le 31 décembre 1983, 53,25 F le 31 décembre 1984 et 140,25 F le 31 décembre 1985.

Thomson-Brandt a en outre consenti à l'acquéreur une garantie de passif, qui, si elle venait à être mise en jeu jouerait sur le règlement du dernier terme. A défaut d'imputation sur ce terme, Thomson-Brandt reverserait à la compagnie française Philips en totalité de la réduction résultant de la garantie. Cette dernière s'est en outre engagée à racheter en Bourse à 205 F pièce toutes les actions Compagnie des lampes qui seraient présentées à la vente. La cotation des actions Compagnie des lampes, suspendue le 24 mai dernier, reprendra le 7 septembre.

GÉNÉRALE DE FONDERIE. — Les dirigeants du groupe ne tablent pas sur une amélioration des résultats du groupe pour 1982, aucun retournement conjoncturel n'étant escompté cette année.

Les deux branches d'activité de la Générale de fonderie, le chauffage et le sanitaire, sont durement touchées par la crise du bâtiment. Seul, le marché des pompes à chaleur paraît se redresser.

ROUSSEL-UCLAF. — Admission éventuelle de 891 110 actions de 100 F à dividende prioritaire sans droit de vote auxquelles sont attachés les droits fixés par les dispositions légales en vigueur et par les statuts, portant jouissance du 1er janvier 1982, libérées d'un quart à la souscription, le solde devant être libéré intégralement le 30 septembre 1985 au plus tard, numérotées de 1 à 891 110.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	1er sept.	2 sept.
Valeurs françaises	103,9	103,6
Valeurs étrangères	114,9	115,0

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	2 sept.	3 sept.
Indice général	99,8	100,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 6 septembre .... 14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3 sept.	6 sept.
1 dollar (en yens)	256,40	[illegible]

BOURSE DE PARIS — Comptant — 3 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Valeurs françaises, Étrangères, HORS-COTE (Compartiment spécial ; Autres valeurs hors cote), SICAV		

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1778	4,5 % 1973	1836	1895	1896	1879
3220	C.N.E. 3 %	3159	3175	3170	3170
300	Agence Havas	313	314	314	310
560	Facom	571	578	578	578
785	Fichet-bauche	839	838	838	840
164	Finextel	169	169	169	169
215	Ford Motors	230	231 50	231 50	230 50
230	Free State	245	249 90	248	244 90
122	Gencor	138 50	138 30	139 40	135 60
186	Gén. Belgique	208	207	207	206
590	Gén. Electr.	612	610	616	611
405	Gen. Motors	396 20	400	400	406
88	Goldfields	64	64	64	63 60
94	Harmony	103 10	102 70	104 80	100 50
19	Hitachi	20 10	20 55	20 55	20 25
370	Hoechst Akt.	365	367	357	360
	Vallourec	114 90	114	116 40	116
	V. Clicquot-P.	1290	1248	1227	1224
	Viniprix	868	861	861	861
	Amax Inc.	189	190 80	195 50	190 80
	Amer. Express	390	373	373	373
	Amer. Teleph.	480	463	460	467 50
	Anglo Amer. C.	95 50	98 40	98 10	96 40
44	Imp. Chemical	42	41 70	41 70	42
77	Inco. Limited	83 80	85 80	90	85 80
580	IBM	591	575	590	575
29	Ito-Yokado	29 10	29 20	29	29
225	ITT	225	224	225 50	222
34	Matsushita	36 90	37 10	37 20	36 60
610	Merck	639	632	638	639
104	Sony	112	114	113 80	111 80
128	T.D.K.	129 80	131 10	129 10	132
480	Unilever	484	486	486	....
380	Unit. Techn.	396	391	402	390
515	Vaal Reefs	549	554	553	543
245	West Deep	263 40	274	276	270
295	West Hold.	315	316 50	317	316 50
280	Xerox Corp.	289	288	288	285 10
2 05	Zambia Corp.	2 11	2 09	2 06	2 05

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 927	6 937	6 820	7 170
Allemagne (100 DM)	281 150	281 700	273	287
Belgique (100 F)	14 861	14 666	13 300	14 400
Pays-Bas (100 fl.)	*258 850*	*257 400*	*250*	*262*
Danemark (100 krd)	80 170	80 450	77	83
Norvège (100 k)	104 100	104 430	100	106
Grande-Bretagne (£ 1)	12 061	12 055	11 650	12 350
Grèce (100 drachmes)	9 935	9 943	9	11
Italie (1 000 lires)	4 982	5 002	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	330 050	331 950	320	338
Suède (100 krs)	113 210	113 350	109	116
Autriche (100 sch)	39 950	40 080	38 700	40 400
Espagne (100 pes.)	6 197	6 230	5 900	6 350
Portugal (100 esc.)	8 070	8 010	6	7 200
Canada ($ can 1)	5 606	5 617	5 480	5 750
Japon (100 yens)	2 699	2 710	2 590	2 730

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/9
Or fin (kilo en barre)	89750	95000
Or fin (en lingot)	89850	94750
Pièce française (20 fr)	605	670
Pièce française (10 fr)	*460*	.....
Pièce suisse (20 fr)	532	565
Pièce latine (20 fr)	527	561
Souverain	633	670
Pièce de 20 dollars	2900	3025
Pièce de 10 dollars	1560	1560
Pièce de 5 dollars	795	.....
Pièce de 50 pesos	3450	3685
Pièce de 10 florins	566	585

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

M. Chevènement annonce une réduction d'impôts pour les entreprises qui investissent dans la recherche

M. Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a inauguré à Paris, samedi 4 septembre, le Salon international de l'habillement masculin, une des familles du textile les plus touchées par les importations. Ouvrant dimanche la Foire internationale de Clermont-Ferrand, le ministre a annoncé la création de directions régionales de la recherche et de l'industrie, regroupant en un guichet unique les différents interlocuteurs des industriels, afin de leur « simplifier la vie » et d'animer la vie économique régionale.

Il a annoncé que les impôts seraient réduits pour les sociétés qui feraient un réel effort de recherche, c'est-à-dire dont la croissance des crédits de recherche serait supérieure à l'inflation. La réduction de l'impôt sur le bénéfice pourrait être égale au tiers de l'accroissement des dépenses de recherche, au-delà du taux d'inflation. « Il faut, *a déclaré le ministre*, redonner une priorité à l'industrie, remonter la pente après les dix dernières années de décisions inefficaces et d'abandon de certains secteurs soi-disant condamnés ».

Le vêtement masculin en déficit

Samedi, au Salon international de l'habillement masculin, les industriels français ont fait part au ministre de leurs préoccupations. La consommation de vêtements masculins a certes augmenté au cours des quatre premiers mois de 1982 (+3,9 % par rapport à la même période de 1981). Mais cette reprise a surtout bénéficié aux importations qui ont progressé de 37 % pendant le premier semestre de 1982. Dans le même temps, les exportations n'augmentaient que de 13 %, entraînant un déficit commercial de 782 millions de francs, soit un taux de couverture de 53,5 %.

Pour lutter contre la concurrence étrangère, les industriels demandent l'application stricte des accords internationaux et l'ouverture, au titre du principe de réciprocité, des marchés étrangers fermés ou surprotégés. Mais ce qui les préoccupe le plus dans l'immédiat, c'est le blocage des prix qui, estiment-ils, se traduit par une baisse de 2,34 % du prix des articles fabriqués en janvier et actuellement livrés ; cela revient pour beaucoup d'entreprises à supprimer la marge nette. Aussi les industriels réclament-ils le retour à la liberté totale des prix. Cette revendication est, selon eux, d'autant plus justifiée que, depuis trois ans, les prix de l'habillement ont augmenté deux fois moins vite que le coût de la vie.

M. Chevènement a rappelé les efforts entrepris par le gouvernement pour aider l'industrie du textile, qui a perdu 40 000 emplois en 1981 (sur un total de 550 000) : allègement des charges sociales pour les industriels qui investissent (2 000 contrats ont déjà été signés), aide à l'innovation aide à l'investissement (150 dossiers sont à l'étude). « *Pour accroître leur compétitivité, les industriels français doivent faire preuve d'esprit d'initiative et de création* », a conclu M. Chevènement qui a, à cet égard, salué la *sortie* d'une nouvelle machine inventée par la société française Lectra Système. Celle-ci permet de couper automatiquement les tissus au moyen d'un rayon laser commandé par ordinateur.

Le Mexique instaure un double marché des changes

De notre correspondant

Mexico. — M. Carlos Tello, nouveau président du Banco de Mexico (Banque centrale), a rendu publiques, samedi 4 septembre, les premières dispositions concrètes accompagnant la nationalisation de la banque et l'instauration du contrôle des changes décrétées le 1er septembre par le président Lopez Portillo.

Dans le domaine du contrôle des changes, le Mexique revient à la double parité et aux taux fixes. La première s'applique à l'importation des biens essentiels pour le fonctionnement de l'économie et aux dettes des entreprises privées et publiques : 50 pesos pour un dollar. La seconde parité s'applique à tous les autres types de transaction : 70 pesos pour un dollar.

Le deuxième grand train de décisions concerne les taux d'intérêt pratiqués par les banques. M. Carlos Tello a annoncé que :

— Les taux pratiqués sur les nouveaux dépôts baisseront de deux points en moyenne par semaine durant les cinq prochaines semaines, au terme de quoi il sera procédé à une nouvelle évaluation de la situation ;

— Les comptes d'épargne recevront un taux d'intérêt de 20 % au lieu de 4,5 % qu'ils recevaient précédemment ;

— La commission (de 800 pesos par mois) que percevaient les banques sur les comptes inférieurs à 10 000 pesos est supprimée ;

— Les taux des crédits accordés par la banque aux entreprises productrices seront réduits dans un premier temps de 5 % avant d'être ajustés en fonction de l'évolution de la situation ;

— Le taux des crédits pour la construction de logements sociaux sera unifié à 11 %, ce qui représente une réduction pouvant aller dans certains cas jusqu'à vingt-trois points.

M. Carlos Tello a, en outre, rappelé que le gouvernement n'avait pas l'intention de toucher aux dépôts ou aux coffres. Il a précisé que les autorités ne conserveraient pas les entreprises possédées par les banques nationalisées. Les actions seront mises en vente au moment voulu. Elles pourront également être utilisées pour indemniser les anciens propriétaires de banques.

Enfin, il a annoncé que chaque Mexicain sortant du pays serait autorisé à changer 250 dollars.

FRANCIS PISANI.

FERMETÉ DU DOLLAR : 6,97 F

Le dollar a confirmé, en début de semaine, la reprise sensible annoncée à la veille du week-end, s'établissant, à Paris, à 6,97 F environ, après avoir dépassé, un moment, 7 F, contre 6,93 F vendredi 3 septembre en fin de matinée. A Francfort, il est passé de 2,4570 DM à 2,48 DM.

Cette reprise est attribuée au gonflement de la masse monétaire américaine qui pourrait ralentir de la baisse des taux aux Etats-Unis. Après le démenti opposé samedi par M. Delors aux rumeurs de création d'un franc financier, notre monnaie s'est légèrement redressée, le cours du mark à Paris, revenant de 2,8170 F à 2,8150 F (vendredi après-midi, il s'était élevé jusqu'à 2,8225 F).

Sur le marché de l'or, après la flambée de fin de semaine qui avait porté le cours de l'once de 468 dollars à 455 dollars, une accalmie a été enregistrée à 453 dollars.

Le numéro du « Monde » daté 5-6 septembre 1982 a été tiré à 497 250 exemplaires.

MORT DE DOUGLAS BADER L'AS DE LA R.A.F. AUX JAMBES ARTIFICIELLES

Sir Douglas Bader est mort, dimanche 5 septembre à Londres, d'une crise cardiaque. Cet ancien « as » de la R.A.F., célèbre pour avoir remporté des victoires malgré ses jambes artificielles, était âgé de soixante-douze ans.

[Jeune officier aviateur, athlète renommé, Bader, en 1931, voulut relever un défi d'acrobatie aérienne. Il s'écrasa au sol, fut amputé des deux jambes et dut quitter la R.F.A. Il n'eut de cesse d'y revenir. Il réussit à marcher sans canne, à danser et à jouer au golf, passa des tests et réussit des essais en vol, mais ne put réintégrer l'aviation militaire comme pilote qu'en novembre 1939. Son tableau de chasse comptait ving-deux avions ennemis officiellement abattus lorsqu'il entra en collision en août 1941 avec un Messerschmitt au-dessus de la région de Béthune. Ses jambes artificielles étaient brisées. Bader avait sa légende, même parmi ses adversaires. La Lutwaffe envoya un message radio à Londres, signalant le fait. Avec son accord, un avion de la R.F.A. parachuta quelques jours plus tard sur l'aérodrome voisin deux nouvelles prothèses.

A peine appareillé, Bader tenta de s'évader en utilisant ses draps comme corde, ses jambes artificielles autour du cou. Une infirmière française le dénonça. On envoya Bader en Allemagne où, après une quatrième tentative, on lui retira chaque soir ses prothèses et on l'expédia au camp de Colditz.

A sa libération, il devint un héros national, reçut deux des plus hautes distinctions britanniques, ainsi que la Légion d'honneur et la croix de guerre Il reçut un poste de direction à Shell Aircraft et fut anobli en 1976.

Bien entendu, un film fut tiré de sa vie : *Reach for the sky*.]

Les libertés syndicales

LA C.G.T. DE TALBOT EN APPELLE A M. AUROUX

M. André Sainjon, secrétaire général de la fédération des métaux C.G.T., a demandé à M. Auroux, ministre du travail, la convocation « *d'urgence* » de la commission des libertés chez Talbot, à la suite, déclare-t-il, de « *l'agression de type fasciste dont ont été victimes des travailleurs de cette entreprise* ». Le 1er septembre, les chauffeurs d'une camionnette dans laquelle était installée la sonorisation pour un meeting de rentrée de la C.G.T. à l'usine de Poissy (Yvelines), avaient été expulsés. Plusieurs débrayages ont eu lieu après des heurts avec des membres de la C.S.L. (*le Monde* daté 5-6 septembre).

La direction du groupe rappelle qu'une réunion ordinaire de la commission des libertés est prévue pour le 22 septembre, et « *maintenue jusqu'à présent malgré d'intolérables violences de délégués des travailleurs à l'intérieur de l'usine Talbot de Poissy* ». De son côté, la section C.G.T. de l'usine envisage une grève reconductible, à partir du mardi 7 septembre, pour protester « *contre les licenciements, les mutations et les sanctions dont sont l'objet les délégués de chaîne, militants C.G.T.* ».

● *Retards à Air Inter et UTA.* — Des retards ont été enregistrés sur les vols des compagnies Air Inter et UTA en fin de semaine, après des arrêts de travail de certaines catégories de personnels au sol : à Air Inter des assistants de piste ; à UTA, des agents chargés de l'entretien des appareils.

LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DE LA GESTION SOCIALE

Un trou de 3 millions de francs au comité d'entreprise de la caisse nationale vieillesse

Les difficultés financières du comité d'entreprise (C.E) de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (région parisienne) provoquent des analyses contradictoires.

Au cours d'une conférence de presse, les six élus C.G.T. (sur neuf), du C.E ont récemment expliqué que ces difficultés étaient dues principalement : au coût de la décentralisation des services de la caisse (8,2 millions de francs dont 2,8 pour 1982 selon la C.G.T.), au taux inchangé de la dotation (2,75 % de la masse salariale) que touche le C.E. depuis sa création, et à la stagnation des salaires des quatre mille six cent cinquate agents de la caisse. Le résultat est, pour 1982, une « *insuffisance budgétaire* » de 3 millions de francs. Les élus C.G.T. du C.E. demandent donc un apport de ressources pour équilibrer l'exercice 1982, et une augmentation de la dotation à 5 % de la masse salariale.

F.O. et la C.F.D.T. contestent les chiffres de la C.G.T., et accusent de mauvaise gestion les élus C.G.T. « *Dès le départ*, ont-ils expliqué, *la C.G.T avait établi un budget avec 2 millions de francs de déficit ; il y avait une rubrique « financement par emprunt ou direction : 2 millions de francs » ; elle savait donc pertinemment qu'il n'y aurait plus un sou dans les caisses au 1er septembre !* » « *Précisément, c'est une tactique pour démontrer à la direction qu'on n'a pas assez pour réaliser nos projets* », avoue-t-on à la C.G.T. « *C'est justement cela qui est inacceptable*, réplique la C.F.D.T. *Leur principe de gestion c'est de dire : s'il nous manque 2 millions de francs, et qu'on nous les accorde, cela prouve que nous sommes de bons gestionnaires. Ce n'est pas sain. A la C.F.D.T. nous avons élaboré un véritable plan de gestion du C.E., sans avance de la direction à chaque fois.* »

F.O. et la C.F.D.T. accusent d'autre part la majorité C.G.T. du C.E. de ne pas mettre en concurrence plusieurs sociéts pour toutes les activités organisées par le C.E. Ainsi, c'est la société Interco, filiale de Interagra, dont le P.-D.G., M. Doumeng, est un membre influent du P.C.F., qui fournit les repas au restaurant d'entreprise. La C.F.D.T. affirme avoir trouvé une entreprise qui pourrait fournir les mêmes repas pour trois cent mille francs de moins. Pour les activités de tourisme, le C.E. fait systématiquement appel à Tourisme et Travail autre association qui a des affinités avec la C.G.T. et le P.C.F.

F.O. et la C.F.D.T. réclament donc une expertise comptable du C.E., mais faite par un expert désigné d'un commun accord, et non par l'expert désigné par la C.G.T. Elles estiment qu'« *à partir des vrais chiffres il sera possible de redémarrer sur des bases saines* ».

« *Nous sommes d'accord avec la C.G.T. pour demander une augmentation de la dotation, mais il faut une dotation qui soit calculée en fonction des besoins réels. Eventuellement, nous préférons que l'augmentation de la dotation soit moins forte et que le reste de l'argent serve à embaucher* », explique encore M. Roland Valentinelli, ancien comptable C.G.T. du C.E., et qui a rejoint la C.F.D.T. depuis 1978.

De fait, à défaut d'accord entre les parties intéressées, les soixante-quatre salariés à temps plein et les activités organisées pour tous les employés de la caisse risquent de faire les frais de cette controverse.